



Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres

Le développement du secteur de l'élevage
pour la réduction de la pauvreté:
perspectives économique et politique
Les nombreuses vertus de l'élevage

Le développement du secteur de l'élevage pour la réduction de la pauvreté: perspectives économique et politique Les nombreuses vertus de l'élevage

J. Otte, A. Costales, J. Dijkman, U. Pica-Ciamarra,
T. Robinson, V. Ahuja, C. Ly et D. Roland-Holst

Citation recommandée

Otte, A. Costales, J. Dijkman, U. Pica-Ciamarra, T. Robinson, V. Ahuja, C. Ly et D. Roland-Holst.
Le développement du secteur de l'élevage pour la réduction de la pauvreté: perspectives économique et politique - Les nombreuses vertus de l'élevage. Rome. FAO.

Photo de couverture

BRAC/Saiful Haque Omi.

L'édition originale de cet ouvrage a été publiée en anglais par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sous le titre *Livestock sector development for poverty reduction: an economic and policy perspective – Livestock's many virtues*.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

E-ISBN 978-92-5-208039-8 (PDF)

© FAO, 2013 [édition française]

© FAO, 2012 [édition anglaise]

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Table des matières

Préface	ix
Remerciements	xi
Résumé exécutif	xiii
Sigles et abréviations	xxi
1. INTRODUCTION	1
2. PAUVRETÉ, SECURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉLEVAGE – APERÇU GLOBAL	5
Ampleur et répartition de la pauvreté à l'échelle mondiale	5
Sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays en développement	7
Le rôle de l'élevage dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle	11
Le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté	13
Tendances du secteur de l'élevage et éleveurs	16
Demande actuelle et future de produits de l'élevage	20
Effets négatifs de l'élevage	27
Discussion et conclusions	30
Résumé et points clés	32
3. ÉLEVAGE ET MOYENS DE SUBSISTANCE	35
Caractéristiques des ménages ruraux	35
Possession de bétail parmi les ménages ruraux	38
Les différents rôles de l'élevage	41
Discussion et conclusions	57
Résumé et points clés	61
4. DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	63
Croissance économique et réduction de la pauvreté	63
Agriculture, développement rural et croissance pro-pauvres	67
Contribution de l'élevage à la création de croissance agricole et de croissance économique globale	72
Discussion et conclusions	81
Résumé et points clés	83
5. MARCHÉS: LE LIEN ENTRE LES MÉNAGES ET L'ÉCONOMIE	85
Croissance économique urbaine et moyens de subsistance ruraux	85
Croissance de la demande de produits de l'élevage dans les pays en développement	91
Diversité des chaînes d'approvisionnement et de valeur	98
Barrières à l'accès au marché	105
Lever les barrières à l'accès au marché des petits éleveurs	109
Discussion et conclusions	114
Résumés et points clés	115

6. POLITIQUES, INSTITUTIONS ET RÉFORMES INSTITUTIONNELLES DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE	119
Nature et rôle des politiques et des institutions	120
Un cadre stratégique pour le développement du secteur de l'élevage	123
Concevoir et mettre en œuvre des politiques d'élevage et des réformes institutionnelles en faveur des pauvres	125
Soutenir les politiques d'élevage et les réformes institutionnelles	136
Discussion et conclusions	138
Résumé et points clés	140
7. CONCLUSIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE EN FAVEUR DES PAUVRES	143
L'agriculture et l'économie rurale non-agricole	144
Élevage et cultures	145
Petits éleveurs et éleveurs pauvres	146
Populations et régions pauvres	148
Secteur public et secteur privé	150
Conclusions	151
RÉFÉRENCES	153
ANNEXES	171
Annexe 1. Groupes de pays et classification selon les revenus, Banque Mondiale 2010	173
Annexe 2. Documents de travail FAO-PPLPI	175
Annexe 3. Rapports de recherche FAO-PPLPI	177
Annexe 4. Informations sur les politiques FAO-PPLPI	179

Tableaux et figures

TABLEAUX

2.1 Populations des pays en développement, par région et catégorie de revenu, 1990 (millions)	6
2.2 Populations des pays en développement, par région et catégorie de revenu, 2005 (millions)	6
2.3 Consommation de calories, de protéines, de viande et de lait par habitant et par région, 2005	10
2.4 Prévalence de la malnutrition protéino-énergétique, de la carence en vitamine A et de l'anémie ferriprive, par région, 2004	10
2.5 Micronutriments fournis par les aliments d'origine animale	12
2.6 Caractéristiques structurelles des économies des pays en développement et importance relative de l'agriculture et de la main-d'œuvre agricole, 2008	14
2.7 Effectifs et parts de la population économiquement active qui travaillent dans l'agriculture, par région, 1990 et 2005 (millions)	15
2.8 Contribution du secteur agricole au PIB agricole, et croissance annuelle du secteur de l'élevage, par région, 1990 et 2007	17
2.9 Structure et croissance du secteur de l'élevage, de 1990 à 2008	17
2.10 Estimations du nombre d'éleveurs pauvres selon les seuils nationaux de pauvreté en milieu rural et les seuils internationaux de pauvreté, en 2010 et taux de variation du nombre d'éleveurs pauvres selon les seuils nationaux de pauvreté rurale entre 2000 et 2010	19
2.11 Part des dépenses allouées à différents produits alimentaires, par région (pourcentages)	20
2.12 Allocation prévue d'un revenu additionnel, par région (pourcentages)	23
2.13 Croissance de la demande de produits de l'élevage, 2000-2030	24
2.14 Émissions annuelles de GES par habitant, par type de GES, source et région, en 2005 (en kilogrammes d'équivalent CO ₂)	29
2.15 Émissions annuelles de CH ₄ et de N ₂ O dans les pays en développement, par source, de 1990 à 2010 (en million de tonnes d'équivalent CO ₂)	29
3.1 Part de la valeur totale de la production animale, par catégorie de taille des exploitations et des troupeaux	36
3.2 Caractéristiques des ménages ruraux dans les pays sélectionnés	37
3.3 Contributions des différentes sources de revenu au revenu total des ménages ruraux dans les pays sélectionnés (pourcentages)	38
3.4 Taille moyenne et composition des ménages ruraux d'éleveurs et de non-éleveurs dans les pays sélectionnés	48
3.5 Revenu annuel tiré de l'élevage par UBT et équivalent adulte des ménages d'éleveurs, par catégories de tailles de troupeau	49

3.6	Participation au marché des ménages ruraux et contribution de l'élevage au revenu total, pour l'ensemble des ménages ruraux et les ménages du quintile inférieur de dépenses, dans les pays sélectionnés	50
3.7	Valeur relative de la production animale totale et commercialisée, par quintile de dépenses	52
3.8	Prévalence et caractéristiques des ménages ruraux dirigés par des femmes dans les pays sélectionnés	55
3.9	Possession de bétail, par sexe du chef de ménage dans les pays sélectionnés	56
4.1	Réactivité du taux de pauvreté à la croissance, selon les conditions initiales d'inégalité et de pauvreté	67
4.2	Sélection de caractéristiques socio-démographiques de trois catégories de pays en développement (pourcentages)	70
4.3	Effets d'entraînement de la croissance agricole en Asie, Afrique et Amérique Latine	71
4.4	Multiplicateurs du revenu des ménages et effets d'une hausse de la productivité (5 pour cent de croissance annuelle sur dix ans) dans les secteurs de la production et de la transformation des produits de l'élevage sur le PIB global, par région	78
4.5	Rapport entre les multiplicateurs de revenu de la production animale et les multiplicateurs d'autres secteurs, par région	78
4.6	Croissance et réduction de la pauvreté résultant de divers scénarios de croissance dans différents sous-secteurs agricoles	80
5.1	Croissance annuelle de la consommation de produits de l'élevage, par région, de 1995 à 2005 (pourcentages)	91
5.2	Ensemble et part relative des revenus agricoles des ménages, par origine et niveau de participation au marché au Viet Nam (en milliers de dong [VND])	95
5.3	Importations nettes de produits d'origine animale, et variation annuelle, par région, entre 1990 et 2007	97
5.4	La pyramide économique mondiale	101
6.1	Un cadre stratégique pour une croissance inclusive du secteur de l'élevage	126

FIGURES

2.1	Taux de pauvreté dans le monde selon (A) le seuil international révisé de la pauvreté de 1,25 \$/jour et (B) le seuil de pauvreté de 2 \$/jour, estimations sur la base de la parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2005	8
2.2	Densités de la pauvreté dans le monde selon deux seuils de pauvreté internationaux, 1,25 \$ par jour et 2 \$ par jour, appliqués aux estimations de la population en 2010	9
2.3	Répartition (densité) des éleveurs pauvres, selon le seuil international de pauvreté de 2 \$/jour, 2010	21
2.4	Croissance mondiale de la demande de viande de volaille, 2000-2030	26
3.1	Possession de bétail des ménages ruraux (%), par quintile de dépenses	39
3.2	Taille des élevages, exprimée en UBT, des ménages d'éleveurs ruraux, par quintile de dépenses	39
3.3	Courbes de Lorenz des cheptels détenus par les ménages d'éleveurs ruraux	41

3.4	Part de l'élevage dans le revenu total (%) des ménages d'éleveurs, par quintile de dépenses	51
4.1	Croissance économique et réduction de la pauvreté dans les pays développés, dans les années 1980 et 1990 (n=118)	65
4.2	Courbe d'incidence de la croissance en Chine, de 1990 à 1999	68
5.1	Accès au marché et taux de pauvreté au Viet Nam	86
5.2A	Taux de pauvreté et densité de pauvreté au Viet Nam, 1999	87
5.2B	Taux de pauvreté et densité de pauvreté en Ouganda, 2005	88
5.2C	Taux de pauvreté et densité de pauvreté au Burkina Faso, 2006	89
5.3	Densité des dépenses alimentaires	92
5.4	Densité des dépenses consacrées à la viande et aux produits laitiers	93
5.5	Chaîne d'approvisionnement typique des porcs indigènes (Ban) dans la province de Son La, Viet Nam	102
5.6	Production moderne intégrée de volaille en Thaïlande	103
5.7	Flux commerciaux, formels et informels, du lait sur les marchés ruraux et urbains/péri-urbains en Inde	105
5.8	Marchés captif et potentiel des produits de l'élevage pour les petits producteurs et les producteurs commerciaux	106
6.1	Efficacité gouvernementale et productivité du travail dans le secteur de l'élevage	123
6.2	Processus PPLPI	137

Préface

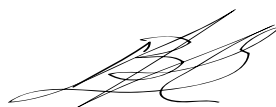
Un changement majeur s'est opéré dans la réflexion sur le développement, lorsque la communauté internationale a reconnu, à la fin des années 1990, que les projets agricoles axés sur la technologie avaient échoué à contribuer de manière significative à la réduction à grande échelle de la pauvreté. Un nouveau paradigme du développement a commencé à émerger, accordant beaucoup plus d'importance aux institutions et aux politiques en faveur des pauvres. De l'avis général, un environnement institutionnel et politique propice est essentiel pour créer le cadre dans lequel le développement peut être orienté en vue de répondre aux besoins des pauvres - et de respecter la promesse collective audacieuse de la communauté internationale en matière de développement, de réduire de moitié la pauvreté mondiale au cours des 15 premières années du millénaire.

Le lancement en 2001 de l'Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres (PPLPI) par la Division de la production et de la santé animales (AGA) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec le soutien financier du Département pour le Développement International (DFID) du gouvernement du Royaume-Uni, a été l'une des réponses à cette évolution. L'objectif spécifique de la PPLPI est de «Renforcer les capacités de la FAO, de ses États Membres et des organisations internationales en matière de formulation de politiques et de plans de mise en œuvre pour le secteur de l'élevage et les secteurs apparentés, visant à réduire la pauvreté, tout en gérant les risques pour l'environnement et la santé publique».

L'élevage tend à être déterminé par les cadres politiques et institutionnels nationaux et internationaux, qui sont rarement en faveur des plus démunis. L'un des objectifs de la PPLPI était d'explorer des voies et des manières de faciliter et d'appuyer la formulation et la mise en œuvre de politiques et de réformes institutionnelles qui pourraient avoir un impact positif sur les moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes pauvres tributaires de l'élevage. L'accent mis sur l'élevage s'explique par le fait que celui-ci contribue aux moyens de subsistance de la majorité des ruraux pauvres dans le monde, tandis que l'augmentation rapide de la demande de produits de l'élevage dans les pays en développement, parallèlement à l'intégration croissante des marchés mondiaux, représentent de nouvelles opportunités, mais aussi des menaces, pour les moyens de subsistance des petits éleveurs, commerçants et transformateurs pauvres.

Cet ouvrage résume les leçons tirées des nombreuses années d'expérience à l'échelle mondiale de l'Initiative PPLPI, en matière d'élaboration de politiques du secteur de l'élevage les plus favorables possibles pour les populations pauvres. Grâce à l'expérience acquise par la PPLPI, la Division AGA est à la pointe de l'innovation politique et institutionnelle visant à favoriser un développement équitable du secteur de l'élevage, et la PPLPI s'est retrouvée au cœur d'un processus de transformation programmatique. En conséquence de cette transformation, le travail de la FAO dans le secteur de l'élevage se concentre désormais principalement sur: i) les politiques et la gestion du secteur en faveur des pauvres; ii) les conséquences des maladies animales pour les pauvres, les économies des pays en développement et les risques pour la santé humaine et la santé animale à l'échelle mondiale; et iii) l'impact de l'élevage sur l'environnement.

Commentant le travail de la PPLPI sur les politiques et les réformes institutionnelles en faveur des pauvres, la récente évaluation indépendante externe de la FAO a indiqué que l'initiative avait «influencé la réflexion mondiale dans ces domaines». Ainsi, bien que la PPLPI ait pris fin en mars 2010, son héritage est assuré à la fois par la Stratégie et le Programme de la FAO pour le secteur de l'élevage et par l'ensemble de la communauté du développement.



Berhe Tekola

*Directeur, Division de la production
et de la santé animales de la FAO*

Remerciements

Cet ouvrage est le résultat du travail et de l'expérience de très nombreuses personnes, et toute tentative de dresser une liste exhaustive des contributeurs risque d'être incomplète. Les auteurs remercient sincèrement chacune des personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont participé et contribué aux activités de la PPLPI aux niveaux national, régional et mondial. Nous remercions plus particulièrement Martin Upton pour son analyse constructive des différents chapitres tout au long du processus d'élaboration et pour ses inlassables encouragements à la fois pendant la mise en œuvre du projet et pendant la production de ce document.

Les auteurs souhaitent également exprimer leur gratitude au Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, pour avoir généreusement soutenu le projet financièrement et pour avoir donné à la PPLPI la liberté d'expérimenter et d'essayer de nouvelles approches, potentiellement à risque, en vue d'apprendre par tâtonnement et d'essayer encore et encore. Des échéances et des allocations budgétaires souples liées à des résultats incertains sont des caractéristiques inhabituelles en matière d'aide au développement.

Résumé exécutif

Selon les estimations, 2,6 milliards de personnes dans le monde en développement sont contraintes de vivre avec moins de 2 dollars par jour, et environ 1,4 milliards d'entre elles sont considérées comme extrêmement pauvres et survivent avec moins de 1,25 dollars par jour. La pauvreté est intimement liée à la sous-alimentation; la FAO estime qu'en 2010, environ 925 millions d'habitants de la planète étaient sous-alimentés. La pauvreté et la faim ont également des conséquences négatives sur les franges non-pauvres de la société, ainsi, outre les préoccupations d'ordre éthique, des considérations d'ordre économique et d'intérêt personnel devraient élever la réduction de la pauvreté au premier rang des priorités de l'agenda mondial.

Pour réaliser des progrès rapides en matière de réduction de la pauvreté, il est nécessaire de mettre en œuvre des solutions ciblées visant à stimuler une croissance économique à laquelle les pauvres peuvent contribuer et dont ils peuvent tirer profit. Près des trois quarts des plus pauvres de la planète, environ 1 milliard de personnes, vivent dans les zones rurales et, en dépit de l'urbanisation croissante, plus de la moitié des personnes qui disposent de moins d'un dollar par jour résideront encore dans des zones rurales à l'horizon 2035. La plupart des ménages ruraux dépendent directement de l'agriculture comme moyen de subsistance et environ 90 pour cent des populations les plus pauvres de la planète sont des petits exploitants.

Pour augmenter les revenus ruraux et améliorer la sécurité alimentaire, il est essentiel de faire progresser la productivité et/ou d'encourager la diversification de la production agricole au profit de produits de plus grande valeur, en vue d'améliorer les revenus grâce à un accroissement de la valeur de la production par unité de surface et, plus important encore, par unité de main-d'œuvre. Compte-tenu du fait qu'une grande partie des populations rurales pauvres élèvent du bétail, que l'élevage peut contribuer notablement au développement rural durable et que la demande de produits d'origine animale se développe rapidement dans les pays en développement, diversifier la production au profit de l'élevage et augmenter la productivité du cheptel devraient faire partie des stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance de la productivité agricole.

Cet ouvrage passe en revue les principaux aspects de l'interface élevage-pauvreté, en vue d'identifier les conditions dans lesquelles l'élevage peut être un outil efficace pour réduire la pauvreté; les interventions qui permettent d'exploiter pleinement le potentiel de l'élevage en vue de réduire la pauvreté, en fonction des contextes; et la manière de faciliter la mise en œuvre durable de ces interventions.

PAUVRETÉ, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉLEVAGE

Bien que le taux d'extrême pauvreté (< 1,25 \$ par jour) dans les pays en développement ait été réduit de manière significative au cours des 15 dernières années, celui-ci est passé de 42 pour cent en 1990 à 26 pour cent en 2005, 1,4 milliards de personnes dans le monde

vivent encore dans l'extrême pauvreté (ils étaient 1,8 milliard en 1990). En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté de respectivement 20 millions et 100 millions de personnes. Les régimes alimentaires des pays en développement sont déficients, non seulement en termes quantitatifs, mais davantage encore en termes qualitatifs. Les estimations concernant les années de vie corrigées de l'incapacité (AVCI) attribuables à la malnutrition protéino-énergétique, à l'anémie ferriprive et aux carences en vitamine A dans les pays en développement sont respectivement de 17,4 millions, 15,6 millions et 0,6 million. Compte tenu de la biodisponibilité élevée des protéines, du fer et de la vitamine A dans la viande, les œufs et le lait, augmenter la disponibilité des aliments d'origine animale (AOA) pour les populations pauvres des pays en développement pourrait faire considérablement reculer les maladies imputables aux carences en protéines et en micronutriments.

L'élevage contribue directement à la sécurité alimentaire humaine en transformant la végétation des terres arides non arables, des résidus de récolte, des sous-produits de la transformation des aliments, et des déchets organiques en denrées destinées à l'alimentation humaine, à forte teneur nutritive et à haute qualité nutritionnelle. L'élevage contribue aussi indirectement à la sécurité alimentaire, du fait que la production de fumier favorise la croissance de la production agricole. En outre, les animaux peuvent servir de tampon pour atténuer l'impact des fluctuations de la production agricole sur la disponibilité alimentaire destinée à la consommation humaine, stabilisant ainsi l'approvisionnement alimentaire. Enfin, l'élevage permet de lisser les besoins en main-d'œuvre familiale au cours des saisons et en fonction des sexes et des générations, améliorant ainsi la productivité globale du travail des ménages.

Les petits exploitants, quelle que soit la façon dont ils sont définis, représentent une part importante de la production agricole dans la plupart des pays en développement, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En Asie du Sud, plus de 80 pour cent des fermes comptent moins de 2 ha de terre et en Afrique subsaharienne, environ 90 pour cent de la production agricole serait le fait de petits exploitants. Dans les pays africains et asiatiques figurant dans la base de données de la FAO - Activités rurales génératrices de revenus (FAO-RIGA), la production des exploitations de moins de 2 ha de terre ou de moins de 2 UBT représente au minimum, entre la moitié et les trois quarts de la production animale totale. À l'exception des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les exploitations moyennes sont de l'ordre de 1 ha, voire moins. La possession de bétail est en général légèrement plus fréquente et équitable que la possession de terres, même si, de nouveau, la taille moyenne des troupeaux est faible et oscille normalement entre 1 et 2 UBT. On trouve des ménages d'éleveurs dans tous les quintiles de richesse, mais les ménages du quintile inférieur de dépenses sont généralement plus susceptibles d'avoir des animaux dans leurs portefeuilles d'actifs que les ménages les plus riches.

L'élevage est également un moyen important de conférer un revenu et un statut aux femmes. Bien que les femmes ne détiennent que rarement des droits de propriété ou d'usage sur les terres, elles possèdent souvent du bétail. Cependant, la promotion de la production animale, à laquelle les femmes participent activement, n'améliore pas automatiquement le contrôle des femmes sur les revenus issus de l'élevage. Globalement, les dynamiques du pouvoir au sein des ménages, extrêmement liées au contexte socio-économique,

semblent trop complexes et trop variées pour que l'on puisse établir de simples prévisions concernant les effets de la promotion de l'élevage sur les questions de parité.

À l'échelle mondiale, le nombre d'éleveurs pauvres (< 2 \$ par jour) a augmenté d'environ 1,4 pour cent par an. En termes absolus, c'est en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne que l'on compte le plus d'éleveurs pauvres, avec respectivement plus de 45 et 25 pour cent des 752 millions d'éleveurs pauvres estimés à l'échelle de la planète. L'ampleur de la pauvreté chez les éleveurs est particulièrement élevée en Afrique subsaharienne, où l'on estime que plus de 85 pour cent des éleveurs pauvres sont extrêmement pauvres.

La croissance démographique et l'augmentation des revenus par habitant dans les pays en développement devraient se traduire par une forte augmentation de la demande d'AOA dans ces régions. Une part importante de cette hausse devrait provenir de la croissance rapide des populations urbaines. L'augmentation de la production animale nationale en réponse à la croissance de la demande urbaine, et les revenus supplémentaires générés, viennent s'ajouter au produit intérieur brut (PIB) et au revenu national. Les répercussions économiques sont nombreuses, notamment l'augmentation de l'emploi en milieu rural et des dépenses en intrants de production et en biens de consommation, et la génération d'échanges commerciaux supplémentaires pour les fournisseurs locaux ruraux et urbains. En conséquence, la croissance du secteur de l'élevage en réponse à une demande accrue des populations urbaines peut engager un processus d'auto-génération de croissance économique et de développement.

Les gouvernements n'ont souvent pas conscience des rôles complexes que joue l'élevage dans l'économie des ménages ruraux, et les politiques de développement de l'élevage tendent à être axées sur les produits commercialisés. Cette perspective est beaucoup trop réductrice, car les éleveurs sont souvent prêts à conserver dans leur cheptel des animaux à faible productivité physique en raison des nombreux services collatéraux que le bétail leur offre. Cette divergence apparente entre les critères d'évaluation des décideurs politiques et ceux des éleveurs, est en grande partie responsable de la faible efficacité des politiques de développement du secteur de l'élevage en matière de réduction de la pauvreté.

En dépit des nombreux résultats sociaux positifs liés à la croissance du secteur de l'élevage dans les régions en développement, il existe également des effets négatifs qui doivent être pris en compte et limités, notamment l'émergence et la propagation de maladies infectieuses et les répercussions négatives sur l'environnement. L'ampleur des conséquences néfastes dues à l'élevage sur l'environnement et la santé publique dépend fortement de la façon dont le secteur de l'élevage se développe en vue de répondre à la croissance de la demande.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Il n'y a pas de réduction de la pauvreté sans croissance économique, mais l'ampleur et la vitesse à laquelle la croissance peut réduire la pauvreté au fil du temps, sont renforcées et accélérées lorsque la répartition des revenus est équitable, et lorsque les pauvres peuvent participer aux activités économiques en expansion. Pour réduire la pauvreté plus rapidement dans les pays en développement, il ne suffit pas de favoriser la croissance économique dans son ensemble, une attention particulière doit aussi être accordée à la suppression des

inégalités qui limitent l'accès des pauvres aux opportunités de développement économique et leur capacité à en tirer profit. Pour que la croissance soit en faveur des pauvres, elle doit générer des gains de revenus pour les pauvres dans un processus de croissance inclusif, en favorisant la participation au marché et la demande des activités qui utilisent les ressources des pauvres (principalement la main-d'œuvre) de manière intensive.

Pour accélérer le potentiel de réduction de la pauvreté de la croissance économique dans les pays en développement principalement agraires et à faible revenu, il est nécessaire de stimuler les activités économiques dans les zones où la majorité des pauvres se trouvent - dans les communautés rurales - et dans le secteur économique dont la plupart des pauvres dépendent pour leur subsistance: l'agriculture. Les effets significatifs sur la réduction de la pauvreté de la croissance générée par l'agriculture ne sont pas seulement attribuables à la part de l'agriculture dans l'économie globale, mais également aux puissants liens de consommation et de production qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Les chaînes d'approvisionnement et de dépense du secteur agricole génèrent de la production, de l'emploi et des effets multiplicateurs sur les revenus non seulement au sein du secteur agricole mais également dans le cadre des activités économiques rurales non agricoles et dans l'économie en général.

Dans les économies agraires à faible revenu, les systèmes agricoles dominants chez les petits exploitants sont basés sur l'agro-pastoralisme, dont l'élevage fait partie intégrante. La contribution du secteur de l'élevage à l'économie agricole est la deuxième plus importante, juste derrière la production à grande échelle de cultures de base. Malgré des niveaux de production inférieurs à ceux des cultures vivrières, la productivité et la croissance des revenus dans le secteur de l'élevage ont des effets multiplicateurs puissants sur les revenus et un fort potentiel de réduction de la pauvreté. Ceux-ci s'expliquent par la hausse de la demande générée par les gains de revenus directs et indirects des ménages ruraux et par l'amélioration de l'offre via des liens avec le secteur de la production de cultures de base, qui génère des sous-produits pour l'alimentation du bétail. La meilleure stratégie est celle qui vise à améliorer conjointement la croissance de la productivité des secteurs de l'élevage et des cultures de base, en exploitant les liens étroits entre ces deux secteurs. Elle devrait permettre de générer des effets multiplicateurs sur les revenus particulièrement significatifs et d'accélérer la réduction de la pauvreté.

À mesure que les systèmes d'approvisionnement modernes se développent, les technologies, les institutions et les informations qui supportent la production agro-alimentaire sont de plus en plus complexes. Des investissements réguliers sont nécessaires pour suivre l'évolution des produits, des processus et des normes de qualité et de sécurité. En conséquence, dans les systèmes alimentaires modernes sur les marchés agricoles fortement commercialisés, pour être compétitifs, les producteurs sont confrontés à une nouvelle série de coûts d'entrée et de transaction. Cependant, les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires dans de nombreux pays en développement sont encore loin des systèmes hautement technologiques et fortement intégrés qui prévalent dans les pays de l'OCDE. La demande de tous les types de produits agricoles et de produits de l'élevage dépend principalement des niveaux de revenu des populations locales. En outre, seuls les ménages du décile de revenu supérieur représentent un marché viable pour les produits transformés à forte valeur ajoutée de la chaîne du froid. Les consommateurs des trois quintiles inférieurs

de revenu achètent normalement les AOA sur les marchés d'animaux vivants et de produits frais, où les chaînes d'approvisionnement sont principalement régies par des réseaux informels et coutumiers.

L'expansion actuelle des marchés des AOA dans les pays en développement, et leur grande diversité, représentent un énorme potentiel de génération de revenus pour les populations rurales pauvres, dont la plupart possède du bétail. Cependant, la part des bénéfices issus de la croissance de la demande alimentaire urbaine dont tireront profit les petits exploitants ruraux et l'industrie agro-alimentaire dépendra dans une large mesure de décisions politiques. Malheureusement, le potentiel de l'élevage en faveur de la réduction de la pauvreté, associé à un développement efficace du secteur, reste largement inexploité. Les raisons qui expliquent cette situation sont, entre autres, les imperfections du marché et des institutions; les paradigmes politiques dominants qui tendent à systématiquement privilégier l'industrialisation et la concentration, favorisant ainsi les grandes entreprises au détriment des petits acteurs du marché; et l'insuffisance des biens et des services publics, dont les conséquences affectent les pauvres de manière disproportionnée.

La plupart des ménages agricoles et ruraux des pays en développement ont peu de chances d'être recrutés directement pour participer à l'industrialisation agroalimentaire. Même les étapes intermédiaires de la consolidation du secteur de l'agriculture, comme l'agriculture contractuelle, semblent être effectuées à une échelle qui dépasse largement celle de l'agriculteur moyen. Néanmoins, la croissance de la demande urbaine représente actuellement une opportunité importante pour tous les producteurs alimentaires, y compris les petits exploitants, et doit être appréciée pour son potentiel de développement inclusif.

Malheureusement, du fait de leurs situations, les petits exploitants ont peu de chances de concurrencer les entreprises agroalimentaires commerciales déjà établies sur les marchés urbains. Pour pouvoir participer à la croissance du marché, les petits producteurs doivent mettre l'accent sur leurs points forts - la variété des produits traditionnels et des coûts de ressources peu élevés – tandis que des politiques de développement inclusives sont nécessaires pour faciliter leur accès au marché. Pour que les marchés nationaux des produits animaux soient plus inclusifs, des politiques fermes doivent être mises en œuvre en vue de surmonter les obstacles à l'entrée sur le marché, les défaillances institutionnelles et de l'information et le biais historique au profit du développement des entreprises agroalimentaires intégrées.

POLITIQUES ET RÉFORMES INSTITUTIONNELLES EN FAVEUR DES PAUVRES

La plupart des gouvernements n'élaborent pas délibérément des politiques anti-pauvres, mais ils ne réalisent pas que la croissance économique, bien que nécessaire, ne suffit pas toujours à réduire la pauvreté. Bien que les pays soient de plus en plus interdépendants à l'échelle internationale, les gouvernements nationaux ont encore suffisamment de latitude pour engager des réformes politiques en mesure de réduire la pauvreté de manière significative.

Les politiques d'élevage doivent être compatibles avec le cadre institutionnel et politique plus large, qui détermine la croissance du secteur agricole et de l'économie en général. La plupart des tentatives visant à mener une réforme globale du secteur de l'élevage se sont avérées inefficaces, et une mise en œuvre fragmentée peut créer plus de mal que de bien.

En revanche, des politiques et des réformes institutionnelles limitées et ciblées peuvent générer des bénéfices significatifs en renforçant la contribution du secteur de l'élevage à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Diverses politiques et institutions peuvent contribuer au développement du secteur de l'élevage, mais en raison des spécificités de chaque pays, appliquer la méthode du copier-coller pour les réformes politiques et institutionnelles se révèle peu efficace, voire inutile. L'expérimentation est un moyen efficace d'identifier les réformes institutionnelles et politiques les plus appropriées pour soutenir la croissance du secteur dans les différents pays. Cependant, elle nécessite la volonté de prendre des risques et d'accepter les échecs comme les réussites.

Les réformes politiques dans le secteur de l'élevage devraient cibler les agriculteurs «pas-si-pauvres», pour stimuler la croissance en faveur des pauvres, notamment grâce aux effets multiplicateurs générés par le développement du secteur. La relation entre les réformes politiques et institutionnelles et le développement du secteur de l'élevage est bidirectionnelle, étant donné que les institutions influencent le niveau et le rythme de croissance du secteur, alors que le développement du secteur peut entraîner d'autres changements institutionnels. En d'autres termes, le processus de conception et de mise en œuvre de politiques en faveur d'une croissance du secteur de l'élevage, inclusive et favorable aux pauvres, est un processus sans fin.

Les approches classiques, dans le cadre desquelles les conseils stratégiques sont simplement transférés aux décideurs et aux praticiens, ont peu de chances d'être efficaces; il est préférable de mettre en place des partenariats ainsi que des réseaux et des mécanismes d'échange de connaissances en vue d'élaborer des conseils stratégiques, plutôt que de s'appuyer sur les «autorités». Toutefois, ces processus sont longs, répétitifs et leurs résultats sont incertains. La compréhension et la promotion des politiques et des réformes institutionnelles dépendent des capacités sous-jacentes face au changement, qui sont en grande partie fonction des liens et de la qualité des relations entre les acteurs du secteur.

CONCLUSIONS

Pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui l'accompagne au niveau mondial, les efforts de développement doivent se concentrer sur les régions et les pays aux premiers stades du développement économique - l'Afrique subsaharienne et les régions les plus défavorisées d'Asie du Sud et du Sud-Est. Dans ces régions, l'expérience montre que l'agriculture demeure - en partie par défaut - l'un des secteurs les plus importants pour la réduction de la pauvreté rurale, mais que des augmentations de la productivité, en particulier du travail, sont nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de l'agriculture en matière de réduction de la pauvreté. La diversification au profit de produits agricoles à (plus) forte valeur ajoutée (horticulture, aquaculture, élevage) est une manière importante d'accroître la productivité du travail dans les petites exploitations agricoles, mais la diversification au profit de l'élevage est limitée par une multitude de barrières à l'entrée (investissements, technologies, accès aux marchés, etc.) insurmontables pour la plupart des ménages à faible revenu. La hausse des revenus en provenance de l'agriculture génère des emplois dans le secteur des biens et des services locaux non échangeables, et la création d'emplois secondaires peut fortement contribuer à la réduction de la pauvreté.

L'intensification de l'agriculture peut contribuer rapidement à la réduction de la pauvreté si les interventions politiques ciblent les petits exploitants avec «le meilleur potentiel» dans les zones défavorisées (encore majoritairement pauvres, mais pas les plus pauvres parmi les pauvres), tandis que les ménages les plus défavorisés tireront profit indirectement des retombées telles que la diffusion des technologies et la croissance de la demande pour des biens et des services locaux non échangeables (en particulier la demande de main-d'œuvre). Pour les ménages agricoles les plus défavorisés, le bétail ne fournit pas vraiment de possibilités de croissance, mais joue le rôle important de filet de sécurité. À cet effet, les politiques devraient être axées sur la réduction de la vulnérabilité, par exemple en protégeant le capital-bétail.

L'agriculture est hétérogène, très complexe et concerne un large éventail de parties prenantes. Le développement agricole nécessite donc des approches soigneusement adaptées aux conditions locales, car la planification de modèles à grande échelle est pratiquement vouée à l'échec. Pour contribuer à l'éradication de la pauvreté, il est préférable d'expérimenter des interventions ciblées, à petite échelle, en vue de tirer des leçons de ces expériences.

Les coûts de transaction et les risques de défaut de coordination sont élevés dans l'agriculture, et l'État doit intervenir pour promouvoir les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires accessibles aux ménages à faible revenu. Les organismes publics chargés de soutenir l'agriculture doivent concentrer leurs efforts sur l'élaboration des politiques, la coordination, la réglementation et la prestation de services que le secteur privé ne fournira pas.

Mots clés

agriculture, production animale, économie, insécurité alimentaire, ménages, élevage, nutrition, pauvreté.

Sigles et abréviations

AEP	Asie de l'Est et Pacifique
AGA	Division de la production et de la santé animales (FAO)
ALC	Amérique latine et Caraïbes
AOA	aliment d'origine animale
ASS	Afrique subsaharienne
AVCI	années de vie corrigées de l'incapacité
CIC	courbe d'incidence de la croissance
DFID	Département du développement international (Royaume Uni)
EEAC	Europe de l'Est et Asie centrale
ERNA	économie rurale non agricole
FA	fièvre aphteuse
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GES	gaz à effet de serre
GREP	Programme mondial d'éradication de la peste bovine
GTAP	Projet d'analyse des échanges commerciaux mondiaux
IAHP	influenza aviaire hautement pathogène
ILRI	Institut international de recherche sur l'élevage
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PCI	Programme de comparaison internationale (Banque mondiale)
PIB	produit intérieur brut
POAN	Proche-Orient et Afrique du Nord
PPA	parité de pouvoir d'achat
PPLPI	Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres
PRG	potentiel de réchauffement global
RDP	République démocratique populaire (Lao)
RIGA	activités rurales génératrices de revenus
RNB	revenu national brut
SPS	sanitaire et phytosanitaire
UBT	unité de bétail tropical

Les produits de l'élevage sont, bien trop souvent, considérés comme quelque chose que les riches consomment, et non comme quelque chose que les pauvres produisent.

Philipp Mellor

1. Introduction

Selon les estimations, 2,6 milliards de personnes dans le monde en développement sont contraintes de vivre avec moins de 2 dollars par jour (Chen et Ravallion, 2008), et environ 1,4 milliards d'entre elles sont considérées comme extrêmement pauvres et survivent avec moins de 1,25 dollars par jour. C'est en Asie que vivent la majorité des personnes extrêmement pauvres, 933 millions de personnes, tandis que c'est en Afrique subsaharienne que l'incidence de l'extrême pauvreté est la plus élevée, une personne sur deux (50 pour cent) (Chen et Ravallion, 2008; Banque mondiale, 2007). La pauvreté est intimement liée à la sous-alimentation; la FAO estime qu'en 2010, environ 925 millions d'habitants de la planète étaient sous-alimentés (FAO, 2010c).

Outre les préoccupations d'ordre éthique, des considérations d'ordre économique et d'intérêt personnel devraient élever la réduction de la pauvreté au premier rang des priorités de l'agenda mondial:

- Les pauvres font un usage de leurs ressources aussi efficace que les non-pauvres, comme l'a affirmé pour la première fois en 1964, Theodor W. Schultz, lauréat du prix Nobel, dans son ouvrage *Transformer l'agriculture traditionnelle*. En effet, les petits exploitants atteignent en moyenne une productivité des terres plus élevée que leurs homologues à la tête d'exploitations plus grandes (Barrett, 1996; Heltberg, 1998; Pender *et al.*, 2004; Wiggins, 2009). Ce phénomène s'appelle la «relation inverse de la productivité», et s'explique en partie par le fait que les agriculteurs qui travaillent sur leurs propres terres tirent pleinement profit de leurs efforts, tandis que les ouvriers agricoles obtiennent un salaire fixe quel que soit le niveau de production (Hayami et Otsukam, 1993).
- Il a été démontré que, dans le monde d'aujourd'hui, les investissements génèrent des rendements plus élevés dans les zones défavorisées, qui abritent également les populations les plus pauvres de la planète, principalement en raison du fait que les opportunités d'investissement ont commencé à diminuer dans les zones les plus développées (Fan et Chan-Kang, 2004; Fan et Hazell, 2001).
- Les sociétés dans lesquelles les revenus sont faibles et stagnants, sont beaucoup plus exposées à des conflits violents et à des troubles civils, que les sociétés plus prospères. Les conflits locaux prennent souvent des dimensions internationales, ainsi, selon des estimations récentes et prudentes, le coût annuel des guerres civiles à l'échelle mondiale s'élèverait à 100 milliards de dollars EU (Collier, 2007) – un chiffre bien plus élevé que celui de l'aide mondiale.
- Les systèmes de santé publique dans les pays pauvres sont généralement défaillants, alors que les pauvres ont tendance à être beaucoup plus touchés par les maladies, dont beaucoup sont contagieuses (Gwatkin, Guillot et Heuveline, 1999). La pauvreté est ainsi un facteur important de l'émergence, de la persistance et de la propagation des maladies, avec des répercussions potentielles au niveau mondial, aussi bien dans les pays à haut revenu que dans les pays à faible revenu.

Pour réaliser des progrès rapides en matière de réduction de la pauvreté, il est nécessaire de mettre en œuvre des solutions ciblées visant à stimuler une croissance économique à laquelle les pauvres peuvent contribuer et dont ils peuvent tirer profit. Près des trois quarts des plus pauvres de la planète, environ 1 milliard de personnes, vivent dans les zones rurales (Banque mondiale, 2008) et la plupart d'entre eux - environ 90 pour cent selon Lipton (2005) - sont des petits exploitants qui dépendent directement de l'agriculture comme moyen de subsistance. Malgré l'urbanisation croissante, la majorité des pauvres de la planète continuera de vivre dans les zones rurales durant encore plusieurs décennies. Selon des estimations, plus de la moitié des personnes qui disposent de moins d'un dollar par jour résideront encore dans des zones rurales à l'horizon 2035 (Ravallion, Chen et Sangraula, 2007; ONU, 2007).

Du fait que dans la plupart des pays en développement la population agricole devrait continuer de croître pendant encore au moins 10 à 15 ans (jusqu'à 30 ans dans les pays les moins avancés) (ONU, 2007), tandis que l'expansion des terres arables ne parvient pas à suivre le même rythme, la production agricole peine à progresser «horizontalement». Par conséquent, pour augmenter les revenus ruraux et améliorer la sécurité alimentaire, il est essentiel de faire progresser la productivité et/ou d'encourager la diversification de la production agricole au profit de produits de plus grande valeur, en vue d'améliorer les revenus grâce à un accroissement de la valeur de la production par unité de surface et, plus important encore, par unité de main-d'œuvre.

Étant donné que, dans les pays en développement, une grande partie des populations rurales pauvres élèvent du bétail pour renforcer leurs moyens de subsistance, diversifier la production au profit de l'élevage et augmenter la productivité du cheptel devraient faire partie des stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance de la productivité agricole (FAO, 2009b; LID, 1999; Thornton *et al.*, 2002). En outre, les animaux possèdent diverses caractéristiques qui leur permettent de contribuer notablement au développement rural durable. Ils sont une source de denrées alimentaires et de produits commercialisables de haute-qualité qui peuvent être produits à l'échelle familiale et dont la valeur est généralement plus élevée que celle de nombreuses autres cultures, vulnérables aux chocs climatiques et qui doivent être récoltées au bon moment. Les animaux permettent également d'accroître la production agricole, en fournissant puissance de traction et fumier; d'améliorer la productivité du travail, en réduisant la pénibilité et la dépendance vis-à-vis des outils manuels, libérant ainsi du temps pour d'autres activités de production; et de lisser la demande de main-d'œuvre au fil des saisons agricoles. L'un des rôles les plus importants de l'élevage est de convertir des matières organiques qui ne conviennent pas à l'alimentation humaine en produits alimentaires et non alimentaires à forte valeur ajoutée. Enfin, les animaux - en particulier le petit bétail comme la volaille, les porcs, les moutons et les chèvres - sont des atouts particulièrement importants pour les femmes rurales, dont le rôle dans l'agriculture n'est souvent pas apprécié à sa juste valeur. Grâce au bétail, les femmes peuvent générer un revenu qui reste sous leur contrôle, une situation qui a des implications sur la répartition de la nourriture et des ressources au sein du ménage. Cependant, la croissance non réglementée des cheptels peut engendrer des externalités négatives: l'augmentation de la production de gaz à effet de serre (GES); la pollution des sols et des sources d'eau par des déchets d'origine animale; l'augmentation des risques pour la santé

humaine; ainsi que la déforestation et l'utilisation non durable des terres pour la production de céréales fourragères.

Développer le secteur de l'élevage en veillant à maximiser ses effets positifs tout en maîtrisant les impacts négatifs pourrait ainsi contribuer substantiellement à «améliorer les niveaux de nutrition, la productivité agricole et la qualité de vie des populations rurales et contribuer à l'essor de l'économie mondiale» (FAO, 2010b), et ainsi à atteindre le premier objectif du millénaire pour le développement (OMD 1), celui d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Cependant, le bilan des interventions pour le développement du secteur de l'élevage en faveur d'une réduction durable de la pauvreté, est faible (LID, 1999), et bien que les pauvres en milieu rural aient un intérêt majeur dans le secteur de l'élevage, seule une petite minorité d'entre eux a jusqu'à présent tiré parti des opportunités offertes par la croissance du secteur. Cet échec est, dans une large mesure, attribuable à une combinaison de politiques, de réglementations, de normes et de valeurs aux niveaux national, régional et mondial. Celles-ci définissent les «règles du jeu» de la société, qui influencent à la fois le comportement des éleveurs et le processus d'élaboration des politiques, créant ainsi une spirale de la pauvreté dans laquelle sont entraînés les ménages pauvres tributaires de l'élevage. D'une part, le mauvais fonctionnement des marchés et des institutions empêche souvent les pauvres de tirer pleinement parti de leurs rares atouts et compétences pour échapper à la pauvreté; par exemple, en raison de l'absence de garantie ou de reconnaissance des droits de propriété sur les terres, les maisons et autres biens mobiliers et immobiliers, les pauvres ne peuvent pas engager leurs actifs comme garantie pour obtenir un crédit et investir dans des technologies et des systèmes visant à soutenir la croissance (de Soto, 2000). D'autre part, les ménages ruraux pauvres, qui sont souvent dispersés et qui disposent de moyens de communication modestes, font face à des coûts d'opportunité élevés lorsqu'ils souhaitent mener des actions collectives. Ils ne peuvent pas se permettre de ne pas travailler en vue de participer à des processus politiques longs et fastidieux dont les résultats ne sont pas immédiats et sont au mieux incertains (Binswanger et Deininger, 1997). Les politiques sont donc rarement conçues dans leur intérêt, limitant ainsi la capacité des pauvres d'exploiter pleinement leur capital et leurs compétences. Les faiblesses institutionnelles empêchent les pauvres de tirer pleinement profit du potentiel de développement offert par le secteur de l'élevage.

Les multiples dimensions de l'interface élevage-pauvreté, y compris les aspects techniques, politiques et d'économie politique, ont été abordées et débattues dans des contextes et sous des angles différents (par exemple, Ahuja et Sen, 2006; FAO, 2009a; Perry et Grace, 2009; Thornton *et al.*, 2007), mais la pauvreté a rarement été le point de départ de l'analyse, et ces questions ont principalement été examinées du point de vue technique ou politique. Il est ainsi difficile d'apprécier la complexité des relations entre élevage et pauvreté et, par conséquent, d'élaborer des politiques qui stimulent sans ambiguïté les investissements en faveur des pauvres dans le secteur de l'élevage. Cet ouvrage passe en revue les principaux aspects de l'interface élevage-pauvreté et vise à identifier les conditions dans lesquelles l'élevage peut être un outil efficace pour réduire la pauvreté; les interventions qui permettent d'exploiter pleinement le potentiel de l'élevage en vue de réduire la pauvreté, selon les contextes; et la manière de faciliter la mise en œuvre durable de ces interventions.

Le chapitre suivant présente un bref aperçu de l'étendue et de la répartition de la pauvreté dans les pays en développement ainsi que de son évolution au cours des 15 dernières années. Il examine également la mesure dans laquelle les pauvres travaillent dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Le chapitre 3 se penche sur les multiples rôles que les différents types de bétail peuvent jouer pour les ménages, et la manière dont ils contribuent à réduire la vulnérabilité et à accroître les revenus. Le chapitre 4 explore les contributions directes et indirectes que l'élevage peut apporter au développement économique général, en particulier dans les économies agricoles, au sein desquelles vivent la plupart des pauvres. Étant donné que les marchés constituent un lien vital entre les ménages et l'économie dans son ensemble, et que leur fonctionnement est essentiel pour assurer un développement durable, le chapitre 5 se penche sur le rôle des marchés dans la réduction de la pauvreté, et les barrières à l'accès au marché auxquels les éleveurs sont régulièrement confrontés. Le chapitre 6 s'appuie sur un examen de diverses politiques d'élevage mises en œuvre dans différents pays en développement, en vue d'identifier les éléments communs des réformes institutionnelles et des politiques d'élevages efficaces en faveur des pauvres; de décrire les dimensions politiques des changements institutionnels et des politiques qui favorisent les éleveurs pauvres; et de proposer des stratégies pour concilier des intérêts opposés. Le chapitre 7 résume les leçons apprises concernant la manière dont les politiques d'élevage peuvent être renforcées en vue de générer des bénéfices tangibles pour les populations pauvres, et présente des conclusions quant à la façon de tirer parti du développement du secteur de l'élevage pour accélérer la réduction de la pauvreté dans le monde.

2. Pauvreté, sécurité alimentaire et élevage – aperçu global

Ce chapitre fournit un aperçu de l'ampleur et de la répartition de la pauvreté sur les six principaux ensembles continentaux: Asie de l'Est et Pacifique, Europe de l'Est et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes, Proche-Orient et Afrique du Nord, Asie du Sud, Afrique subsaharienne. Ce chapitre se penche sur les caractéristiques structurelles de l'économie globale et du secteur agricole de chacune de ces régions, pour illustrer la manière dont elles sont liées à l'étendue de la pauvreté. Il passe également en revue les différences interrégionales concernant la densité des cheptels, le nombre d'éleveurs, les niveaux et les dynamiques de développement. Il analyse ensuite le rôle de l'élevage dans la sécurité alimentaire et la nutrition, l'évolution des modes de consommation alimentaire, et leurs implications pour la demande future d'aliments d'origine animale (AOA). Le chapitre se termine par un examen des effets négatifs de la croissance du secteur de l'élevage et de l'intensification de la production animale.

AMPLEUR ET RÉPARTITION DE LA PAUVRETÉ À L'ÉCHELLE MONDIALE

Selon des estimations récentes de la Banque mondiale, sur la base des données publiées en 2005 par le Programme de comparaison internationale (PCI), le taux de pauvreté reste élevé dans le monde en développement. Sur les 5,5 milliards d'habitants des pays en développement, environ 1,4 milliards vivent en dessous du seuil international de pauvreté absolue fixé à 1,25 dollars par jour. En outre, 1,7 milliards de personnes restent exposées au risque de pauvreté, qui pourrait être déclenchée par des catastrophes naturelles, telles que des sécheresses, des chocs économiques, tels que des flambées des prix des denrées alimentaires ou du carburant, et des chocs financiers, tels que des dépenses de santé imprévues. Les tableaux 2.1 et 2.2 illustrent les taux de pauvreté et le nombre absolu de personnes pauvres en 1990 et 2005, en utilisant différents seuils de pauvreté, sur la base des données publiées en 2005 par le PCI de la Banque mondiale.

Parmi les régions en développement, c'est dans les régions Europe de l'Est et Asie centrale (EEAC), Amérique latine et Caraïbes (ALC) et Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN) que les taux de pauvreté étaient les moins élevés en 1990 et en 2005 (<10 pour cent en 2005). Dans toutes les autres régions, les taux de pauvreté étaient élevés en 1990, et seule la région Asie de l'Est et Pacifique (AEP) a fait des progrès significatifs dans la réduction de ceux-ci, d'environ 56 pour cent en 1990 (79 pour cent en 1981 [PovcalNet, 2010]), à seulement 18 pour cent en 2005. Le nombre de personnes extrêmement pauvres a baissé au cours de la même période, de 893 millions à 337 millions. Cette diminution s'explique principalement par la nette amélioration de la situation de la pauvreté en Chine, où le taux de pauvreté est passé de 60 pour cent en 1990 (84 pour cent en 1981) à 16 pour cent en 2005. L'Asie de l'Est et Pacifique est en bonne voie d'atteindre l'OMD 1, consistant à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015.

Tableau 2.1
POPULATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE REVENU, 1990 (MILLIONS)

Région/pays	<1,25\$ /jour	(%)	1,25\$–< 2 /jour	(%)	2\$–<13 /jour	(%)	13\$+ /jour	(%)	Population totale
AEP	893,4	56,0	380,3	23,8	315,5	19,8	6,6	0,4	1 595,8
Chine	683,2	60,2	277,6	24,4	173,7	15,3	1,2	0,1	1 135,7
EEAC	7,0	1,5	24,9	5,4	355,3	76,2	76,9	16,9	464,1
ALC	46,7	10,7	49,2	11,2	276,7	63,2	65,3	14,9	437,9
POAN	12,2	5,4	32,2	14,3	170,3	75,5	10,8	4,8	225,5
Asie du Sud	574,4	51,3	351,6	31,4	192,6	17,2	1,1	0,1	1 119,7
Inde	435,5	51,3	266,1	31,3	146,7	17,3	1,0	0,1	849,3
ASS	283,7	54,9	109,2	21,2	117,7	22,7	5,9	1,2	516,5
Ensemble des régions	1 817,5	41,7	947,4	21,7	1 428,1	32,7	169,1	3,9	4 362,1

< 1,25 \$ = extrêmement pauvres.

< 2 \$ = pauvres selon les critères applicables aux pays en développement.

< 13 \$ = pauvres selon les critères applicables aux États-Unis.

Sources: Chen et Ravallion, 2008; Ravallion, 2009.

Tableau 2.2
POPULATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE REVENU, 2005 (MILLIONS)

Région/pays	<1,25\$ /jour	(%)	1,25\$–< 2 /jour	(%)	2\$–<13 /jour	(%)	13\$+ /jour	(%)	Population totale
AEP	336,9	17,9	391,8	20,8	1 117,1	59,3	37,4	2,0	1 883,2
Chine	207,7	15,9	266,0	20,4	806,0	61,8	25,0	1,9	1 304,7
EEAC	23,9	5,0	18,0	3,9	347,8	73,4	82,4	17,7	472,1
ALC	45,1	8,2	49,2	8,9	362,2	65,8	94,6	17,1	551,1
POAN	14,0	4,6	37,5	12,3	240,1	78,6	13,4	4,5	305,0
Asie du Sud	595,8	40,4	495,7	33,5	380,2	25,8	4,9	0,3	1 476,6
Inde	455,8	41,6	371,9	34,0	263,7	24,1	3,4	0,3	1 094,8
ASS	384,2	50,4	171,7	22,5	197,1	25,8	9,7	1,3	762,7
Ensemble des régions	1 399,8	25,7	1 164,1	21,3	2 644,3	48,5	246,2	4,5	5 454,4

< 1,25 \$ = extrêmement pauvres.

< 2 \$ = pauvres selon les critères applicables aux pays en développement.

< 13 \$ = pauvres selon les critères applicables aux États-Unis.

Sources: Chen et Ravallion, 2008; Ravallion, 2009.

En revanche, dans la région de l'Afrique subsaharienne (ASS), le taux de pauvreté n'a que très légèrement diminué, il est passé de 55 pour cent en 1990 à 50 pour cent en 2005, après s'être aggravé jusqu'au milieu des années 1990. Le nombre absolu de personnes pauvres a par contre augmenté, il est passé de 284 millions en 1990 (202 millions en 1981) à 384 millions en 2005. En Asie du Sud, le nombre de personnes pauvres a reculé, mais les progrès ont été plutôt lents. Le taux de pauvreté est passé d'environ 51 pour cent en

1990 à 40 pour cent en 2005. En raison de cette lente diminution du taux de pauvreté, le nombre absolu de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue dans cette région a quant à lui augmenté. Il est passé de 574 millions en 1990 (548 millions en 1981) à 595 millions en 2005, dont 456 millions en Inde.

L'essentiel des quelque 1 milliard de personnes extrêmement pauvres qui vivent dans les zones rurales (Banque mondiale, 2008) dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance. La figure 2.1 illustre sur une carte les taux de pauvreté dans de nombreuses régions du monde, sur la base des données du Rapport sur le développement mondial 2008 (Banque mondiale, 2008). La figure 2.1A utilise le seuil de pauvreté absolue révisé de 1,25 dollars par jour - contre 1 dollar par jour précédemment. La figure 2.1B utilise le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, et présente ainsi un tableau beaucoup plus sombre de la pauvreté mondiale, plongeant un certain nombre de pays dans la «zone rouge», qui concerne les pays dont plus de 70 pour cent de la population est considérée comme pauvre.

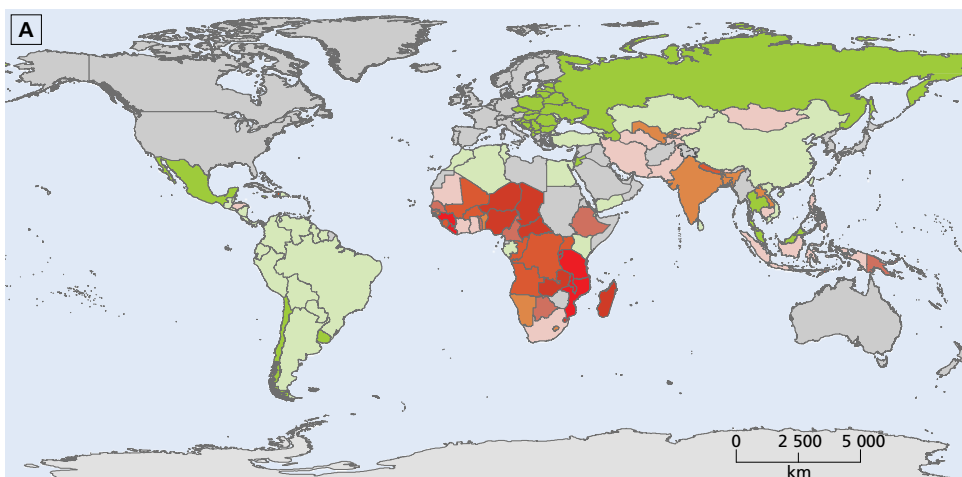
La figure 2.2 illustre la densité de la pauvreté pour les mêmes estimations internationales de la pauvreté, appliquées aux données démographiques de 2010 (FAOSTAT, 2010). Chaque point rouge représente un million de personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour et chaque point bleu un million de personnes supplémentaires vivant entre 1,25 et 2 dollars par jour. Parmi les grands pays à forte densité de populations pauvres, on trouve notamment l'Inde, le Bangladesh et le Nigéria.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

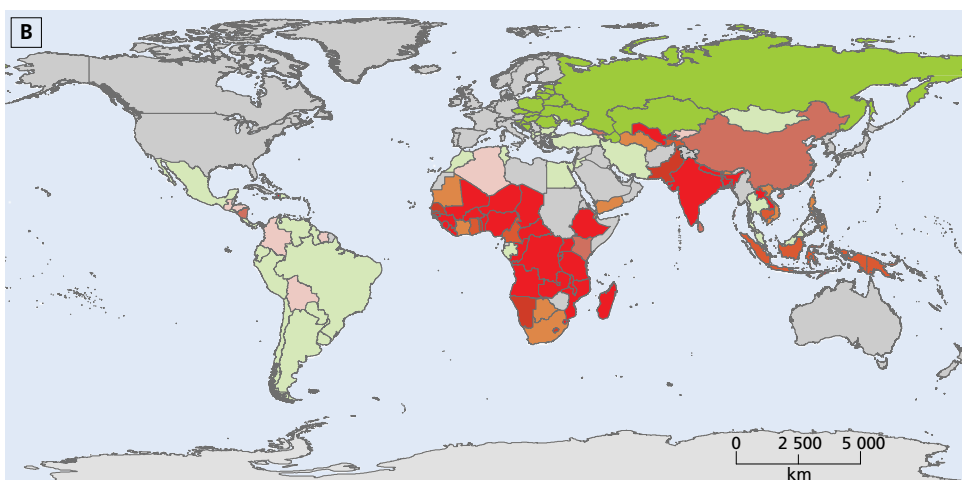
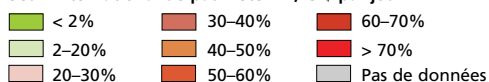
L'apport énergétique alimentaire quotidien moyen, mesuré en calories par personne (tableau 2.3), donne une indication approximative de la malnutrition dans le monde en développement et donc des régions où il est nécessaire d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans l'ensemble des régions en développement, la consommation de calories est moins élevée que dans les pays à revenu élevé. L'apport calorique moyen dans les régions en développement représente entre un huitième, au Proche-Orient et Afrique du Nord, et un tiers, en Afrique subsaharienne, de l'apport moyen dans les pays à revenu élevé. Dans toutes les régions, la consommation de calories des populations pauvres est beaucoup plus faible que celle des groupes plus aisés.

Les régimes alimentaires des pays en développement sont plus pauvres en termes quantitatifs, mais la différence en termes qualitatifs est encore plus marquée. La moindre qualité des régimes alimentaires dans les pays en développement se reflète dans les niveaux moyens de disponibilités (et de consommation par habitant) particulièrement faibles de produits carnés et laitiers. Dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, la consommation moyenne par personne de viandes et de produits laitiers ne représente qu'un faible pourcentage de celle des pays à revenu élevé. Vu les faibles niveaux de consommations d'AOA des populations rurales pauvres, une faible augmentation de l'apport en AOA offre des avantages nutritionnels qui dépassent de loin les risques de maladies aiguës ou chroniques associés à la forte consommation d'AOA dans les pays à revenu élevé et des ménages à revenu élevé dans les pays en développement (Randolph *et al.*, 2007).

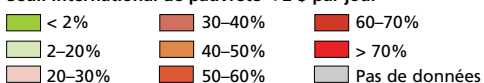
FIGURE 2.1
Taux de pauvreté dans le monde selon
(A) le seuil international révisé de la pauvreté de 1,25 \$/jour et (B) le seuil de pauvreté
de 2 \$/jour, estimations sur la base de la parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2005



Seuil international de pauvreté < 1,25 \$ par jour

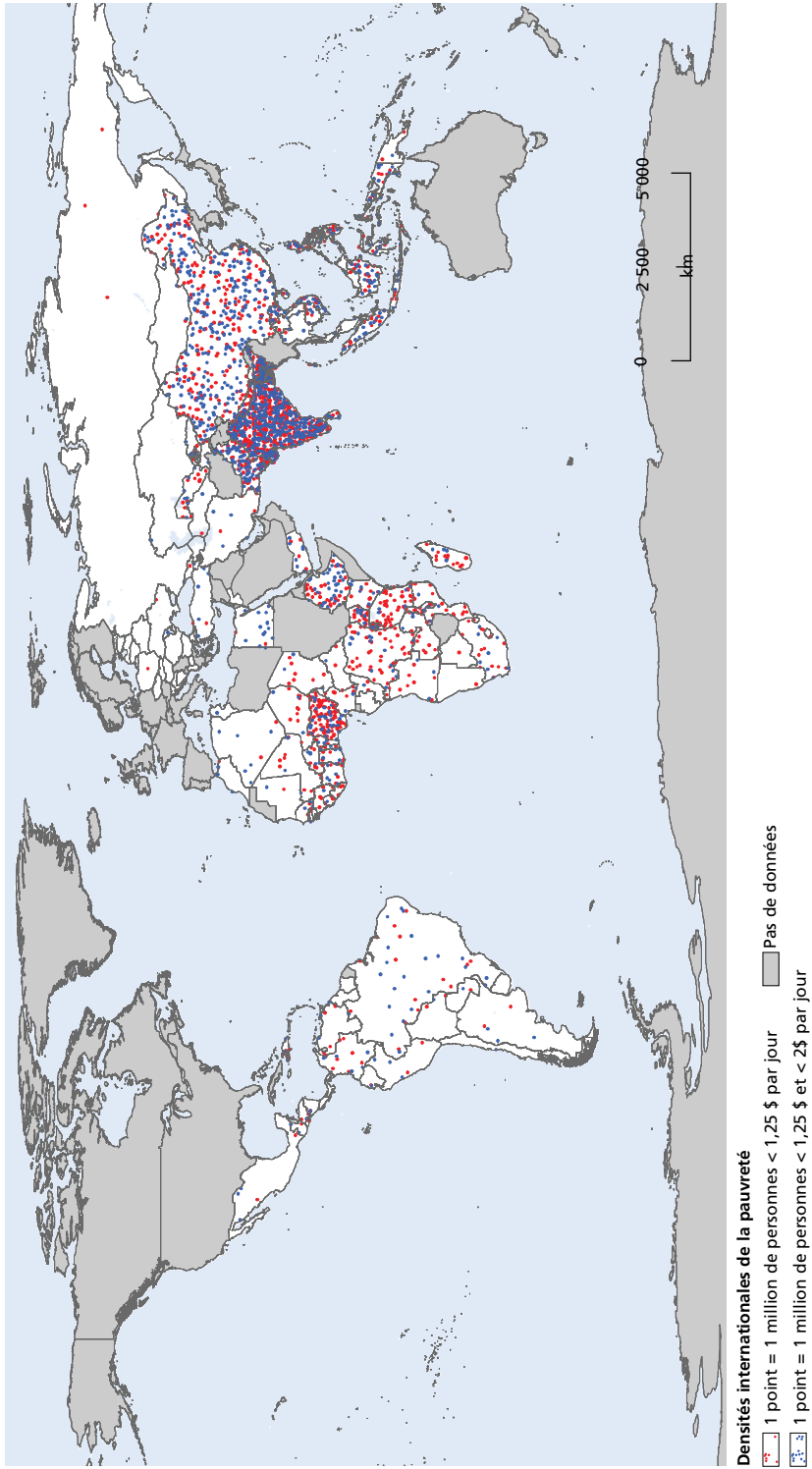


Seuil international de pauvreté < 2 \$ par jour



Source: d'après des données de la Banque mondiale, 2008.

FIGURE 2.2
Densités de la pauvreté dans le monde selon deux seuils de pauvreté internationaux, 1,25 \$ par jour et 2 \$ par jour, appliqués aux estimations de la population en 2010



Sources: Taux de pauvreté d'après la Banque mondiale, 2008; estimations de la population en 2010 d'après FAOSTAT, 2010.

Tableau 2.3
CONSOMMATION DE CALORIES, DE PROTÉINES, DE VIANDE ET DE LAIT PAR HABITANT ET PAR RÉGION, 2005

Région/pays	Calories/ jour	Calories issues d'AOA/jour (%)	Protéines/ jour (g)	Protéines issues d'AOA/jour (%)	Apport en viande/ jour (g)	Apport laitier ^a / jour (g)
AEP	2 825	18,6	80	35,9	122	58
Chine	2 970	21,5	89	37,1	148	65
EEAC	3 134	20,9	93	43,8	126	460
ALC	2 965	23,7	86	54,3	198	382
POAN	3 083	10,0	86	24,5	68	191
Asie du Sud	2 337	9,0	55	21,0	16	190
Inde	2 348	8,3	55	19,0	14	179
ASS	2 068	6,9	52	19,9	40	78
Ensemble des régions	2 634	14,5	71	31,3	86	169
Pays à revenu élevé ^b	3 362	26,1	102	56,9	222	555

^a À l'exception du beurre.

^b D'après la Classification des pays de la Banque mondiale, 2010 (Annexe 1).

Source: FAOSTAT, 2010.

Les faibles niveaux de consommation des produits d'origine animale comme la viande, le lait et les œufs peuvent s'expliquer par leur coût de production, et par conséquent leur prix par unité d'énergie alimentaire, plus élevé que pour les produits agricoles de base. Dans une certaine mesure, les niveaux élevés de consommation de céréales par personne, en vue de satisfaire les besoins énergétiques, compensent les faibles niveaux de consommation de viande, de lait et d'œufs. Toutefois, beaucoup de pauvres dans les pays en développement souffrent non seulement d'un faible apport énergétique, mais également de carences en micronutriments, en partie en raison de leur régime alimentaire essentiellement à base de céréales (tableau 2.4).

Tableau 2.4
PRÉVALENCE DE LA MALNUTRITION PROTÉINO-ÉNERGÉTIQUE, DE LA CARENCE EN VITAMINE A ET DE L'ANÉMIE FERRIPRIVE, PAR RÉGION, 2004

Région	Malnutrition protéino-énergétique		Carence en vitamine A		Anémie ferriprive	
	(%)	(milliers)	(%)	(milliers)	(%)	(milliers)
AEP	2,2	41 146	0,2	3 836	16,4	311 115
EECA	0,9	4 424	0,1	267	11,5	54 540
ALC	1,9	10 283	0,0	65	10,4	56 908
POAN	3,1	10 176	0,4	1 203	14,1	45 857
Asie du Sud	6,9	102 496	0,6	9 245	29,3	437 824
ASS	9,2	68 669	0,9	6 613	26,6	199 373
Ensemble des régions	4,3	237 194	0,4	21 229	20,2	1 105 617

Source: OMS, 2008.

Les estimations concernant les années de vie corrigées de l'incapacité (AVCI)¹ que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) attribue à la malnutrition protéino-énergétique, aux carences en vitamine A et à l'anémie due à une carence en fer dans le monde en développement, sont respectivement de 17,4 millions, 0,6 million et 15,6 millions (OMS, 2004), principalement pour cause d'incapacité, tandis qu'environ 460 000 personnes par an meurent de carences nutritionnelles. Compte tenu de la biodisponibilité élevée de protéines, de fer et de vitamine A dans la viande, les œufs et le lait, augmenter la disponibilité des AOA pour les populations pauvres des pays en développement pourrait faire considérablement reculer les maladies imputables aux carences en protéines et en micronutriments.

LE RÔLE DE L'ÉLEVAGE DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

L'élevage contribue directement à la sécurité alimentaire humaine en transformant la végétation des terres arides² non arables, des résidus de récolte, des sous-produits de la transformation des aliments, et des déchets organiques en denrées destinées à l'alimentation humaine, à forte teneur nutritive et à haute qualité nutritionnelle. L'élevage représente ainsi l'un des moyens les plus efficaces d'utiliser des ressources qui seraient autrement inexploitées, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

L'élevage joue un rôle particulièrement important dans la sécurité alimentaire des zones arides. Les terres arides sont caractérisées par une pluviométrie faible et très variable, qui les rend pour la plupart impropres à la production agricole. Les terres arides couvrent environ 40 pour cent de la surface terrestre de la planète et 54 pour cent des terres productives³. Leur exploitation pour le pâturage du bétail constitue le plus grand système d'utilisation des terres sur la planète. On estime que plus de 180 millions de personnes dans le monde en développement dépendent de ces systèmes pour leur subsistance (Thornton *et al.*, 2002), principalement pour l'alimentation du bétail. Les terres arides constituent une part particulièrement importante de la superficie de l'Afrique subsaharienne (60 à 70 pour cent), en Afrique de l'Est, on estime que 40 à 50 pour cent de la viande de ruminants est produite sur des terres arides, tandis qu'en Afrique occidentale ce chiffre se situe entre 30 et 40 pour cent (Rass, 2006). En outre, les terres arides peuvent compléter et rendre possibles d'autres systèmes de production, tels que la production bovine stratifiée, qui repose sur une offre de veaux nourris par des troupeaux de vaches qui paissent dans des prairies naturelles.

L'élevage fournit non seulement un moyen d'exploiter les terres arides pour soutenir les moyens de subsistance, mais ils ajoutent également de la valeur à de grandes quantités de matières végétales associées à la production des cultures vivrières (comme la paille et la canne) et de sous-produits de la transformation des aliments et des fibres (comme les

¹ Une AVCI équivaut à une année de vie en bonne santé perdue en raison d'une mauvaise santé ou d'un handicap. Les AVCI sont calculées comme la somme des années de vie perdues pour cause de mortalité prématurée et pour cause d'incapacité.

² Les terres arides comprennent des zones arides, semi-arides et subhumides sèches (autres que les régions polaires et subpolaires) où le rapport entre les précipitations et l'évapotranspiration potentielle moyenne annuelle varie de 0,05 à 0,65.

³ Les terres productives mondiales incluent toutes les zones à l'exception des terres hyper-arides où le rapport entre les précipitations moyennes annuelles et l'évapotranspiration potentielle moyenne annuelle est inférieur à 0,05.

Tableau 2.5
MICRONUTRIMENTS FOURNIS PAR LES ALIMENTS D'ORIGINE ANIMALE

Nutriment	Source	Conséquences d'une carence
Calcium	Produits laitiers	Rachitisme nutritionnel
Zinc	Viandes	Dermatite, diarrhée, troubles de la croissance et retard de croissance, fonction immunitaire affaiblie et risque accru d'infections
Fer	Viandes	Enfants: troubles de la croissance et du développement cognitif et fonction immunitaire réduite Adultes: capacité de travail réduite
Vitamine A	Produits laitiers, foie, jaune d'œuf	Cécité nocturne, ulcération de la cornée, perte de la vision, troubles de la croissance, risque accru de maladies infectieuses, de morbidité et de mortalité
Vitamine B12	Les AOA sont la seule source	Anémie, troubles du système nerveux central
Vitamine B2 (riboflavine)	Produits laitiers, viandes, œufs, organes	Lésions cutanées, stomatite angulaire, glossite, chéilite

tourteaux et les drêches de brasseries)⁴ qui ne sont pas comestibles pour les humains, mais peuvent être utilisés pour l'alimentation animale. Il a été estimé qu'en 1993, les résidus de récolte de blé, de riz, de maïs et d'orge ont fourni plus de 650 millions de tonnes d'aliments pour animaux, ce qui équivaut à 27 millions de tonnes de protéines brutes et 4 194 milliards de mégajoules (MJ) d'énergie, tandis que l'apport énergétique produit à partir des disponibilités mondiale de sous-produits (à l'exclusion des résidus de récolte) permettrait de soutenir la production de plus de 500 millions de tonnes de lait (CAST, 1999). Ces chiffres sont sous-estimés car ils ne tiennent compte que des principaux résidus et sous-produits de récolte. Les déchets organiques, notamment les déchets de cuisine, avec lesquels les ménages à faible revenu nourrissent souvent leurs animaux, représentent également des sources d'aliments à faible valeur, que l'élevage transforme en denrées destinées à la consommation humaine. Dans les zones où le bétail est en grande partie nourri grâce à des résidus et sous-produits de récolte ou des terres stériles, peu de terres cultivées, parfois même aucunes, sont consacrées à la production de fourrage. Améliorer l'utilisation et la qualité des résidus de cultures, par exemples à travers le traitement de la paille, permet d'accroître la capacité de charge des pâturages sans réduire la production de cultures destinées à la vente ou à la consommation humaine.

L'élevage contribue aussi indirectement à la sécurité alimentaire car il permet d'accroître la production agricole grâce au fumier, qui est une source précieuse d'éléments nutritifs organiques permettant de réduire l'utilisation d'engrais chimiques. L'élevage améliore la flexibilité et donc la stabilité de la production alimentaire (Bradford, 1999). En effet, les animaux

⁴ Fadel (1999) estime que la production de 100 kg de nourriture engendre 37 kg de sous-produit pour l'alimentation animale. L'utilisation de ces sous-produits par l'élevage, qui assume ainsi un rôle d'élimination des déchets, représente un précieux service en lui-même et permet de réduire le prix des aliments destinés à la consommation humaine.

peuvent être conservés pendant des périodes de temps variables et s'adapter à une grande variété de régimes alimentaires, ils contribuent ainsi à atténuer l'impact des fluctuations de la production agricole sur la disponibilité des denrées pour la consommation humaine.

Les AOA seuls ne permettent pas de répondre aux besoins élémentaires de subsistance. La viande est rarement un élément de base de l'alimentation, même dans les sociétés pastorales, où les principaux produits de l'élevage consommés sont le lait et le sang, complétés par des céréales achetées. Toutefois, les AOA sont des aliments à forte teneur énergétique, riches en protéines de qualité et une source précieuse de nombreux micronutriments. Les protéines animales ont une meilleure digestibilité (de 96 à 98 pour cent) que la plupart des protéines végétales (de 65 à 70 pour cent), et leur composition en acides aminés est supérieure à celle des végétaux. Les protéines animales présentent une valeur biologique qui varie de 90 à 100 (basée sur la protéine d'œuf, protéine de référence, de valeur 100), tandis que les valeurs pour les protéines végétales oscillent entre 50 et 70. La biodisponibilité de certains minéraux importants (calcium, phosphore, fer, zinc, magnésium et manganèse) et vitamines essentielles (thiamine (B1), riboflavine (B2), niacine, pyridoxine (B6) et B12), est beaucoup plus élevée dans les produits d'origine animale que dans la plupart des produits d'origine végétale. Ces caractéristiques font des AOA des denrées importantes pour les groupes de population ayant des capacités limitées de consommation alimentaire par rapport à leurs besoins, comme les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes, et les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Des études portant sur des enfants dans différents pays ont par exemple montré que leur développement physique et mental est fortement et positivement lié aux quantités d'AOA présents dans leur alimentation (Calloway, Murphy et Beaton, 1988, cité par Bradford, 1999). Les avantages des AOA semblent être davantage liés à la richesse en micronutriments qu'à la teneur en protéines (Allen *et al.*, 1992; Murphy et Allen, 1996, cité par Bradford 1999).

LE RÔLE DE L'AGRICULTURE DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Bien que le secteur de l'agriculture n'apporte qu'une contribution relativement modeste au revenu national brut (RNB) ou au produit intérieur brut (PIB), dans de nombreux pays, une forte proportion de la population économiquement active est employée dans l'agriculture (voir les quatrième et cinquième colonnes du tableau 2.6).

La contribution relativement faible de la main-d'œuvre agricole au revenu national, indique que les revenus moyens et la productivité sont plus faibles dans l'agriculture que dans le reste de l'économie, renforçant l'argument selon lequel la pauvreté est plus répandue dans le secteur de l'agriculture.

Les deuxième et troisième colonnes du tableau 2.6 fournissent des estimations du revenu moyen par habitant de chacun des principaux ensembles continentaux et de deux grands pays, la Chine et l'Inde (l'annexe 1 fournit une classification des pays, établie par la Banque mondiale en 2010). L'observation du RNB par habitant permet de constater que la plupart des régions et des pays en développement entrent dans la catégorie des régions et pays à revenu moyen, c'est-à-dire dont le revenu annuel moyen par habitant est compris entre 976 \$EU et 11 906 \$EU (tel que défini par la Banque mondiale, 2010a). Les régions d'Europe de l'Est et Asie centrale, et d'Amérique latine et Caraïbes sont des régions à revenu moyen-supérieur, dont le revenu annuel moyen par habitant dépasse 3 856 \$EU.

Tableau 2.6

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DES ÉCONOMIES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET IMPORTANCE RELATIVE DE L'AGRICULTURE ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE, 2008

Région/pays	RNB/ habitant (\$EU)	RNB/habitants PPA (dollars internationaux)	Valeur ajoutée agricole (% du PIB)	Main- d'œuvre agricole (% du total)	Terres agricoles (% du total)*	Terres/ personnes dans l'agriculture (ha)*
AEP	2 631	5 399	12	56,9	50,8	1,3
Chine	2 940	6 020	11	62,0	59,6	1,2
EEAC	7 418	12 220	7	15,2	28,2	20,5
ALC	6 780	10 309	6	15,6	35,7	17,0
POAN	3 242	7 308	12	22,6	22,4	7,9
Asie du Sud	986	2 733	18	53,6	54,7	0,9
Inde	1 070	2 960	18	55,4	60,6	0,8
ASS	1 082	1 991	14	59,4	44,0	5,8
Ensemble des régions	2 789	5 330	11	47,6	38,2	3,0

*Les deux dernières colonnes sont basées sur des estimations de 2005 de la superficie des terres agricoles

Sources: Banque mondiale, 2010b; FAOSTAT, 2010.

Les autres estimations du revenu par habitant en PPA donnent une meilleure indication du pouvoir d'achat. Les revenus sont généralement plus élevés que la valeur en dollars des États-Unis, bien qu'ils y soient étroitement liés. Les revenus moyens par habitant en PPA sont très différents selon les régions. Ces chiffres illustrent un phénomène bien connu: à mesure que le revenu par habitant augmente, la part de la population active nationale qui travaille dans l'agriculture et la contribution du secteur agricole au revenu national diminuent. Ainsi, dans les deux régions à revenu moyen-supérieur, contrairement aux autres, moins de 40 pour cent de la population active travaille dans l'agriculture, et génère moins de 10 pour cent du revenu national.

Dans les régions à revenu moyen-supérieur, les disponibilités de terres agricoles par personne employée dans l'agriculture sont beaucoup plus importantes que dans le reste du monde en développement. Les disponibilités de terres par travailleur agricole sont relativement faibles en Asie du Sud et en Asie de l'Est et Pacifique (environ 1 ha). Cependant, malgré la faible disponibilité des ressources agricoles par travailleur agricole dans de nombreux pays en développement (en particulier dans les régions très peuplées d'Asie de l'Est et du Sud), et en dépit de la faible rémunération du travail agricole, le nombre de personnes qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance a augmenté (en termes absolus) au cours des 15 dernières années (tableau 2.7).

En général, bien que les ruraux continuent de migrer vers les centres urbains, les populations de la plupart des pays resteront majoritairement rurales jusqu'en 2020. Dans les deux régions les plus pauvres, même si les populations urbaines augmentent plus rapidement que les populations rurales, en termes absolus, les populations rurales continueront de croître: jusqu'en 2045 en Afrique subsaharienne, et jusqu'en 2025 en Asie du Sud (FAOSTAT, 2010). En Amérique latine et Caraïbes et au Proche-Orient et Afrique du Nord,

Tableau 2.7
EFFECTIFS ET PARTS DE LA POPULATION ECONOMIQUEMENT ACTIVE QUI TRAVAILLENT DANS
L'AGRICULTURE, PAR RÉGION, 1990 ET 2005 (MILLIONS)

Région/pays	1990				2005			
	Agriculture		Non-agriculture		Agriculture		Non-agriculture	
	(nb.)	(%)	(nb.)	(%)	(nb.)	(%)	(nb.)	(%)
AEP	599,7	67,6	287,3	32,4	644,7	56,9	487,6	43,1
Chine	472,8	71,9	184,7	28,1	498,7	62,0	305,1	38,0
EEAC	47,3	23,5	154,1	76,5	31,3	15,2	174,8	84,8
ALC	32,4	19,4	134,1	80,5	42,0	15,6	228,1	84,4
POAN	21,4	33,2	43,0	66,8	25,4	22,6	87,2	77,5
Asie du Sud	269,9	62,8	159,8	37,2	342,9	53,6	297,4	46,5
Inde	207,4	63,4	119,2	36,5	261,6	55,4	210,8	44,6
ASS	132,8	67,9	62,6	32,0	194,5	59,4	133,2	40,6
Ensemble des régions	1 103,5	56,8	840,8	43,2	1 280,8	47,6	1 408,1	52,4

Source: FAOSTAT, 2010.

la majorité de la population active occupe des emplois non agricoles. La même chose se vérifie en Europe de l'Est et Asie centrale, mais les données concernant cette région doivent être traitées avec prudence, car les pays qui la composent ont changé de façon spectaculaire entre 1990 et 2005.

Dans la plupart des pays en développement, la majorité de la population continue de vivre dans des zones rurales, les taux de pauvreté sont plus élevés dans les ménages ruraux que dans les ménages urbains et les pauvres ruraux représentent entre 70 et 80 pour cent de l'ensemble des pauvres. Les personnes employées dans l'agriculture représentent près de la moitié de la main-d'œuvre totale dans toutes les régions en développement et plus de 60 pour cent dans les pays à faible revenu (données non illustrées). Cette main-d'œuvre constitue une ressource importante, en mesure de stimuler la croissance économique dans l'agriculture et les activités économiques rurales non agricoles.

Chacun s'accorde à reconnaître que, pour réduire rapidement la pauvreté, les interventions doivent être axées en direction des zones rurales des pays en développement, où l'essentiel de la population et des pauvres vivent, et qu'elles doivent cibler les activités économiques dans les zones rurales, principalement dans le secteur agricole, dont dépendent la plupart des pauvres (Banque mondiale, 2008). La priorité donnée aux interventions dans l'agriculture diminuera progressivement à mesure que la structure de l'économie se transformera, et s'orientera vers d'autres secteurs (services et industrie), sachant que le développement du secteur agricole a généralement été le moteur de la transformation de l'économie (Tiffin et Irz, 2006). À l'échelle mondiale, lorsque la réduction de la pauvreté est un objectif principal du développement économique, l'accent doit demeurer sur les populations rurales.

TENDANCES DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE ET ÉLEVEURS

La contribution de l'élevage à la valeur totale de la production agricole peut être estimée comme la somme des quantités pondérées par les prix des différents produits agricoles, après déduction des quantités utilisées comme semences et aliments pour animaux, pondérées de la même façon. La déduction des intrants agricoles utilisés donne une mesure de la production nette de chaque secteur. Les prix sont basés sur la moyenne des prix internationaux des produits pour la période 1999-2001.

Le tableau 2.8 présente les résultats obtenus pour les principaux ensembles régionaux de pays, la Chine et l'Inde en 1990 et en 2007. Les données de 2007 sont les données disponibles les plus récentes. L'évolution de la part de l'élevage dans la production nette agricole peut être évaluée soit en comparant le pourcentage en 2007 (septième colonne) avec celui de 1990 (quatrième colonne), soit en comparant le taux de croissance de la production nette de l'élevage avec celui de l'agriculture (les deux dernières colonnes).

Dans les régions en développement, l'élevage contribue en moyenne pour près d'un tiers à la production nette agricole totale, mais il existe des différences importantes, notamment en Afrique subsaharienne où l'on observe, en 2007, la contribution la plus faible. Entre 1990 et 2007, la contribution de l'élevage à la production agricole totale a augmenté rapidement en Asie de l'Est et Pacifique, de manière assez rapide en Asie du Sud, et modérément au Proche-Orient et Afrique du Nord. Cependant la part relative de la production nette de l'élevage a chuté en Amérique latine et Caraïbes, en Afrique subsaharienne et dans les pays en développement dans leur ensemble. Étant donné les différences économiques structurelles importantes entre ces groupes de pays, il est difficile de déterminer les raisons du recul de la part de l'élevage dans la production agricole. De nouveau, les évolutions enregistrées pour la région Europe de l'Est et Asie centrale doivent être traitées avec prudence, car les pays qui la composent ont changé ces dernières années.

Le tableau 2.9 présente les principales évolutions structurelles des secteurs de l'élevage dans les différentes régions entre 1990 et 2008. On observe entre ces deux années une importante variation des unités de bétail tropical⁵ (UBT) par travailleur agricole. La densité du bétail mesurée en UBT par kilomètre carré de terres agricoles varie aussi considérablement selon les régions. Elle est de 92 UBT/km² en Asie du Sud, soit deux fois plus que dans toutes les autres régions. La densité est très faible en Europe de l'Est et Asie centrale, 12 UBT/km², modérée au Proche-Orient et Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, 23 UBT/km², et à un niveau relativement élevé en Asie de l'Est et Pacifique 41 UBT/km².

Le nombre d'UBT par personne employée dans l'agriculture pourrait être lié aux revenus moyens des consommateurs. C'est en Amérique latine et Caraïbes qu'il est actuellement le plus élevé, avec près de 7 UBT/personne employée dans l'agriculture. Le nombre d'UBT/travailleur agricole est supérieur à 1 en Europe de l'Est et Asie centrale, au Proche-Orient et Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Il est beaucoup plus faible en Asie de l'Est et Pacifique et en Asie du Sud. En Asie de l'Est et Pacifique, la majorité des UBT sont des non-ruminants (porcs et volailles), alors qu'ailleurs la plupart des UBT sont des ruminants.

⁵ L'UBT, qui équivaut à un poids vif de 250 kg, sert à normaliser les animaux vivants en fonction du poids vif moyen de chaque espèce. Les facteurs de conversion en UBT utilisés pour le bétail sont: bovins 0,60, buffles 0,50, ovins et caprins 0,10, porcs 0,25 et volaille 0,01. Les animaux sont regroupés en UBT de 250 kg de poids vif, sans tenir compte des différences d'espèce, de sexe, d'âge et d'état de santé.

Table 2.8
CONTRIBUTION DU SECTEUR AGRICOLE AU PIB AGRICOLE,*
ET CROISSANCE ANNUELLE DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, PAR RÉGION, 1990 ET 2007

Région/ pays	1990			2007			Taux de croissance annuel	
	Production agricole (milliards de dollars internationau)	Production animale (milliards de dollars internationau)	Élevage/ PIB agricole (%)	Production agricole (milliards de dollars internationau)	Production animal (milliards de dollars internationau)	Élevage/ PIB agricole (%)	Agriculture (%)	Élevage (%)
EAP	244	58	23,7	478	145	30,3	4,0	5,6
China	173	45	25,8	355	120	33,9	4,3	6,0
EEAC	142	95	67,0	120	53	44,5	-1,0	-3,3
ALC	111	49	43,8	190	81	42,7	3,2	3,0
POAN	36	12	33,7	60	22	36,7	3,1	3,6
Asie du Sud	149	43	29,1	241	82	33,9	2,9	3,8
Inde	106	29	27,2	170	54	31,9	2,8	3,8
ASS	61	17	28,1	97	26	26,6	2,8	2,4
Ensemble des régions	742	274	36,9	1 185	408	34,5	2,8	2,4

* Le PIB du secteur de l'élevage est souvent sous-estimé en raison des méthodes de calcul qui n'incluent pas (entièrement) certains produits tels que le fumier et certains services comme la puissance de traction, dont les bénéfices sont affectés à d'autres secteurs (pour consulter un exemple, voir Behnke, 2010).

Source: FAOSTAT, 2010.

Tableau 2.9
STRUCTURE ET CROISSANCE DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, DE 1990 À 2008

Région/ pays	1990			2008			Taux de croissance annuel	
	UBT/1 000 travailleurs agricoles (nb.)	Ruminants (%)	Non- ruminants (%)	UBT/1 000 travailleurs agricoles (nb.)	Ruminants (%)	Non- ruminants (%)	Ruminants (%)	Non- ruminants (%)
AEP	424	46	54	539	39	61	0,8	2,4
Chine	412	41	59	518	35	65	0,7	2,1
EEAC	3 393	73	27	2 747	69	32	-3,7	-2,6
ALC	7 470	87	13	6 766	82	18	0,6	2,6
POAN	1 579	83	17	1 894	77	23	1,6	3,7
Asie du Sud	885	96	4	777	94	6	0,5	3,6
Inde	888	97	3	700	95	6	-0,2	2,8
ASS	1 145	93	7	1 147	93	7	2,1	2,3
Ensemble des régions	980	78	22	980	74	26	0,5	1,9

Source: FAOSTAT, 2010.

Entre 1990 et 2008, les UBT par personne employée dans l'agriculture n'ont augmenté qu'en Asie de l'Est et Pacifique, et au Proche-Orient et Afrique du Nord. Leur nombre est resté stable en Afrique subsaharienne et il a reculé en Amérique latine et Caraïbes et en Asie du Sud, au même rythme que celui de l'expansion de la main-d'œuvre agricole. De nouveau, les changements observés en Europe de l'Est et Asie centrale doivent être considérés avec précaution.

Dans toutes les régions, la part des ruminants dans la valeur totale des UBT a diminué entre 1990 et 2008, tandis que la proportion d'animaux non-ruminants (porcs et volailles) a augmenté. Les deux dernières colonnes du tableau 2.9 illustrent les taux de croissance annuels moyens du nombre de ruminants et de non-ruminants, indépendamment de l'évolution de la main-d'œuvre agricole. Les taux de croissance du nombre de ruminants sont relativement faibles, moins de 1 pour cent dans l'ensemble, à l'exception des régions du Proche Orient et Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne, et sont même négatifs en Inde et en Europe de l'Est et Asie Centrale. Les taux de croissance pour les secteurs des non-ruminants (porcs et volailles) sont beaucoup plus élevés, plus de 3,5 pour cent par an en Europe de l'Est et Asie centrale et en Asie du Sud. Entre 2005 et 2008, le nombre de volailles a augmenté de 10 pour cent par an en Europe de l'Est et Asie centrale et de près de 8,75 pour cent en Asie du Sud, notamment en Inde où leur nombre a progressé de 8,93 pour cent (FAOSTAT, 2010).

Pour localiser les éleveurs pauvres en vue de cibler les activités de recherche et de développement, l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) a réalisé une estimation du nombre d'éleveurs pauvres dans le monde en développement (Thornton *et al.*, 2002; 2003). Ces données ont été récemment mises à jour avec les estimations de 2010 concernant les populations rurales (FAOSTAT, 2010) et la version 5, la plus récente, de Thornton *et al.* (2002) de la carte des systèmes de production animale (Robinson *et al.*, 2011). Les estimations actualisées des éleveurs pauvres étaient basées sur les seuils nationaux de pauvreté rurale⁶ issus du *Rapport sur le développement mondial 2008* (Banque mondiale, 2008), mises à jour avec des données de la Banque mondiale (2011). Cela a permis de réaliser une sorte de collage des estimations du nombre de ruraux sur la base des enquêtes menées entre 1990 et 2006 et couvrant la plupart des pays en développement. Les seuils de pauvreté internationaux utilisés dans ce chapitre ne font pas de distinction entre pauvreté urbaine et pauvreté rurale. Ainsi, ils ne sont pas adaptés pour estimer les effectifs d'éleveurs pauvres, car les taux de pauvreté sont généralement très différents dans les zones urbaines et dans les zones rurales. Cependant, afin de rapprocher ces dernières estimations avec d'autres données figurant dans ce chapitre, le tableau 2.10 compare les estimations concernant le nombre d'éleveurs pauvres selon les seuils nationaux de pauvreté en milieu rural avec les estimations basées sur les seuils internationaux de pauvreté, pour les pauvres (< 2,00 \$/jour) et les très pauvres (<1,25 \$/jour).

⁶ Les seuils nationaux de pauvreté reflètent les perceptions locales du niveau de consommation ou du revenu nécessaires pour ne pas tomber dans la pauvreté. La limite perçue entre pauvres et non pauvres augmente avec le revenu moyen d'un pays. Ce seuil ne représente donc pas une mesure uniforme permettant de comparer les taux de pauvreté entre les pays. Les estimations nationales de la pauvreté constituent une mesure appropriée en vue d'élaborer des politiques nationales de réduction de la pauvreté et de suivre leurs résultats. Les mesures internationales de la pauvreté fournissent quant à elle une norme uniforme pour comparer, entre les pays, les taux de pauvreté et le nombre de personnes vivant dans la pauvreté (Banque mondiale, 2008).

Le tableau 2.10 présente également les taux de variation annuelle composée des éleveurs pauvres entre 2000 et 2010, selon les seuils nationaux de pauvreté rurale.

Les estimations basées sur les seuils nationaux de pauvreté tendent à être plus proches de celles basées sur le seuil de 1,25 \$/jour, mais il y a des exceptions: les estimations nationales concernant la Chine sont beaucoup plus basses que les estimations internationales et celles concernant les régions Amérique latine et Caraïbes et Proche-Orient et Afrique du Nord sont, respectivement, six fois et trois fois plus importantes que celles basées sur le seuil international de pauvreté fixé à 1,25 \$/jour. Le résultat le plus frappant du tableau 2.10 concerne le passage du seuil de pauvreté de 1,25 \$/jour à 2 \$/jour, qui entraîne plus ou moins un doublement du nombre des petits éleveurs pauvres – illustrant ainsi le grand nombre d'éleveurs qui sont dans cette situation marginale.

C'est en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne que l'on compte le plus d'éleveurs pauvres (<2 \$/jour) en chiffres absolus, respectivement plus de 45 et 25 pour cent des 752 millions d'éleveurs pauvres estimés à l'échelle de la planète. L'ampleur de la pauvreté chez les éleveurs est particulièrement élevée en Afrique subsaharienne, où l'on estime que plus de 85 pour cent des éleveurs pauvres sont extrêmement pauvres. À l'échelle mondiale, le nombre d'éleveurs pauvres a augmenté d'environ 1,4 pour cent par an - la réduction du nombre en Asie de l'Est et Pacifique, et en Amérique latine et Caraïbes étant compensée par des augmentations considérables dans toutes les autres régions. Leur nombre a augmenté de manière particulièrement rapide en Europe de l'Est et Asie centrale, 3,75 pour cent par an, au Proche-Orient et Afrique du Nord, 4,62 pour cent par an, et en Afrique subsaharienne, 3,35 pour cent par an.

Tableau 2.10
ESTIMATIONS DU NOMBRE D'ÉLEVEURS PAUVRES SELON LES SEUILS NATIONAUX DE PAUVRETÉ EN MILIEU RURAL ET LES SEUILS INTERNATIONAUX DE PAUVRETÉ, EN 2010 ET TAUX DE VARIATION DU NOMBRE D'ÉLEVEURS PAUVRES SELON LES SEUILS NATIONAUX DE PAUVRETÉ RURALE ENTRE 2000 ET 2010

Région/pays	Éleveurs pauvres en 2010 (millions)			Variation annuelle du nombre d'éleveurs pauvres 2000-2010
	Seuil national de pauvreté en milieu rural	Seuils internationaux de pauvreté		
		< 1,25\$/jour	< 2\$/jour	
AEP	50	70	170	-2,05%
Chine	7	46	105	-1,42%
EEAC	17	7	12	3,75%
ALC	28	5	10	-1,48%
POAN	23	7	13	4,62%
Asie du Sud	150	178	328	0,89%
Inde	106	142	258	0,41%
ASS	160	154	219	3,35%
Ensemble des régions	428	421	752	1,40%

Source: Adapté de Robinson et al., 2011.

La figure 2.3 illustre la répartition des éleveurs pauvres sur la base du seuil international de pauvreté de 2 \$/jour. La carte montre des densités particulièrement importantes d'éleveurs pauvres en Asie du Sud (notamment en Inde, au Pakistan et au Bangladesh) et dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne (notamment au Nigéria, en Éthiopie, en Ouganda, au Burundi, au Rwanda, au Malawi et certaines régions du Kenya, d'Afrique du Sud et du Niger).

DEMANDE ACTUELLE ET FUTURE DE PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

Si l'on compare le revenu moyen par habitant dans chaque région (tableau 2.6) avec la disponibilité ou la consommation moyennes par habitant de calories et de protéines issues d'AOA (tableau 2.3) on observe une relation positive très forte entre le revenu par habitant et le niveau de la consommation. Par exemple, c'est en Asie du Sud et Afrique subsaharienne, régions à revenu relativement faible que la consommation par habitant de calories, de protéines et de nutriments provenant d'AOA est la moins élevée, tandis que c'est en Europe de l'Est et Asie centrale et en Amérique latine et Caraïbes, régions à revenu moyen-supérieur, que les niveaux de consommation sont les plus élevés. Il est intéressant de poursuivre l'examen des liens qui existent entre le niveau total des dépenses par habitant, calculé en fonction du revenu, et la manière dont celles-ci sont allouées à la consommation de différents produits alimentaires (tableau 2.11), par région.

Ces estimations montrent que dans les régions les plus pauvres, Asie de l'Est et Pacifique, Asie du Sud et Afrique subsaharienne, plus de 50 pour cent du total des dépenses

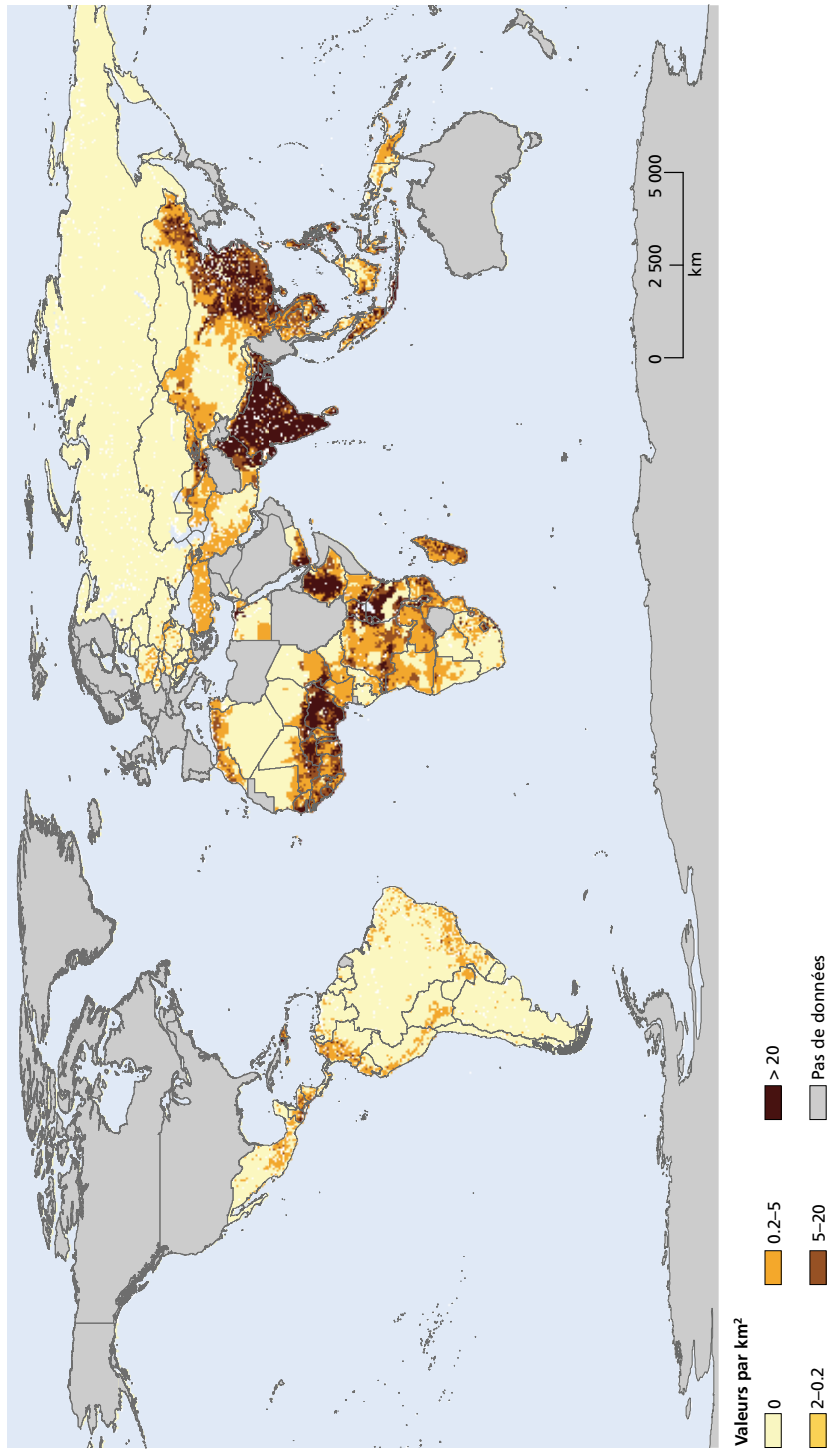
Tableau 2.11
PART DES DÉPENSES ALLOUÉES À DIFFÉRENTS PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR RÉGION (POURCENTAGES)

Région/pays	Dépenses alimentaires en % du total	% des dépenses alimentaires					
		Pain et céréales	Viande	Produits laitiers	Poisson	Fruits et légumes	Autres produits alimentaires
AEP	52,4	31,7	17,6	4,4	6,1	17,6	22,7
Chine	54,1	32,4	19,6	4,0	4,8	17,6	21,6
EEAC	38,8	17,8	19,3	12,3	2,3	18,3	30,1
ALC	26,2	18,9	22,4	12,2	2,8	15,6	28,1
POAN	42,4	21,6	20,9	9,9	3,2	17,4	27,1
Asie du Sud	52,5	32,1	8,2	16,9	5,1	14,1	23,6
Inde	52,5	30,8	9,0	17,8	5,2	14,0	23,2
ASS	60,9	31,4	12,8	5,6	9,3	18,8	22,1
Ensemble des régions	48,9	28,8	15,1	10,1	5,2	16,5	24,3
Pays à revenu élevé*	13,3	13,1	18,0	9,0	5,0	13,9	41,0

* Sur la base de la classification de la Banque mondiale en 2010.

Sources: données du PCI, 2005; données pour l'Inde et la Chine d'après Wu, 2005.

FIGURE 2.3
Répartition (densité) des éleveurs pauvres, selon le seuil international de pauvreté de 2 \$/jour, 2010



Source: Données de Robinson *et al.*, 2011.

est alloué à l'achat de nourriture, le pain et les céréales représentant la dépense la plus importante. En revanche, dans les régions en développement à revenu moyen-supérieur, Europe de l'Est et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes et Proche-Orient et Afrique du Nord, les dépenses alimentaires représentent entre 26 et 42 pour cent du total des dépenses, alors que dans les pays à revenu élevé cette part ne représente environ que 13 pour cent. À mesure que la part des dépenses allouées à la viande et aux produits laitiers augmente, la part des dépenses consacrées à l'achat de pain et de céréales diminue, entre autres améliorations du régime alimentaire.

L'élasticité-revenu de la demande⁷ permet d'évaluer les conséquences d'une variation du revenu par habitant sur la quantité de demande ou de consommation d'un produit. Pour la plupart des produits, l'élasticité-revenu de la demande est positive, bien que pour quelques biens «inférieurs» la quantité demandée diminue à mesure que les revenus augmentent, résultant ainsi en une élasticité-revenu négative. Pour les produits de première nécessité, comme la nourriture, l'élasticité-revenu est généralement inférieure à un, et selon la loi d'Engel à mesure que les revenus augmentent, l'élasticité-revenu de la demande alimentaire diminue (Norton, Alwang et Masters, 2006). Toutefois, alors que dans les pays à revenu élevé l'élasticité-revenu peut être extrêmement basse et atteindre 0,1, dans les pays très pauvres, elle est plus élevée et peut atteindre 0,8. L'élasticité-revenu de la demande dépend également des produits alimentaires. L'élasticité-revenu de la demande des produits de meilleure qualité mais plus coûteux, tels que les AOA, est généralement plus élevée que celle des produits alimentaires de base. Le tableau 2.12 traduit l'élasticité-revenu de la demande en prévisions de dépenses supplémentaires consacrées à différents produits alimentaires, résultant d'une hausse de 1 dollar du total des dépenses des ménages.⁸

Les données présentées dans le tableau 2.12 montrent une proportion décroissante du revenu consacré à l'alimentation à mesure que les revenus augmentent et confirment ainsi la loi d'Engel. La part des dépenses alimentaires supplémentaires, allouée à l'achat de viande et de produits laitiers (AOA) varie de 20 à 25 pour cent dans les régions les plus pauvres, Asie de l'Est et Pacifique, Asie du Sud et Afrique subsaharienne. Cette part est plus élevée, de 30 à 35 pour cent, dans les régions à revenu intermédiaire, Europe de l'Est et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes et Proche-Orient et Afrique du Nord, comme dans les pays à revenu élevé. Ces résultats soulignent la croissance relative prévue de la consommation d'AOA par habitant lorsque les revenus augmentent. (Une tendance similaire est observable pour les fruits et légumes).

En 2003, la FAO a publié le rapport *Agriculture mondiale: horizon 2015/2030* (Bruinsma, 2003) qui présentait les évolutions prévues de la demande et de la consommation alimentaires ainsi que les implications possibles pour la nutrition et la sous-alimentation. Depuis la publication de cette étude, les estimations concernant la croissance démographique ont été largement révisées et la situation sur les marchés mondiaux de l'énergie s'est considérablement tendue, entraînant une augmentation des coûts des intrants et du transport des produits agricoles, mais aussi des effets moins directs, tels que la hausse de

⁷ Estimée comme la variation en pourcentage de la quantité demandée, divisée par la variation en pourcentage du revenu par habitant

⁸ Les estimations ont été obtenues à partir du produit de l'élasticité-revenu de la demande et du niveau de consommation actuel pour 1 \$ de dépenses (tableau 2.11)

Tableau 2.12
ALLOCATION PRÉVUE D'UN REVENU ADDITIONNEL, PAR RÉGION (POURCENTAGES)

Région/pays	% alloué à l'alimentation	% des dépenses alimentaires supplémentaires					
		Pain et céréales	Viande	Produits laitiers	Poisson	Fruits et légumes	Autres produits alimentaires
AEP	40,0	26,2	18,5	1,9	7,6	20,4	25,3
Chine	43,5	27,7	19,6	0,7	6,3	21,6	24,1
EEAC	24,3	13,3	20,1	14,2	2,6	16,4	33,4
ALC	16,0	12,1	24,0	13,9	3,4	13,7	32,9
POAN	27,2	14,9	21,9	11,1	4,3	14,5	33,4
Asie du Sud	39,5	27,1	9,3	14,2	6,1	17,5	25,7
Inde	40,9	26,8	10,2	13,6	5,9	18,7	24,9
ASS	47,4	24,9	13,3	6,4	13,2	16,2	26,0
Ensemble des régions	36,1	24,6	15,3	8,2	7,0	18,2	26,7
Pays à revenu élevé*	3,8	6,7	18,6	10,4	7,5	11,3	45,5

* Sur la base de la classification de la Banque mondiale en 2010.

Sources: données du PCI, 2005; données pour l'Inde et la Chine d'après Wu, 2005.

la demande de terres arables pour la production de biocarburants. Pour ces raisons et d'autres encore, la FAO a révisé et étendu ses estimations à l'horizon 2030/2050 (Alexandratos *et al.*, 2006). Le tableau 2.13 présente les perspectives régionales de croissance de la demande pour les produits de l'élevage, sur la base de ces estimations révisées.

Les résultats présentés dans le tableau 2.13 reflètent les tendances en matière de démographie et d'habitudes de consommation. La croissance de la consommation de volaille dépasse celle des autres AOA dans toutes les régions. La hausse la plus spectaculaire est celle de la demande prévue de viande de volaille en Asie du Sud. Elle s'explique par la croissance de la demande en Inde, où les prévisions tablent sur une augmentation stupéfiante de 850 pour cent de la demande de volaille à l'horizon 2030, accompagnée d'une augmentation de près de 300 pour cent de la consommation d'œufs. En termes de volumes, la croissance de la consommation de produits laitiers est impressionnante: la consommation en Asie du Sud devrait plus que doubler, et atteindre 213 tonnes en 2030, dont 70 pour cent (146 millions de tonnes) en Inde. En raison de l'importance de sa population et de sa croissance démographique rapide, l'Asie de l'Est devrait enregistrer une forte hausse de la consommation d'AOA, en particulier de viande de porc et de volaille ainsi que de lait, dont l'essentiel de la croissance devrait être observé en Chine. Pour ce qui concerne le mouton, c'est en Afrique subsaharienne que les plus fortes hausses de la consommation sont attendues, en termes relatifs et absolus. Pour ce qui est de la viande de bœuf, c'est en Asie de l'Est et Pacifique que sa consommation devrait augmenter le plus, de nouveau en raison d'une forte croissance de la consommation en Chine.

Tableau 2.13
CROISSANCE DE LA DEMANDE DE PRODUITS DE L'ÉLEVAGE, 2000-2030

Région/pays	Bœuf		Mouton		Porc		Volaille		Œufs		Lait	
	Valeur absolue (milliers de tonnes)	Proportion (%)	Valeur absolue (milliers de tonnes)	Proportion (%)	Valeur absolue (milliers de tonnes)	Proportion (%)	Valeur absolue (milliers de tonnes)	Proportion (%)	Valeur absolue (milliers de tonnes)	Proportion (%)	Valeur absolue (milliers de tonnes)	Proportion (%)
AEP	8 798	130	1 669	58	28 075	63	22 522	143	10 188	45	23 765	132
Chine	6 888	132	1 537	56	22 050	54	14 609	121	6 810	34	15 936	143
EEAC	290	11	204	40	112	5	2 310	108	684	28	4 364	15
ALC	7 302	58	239	54	4 405	100	14 434	126	3 246	78	39 818	72
POAN	1 929	112	1 287	103	9	52	6 296	243	1 799	148	17 913	111
Asie du Sud	3 367	84	1 722	115	950	160	11 491	725	5 947	294	118 942	126
Inde	1 338	51	588	85	921	160	8 865	844	4 251	280	79 330	119
ASS	3 768	113	1 883	137	1 106	155	3 235	170	1 727	155	20 939	107
Ensemble des régions	25 454	81	7 004	88	34 656	66	60 287	170	23 590	70	225 741	97

Source: Robinson et Pozzi, 2011.

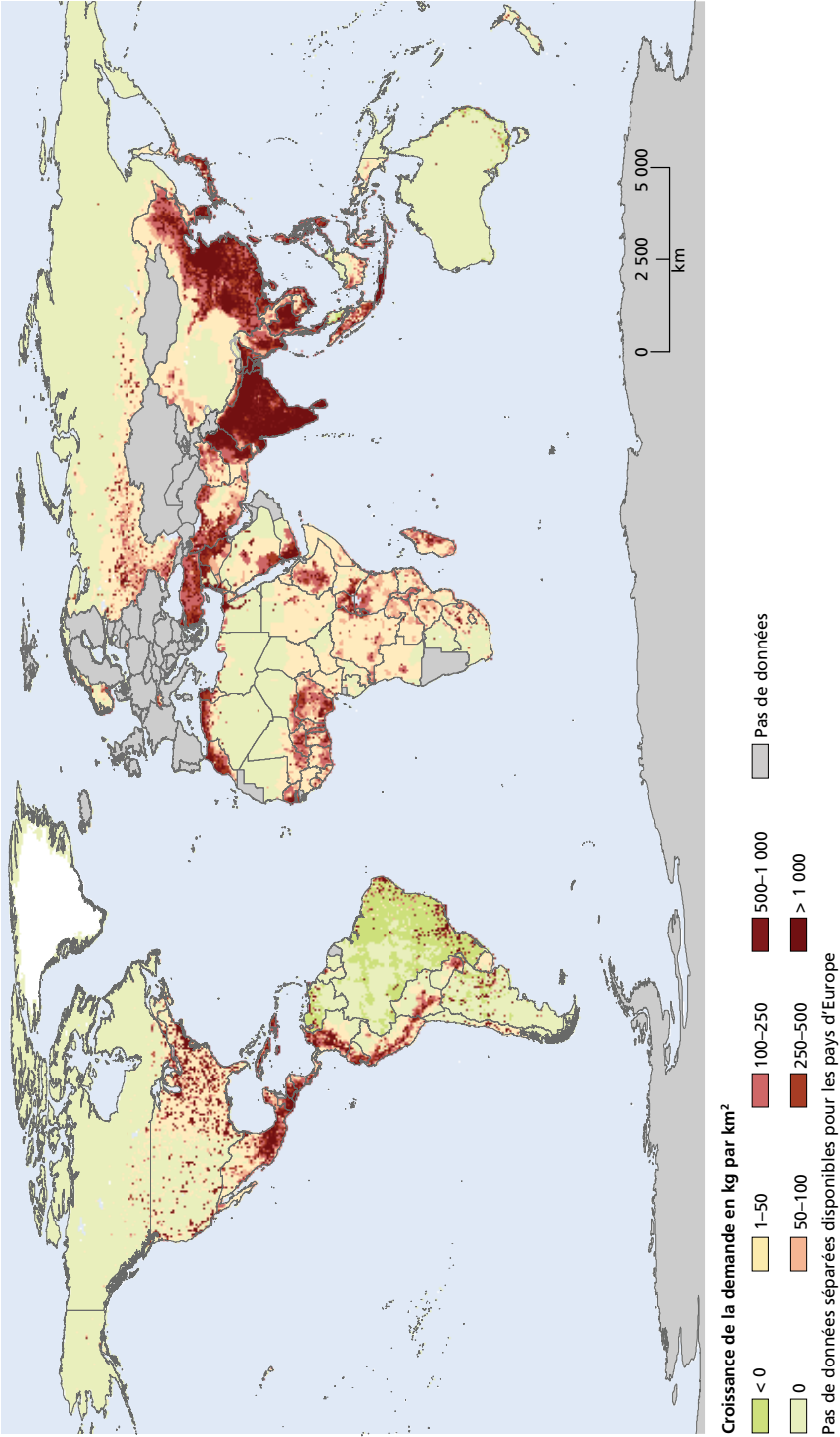
Bien que les prévisions ne prennent pas en compte les différences en termes d'abondance et de niveau de consommation d'AOA entre les zones urbaines et rurales, il est possible d'établir des projections démographiques distinctes pour les zones urbaines et rurales à partir des estimations de l'urbanisation réalisées par les Nations Unies (ONU, 2008). Il est ainsi possible de cartographier des projections qui différencient la croissance de la demande en milieu urbain et en milieu rural. Robinson et Pozzi (2011) ont utilisé les catégories de population établies par le Projet mondial de cartographie urbaine et rurale (GRUMP) (CIESIN *et al.*, 2004), pour réaliser une carte illustrant les estimations de l'ONU concernant la répartition des populations rurales et urbaines en 2000 et 2030 (Nations Unies, 2003; 2008) à partir de laquelle ils ont cartographié la croissance de la demande d'AOA (figure 2.4).

La figure 2.4 donne un aperçu à l'échelle mondiale, des prévisions concernant la demande de viande de volaille, l'AOA pour lequel la consommation devrait augmenter le plus rapidement dans toutes les régions. On observe des hausses généralisées, en particulier en Asie du Sud et en Asie de l'Est et Pacifique. Le recul apparent au Brésil reflète une réduction nette de la consommation dans les zones rurales. Globalement, l'augmentation prévue de la consommation annuelle de viande de volaille est de l'ordre de 3,8 millions de tonnes (77 pour cent), avec une augmentation prévue de 4,0 millions de tonnes (98 pour cent) dans les zones urbaines et une réduction prévue de 200 000 tonnes (16,5 pour cent) dans les zones rurales. Cela s'explique par des niveaux élevés d'urbanisation qui devraient se traduire par une diminution de la population rurale.

Les effets de l'urbanisation sur l'évolution de la demande d'AOA ne sont pas clairement illustrés dans le tableau 2.13, ni sur la carte de la figure 2.4. Par exemple, la consommation de viande de volaille en Inde devrait augmenter d'environ 8,8 millions de tonnes entre 2000 et 2030, soit une augmentation de 844 pour cent (tableau 2.13). Alors que l'essentiel de cette augmentation - 5,2 millions de tonnes - devrait survenir dans les zones rurales (contre 3,7 millions de tonnes dans les zones urbaines), l'augmentation relative dans les zones urbaines, 1 288 pour cent, devrait être presque deux fois plus importante que dans les zones rurales, 676 pour cent. Des tendances similaires sont observées pour d'autres produits. Par exemple, la consommation de porc en Chine devrait augmenter de 22 millions de tonnes (54 pour cent) entre 2000 et 2030 (tableau 2.13). Cependant, la consommation urbaine devrait augmenter de 23,5 millions de tonnes, soit 160 pour cent, tandis que la consommation rurale devrait quant à elle diminuer de 1,4 million de tonnes, soit une baisse de 5 pour cent, reflétant une fois encore des taux très élevés d'urbanisation.

Cette croissance de la demande d'AOA, en particulier dans les zones urbaines en plein essor des pays en développement, représente des opportunités potentielles de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Tant que le revenu quotidien par habitant reste inférieur à 5 \$, la quantité prévaut sur la qualité (McDermott *et al.*, 2010) et la plupart des consommateurs à faible revenu achètent leur nourriture sur les marchés traditionnels d'animaux et autres marchés de produits frais. Les éleveurs qui accèdent à ces marchés urbains peuvent tirer profit de l'augmentation potentielle des ventes et des prix plus élevés qui peuvent y être négociés. Ces éleveurs peuvent être des producteurs pauvres tributaires de l'élevage, mais même lorsque la production est entre les mains d'éleveurs commerciaux à grande échelle, des emplois supplémentaires sont générés pour les ouvriers agricoles. D'une part, cela se traduit par une augmentation de la contribution du secteur de l'élevage au PIB

FIGURE 2.4
Croissance mondiale de la demande de viande de volaille, 2000-2030



Sources: Robinson et Pozzi, 2011, sur la base de données fournies par J.Bruinsma

national et au revenu national, d'autre part les consommateurs urbains pauvres bénéficient des avantages nutritionnels associés à une augmentation de la consommation d'AOA.

La croissance des marchés des AOA présente d'autres avantages. L'augmentation de la production animale devrait se traduire par une croissance des achats de jeunes animaux ou d'animaux reproducteurs, de matériel génétique, d'aliments pour animaux et de services vétérinaires. Certains de ces achats peuvent être réalisés auprès de fournisseurs basés en milieu urbain, ce qui entraîne des flux financiers provenant des campagnes vers les villes. En outre, comme le montre le tableau 2.12, moins de la moitié des revenus supplémentaires encaissés devrait être consacrés à l'alimentation, le reste étant alloués aux biens de consommation non alimentaires. On peut supposer que cela s'applique à la croissance des revenus des éleveurs comme à celle des autres catégories de la société. Il est possible que la croissance de la demande rurale de biens de consommation non alimentaires soit satisfaite par des achats auprès de fournisseurs urbains. Cela peut également créer des opportunités de développer la fabrication et la distribution au niveau des villages. Dans les deux cas, la croissance du secteur de l'élevage en réponse à une demande accrue d'AOA de la part de la population urbaine peut servir de tremplin à un processus d'auto-génération de croissance et de développement économique (voir le chapitre 4).

EFFETS NÉGATIFS DE L'ÉLEVAGE

Bien que la croissance du secteur de l'élevage dans les régions en développement puisse déboucher sur de nombreux bénéfices sociaux, elle peut également avoir des répercussions négatives sur la santé publique et l'environnement, qui doivent être pris en considération afin d'en minimiser les conséquences. Les effets négatifs de la production animale incluent la dégradation des terres (par exemple, le surpâturage), la pollution par les effluents, la perte de la biodiversité, l'émergence et la propagation des agents pathogènes zoonotiques, le développement de la résistance aux antimicrobiens, et les émissions de GES, qui conditionnent le changement climatique.

La contribution de l'élevage aux émissions de GES a récemment fait l'objet d'un débat animé. Les GES comprennent le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH_4), l'oxyde nitreux (N_2O) et des gaz à fort potentiel de réchauffement global (PRG), principalement des hydrofluorocarbures. En 2004, le CO_2 issu des processus anthropiques représentait environ 77 pour cent des émissions mondiales de GES, le CH_4 comptait pour 14 pour cent, et le N_2O pour 8 pour cent, les gaz PRG étant responsables du reste des émissions (GIEC, 2007). Il a été estimé que l'agriculture générerait environ un tiers du total des émissions mondiales de GES: 24 pour cent des émissions de CO_2 , 52 pour cent de celles de CH_4 , et 84 pour cent des émissions de N_2O (USEPA, 2006). Les contributions directes de l'agriculture aux émissions de GES sont dominées par le N_2O provenant des sols et le CH_4 provenant de la fermentation entérique, qui constituaient respectivement 38 et 32 pour cent du total des émissions agricoles autres que le CO_2 en 2005 (USEPA, 2006).

Les émissions de GES par habitant et les contributions des différentes sources aux émissions totales varient considérablement selon les régions (tableau 2.14). Les émissions totales de GES par habitant dans les pays à revenu élevé sont environ quatre fois supérieures à celles du reste du monde, et représentent près de dix fois la quantité estimée pour les pays à faible revenu (résultat non publié). Les estimations régionales des émissions de

CO₂ par habitant - le principal GES - divergent encore davantage. En effet, une personne vivant dans un pays à revenu élevé émet plus de 50 fois plus de CO₂ qu'un habitant d'un pays à faible revenu. Pour ce qui concerne le CH₄, à l'exception des deux extrêmes, les régions Amérique latine et Caraïbes (90 kg d'équivalent CO₂) et Proche-Orient et Afrique du Nord (18 kg d'équivalent CO₂), les émissions par habitant issues de l'agriculture se situent dans une fourchette relativement étroite de 40 à 55 kg d'équivalent CO₂ pour toutes les régions et les pays à faible revenu et à revenu élevé. Les émissions par habitant de N₂O issues de l'agriculture sont à leur niveau le plus bas en Asie du Sud, moins de 30 kg d'équivalent CO₂, elles sont d'environ 86 kg d'équivalent CO₂ en Amérique latine et Caraïbes et dans les pays à revenu élevé, et oscillent entre 40 et 55 kg d'équivalent CO₂ dans l'ensemble des autres régions.

L'élevage représente environ 18 pour cent des émissions annuelles de GES à l'échelle mondiale (FAO, 2006). Ces estimations incluent les émissions directes de GES mais également les émissions dues aux effets de la déforestation et provoquées par le changement d'usage des terres et la production de cultures fourragères découlant de l'augmentation de la production animale (bien que leur attribution puisse poser problème). Les contributions directes de l'élevage aux émissions de GES proviennent de la fermentation entérique des ruminants (CH₄), et de la gestion du fumier (CH₄ et N₂O). Entre 1990 et 2010, dans les régions en développement, les émissions provenant de l'élevage de ces deux GES autres que le CO₂ ont augmenté de 1,2 pour cent par an (tableau 2.15), soit un taux équivalent à la moitié du taux de croissance annuel du secteur de l'élevage de 2,4 pour cent (tableau 2.8), ce qui reflète une augmentation de la production en valeur par kilogramme des émissions de GES autres que le CO₂. La part de l'élevage dans les contributions directes aux émissions de GES autres que le CO₂ dans les pays en développement s'est maintenue à 24 pour cent au cours des deux dernières décennies, en dépit de la croissance rapide du secteur, ce qui signifie que les émissions provenant d'autres activités croissent au même rythme.

D'autres conséquences négatives liées à l'augmentation de la production de bétail ont récemment été au cœur de l'attention du public, notamment l'émergence et la propagation des agents pathogènes zoonotiques et le développement de la résistance aux antimicrobiens. L'encéphalopathie spongiforme bovine, le virus Nipah et l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) sont des exemples notables d'agents pathogènes qui se sont propagés massivement au sein du bétail et qui sont susceptibles d'infecter les êtres humains. L'augmentation des troupeaux et la croissance démographique, couplés avec des changements de l'utilisation des terres et des pratiques agricoles, sont considérés comme les principaux moteurs de l'émergence de maladies (Woolhouse et Gowtage-Sequeria, 2005). L'intensification – en particulier l'industrialisation de la production animale, système dans le cadre duquel les animaux sont la plupart du temps élevés en masse en ayant recours à l'utilisation prophylactique d'antibiotiques⁹ – est l'une des causes de la fréquence accrue de résistance aux antibiotiques développée par les agents pathogènes touchant à la fois les animaux et les humains. L'augmentation des densités d'élevage et du renouvellement des troupeaux modifie également les trajectoires évolutives en conférant des

⁹ Aux États-Unis, de 20 à 50 pour cent de la production d'antibiotiques est destinée à l'alimentation du bétail à des fins prophylactiques (Palumbi, 2001).

Tableau 2.14
ÉMISSIONS ANNUELLES DE GES PAR HABITANT, PAR TYPE DE GES, SOURCE ET RÉGION, EN 2005 (EN KILOGRAMMES D'ÉQUIVALENT CO₂)

Région/pays	Total des GES	CO ₂	CH ₄	N ₂ O	CH ₄ issu de l'agriculture	N ₂ O issu de l'agriculture
AEP	499,9	368,9	84,1	43,8	42,4	39,2
Chine	551,0	431,2	76,4	43,5	38,2	40,3
EEAC	977,0	726,7	197,7	48,9	31,0	37,3
ALC	496,2	232,8	156,9	106,0	90,6	86,5
POAN	477,7	353,7	68,9	50,0	17,8	46,0
Asie du Sud	207,0	109,2	66,3	29,5	43,7	27,6
Inde	222,5	130,0	65,1	27,5	42,2	25,5
ASS	264,2	84,9	86,5	69,4	42,8	54,5
Ensemble des régions	426,3	268,2	96,1	51,0	46,3	43,6
Pays à revenu élevé*	1 588,5	1 289,3	84,1	113,6	44,4	85,9

* Sur la base de la classification de la Banque mondiale en 2010.

Source: Banque mondiale, 2010b.

Tableau 2.15
ÉMISSIONS ANNUELLES DE CH₄ ET DE N₂O DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PAR SOURCE, DE 1990 À 2010 (EN MILLION DE TONNES D'ÉQUIVALENT CO₂)

Émissions totales/source	1990		2000		2010		Croissance annuelle
		(%)		(%)		(%)	
Émissions totales de CH ₄ et de N ₂ O	6 060	100	6 741	100	7 986	100	1,4
Agriculture	3 877	64	4 447	66	5 162	65	1,4
Sols	1 357	22	1 524	23	1 833	23	1,5
Fermentation entérique	1 315	22	1 381	20	1 664	21	1,2
Riz	584	10	617	9	692	9	0,9
Fumier	221	4	231	3	279	3	1,2
Autre	401	7	694	10	694	9	2,8

Source: Calculs établis par les auteurs sur la base des données de l'USEPA, 2006.

avantages sélectifs aux parasites qui ont une croissance et une transmission rapide, et qui sont par conséquent plus virulents (Mennerat *et al.*, 2010). L'augmentation de la production animale augmentera la présence d'agents pathogènes et les risques associés pour la santé humaine à moins que l'expansion du secteur de l'élevage ne soit assortie de mesures de protections appropriées. Outre les pratiques standard d'hygiène et de biosécurité, ces

mesures devraient inclure des interventions stratégiques visant à ralentir la «course» entre l'industrie du bétail et les agents pathogènes (Palumbi, 2001).

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Depuis la création des OMD dans les années 1990, le nombre de personnes pauvres dans le monde, c'est-à-dire qui vivent avec un revenu quotidien inférieur à 1,25 \$ par jour, a diminué. Cependant, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été très inégaux selon les régions. C'est en Asie de l'Est et Pacifique que les progrès ont été les plus significatifs, dans cette région le taux de pauvreté a reculé de 38 points de pourcentage (de 56 à 18 pour cent), tandis qu'en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne il n'a diminué respectivement que de 10 et 5 pour cent.

Il convient de noter que dans trois des six principaux ensembles continentaux - Europe de l'Est et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes, Proche-Orient et Afrique du Nord - le nombre de personnes et le pourcentage de la population totale (entre 4,6 et 8,2 pour cent) qui vivent avec moins de 1,25 \$ par jour sont particulièrement faibles. En effet, environ 94 pour cent des personnes extrêmement pauvres à travers le monde vivent en Asie de l'Est et Pacifique, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

Bien que le secteur de l'agriculture ne représente qu'une part relativement faible du revenu national ou du PIB, une forte proportion de la population nationale économiquement active est employée dans l'agriculture. Près des trois quarts des plus pauvres vivent dans les zones rurales (Banque mondiale, 2008) et la plupart d'entre eux dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. La productivité et les revenus moyens sont plus faibles dans l'agriculture que dans le reste de l'économie, renforçant l'argument selon lequel la pauvreté est plus répandue dans le secteur de l'agriculture. Malgré la faible disponibilité des ressources agricoles par travailleur agricole dans de nombreux pays en développement (en particulier dans les régions très peuplées d'Asie de l'Est et du Sud), et en dépit de la faible rémunération du travail agricole, le nombre de personnes qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance est passé de 1,1 à 1,3 milliards au cours des 15 dernières années. C'est dans les pays à faible revenu que la part de la population qui travaille dans le secteur agricole et que la contribution au revenu national de l'agriculture sont les plus importantes, respectivement environ 60 et 25 pour cent. Les populations rurales vont continuer de croître en termes absolus jusqu'en 2045 en Afrique subsaharienne et jusqu'en 2025 en Asie du Sud.

Dans toutes les régions, l'élevage représente une part substantielle de la production nette totale de l'agriculture. Dans les régions où vivent les personnes les plus pauvres, la contribution de l'élevage à la production agricole nette est passée de 23,7 à 30,3 pour cent en Asie de l'Est et Pacifique, et de 29,1 à 33,9 pour cent en Asie du Sud. En revanche, en Afrique subsaharienne, où la disponibilité des terres agricoles par personne est la plus importante, cette même contribution a diminué, de 28,1 à 26,6 pour cent en 2007. Il convient également de noter que la part des non-ruminants, c'est-à-dire des volailles et des porcs, dans le total de la population animale (mesurée en UBT), a augmenté entre 1990 et 2008, passant de 54 à 61 pour cent en Asie de l'Est et Pacifique, et de 4 à 7 pour cent en Asie du Sud, alors qu'elle est restée constante en Afrique subsaharienne. La hausse de la dépendance relative vis-à-vis des viandes de volaille et de porcs en Asie de l'Est et du Sud explique en partie la croissance de la production nette de l'élevage dans ces régions.

Bien que les AOA seuls ne permettent pas de répondre aux besoins élémentaires de subsistance, l'élevage contribue à la sécurité alimentaire en convertissant du matériel végétal inutilisable en denrées destinées à l'alimentation humaine. Les terrains de parcours arides et semi-arides, pour l'essentiel inadaptés aux cultures arables, représentent 54 pour cent des terres productives du monde, et on estime que 180 millions de personnes dans le monde en développement en dépendent pour leur subsistance, principalement pour le pâturage du bétail. En Afrique subsaharienne, entre un tiers et la moitié de la totalité de la viande de ruminants provient d'animaux élevés sur des terrains de parcours: de 40 à 50 pour cent en Afrique de l'Est, et de 30 à 40 pour cent en Afrique de l'Ouest. Les terrains de parcours peuvent également servir à fournir des veaux qui finiront leur croissance dans des systèmes de production gérés de manière plus intensive.

L'élevage permet également d'ajouter de la valeur à des résidus de culture tels que la paille et la canne, ou à des sous-produits transformés tels que les tourteaux d'oléagineux ou les drêches de brasserie. Il a été estimé que les résidus de cultures céréalières permettaient de fournir plus de 650 millions de tonnes d'aliments pour animaux, tandis que l'offre mondiale de sous-produits (à l'exclusion des résidus de récolte) pouvait soutenir la production de plus de 500 millions de tonnes de lait. En outre, beaucoup d'animaux et de volailles sont nourris à partir de déchets organiques récupérés, notamment des déchets de cuisine, pour un coût nul ou très faible. La croissance des rendements agricoles résultant de l'application de fumier contribue à la sécurité alimentaire. Le bétail représente également une protection contre le risque d'une mauvaise récolte, en assurant un approvisionnement alimentaire stable.

Les prévisions de la FAO concernant la demande de produits de l'élevage en 2030 par rapport à la demande en 2000 montrent l'impact des changements démographiques et des modes de consommation. La croissance de la consommation de viande de volaille devrait dépasser celle de tous les autres AOA dans toutes les régions, en particulier en Inde, où elle devrait progresser de 850 pour cent en 30 ans, la consommation d'œufs en Inde devrait également augmenter de près de 300 pour cent au cours la même période. La croissance prévue de la consommation de lait et de produits laitiers est impressionnante, selon les prévisions, la consommation en Asie du Sud devrait plus que doubler d'ici 2030. L'Asie, en particulier la Chine, devrait enregistrer de fortes hausses de la consommation d'AOA, notamment de viandes de porc, de volaille et de bœuf ainsi que de produits laitiers. Pour ce qui concerne le mouton, c'est en Afrique subsaharienne que les plus fortes hausses de la consommation sont attendues, en termes relatifs et absolus.

L'urbanisation devrait avoir une influence majeure sur l'évolution de la demande future d'AOA. Par exemple, en Inde, la consommation de viande de volaille devrait progresser de 1 288 pour cent dans les zones urbaines, soit une augmentation 1,5 fois supérieure à celle prévue dans les zones rurales, qui devrait être de 844 pour cent. Une tendance similaire semble se dégager concernant la viande de porc en Chine, dont la consommation devrait augmenter de 54 pour cent, entre 2000 et 2030, bien que dans ce cas précis, la consommation urbaine devrait augmenter de 160 pour cent, tandis que la consommation rurale devrait diminuer de 5 pour cent, en raison d'un exode rural massif.

L'augmentation de la production animale nationale peut stimuler la croissance économique et le développement durable en augmentant les revenus et les emplois ruraux,

entraînant une hausse des dépenses consacrées aux intrants productifs et aux biens de consommation, et en favorisant les échanges commerciaux pour les fournisseurs locaux ruraux et urbains.

L'émergence et la propagation de maladies infectieuses zoonotiques et non zoonotiques, sont des conséquences négatives liés à la croissance du secteur de l'élevage dans les régions en développement, auxquelles il faut ajouter les répercussions négatives sur l'environnement. Les crises de l'influenza aviaire H5N1 et de la pandémie de grippe A (H1N1) ont démontré l'ampleur potentielle des problèmes de santé publique liés à l'expansion rapide de la production de bétail. Les effets environnementaux négatifs incluent les émissions de GES, la dégradation des terres (par exemple, le surpâturage), la perte de la biodiversité et la pollution par les effluents.

La plupart des mutations économiques ont été portées par le développement du secteur de l'agriculture (Tiffin et Irz, 2006), suivi d'un changement graduel d'orientation vers d'autres secteurs de l'économie. Cependant, pour réduire la pauvreté, les populations rurales doivent rester au centre des préoccupations.

RÉSUMÉ ET POINTS CLÉS

- Malgré la baisse du taux d'extrême pauvreté (<1,25 \$ par jour) dans les pays en développement, celui-ci est passé de 42 pour cent en 1990 à 26 pour cent en 2005, 1,4 milliards de personnes dans le monde vivent encore dans l'extrême pauvreté (ils étaient 1,8 milliard en 1990). En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté de respectivement 20 millions et 100 millions de personnes.
- Les régimes alimentaires des pays en développement sont déficients, non seulement en termes quantitatifs, mais davantage encore en termes qualitatifs. Les estimations concernant les AVCI attribuables à la malnutrition protéino-énergétique, à l'anémie ferriprive et aux carences en vitamine A dans les pays en développement sont respectivement de 17,4 millions, 15,6 millions et 0,6 million (OMS, 2004). Compte tenu de la biodisponibilité élevée des protéines, du fer et de la vitamine A dans la viande, les œufs et le lait, augmenter la disponibilité des AOA pour les populations pauvres des pays en développement pourrait faire considérablement reculer les maladies imputables aux carences en protéines et en micronutriments.
- L'élevage contribue directement à la sécurité alimentaire humaine en transformant la végétation des terres arides non arables, des résidus de récolte, des sous-produits de la transformation des aliments, et des déchets organiques en denrées destinées à l'alimentation humaine, à forte teneur nutritive et à haute qualité nutritionnelle. L'élevage contribue aussi indirectement à la sécurité alimentaire, du fait que la production de fumier favorise la croissance de la production agricole et que les animaux peuvent servir de tampon pour atténuer l'impact des fluctuations de la production agricole sur la disponibilité alimentaire destinée à la consommation humaine, stabilisant ainsi l'approvisionnement alimentaire.
- Dans la plupart des pays en développement, la majorité de la population vit en milieu rural, les taux de pauvreté sont plus élevés dans les ménages ruraux que dans les ménages urbains et les ruraux pauvres représentent de 70 à 80 pour cent du

nombre total de personnes pauvres. Dans les deux régions les plus pauvres, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, bien que les populations urbaines augmentent plus rapidement en termes absolus, les populations rurales continueront de croître respectivement jusqu'en 2045 et 2025.

- Chacun s'accorde à reconnaître que, pour réduire rapidement la pauvreté, les interventions doivent être axées en direction des zones rurales des pays en développement, où l'essentiel de la population et des pauvres vivent, et que celles-ci doivent cibler les activités économiques rurales, dont dépendent la plupart des pauvres (Banque mondiale, 2008). La plupart des pauvres dans le monde dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance, leur nombre est passé de 1,1 à 1,3 milliards au cours des 15 dernières années.
- Dans l'ensemble des régions en développement, l'élevage représente une part substantielle de la production nette totale de l'agriculture, en moyenne environ 35 pour cent. Au cours des 15 dernières années, la valeur ajoutée de l'élevage a augmenté plus rapidement dans les régions à revenu moyen-inférieur, Asie de l'Est et Pacifique et Asie du Sud, où vivent un grand nombre de personnes extrêmement pauvres. En Afrique subsaharienne, la contribution de l'élevage à la production nette de l'agriculture est passée de 28,1 pour cent en 1990 à 26,6 pour cent en 2007.
- À l'échelle mondiale, le nombre d'éleveurs pauvres (< 2 \$ par jour) a augmenté d'environ 1,4 pour cent par an. En termes absolus, c'est en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne que l'on compte le plus d'éleveurs pauvres, avec respectivement plus de 45 et 25 pour cent des 752 millions d'éleveurs pauvres estimés à l'échelle de la planète. L'ampleur de la pauvreté chez les éleveurs est particulièrement élevée en Afrique subsaharienne, où l'on estime que plus de 85 pour cent des éleveurs pauvres sont extrêmement pauvres.
- La croissance démographique et l'augmentation des revenus par habitant dans les pays en développement devraient se traduire par une forte augmentation de la demande d'AOA dans ces régions. Une part importante de cette hausse devrait provenir de la croissance rapide des populations urbaines.
- L'augmentation de la production animale nationale en réponse à la croissance de la demande urbaine, et les revenus supplémentaires générés, viennent s'ajouter au PIB et au revenu national. Les répercussions économiques sont nombreuses, notamment l'augmentation de l'emploi en milieu rural et des dépenses en intrants de production et en biens de consommation, et la génération d'échanges commerciaux supplémentaires pour les fournisseurs locaux ruraux et urbains. En conséquence, la croissance du secteur de l'élevage en réponse à une demande accrue des populations urbaines peut engager un processus d'auto-génération de croissance économique et de développement.
- En dépit des nombreux résultats sociaux positifs liés à la croissance du secteur de l'élevage dans les régions en développement, il existe également des effets négatifs qui doivent être pris en compte et limités, notamment l'émergence et la propagation de maladies infectieuses et les répercussions négatives sur l'environnement. L'ampleur des conséquences néfastes dues à l'élevage sur l'environnement et la santé publique dépend fortement de la façon dont le secteur de l'élevage se développe en vue de répondre à la croissance de la demande.

- L'accent mis sur les interventions dans le secteur agricole diminuera progressivement à mesure que la structure de l'économie se transformera, mais les mutations économiques ont généralement été initialement portées par le développement du secteur de l'agriculture. À l'échelle de la planète, l'accent doit continuer d'être mis sur les populations rurales tant que la réduction de la pauvreté reste le principal objectif du développement économique.

3. Élevage et moyens de subsistance

Le chapitre précédent a proposé une vue d'ensemble de l'évolution de la pauvreté et du secteur de l'élevage dans les six principaux ensembles continentaux depuis 1990, essentiellement sur la base de données internationales non ventilées en dessous du niveau national. Ce chapitre examine le rôle de l'élevage dans l'économie des ménages ruraux, en s'appuyant sur la littérature publiée et la littérature grise, ainsi que sur des études sur les ménages représentatives au niveau national compilées à partir de la base de données de la FAO - Activités rurales génératrices de revenus (FAO-RIGA) (Davis *et al.*, 2007) concernant 12 pays: quatre en Amérique latine et Caraïbes - Équateur, Guatemala, Nicaragua et Panama, quatre en Afrique subsaharienne - Ghana, Madagascar, Malawi et Nigéria, trois en Asie du Sud - Bangladesh, Népal et Pakistan, et un en Asie de l'Est et Pacifique - Viet Nam. Le chapitre présente tout d'abord un aperçu des principales caractéristiques des ménages ruraux dans les pays en développement, en mettant en évidence les aspects liés à l'élevage. Il examine ensuite les différents rôles, souvent étroitement liés, de l'élevage dans les ménages ruraux, et la manière dont le bétail soutient tout particulièrement les moyens de subsistance des groupes à faible revenu par le biais de services non monétaires ou indirects. Enfin, le chapitre se penche sur les aspects sexospécifiques de l'élevage et de la production animale en s'appuyant sur des informations contenues dans la base de données FAO-RIGA.

CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES RURAUX

L'agriculture fournit généralement plus de 50 pour cent du revenu des ménages, elle reste ainsi la principale source de revenus et de subsistance des ménages ruraux dans les pays en développement (DFID/ODI/NMFA, 2002; Jayne *et al.*, 2003; Otte et Chilonda, 2002). Les petites exploitations (<2 ha) réalisent une part importante, et souvent croissante, de la production agricole. En Afrique, par exemple, il a été estimé que 90 pour cent de l'ensemble de la production agricole provenait de petites exploitations (Spencer, 2002). En Inde, les petits exploitants possèdent la majorité du bétail et dominent le secteur de la production laitière (Narayanan et Gulati, 2002). Selon Nagayets (2005) les tendances historiques concernant la taille des exploitations suggèrent qu'en Afrique et en Asie, les petites exploitations continueront de dominer le paysage agricole durant au moins les deux ou trois prochaines décennies.

Le tableau 3.1 illustre l'importance de la contribution des petits exploitants à l'ensemble de la production animale dans les pays inclus dans la base de données FAO-RIGA. Dans tous les pays africains et asiatiques, la production des exploitations de moins de 2 ha de terres ou de moins de 2 UBT représente au minimum, entre la moitié et les trois quarts de la production animale totale. Il faut cependant garder à l'esprit que les enquêtes RIGA n'incluent pas les entreprises agricoles constituées en sociétés, donc pour certains des pays de l'échantillon il se pourrait que certains chiffres soient légèrement surestimés.

Tableau 3.1

PART DE LA VALEUR TOTALE DE LA PRODUCTION ANIMALE, PAR CATÉGORIE DE TAILLE DES EXPLOITATIONS ET DES TROUPEAUX

Pays	% de la valeur totale de la production animale au niveau des ménages									
	Taille des exploitations (ha)					Taille des troupeaux (UBT)				
	< 0,5	0,5–1	1–2	2–5	> 5	< 0,5	0,5–1	1–2	2–5	> 5
Ghana	79	3	4	12	2	47	16	16	12	9
Madagascar	42	14	21	19	4	32	10	19	21	18
Malawi	21	22	29	21	7	64	14	10	9	3
Nigéria	41	5	13	22	19	26	20	23	21	10
Bangladesh	64	17	12	7	1	31	19	25	25	0
Népal	57	21	14	7	1	4	7	31	51	6
Pakistan	54	9	13	16	8	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	87	10	3	1	0	17	23	30	28	3
Équateur	24	5	7	17	46	7	8	11	30	44
Guatemala	55	11	11	10	13	34	17	20	16	13
Nicaragua	34	2	5	13	45	27	8	8	16	40
Panama	14	0	2	5	79	11	6	4	10	69

Source: Base de données FAO-RIGA.

Le tableau 3.2 illustre les principales caractéristiques des ménages ruraux, dérivées de l'analyse des 12 enquêtes représentatives au niveau national. La taille moyenne des ménages varie de 4,0 à 6,7 membres, dont près de la moitié sont des personnes à charge (<15 ans ou > 60 ans) dans la plupart des ménages. En outre, dans presque tous les pays, le chef de ménage a suivi moins de cinq ans d'éducation formelle. Ces données tendent à confirmer la faiblesse du capital humain des ménages ruraux. La part des ménages qui possèdent des terres varie considérablement selon les pays. Les niveaux les plus faibles sont observés au Pakistan et au Ghana, où environ un tiers des ménages sont des propriétaires terriens, alors qu'au Viet Nam et au Malawi, environ 90 pour cent des ménages ruraux possèdent des terres. À l'exception des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la taille moyenne des exploitations est de l'ordre de 1 ha, voire moins. Les propriétaires de bétail sont en général plus nombreux que les propriétaires fonciers, mais de nouveau, la taille moyenne des troupeaux oscille généralement entre 1 et 2 UBT. La dotation en capital humain et physique est encore plus précaire dans les ménages qui font partie des 20 pour cent les plus pauvres en terme de dépenses des ménages. La taille moyenne des ménages entrant dans cette catégorie varie entre six et sept membres, dont la majorité (55 pour cent) d'entre eux sont considérés comme des personnes à charge. En moyenne, l'éducation formelle des personnes à la tête de ces ménages dépasse rarement trois ans, tandis que la taille moyenne des terres et des cheptels est généralement environ 10 à 50 pour cent inférieure à la moyenne rurale dans son ensemble, ce qui confirme que l'absence d'accès aux terres est associée à de faibles revenus et à la pauvreté rurale (FIDA, 2001).

Tableau 3.2
CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES RURAUX DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Taille du ménage (nb.)	Personnes à charge (%)	Éducation formelle du chef de ménage (années)	Propriétaires fonciers (%)	Taille moyenne de l'exploitation (ha)	Propriétaires de bétail (%)	Taille moyenne du cheptel (UBT)
Ghana	4,1	49	3,0	35	1,1	50	1,3
Madagascar	4,5	47	2,8	75	1,1	77	2,0
Malawi	4,1	49	4,2	91	1,5	63	0,5
Nigéria	4,7	39	4,0	68	6,4	46	1,5
Bangladesh	5,0	46	2,6	49	0,4	62	0,9
Népal	5,5	47	1,9	79	0,6	88	2,0
Pakistan	6,7	49	3,0	33	0,9	47	n/a
Viet Nam	4,7	45	4,7	90	0,2	82	1,3
Équateur	4,8	48	4,3	58	5,7	84	3,3
Guatemala	5,3	51	2,3	52	1,9	70	1,3
Nicaragua	5,5	48	2,5	42	5,8	55	4,0
Panama	4,4	45	5,8	51	6,3	61	3,3

Source: Base de données FAO-RIGA.

Pour survivre dans ces conditions généralement défavorables, les ménages ruraux ont tendance à diversifier leurs sources de revenus: des activités agricoles et non agricoles, et des activités dans le cadre de l'exploitation familiale et dans le cadre d'un emploi salarié. Le degré de diversification varie selon les pays (tableau 3.3). Les revenus provenant des activités agricoles ou non agricoles familiales représentent l'essentiel des revenus dans la plupart des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, à l'exception du Bangladesh, du Guatemala et du Panama, où le salariat est la principale source de revenu. Les autres sources, principalement des transferts de fonds de parents, représentent généralement entre 10 et 20 pour cent du revenu des ménages ruraux. L'agriculture, que ce soit à travers la petite exploitation familiale ou grâce au salaire obtenu comme ouvrier agricole, demeure le secteur offrant le plus de revenus pour les ménages ruraux dans la majorité des pays analysés.

Les petits agriculteurs sont confrontés à des contraintes spécifiques, notamment des coûts de transaction et de commercialisation élevés, le manque de pouvoir de marché aussi bien pour l'achat des intrants que pour l'écoulement de la production, un accès limité aux connaissances et aux technologies, ainsi que l'exposition et la vulnérabilité aux aléas climatiques et aux maladies. En outre, les petits exploitants opèrent souvent dans des zones où les marchés en matière d'alimentation, d'assurance, et de services financiers et autres ne fonctionnent pas bien. Les ménages doivent donc maintenir un haut degré d'autonomie et développer des réseaux sociaux informels. En revanche, les petits exploitants subissent des coûts d'opportunité et d'encadrement faibles en matière de main-d'œuvre (familiale), ce qui leur confère un avantage concurrentiel par rapport à l'agriculture à grande échelle pour

Tableau 3.3
CONTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTES SOURCES DE REVENU AU REVENU
TOTAL DES MÉNAGES RURAUX DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS (POURCENTAGES)

Pays	Exploitation agricole	Entreprise non agricole	Travail salarié	Autre	Activités agricoles	Activités non-agricoles
Ghana	60	21	11	9	61	39
Madagascar	63	11	17	9	68	32
Malawi	44	15	30	12	64	36
Nigéria	78	11	9	2	80	20
Bangladesh	17	16	40	27	37	63
Népal	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Pakistan	33	11	38	19	41	59
Viet Nam	56	21	15	7	62	38
Équateur	33	18	38	10	54	46
Guatemala	20	15	47	18	42	58
Nicaragua	35	11	43	11	57	43
Panama	18	22	44	16	35	65

Source: Base de donnée FAO-RIGA.

la production de produits agricoles à valeur élevée et à forte intensité de main-d'œuvre, tels que le lait. Ainsi, malgré des conditions difficiles, les petits producteurs font une utilisation efficace des ressources naturelles rares, ont tendance à diversifier leurs portefeuilles d'activités agricoles afin d'équilibrer les risques et cherchent à optimiser les rendements de la main-d'œuvre familiale (hétérogène). L'élevage est un moyen important en vue de réaliser tous ces objectifs.

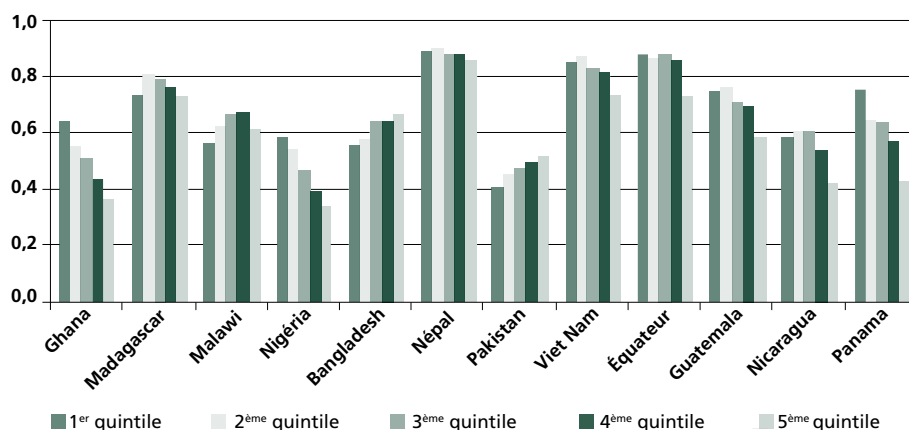
POSSESSION DE BÉTAIL PARMI LES MÉNAGES RURAUX

Comme mentionné précédemment, la majorité des ménages ruraux possèdent du bétail. Les figures 3.1 et 3.2 illustrent la répartition des possessions de bétail parmi les ménages en fonction des différents quintiles de dépenses dans les pays sélectionnés.

On trouve des éleveurs de bétail dans l'ensemble des cinq quintiles de dépense, mais dans la plupart des pays analysés, les ménages du quintile de dépenses inférieur sont plus susceptibles d'avoir des animaux dans leurs portefeuilles d'actifs que les ménages les plus riches, même si la différence est minime dans certains pays.

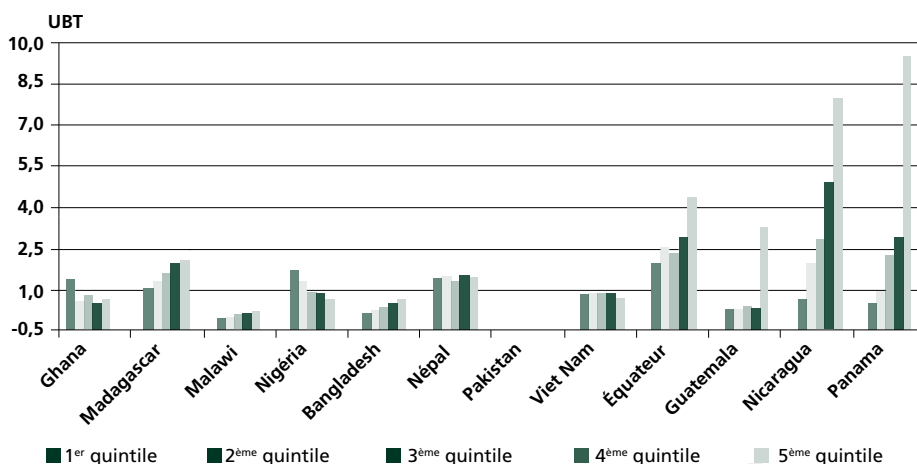
La taille moyenne des troupeaux, exprimée en UBT, des ménages de tous les quintiles, est relativement faible dans toutes les régions, sauf dans les pays latino-américains inclus dans l'échantillon. En général, ces résultats correspondent à des conclusions publiées (Bebe *et al.*, 2003; Maltosglou et Rapsomanikis, 2005; Maltosglou et Taniguchi, 2004; Nanyeenya *et al.*, 2008), même si celles-ci ne sont représentatives que des systèmes de production agropastoraux. Les troupeaux des ménages qui vivent dans les zones pastorales tendent à être plus importants: dans les zones pastorales d'Afrique de l'Est, on estime qu'un ménage

FIGURE 3.1
Possession de bétail des ménages ruraux (%), par quintile de dépenses



Source: Base de données FAO-RIGA.

FIGURE 3.2
Taille des élevages, exprimée en UBT, des ménages d'éleveurs ruraux, par quintile de dépenses



Source: Base de données FAO-RIGA.

qui dépend exclusivement de l'élevage doit posséder un cheptel d'au moins 15 à 20 bovins pour vivre au-dessus du seuil de pauvreté (Lybbert *et al.*, 2004). Sur les hauts plateaux du Pérou, on considère qu'un élevage d'alpaca commercialement viable doit compter au moins 2 000 têtes (CEPALC, 2004).

La figure 3.2 montre que la relation constamment positive entre la richesse des ménages et le nombre d'UBT qu'ils possèdent, n'existe que dans certains pays latino-américains: Nicaragua, Panama et Équateur (parmi les pays étudiés). Les résultats sont assez variés pour

les autres pays de la base de données, et il n'y a pas de relation univoque entre la taille des troupeaux et la richesse des ménages. Le nombre d'UBT ne fournit pas d'informations sur la qualité des animaux détenus par les ménages. Par exemple, aucune différence n'est faite entre une vache locale et une vache laitière de race croisée lors de l'agrégation du bétail en UBT.

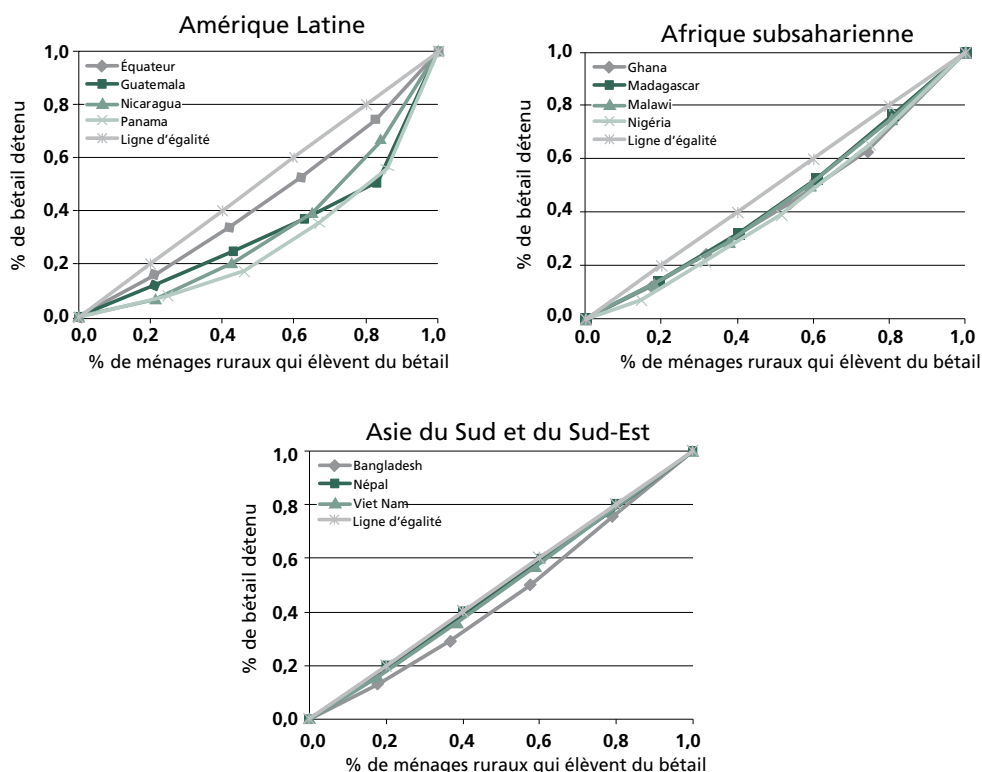
Les courbes de Lorenz¹⁰ concernant la possession de bétail pour le même échantillon de pays (figure 3.3) ne s'écartent sensiblement de la ligne d'égalité absolue entre les groupes de dépenses qu'en Amérique latine, où les ménages des deux quintiles supérieurs détiennent plus de 60 pour cent des animaux.

Ces résultats corroborent les rapports qui ont établi que, dans les pays en développement, le bétail était souvent réparti plus équitablement que les terres entre les différentes catégories socioéconomiques (Delgado, Narrod et Tiongco, 2008; McKinley, 1995; Mellor, 2003; Zezza *et al.*, 2007). Une des raisons avancées pour expliquer ce phénomène est le fait que les très pauvres et les paysans sans terre peuvent élever quelques animaux malgré leur accès difficile à la terre. Par conséquent, des augmentations générales de la productivité du bétail pourraient avoir un impact direct positif plus important sur les moyens de subsistance des pauvres, que des augmentations correspondantes de la productivité des terres.

Les ménages ruraux se spécialisent rarement dans une seule culture ou espèce animale. En effet, ils préfèrent généralement diversifier leurs cultures ou espèces animales pour tirer profit des divers rôles, souvent complémentaires, que peuvent jouer chaque espèce, et répartir les risques, notamment de maladies animales. Ce raisonnement semble s'appliquer aux ménages de toutes les catégories de richesse, étant donné qu'aucune différence marquée des espèces de bétail détenues ne peut être identifiée parmi les catégories de richesse au sein des pays. Dans un milieu agro-écologique donné, les ménages les plus pauvres et les plus riches tendent à constituer des troupeaux de composition similaire, même si généralement, les petits exploitants possèdent moins souvent des bovins et plus souvent des volailles (Pica-Ciamarra *et al.*, 2010). La capacité des pauvres à acquérir du bétail est limitée par les coûts d'investissement et d'entretien de différentes espèces, qui sont généralement plus élevés pour les grands ruminants (FIDA, 2001; Kitalyi *et al.*, 2005). Les grands ruminants nécessitent des coûts d'entretien plus élevés, car ils ont besoin d'une quantité quotidienne de fourrage équivalente à environ 10 pour cent de leur poids corporel – c'est-à-dire, entre 30 et 40 kg de fourrage par jour - alors que les poulets peuvent survivre avec 30 à 50 g de nourriture par jour qu'ils picorent ou récupèrent parmi les déchets de cuisine. Les ménages pauvres ont besoin d'équilibrer soigneusement la composition et la taille de leurs cheptels afin d'optimiser les ressources disponibles, notamment la main-d'œuvre familiale, et de maximiser la production du bétail et les services fournis par l'élevage, tout en maîtrisant les risques.

¹⁰ Les courbes de Lorenz permettent de représenter la distribution cumulative des ménages d'éleveurs ruraux en fonction de la taille moyenne des troupeaux par rapport à la part cumulée de bétail détenu. Si les troupeaux sont également répartis, c'est-à-dire si chaque ménage détient le même nombre d'UBT, la courbe de Lorenz est une ligne à 45 degrés; si l'inégalité est totale, c'est-à-dire si le plus grand propriétaire détient tout le bétail, la courbe de Lorenz court le long de l'axe x, forme un angle droit à (1,0) et se termine à (1,1).

FIGURE 3.3
Courbes de Lorenz des cheptels détenus par les ménages d'éleveurs ruraux



Source: Base de données FAO-RIGA.

LES DIFFÉRENTS RÔLES DE L'ÉLEVAGE

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, une grande partie des ménages ruraux (et urbains) dans les pays en développement possèdent du bétail, souvent en petit nombre, soit comme activité agricole principale soit, plus fréquemment, en complément de leur production agricole. Le bétail joue divers rôles pour ces ménages, ils fournissent notamment: des services (puissance de traction/transport, assurance, épargne...), de la nourriture (viande, lait, œufs...) et des produits non alimentaires (laine, cuirs, peaux...) et des avantages moins tangibles tels que le statut social et l'inclusion dans les réseaux sociaux. L'importance relative de chacun de ces différents rôles varie selon les espèces d'animaux, la zone agro-écologique, le système de production et le contexte socio-culturel. Le bétail assume souvent plusieurs rôles à la fois.

Sécurité alimentaire des ménages

La sous-alimentation reste très répandue dans le monde en développement (voir chapitre 2). Les effets à court terme de la sous-alimentation comprennent: un ralentissement de la

croissance et du développement des enfants, et un risque accru de morbidité et de mortalité dû aux maladies infectieuses. Sur le long terme, elle altère le développement cognitif des enfants et leurs performances scolaires, et chez les adultes, elle diminue le rendement et la productivité au travail. Cela réduit le développement du capital humain et limite le potentiel de croissance économique.

Au sein des ménages, l'élevage peut contribuer à améliorer la nutrition, en particulier des enfants, de trois manières (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000; Neumann, 2000; Shapiro *et al.*, 2000). Les régimes alimentaires peuvent être améliorés par:

- la consommation directe occasionnelle de lait, d'œufs ou de viande;
- l'utilisation des revenus tirés de la vente de produits de l'élevage pour l'achat de nourriture;
- l'augmentation de la production agricole résultant de l'association agriculture-élevage.

Les ménages à faible revenu élèvent souvent de petits animaux, comme de la volaille, des porcs et des petits ruminants (ovins et caprins), qui se nourrissent principalement en picorant ou en récupérant de la nourriture et qui nécessitent peu de ressources. Ces petites espèces de bétail sont plus pratiques comme source de viande pour les ménages que les bovins et autres gros ruminants (comme les buffles par exemple), dont la viande peut s'altérer avant d'avoir pu être entièrement consommée par le seul ménage (Upton, 1985). Au Bangladesh, par exemple, on a observé que l'amélioration de la production à petite échelle de la volaille en semi-liberté avait permis d'accroître directement le nombre d'œufs consommés par les ménages, de deux à cinq œufs par semaine, tandis que la consommation de viande de volaille est passée de 62 à 105 g par semaine (Nielsen, 1998). Outre l'augmentation de la consommation d'œufs et de viande de volaille, l'amélioration de la production de volaille a également permis d'accroître la consommation de poisson, de lait et de légumes des ménages (Nielsen, 1998). En Équateur, les enfants issus de ménages agricoles possédant du bétail étaient moins susceptibles de souffrir d'un retard de croissance que les enfants des ménages non-propriétaires de bétail (Leonard *et al.*, 1994). Une évaluation d'impact réalisée dans les régions côtières du Kenya a montré que les enfants issus des ménages qui possédaient des vaches laitières de races améliorées étaient plus grands que ceux des ménages qui n'en possédaient pas (Nicholson *et al.*, 1998). De même, dans les régions rurales du Rwanda, Grosse (1998, cité dans Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000) a constaté que les enfants âgés de deux à cinq ans issus de ménages ayant des vaches ou des chèvres laitières étaient significativement plus grands que les enfants des ménages qui n'en possédaient pas. L'essentiel de la différence de croissance des enfants était attribuable au fait de posséder des animaux laitiers, bien plus qu'aux différences de richesse, d'accès à la terre ou d'éducation de la mère. Les animaux laitiers sont particulièrement importants pour les ménages pastoraux, pour lesquels - au cours d'une saison des pluies normale - les laits de chèvres et de chameaux fournissent environ respectivement 66 et 100 pour cent des besoins moyens en énergie et en protéines d'un enfant d'un an (Sadler *et al.*, 2009).

Dans les systèmes agropastoraux, les principaux avantages de l'élevage – la production de fumier et la traction animale – bénéficient à l'exploitation du ménage. L'utilisation du fumier comme engrais¹¹ permet d'accroître les rendements des cultures, tandis que la puissance de

¹¹ Dans certaines régions, le fumier est l'une des contributions les plus précieuses de l'élevage (par exemple, Ayalew *et al.*, 2001; Haileselassie *et al.*, 2009).



Crédit: ©FAO/Ami Vitale

traction animale permet d'étendre les zones cultivées ou d'accroître l'intensité des cultures (voir le paragraphe sur « la production et la productivité des exploitations/des ménages »). Une hausse de la production agricole peut à son tour contribuer à améliorer les moyens de subsistance et la nutrition. Les revenus supplémentaires provenant de la vente des récoltes, du bétail ou des produits de l'élevage peuvent servir à acheter des produits alimentaires pour compléter le régime alimentaire basé sur les produits de la ferme. Toutefois, un complément de revenu ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de la nutrition, en raison de dépenses concurrentielles, telles que le paiement des frais de scolarité, l'achat de vêtements et d'autres biens domestiques, ainsi que le réinvestissement dans l'élevage.

Résilience face aux chocs: assurance, répartition des risques et épargne

La gestion des risques et la vulnérabilité sont deux défis auxquels sont confrontés les petits exploitants ruraux. Pour y faire face, les petits exploitants ont développé diverses stratégies (ex-ante) de gestion des risques et (ex-post) d'adaptation aux chocs. La gestion des risques passe par la diversification au profit de l'élevage, qui semble être une stratégie adoptée par un large éventail de ménages ruraux. Les stratégies d'adaptation consistent à réduire la variabilité de la consommation alimentaire, indépendamment des fluctuations des rendements et des revenus. Les animaux offrent de nombreux avantages car généralement ils s'adaptent mieux aux chocs environnementaux que les cultures. Les races animales autochtones sont adaptées aux risques environnementaux locaux et font un usage efficace des ressources naturelles disponibles. Les animaux sont mobiles, ce qui augmente leur capacité de survie, ils sont également capables de digérer une grande variété d'aliments, et peuvent parfois survivre à des réductions majeures de certaines ressources alimentaires. Des aliments tels que le lait et les œufs, provenant de l'élevage, représentent une assurance nutritionnelle qui peut être utilisée pour lisser les niveaux de consommation alimentaire des ménages. Le potentiel alimentaire que représentent les animaux « à sabot » constitue également un aspect important de la sécurité alimentaire. Des disponibilités excédentaires de fourrage et/ou de céréales peuvent être temporairement « stockées » dans le bétail pour être « liquidées » durant les périodes de pénurie alimentaire. En outre, la vente du bétail

peut être programmée avec plus de souplesse que pour beaucoup d'autres produits agricoles, fournissant une sécurité supplémentaire contre les risques climatiques et du marché.

Les personnes pauvres augmentent ainsi leurs chances de survie grâce à l'élevage en transférant les risques sur leurs animaux. La valeur d'assurance du bétail augmente avec les risques agricoles. Par exemple, Ayalew (2000, cité dans Moll, 2005) a estimé que les prestations d'assurance des chèvres sur les hauts plateaux éthiopiens représentaient environ 8 pour cent de leur valeur, tandis que Moll (2005) suggère une valeur pouvant aller jusqu'à 20 pour cent dans les situations où les risques sont sévères.

Le bétail vient également compléter la main-d'œuvre et le capital, compensant ainsi une fluctuation de la disponibilité de l'une ou de l'autre. Cela peut se révéler important lorsque la demande saisonnière attire les travailleurs vers des activités temporaires à forte valeur ajoutée et lorsque les circonstances amènent les membres de la famille à quitter le foyer pendant de longues périodes, pour cause de maladie ou d'un emploi urbain à long terme. En l'absence de marchés qui fonctionnent correctement en matière de finances et d'assurances, le bétail peut représenter une épargne et fournir une réserve d'urgence. En cas de besoin urgent de financement, pour une occasion spéciale ou pour faire face à une catastrophe, les animaux peuvent être vendus pour réunir la somme d'argent nécessaire. Les ménages achètent généralement du bétail lorsque leurs revenus excèdent leurs exigences de dépenses de consommation, et les revendent uniquement en cas de besoin de trésorerie, ce qui tend à démonter la fonction d'épargne (par exemple, Moll et Dietvorst, 1999). Le bétail peut également servir de forme d'épargne pour les populations urbaines, comme le montre une étude réalisée par Ossiya *et al.* (2003) à Kampala, où l'on a observé que les ménages urbains tendaient à acquérir plus de bétail lors des périodes de perturbations politiques et économiques. Les volailles servent d'économies pour répondre aux petits besoins de trésorerie des ménages, tels que l'achat de médicaments quand un membre de la famille tombe malade, les petits ruminants et les porcs fournissent une épargne à moyen terme pour faire face aux dépenses légèrement plus importantes, comme les frais de scolarité et l'achat de livres, alors que les grands animaux servent d'épargne à long terme pour couvrir les besoins majeurs d'investissement, tels que des travaux d'agrandissement (Davendra et Chantalakhana, 2002).

Accroître la taille du troupeau sur une superficie déterminée, réduira à un moment donné la productivité biologique de chaque animal. Mais, tant que le taux de charge n'est pas excessif, cet inconvénient sera compensé par les prestations d'assurance et d'épargne. Grâce aux usages flexibles du bétail et à la diversification des sources de revenus, les revenus des petites exploitations agricoles qui pratiquent l'agropastoralisme sont beaucoup moins variables d'une année sur l'autre que les autres (Sandford, 1988, cité dans Bradford, 1999). À la fois comme réserve d'épargne et comme provision en cas de risque, le petit bétail (ovins, caprins, porcins et volailles) présente des avantages par rapport aux grands animaux (bovins, buffles et chameaux), en raison de leur plus grande commodité.

Les animaux sont des immobilisations précieuses, qui possèdent la capacité de générer des revenus mais aussi d'augmenter numériquement grâce à la reproduction. Une fois qu'un troupeau est établi, il est possible de réinvestir dans le troupeau en augmentant le nombre de remplacements. On considère souvent que le bétail offre de meilleurs rendements que les intérêts payés par les banques ou les caisses d'épargne. Lorsqu'ils doivent choisir entre consommer les jeunes animaux ou poursuivre leur élevage pour agrandir le troupeau,



Crédit: ©FAO/A. Wolstad

les ménages renoncent fréquemment à la consommation à court terme en faveur de la constitution d'actifs. La capacité spécifique du bétail d'auto-générer du capital, en fait un investissement particulièrement intéressant pour les pauvres. Cependant, le coût nécessaire pour constituer les bases d'une activité d'élevage peut être au-dessus de leurs moyens et il est possible qu'ils aient besoin d'un crédit ou d'une aide extérieure.

Production et productivité des exploitations/des ménages

Par définition, les petits exploitants possèdent des droits de propriété ou d'usage sur généralement de petites superficies de terres agricoles, les éleveurs ont des droits d'usage (souvent remis en question) sur des terrains de parcours non-privés, et les éleveurs sans terre ne possèdent ni titres fonciers ni droits d'usage. Pour ces ménages, investir dans le bétail accroît la production et la productivité, parce que l'élevage leur permet de:

- obtenir un accès à des ressources de propriété commune (pour le pâturage et le picorage);
- convertir des matières organiques de faible qualité (herbes et arbustes du parcours, résidus de récolte, déchets organiques, protéines picorables) en produits à (plus) forte valeur;
- étendre la superficie des terres qu'ils peuvent cultiver, grâce à l'utilisation de la traction animale;
- s'orienter plus facilement vers des cultures plus exigeantes, grâce à l'utilisation des engrais organiques et de la traction animale;
- lisser les besoins en main-d'œuvre familiale au cours des saisons et en fonction des sexes et des générations.

Comme mentionné dans le chapitre 2, le bétail représente l'un des moyens les plus efficaces d'utiliser des ressources qui seraient autrement inexploitées, telles que la végétation des zones arides, les résidus de récolte et les déchets organiques, aussi bien dans les zones rurales et que dans les zones urbaines. Outre la valorisation de ressources impropres à la consommation humaine, le bétail permet aux ménages à faible revenu de convertir des ressources de propriété commune en actifs privés.

Les petites exploitations dans les pays en développement sont rarement mécanisées (moins de 20 pour cent dans la plupart des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA) (Zezza *et al.*, 2007), et une estimation récente suggère que près de la moitié de la superficie

totale des terres dans les pays en développement - au moins 320 millions d'hectares - est cultivée grâce à la traction animale fournie par les bovins, les buffles, les chevaux, les ânes et les mulets (Bruinsma, 2003). Rien qu'en Chine, selon le Bureau national des statistiques, en 2007, les agriculteurs ont eu recours à 50 millions de bovins/buffles de trait et environ 10 millions d'équidés de trait. Selon une autre estimation, pour faire le travail réalisé par les animaux de trait en une année, 20 millions de tonnes d'essence seraient nécessaires pour alimenter des engins motorisés (Ramaswamy, 1994). La plupart du temps, l'utilisation d'animaux de trait ou de tracteurs n'améliore pas ou peu les rendements des cultures, elle permet cependant de cultiver une plus grande superficie par ménage ou par unité de main-d'œuvre. La force de traction permet donc d'économiser de la main-d'œuvre et d'accroître les superficies cultivées. Pour les cultures qui nécessitent une préparation intensive du sol, le travail parfois considérable économisé grâce à la traction animale peut se révéler particulièrement précieux. Dans le centre du Nigéria, par exemple, les animaux de trait ont permis de réduire le temps nécessaire pour préparer les terres destinées à la production de riz de 315 à 94 heures/ha (Lawrence, Dijkman et Jansen, 1997). La traction animale est également utilisée pour la culture intensive des terres irriguées en Asie et dans d'autres régions, les buffles remplaçant alors les bovins, les chameaux ou les ânes dans les rizières inondées. Pour ces cultures, les exigences de traction par hectare sont très élevées, les avantages consistent ainsi en une économie de main-d'œuvre, en dépit de la forte densité de population de l'Asie.

Les animaux permettent également d'alléger les tâches ménagères, comme le transport de l'eau et du combustible nécessaires pour les ménages (grâce aux ânes, par exemple). Ils servent également de bête de somme, ils sont utilisés pour tirer des charrettes en vue d'acheminer les produits agricoles vers les marchés ou à rapporter des intrants agricoles à la ferme. Pour les ménages nomades sans terre, le bétail permet la migration de toute ou d'une partie de la famille.

De nombreux sols ne sont pas suffisamment riches en nutriments pour permettre une production agricole efficace et les relations complémentaires entre cultures et bétail peuvent être exploitées par le biais du recyclage des nutriments. Les animaux peuvent être nourris grâce aux résidus de récolte et en retour, le fumier¹² peut alimenter le sol en nutriments. Il en résulte une augmentation aussi bien de la production agricole que de la production animale. Dans les zones où les animaux paissent sur des parcours ou des pâturages, ils transfèrent des éléments nutritifs des plantes de terres non arables à des terres arables. Il a été démontré que le fumier augmentait les rendements à des niveaux similaires à ceux des engrais chimiques, complétant ainsi le rôle de l'élevage dans l'augmentation de l'approvisionnement alimentaire. En Ouganda, par exemple, Pender *et al.* (2004) ont constaté que les ménages qui possédaient moins de bétail avaient une production agricole plus réduite. L'impact du fumier sur les rendements des cultures dépend de nombreux facteurs: le type de culture, le type de sol, la qualité du fumier, les conditions agro-écologiques, etc. McIntire, Bourzat et Pingali (1992) ont estimé que les augmentations de rendement variaient de 15 à 86 kg de céréales par tonne de fumier. Outre l'enrichissement du sol en nutriments, la matière organique contenue dans le fumier améliore également la

¹² Dans de nombreuses régions le fumier est aussi utilisé comme source de carburant, afin d'économiser le bois de chauffage et le pétrole, et de réduire la dépendance vis-à-vis des approvisionnements externes en carburant; toutefois, les ménages pauvres qui ont adopté le biogaz sont peu nombreux.

texture du sol. La valeur économique du fumier est bien connue des agriculteurs. Dans les zones à fort potentiel du Kenya, par exemple, la valeur de marché du fumier a été évaluée à environ cinq fois la valeur des engrais équivalents en éléments nutritifs (Lekasi *et al.*, 1998), et même dans les petites exploitations laitières, la production de fumier peut représenter jusqu'à 28 pour cent de la valeur de la production laitière (Lekasi et Tanner, 1998). Dans les zones densément peuplées du Kenya, il a été démontré que seules les fermes ayant du bétail avaient des bilans positifs en éléments nutritifs du sol (Shephard et Soule, 1998). Steinfeld, de Haan, et Blackburn (1997) ont estimé que la valeur fertilisante des fumiers utilisés uniquement dans les zones irriguées tropicales s'élevait à 800 millions \$EU/an.

L'élevage de canards associé à la culture de riz est un excellent exemple des avantages mutuels conférés par la combinaison cultures-bétail. Non seulement les canards enrichissent le sol, mais ils permettent également de supprimer efficacement les mauvaises herbes et les arthropodes nuisibles, réduisant ainsi les besoins en main-d'œuvre et en pesticides. Au Bangladesh, les rendements de riz sont en moyenne 20 pour cent plus élevés dans les systèmes riz-canard que dans les systèmes traditionnels. Les bénéfices nets des ménages agricoles sont également 50 pour cent plus élevés dans les systèmes mixtes culture-élevage, car les canards fournissent une source supplémentaire de revenus (Hossain *et al.*, 2009). En Indonésie, la combinaison de la culture du riz avec l'élevage de canards et de poissons a permis d'améliorer les revenus des exploitations de 117 pour cent (Suriapermana *et al.*, 1998, cité dans Davendra et Chantalakhana, 2002).

Les ménages d'éleveurs ont tendance à compter un plus grand nombre de personnes que les autres, notamment en termes de personnes à charge et d'hommes en âge de travailler (tableau 3.4). Étant donné que les activités liées à l'élevage sont généralement moins saisonnières que celles liées aux cultures - qui ont souvent des exigences élevées en main-d'œuvre à des moments critiques du cycle de vie des cultures, tels que la préparation des champs, la plantation ou la récolte - le bétail peut permettre aux ménages de répartir plus uniformément les exigences de main-d'œuvre selon le sexe et l'âge des personnes ainsi que selon les périodes de l'année. Dans de nombreuses sociétés, les enfants s'occupent de l'essentiel des activités liées au pâturage des animaux (jusqu'à 90 pour cent dans les systèmes pastoraux), tandis que les femmes sont souvent responsables de la traite des animaux laitiers et de la transformation du lait (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Pica-Ciamarra *et al.* (2010) ont constaté que la proportion de femmes dans les ménages est fortement corrélée à la proportion de petits animaux, tels que les volailles et les petits ruminants, dans les troupeaux des ménages. Cela s'explique par le fait que les petits animaux peuvent être conservés près de la maison et ainsi être surveillés par les membres de la famille qui restent à la ferme, et qu'ils ne nécessitent pas de grands efforts physiques.

Un des inconvénients de l'élevage ou de son intensification, réside dans le fait qu'il peut accroître la demande de main-d'œuvre des ménages. Cela peut avoir des répercussions particulièrement fortes sur les femmes et réduire notamment le temps et la qualité des soins qu'elles peuvent consacrer aux jeunes enfants ou à des activités génératrices de revenus autres que l'élevage. Par exemple, les femmes dans un projet laitier au Kenya ont indiqué que les avantages du projet étaient générés au prix d'une charge de travail plus élevée (Mullins *et al.*, 1996). Thomas-Slayter et Bhatt (1994) font état d'une situation similaire dans le cadre d'un projet d'intensification de la production laitière au Népal.

Tableau 3.4
TAILLE MOYENNE ET COMPOSITION DES MÉNAGES RURAUX D'ÉLEVEURS ET DE NON-ÉLEVEURS
DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Ménages d'éleveurs				Ménages de non-éleveurs			
	Taille totale du ménage	Hommes en âge de travailler	Femmes en âge de travailler	Personnes à charge	Taille totale du ménage	Hommes en âge de travailler	Femmes en âge de travailler	Personnes à charge
Ghana	5,2	1,2	1,3	2,7	3,8	0,9	1,0	1,8
Madagascar	5,2	1,3	1,3	2,7	4,2	1,0	1,2	1,9
Malawi	4,9	1,1	1,2	2,6	3,9	1,0	1,0	1,9
Nigéria	5,6	1,5	1,6	2,4	4,4	1,4	1,4	1,7
Bangladesh	5,5	1,5	1,4	2,6	4,8	1,3	1,3	2,2
Népal	5,9	1,4	1,6	2,9	4,7	1,2	1,3	2,2
Pakistan	7,4	1,8	1,9	3,8	6,5	1,7	1,7	3,1
Viet Nam	4,8	1,3	1,4	2,1	4,3	1,2	1,4	1,6
Équateur	5,1	1,4	1,4	2,4	4,2	1,1	1,3	1,8
Guatemala	5,8	1,3	1,4	3,0	4,7	1,1	1,3	2,3
Nicaragua	5,7	1,5	1,5	2,7	4,8	1,3	1,5	2,1
Panama	4,8	1,3	1,3	2,2	3,7	1,1	1,2	1,5

Source: Base de données FAO-RIGA.

Le tableau 3.5 présente des estimations des revenus annuels des ménages ajustées au pouvoir d'achat par UBT et par animal adulte (équivalent adulte) des ménages d'éleveurs, regroupés en trois catégories selon la taille des troupeaux, pour les pays inclus dans la base de données FAO-RIGA. Bien que les différences entre les pays concernant les revenus tirés de l'élevage soient immenses, à l'exception du Panama, les tendances sont fort semblables: i) le revenu par UBT tend à diminuer à mesure que la taille du troupeau augmente (par conséquent, la variation des revenus tirés du bétail est beaucoup plus faible que la variation de la taille du troupeau); et ii) le revenu tiré de l'élevage par équivalent adulte tend à augmenter avec la taille du troupeau. La première observation peut s'expliquer, du moins en partie, par les espèces d'animaux qui composent les différentes catégories de troupeaux. Les troupeaux de moins de 1 UBT sont constitués de petits animaux, tels que des poulets, des porcs et des petits ruminants (par définition, ils ne peuvent pas inclure de grands ruminants). Ces espèces ont des cycles de reproduction plus courts, des portées plus nombreuses, et nécessitent moins d'entretien que les grands animaux, ce qui permet une transformation très efficace des ressources alimentaires à bas prix en produits animaux à forte valeur. À mesure que la taille totale du cheptel augmente, les besoins alimentaires augmentent, souvent à un niveau où certains aliments doivent être achetés, et la composition du troupeau tend à s'orienter vers une plus grande proportion de grands ruminants, qui ont des cycles de reproduction parfois très longs, entraînant une baisse du revenu par UBT. Les ménages compensent la baisse de ces rendements en augmentant les revenus du travail familial, bien que ce soit un facteur de limitation de la production à mesure que la quantité de bétail et de terres augmente.

Tableau 3.5
REVENU ANNUEL TIRÉ DE L'ÉLEVAGE PAR UBT ET ÉQUIVALENT ADULTE DES MÉNAGES
D'ÉLEVEURS, PAR CATÉGORIES DE TAILLES DE TROUPEAU

Pays	Taille moyenne du troupeau (UBT)			Revenu par UBT (dollars PPA)			Revenu par équivalent adulte (dollars PPA)		
	< 1 UBT	1-2 UBT	> 2 UBT	< 1 UBT	1-2 UBT	> 2 UBT	< 1 UBT	1-2 UBT	> 2 UBT
Ghana	0,3	1,4	5,0	205	94	25	22	35	31
Madagascar	0,3	1,4	6,1	1 812	765	223	145	295	356
Malawi	0,2	1,3	4,0	424	203	64	29	77	61
Nigéria	0,4	1,4	5,5	120	68	26	15	24	32
Bangladesh	0,3	1,3	2,6	188	57	39	15	19	23
Népal	0,5	1,3	3,2	284	175	104	40	66	77
Pakistan	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	0,4	1,4	3,3	65	31	18	10	13	16
Équateur	0,4	1,5	7,7	170	163	81	19	73	170
Guatemala	0,3	1,4	7,7	238	104	63	19	37	117
Nicaragua	0,4	1,4	9,9	923	485	154	83	164	380
Panama	0,2	1,4	15,1	19	23	35	1	8	176

Source: Base de données FAO-RIGA.

Activités génératrices de revenu: accès à l'économie monétaire et création de valeur

Échapper à la pauvreté nécessite la production d'un surplus commercialisable par rapport aux besoins de subsistance de base, pour payer les intrants de production et des biens de consommation, et répondre aux besoins immédiats de trésorerie. Bien que l'expansion du cheptel puisse être fondée sur les processus naturels de reproduction et de croissance, l'investissement initial indispensable pour établir une nouvelle entreprise ou tout autre forme d'accumulation d'actifs, nécessite une épargne monétaire ou l'accès à un crédit. Les ménages pratiquant une agriculture purement de subsistance sont relativement rares et la grande majorité des ménages ruraux participent dans une certaine mesure à des activités commerciales, même s'ils produisent également de la nourriture pour leur propre consommation. Le tableau 3.6 illustre la participation des ménages ruraux des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, aux marchés agricoles. On peut constater que la plupart des ménages vendent une partie de leur production agricole et que ceux qui font partie des 20 pour cent les plus pauvres en termes de dépense, tendent à ne pas être moins actifs que les autres sur les marchés agricoles et vendent à peu près la même proportion de leurs produits d'origine animale que les autres ménages.

Compte tenu des divers rôles que joue l'élevage dans l'économie des ménages, il est difficile de mesurer précisément sa contribution au revenu total. Les deux dernières colonnes du tableau 3.6 montrent la part moyenne de l'élevage dans les revenus des ménages, sans tenir compte des changements qui peuvent survenir dans la valeur du cheptel. La contribution

Tableau 3.6
PARTICIPATION AU MARCHÉ DES MÉNAGES RURAUX ET CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE
AU REVENU TOTAL, POUR L'ENSEMBLE DES MÉNAGES RURAUX ET LES MÉNAGES DU
QUINTILE INFÉRIEUR DE DÉPENSES, DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

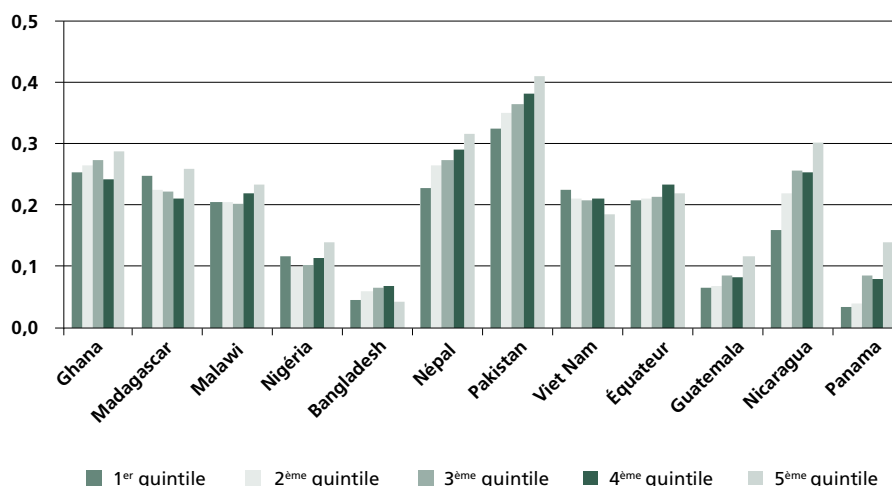
Pays	Part des ménages vendant des produits agricoles (%)		Part de la production animale vendue (%)		Part de l'élevage dans le total des revenus (%)	
	Total des ménages	Quintile inférieur	Total des ménages	Quintile inférieur	Total des ménages	Quintile inférieur
Ghana	71	81	45	71	81	45
Madagascar	94	96	60	94	96	60
Malawi	70	64	13	70	64	13
Nigéria	70	74	n/a	70	74	n/a
Bangladesh	76	65	30	76	65	30
Népal	69	59	47	69	59	47
Pakistan	52	46	n/a	52	46	n/a
Viet Nam	91	93	68	91	93	68
Équateur	62	62	35	62	62	35
Guatemala	57	59	28	57	59	28
Nicaragua	80	80	38	80	80	38
Panama	49	58	29	49	58	29

Source: Base de données FAO-RIGA.

moyenne de l'élevage aux revenus des ménages de tous les quintiles de dépenses oscille entre 7 pour cent au Panama et 37 pour cent au Pakistan, et représente en général entre 20 et 30 pour cent. Bien que cette contribution ne soit pas très élevée, la contribution de l'élevage aux revenus en espèces est souvent plus élevée (par exemple, Maltsoğlu et Taniguchi, 2004). Les sources régulières de petits revenus, comme la vente de lait et d'œufs, sont particulièrement utiles pour régler de petits achats courants.

Les études qui se sont penchées sur la part relative de l'élevage dans les revenus des plus pauvres par rapport à ceux des ménages plus aisés, ne permettent pas de dégager de tendance claire. Certaines études ont montré que le bétail contribuait davantage aux revenus des mieux nantis qu'à ceux des ménages pauvres (Wouterse et Taylor, 2008), certains n'ont déterminé aucune tendance claire (Adams, 2002), et selon certains, la contribution est plus importante pour les ménages pauvres que pour les ménages ayant des revenus plus élevés (Delgado *et al.*, 1999; IFFT, 2005). Pendant le processus de développement économique, les ménages ont tendance à se spécialiser, et les ménages plus aisés se spécialisant dans l'élevage devraient tirer une plus grande part de leurs revenus des animaux de leur exploitation que les ménages les plus pauvres (Dei-Ninger et Olinto, 2001; Holmann *et al.*, 2005; Homewood *et al.*, 2006; SA-PPLPP, 2009). La figure 3.4 illustre la contribution de l'élevage au revenu des ménages, calculée comme la valeur brute des produits de l'élevage vendus et autoconsommés par les ménages d'éleveurs, par quintile de dépenses dans les pays figurant dans la base de données FAO-RIGA.

FIGURE 3.4
Part de l'élevage dans le revenu total (%) des ménages d'éleveurs, par quintile de dépenses



Source: Base de données FAO-RIGA.

Dans la plupart des pays de l'échantillon, dont le Bangladesh, l'Équateur, le Ghana, le Guatemala, le Malawi, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan et le Panama, les ménages des quintiles de dépenses supérieurs tirent une part plus importante de leurs revenus de l'élevage que les ménages des quintiles inférieurs.

Plusieurs études ont évalué les effets induits par la promotion de la production animale sur les revenus et les dépenses des ménages (Alderman, 1987; Ahmed, Jabbar et Ehui, 2000; Mullins *et al.*, 1996; Nielsen, 1996). Ces études ont conclu que les revenus des ménages qui se lançaient dans l'élevage augmentaient et que la hausse des revenus entraînait une augmentation des dépenses alimentaires et non-alimentaires. Les dépenses non alimentaires peuvent inclure l'achat d'intrants (aliments concentrés pour les animaux, main-d'œuvre, médicaments et services de santé animale) et l'investissement dans le matériel génétique, le logement et l'équipement en vue d'augmenter la production.

Compte tenu de la croissance rapide de la demande de produits animaux, en particulier de produits laitiers et de volaille, actuellement dans de nombreux pays en développement, il existe un marché prometteur pour les productions nationales. Grâce à l'élasticité-revenu relativement élevée de la demande, l'élevage représente un moyen particulièrement attrayant pour les ménages ruraux de participer à la croissance économique urbaine. Comme le montre le tableau 3.7, les ménages ruraux pauvres contribuent considérablement à la production animale totale et commercialisée: dans la plupart des pays de la base de données FAO-RIGA, les ménages des deux quintiles inférieurs de dépenses fournissent environ 40 pour cent de la production animale commercialisée (en termes de valeur), ce qui, dans de nombreux pays, représente une contribution plus importante que celle des ménages des deux quintiles supérieurs.

Tableau 3.7
VALEUR RELATIVE DE LA PRODUCTION ANIMALE TOTALE ET COMMERCIALISÉE, PAR
QUINTILE DE DÉPENSES

Pays	% de la valeur de la production animale totale					% de la valeur de la production animale commercialisée				
	Quintile de dépenses					Quintile de dépenses				
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Ghana	22	42	17	16	3	31	22	19	14	13
Madagascar	20	13	14	12	41	21	23	21	18	16
Malawi	18	19	20	23	20	18	22	22	20	17
Nigéria	25	25	19	15	16	22	24	23	17	13
Bangladesh	14	20	27	26	14	19	20	22	20	19
Népal	16	19	20	22	24	20	21	19	20	19
Pakistan	20	21	21	20	19	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	21	19	21	20	18	20	20	21	20	19
Équateur	17	16	18	22	26	19	22	21	20	18
Guatemala	17	17	19	19	28	19	20	22	20	19
Nicaragua	10	18	21	21	30	21	20	22	19	18
Panama	9	10	23	28	31	16	17	23	22	21

Source: Base de données FAO-RIGA.

Outre la vente directe d'animaux et/ou de leurs principaux produits (viande, lait, œufs, laine, etc.), certains produits peuvent être transformés au niveau des ménages, soit par les ménages eux-mêmes soit par d'autres ménages ruraux, contribuant ainsi à la création de richesses et à la réduction de la pauvreté (voir le chapitre 4 concernant les effets multiplicateurs de l'élevage). Compte tenu de la mobilité restreinte des femmes et des personnes âgées dans de nombreuses sociétés rurales, l'ajout de valeur au sein du ménage fournit à ces groupes de population un moyen important d'augmenter et de diversifier les revenus du ménage. Dans la plupart des régions du monde, les femmes sont des acteurs essentiels du processus de création de valeur ajoutée dérivant de la transformation des produits laitiers, des peaux, des cuirs et des fibres d'origine animale. Par exemple, dans l'Andhra Pradesh (Inde), le traitement traditionnel de la laine de mouton du Deccan (par les femmes) et le tissage des tapis (par les hommes) augmentent la valeur de la laine de 400 à 500 pour cent (Svita et Rao, 2007). Les revenus que les ménages peuvent tirer de la transformation de produits agricoles primaires peuvent dépasser les revenus générés par la seule production. À Thane, en Inde, par exemple, la production de cocons permet de générer environ 50 roupies (INR) par jour, tandis que la transformation des cocons en soie tasar permet de générer 110 INR par jour (Patil *et al.*, 2009).

Fonctions sociales et culturelles

Dans de nombreuses sociétés, le bétail remplit également des fonctions sociales et culturelles. Les animaux peuvent avoir un rôle dans certaines cérémonies religieuses et autres institutions sociales, et donner une mesure tangible de la situation personnelle ou familiale. Les produits d'origine animale sont souvent consommés lors d'occasions sociales



Crédit: ©FAO/Asim Hafeez

importantes: les chèvres sont par exemple utilisées dans les cérémonies religieuses musulmanes, tandis que les porcs et les poulets sont nécessaires en Chine pour le culte des ancêtres ainsi que pour d'autres cérémonies traditionnelles. Les mariages ou les naissances d'enfants sont également souvent célébrées avec des dons de bétail, et dans certaines régions la dot pour la future mariée est payée sous forme de bétail. La capacité de participer à ces activités peut être essentielle pour établir et maintenir des réseaux sociaux à travers lesquels certains risques sont gérés.

Le statut social qu'acquière les éleveurs ne doit pas être considéré comme un bénéfice intangible, car il peut se traduire par une plus grande influence et en conséquence, par une augmentation de l'accès aux ressources (Moll, 2005). Il est difficile de mesurer la valeur du bétail comme moyen de conférer un certain statut social, car celle-ci est déterminée par la présence de formes alternatives de montrer sa richesse, comme le logement ou certains biens de consommation, elle dépend donc fortement du contexte. Dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, un coq de combat expérimenté peut valoir l'équivalent de plus de 1 000 poulets à chair normaux (Davendra et Chantalakhana, 2002). Outre les avantages intangibles conférés par le statut social, il semble que, dans plusieurs pays, la propriété de bétail facilite l'accès au crédit formel. Dans six des huit pays qu'ils ont analysés, Pica-Ciamarra *et al.* (2010) ont constaté une relation positive entre la possession de bétail et la perception de prêts formels (relation statistiquement significative dans quatre pays, même après contrôle de la possession d'autres actifs), même si les animaux étaient rarement acceptés comme garantie pour des prêts formels. Les prêts en nature sous forme de bétail sont un moyen populaire pour les ménages pauvres d'améliorer leur accès à d'autres biens et services. Comme les prêts sous forme de bétail sont normalement remboursés avec la progéniture du bétail prêté, les espèces à cycle court comme les poulets, les chèvres et les porcs sont généralement plus adaptés que les bovins pour ce type de crédit.

Dans les ménages de petits exploitants, l'élevage est aussi un moyen pour les femmes de générer un revenu et d'obtenir un statut. Dans les systèmes traditionnels de succession

et dans de nombreux plans de réforme agraire et de colonisation agricole, les droits fonciers sont généralement transférés aux hommes en tant que chefs de famille. Les ménages dirigés par des femmes, du fait de la mort ou de la migration prolongée des hommes ou d'un divorce, contrôlent généralement moins de terres que les ménages dirigés par des hommes (FIDA, 2001). Bien que les femmes détiennent rarement des droits de propriété ou d'usage sur les terres, elles possèdent souvent de façon indépendante de petits animaux, tels que des chèvres en Afrique de l'Ouest (Okali et Sumberg, 1986) et des volailles de basse cour dans de nombreux pays en développement. Généralement, ces animaux picorent leur nourriture ou sont nourris avec des déchets ménagers. Ce sont des biens importants pour les femmes, car ils représentent une source de revenus qu'elles peuvent contrôler et affecter pour répondre à leurs besoins. Cette situation est examinée plus en détail dans la section suivante.

Aspects sexospécifiques de l'élevage et de la production animale

L'élevage est souvent considéré comme un point de départ important pour la promotion de l'équilibre entre les sexes dans les zones rurales des pays en développement, car il a été démontré que les femmes jouaient un rôle majeur dans l'élevage (Guèye, 2005; Niamir-Fuller, 1994; Sinn, Ketzis et Chen, 1999; Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000; Tipilda et Kristjanson, 2009). Le tableau 3.8 donne un aperçu de la prévalence et des principales caractéristiques des ménages dirigés par des femmes¹³ dans les pays de la base de données FAO-RIGA.

Dans les pays étudiés, 10 à 25 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes. Le Bangladesh et le Pakistan, pays à majorité musulmane, affichent les taux les plus faibles, alors que c'est au Ghana que le pourcentage est le plus élevé, près d'un ménage sur trois est dirigé par une femme. Contrairement aux attentes, les ménages dirigés par des femmes sont généralement sous-représentés dans le quintile inférieur de dépenses, ce qui laisse penser que le sexe du chef de ménage n'est peut-être pas le facteur principal qui détermine le revenu des ménages. Dans tous les pays de l'analyse, la taille moyenne des ménages dirigés par des femmes est inférieure à la moyenne globale du pays, généralement de 0,5 à 1,0 membre, soit 10 à 20 pour cent. En ce qui concerne le taux de personnes à charge, il n'y a pas de différences évidentes entre les ménages dirigés par des femmes et ceux dirigés par des hommes. Dans les pays latino-américains pour lesquels des données sont disponibles, le pourcentage de personnes à charge est légèrement en dessous de la moyenne dans les ménages dirigés par des femmes, tandis qu'au Ghana, au Malawi, au Népal et au Bangladesh, le taux est légèrement supérieur à la moyenne. Il en va de même concernant l'éducation formelle du chef de ménage, qui est supérieur à la moyenne dans les ménages dirigés par des femmes dans les quatre pays d'Amérique latine, tandis que les femmes chefs de ménage dans les autres pays ont moins d'années de scolarité que leurs homologues masculins, en particulier au Népal et au Viet Nam. Dans tous les pays, les ménages dirigés par des femmes sont moins susceptibles de posséder des terres que les ménages dirigés par des hommes, et la superficie moyenne des exploitations est généralement beaucoup plus faible que la moyenne mondiale (comparer les tableaux 3.2 et 3.8).

¹³ La définition de «ménage dirigé par des femmes» appliquée dans les différentes enquêtes qui sous-tendent la base de données FAO-RIGA, n'est pas sans ambiguïté. En effet, l'absence d'un homme chef de famille peut être due à un décès, à une séparation ou à une migration temporaire, ce qui se traduit par des situations socio-économiques différentes pour les ménages dirigés par des femmes.

Tableau 3.8
PRÉVALENCE ET CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES RURAUX DIRIGÉS PAR DES FEMMES DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Ménages dirigés par des femmes % du total		Taille des ménages (nb.)	Personnes à charge (%)	Éducation formelle du chef de famille (années)	Possession de terres (%)	Taille moyenne des propriétés (ha)
	Total des ménages	Quintile inférieur					
Ghana	31	24	3,7	55	3,5	24	0,6
Madagascar	18	21	3,7	47	2,4	39	0,5
Malawi	24	26	3,7	57	2,6	89	1,1
Nigéria	13	8	3,1	37	3,5	28	4,4
Bangladesh	9	8	3,7	48	1,3	21	0,1
Népal	13	11	3,7	53	0,6	61	0,3
Pakistan	8	5	5,3	53	1,8	15	0,2
Viet Nam	22	18	3,8	39	0,5	58	0,1
Équateur	14	13	3,7	43	7,5	22	4,3
Guatemala	14	10	4,2	50	3,1	25	0,5
Nicaragua	18	19	5,1	44	4,5	11	1,0
Panama	18	17	3,5	43	9,0	16	0,9

Source: Base de données FAO-RIGA

Dans tous les pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, les ménages dirigés par des femmes sont moins susceptibles d'élever du bétail que les ménages dirigés par des hommes, dans certains cas la différence est considérable (au Ghana, au Nigéria et au Bangladesh). De plus, la taille moyenne du cheptel des ménages d'éleveurs dirigés par des femmes est généralement inférieure à celle de leurs homologues masculins dans le même pays. À deux exceptions près - les petits ruminants au Nigéria et la volaille au Panama - les ménages dirigés par des femmes possèdent en moyenne moins d'animaux de toutes les espèces, l'écart avec les ménages ayant un homme à leur tête est particulièrement marqué pour les bovins (à l'exception du Viet Nam) et les porcs dans les deux pays d'Afrique de l'Ouest (Ghana et Nigéria). Étant donné la présence plus fréquente de bétail et la taille plus importante des cheptels dans les ménages dirigés par des hommes, il n'est pas surprenant que dans tous les quintiles de dépenses, la part des revenus provenant de l'élevage soit généralement plus élevée dans les ménages dirigés par des hommes que dans ceux dirigés par des femmes (Pica-Ciamarra *et al.*, 2010).

Les données du tableau 3.9 ne soutiennent pas l'idée largement répandue de la féminisation de la pauvreté et, plus important encore, elles jettent le doute sur l'idée selon laquelle l'élevage serait un outil privilégié pour soutenir les ménages dirigés par des femmes, qui semblent plutôt compter sur des moyens de subsistance différents de ceux des ménages dirigés par des hommes.

Tableau 3.9
POSSESSION DE BÉTAIL, PAR SEXE DU CHEF DE MÉNAGE DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Ménages qui possèdent du bétail (%)		Nombre moyen d'UBT/ménage		Ratio d'UBT dans les ménages féminins/ménages masculins			
	Dirigés par des femmes	Dirigés par des hommes	Dirigés par des femmes	Dirigés par des hommes	Bovins	PR*	Porcs	Volaille
Ghana	32	60	0.16	0.89	0.04	0.71	0.14	0.31
Madagascar	65	81	0.61	1.77	0.24	0.31	0.56	0.76
Malawi	58	69	0.20	0.35	0.45	0.85	0.46	0.58
Nigéria	27	41	0.23	0.79	0.01	2.81	0.01	0.45
Bangladesh	35	62	0.13	0.57	0.21	0.50	n/a	0.43
Népal	83	91	1.21	1.81	0.70	0.79	0.63	0.98
Pakistan	74	90	0.25	0.49	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	62	70	0.75	1.19	0.95	0.53	0.95	0.95
Équateur	73	76	1.83	2.98	0.53	0.45	0.67	0.88
Guatemala	61	67	0.64	0.97	0.35	0.72	0.69	0.36
Nicaragua	70	76	1.39	2.30	0.47	n/a	0.70	0.62
Panama	55	68	1.43	2.07	0.59	0.84	0.70	1.99

* PR = petits ruminants, c.-à-d. moutons et chèvres.

Source: Base de données FAO-RIGA.

Au sein des ménages, la possession de bétail, souvent complexe, varie selon la région. Contrairement aux idées reçues, même dans les sociétés pastorales, les femmes (et les enfants de sexe masculin) peuvent posséder du bétail. Parmi les éleveurs agropastoraux peuls, par exemple, les femmes possèdent 27 pour cent de tous les bovins, tandis que les petits ruminants appartiennent plus généralement aux femmes qu'aux hommes (Waters-Bayer, 1988). En revanche, dans les systèmes mixtes cultures-élevage dans le nord du Ghana, les traditions empêchent les femmes de posséder des bovins, ce qui explique la très faible proportion de bovins dans les ménages dirigés par des femmes, par rapport aux ménages gérés par des hommes, comme on peut l'observer dans le tableau 3.9. Les décisions concernant la cession des animaux (vente, abattage, transfert) sont généralement prises par les membres du ménage, hommes et femmes, en concertation, quels qu'en soient les propriétaires (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000).

Dans les ménages d'éleveurs, les rôles des hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées concernant les travaux liés à l'élevage varient selon les régions et sont déterminés par les traditions, les systèmes d'exploitation et un ensemble de variables socio-économiques (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Il est rare qu'une activité liée à l'élevage ne soit exclusivement réalisée que par des hommes, que par des femmes ou que par des personnes à charge. Niamir-Fuller (1994) identifie trois systèmes d'élevage dans lesquels la main-d'œuvre féminine est essentielle: i) ceux où les femmes sont responsables de la transformation et de la commercialisation des produits de l'élevage, comme chez les Peuls au Nigéria, où les femmes sont généralement responsables de la collecte du lait, de sa transformation et de sa

commercialisation (Osotimehin, Tijani et Oluko-mogbon, 2006); ii) ceux où les femmes ont la responsabilité globale des petits animaux, y compris les chèvres, les moutons et les volailles, tels que les systèmes de volailles de basse-cour au Bangladesh (Paul et Saadullah, 1991); et iii) ceux où les femmes sont chargées de gérer de grands ruminants et d'autres espèces animales, comme dans certaines parties de l'Amérique latine (Bravo-Baumann 2000). Cependant, même dans ces grandes catégories, il existe d'importantes variations dans la répartition du travail d'une région à l'autre, au sein des ménages d'une région, et au sein des ménages au fil du temps (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Il est par conséquent compliqué, voire impossible de faire des généralisations concernant le rôle de l'élevage dans la promotion de l'équité entre les sexes au sein des ménages (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000; Tipilda et Kristjanson 2009).

Ni la possession formelle de bétail, ni la répartition des tâches liées à l'élevage ne garantissent un contrôle sur les produits. Par exemple, il arrive que, bien que des femmes possèdent des bovins (laitiers) et/ou qu'elles soient responsables de la traite, ce soient les hommes qui prennent les décisions concernant les ventes de lait (Valdivia, 2001; Tipilda et Kristjanson, 2009). En outre, le contrôle de facto du bétail ou des revenus dérivés des produits de l'élevage est de toute façon limité par la responsabilité qui incombe aux membres du ménage, de satisfaire les objectifs en matière de santé et de bien-être de la famille selon les ressources et les besoins du ménage (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses études aient démontré que les femmes, du fait de leur responsabilité traditionnelle d'éducation des enfants et de préparation des repas, tendent à dépenser une plus grande partie du revenu sous leur contrôle en nourriture que les hommes (par exemple, Guyer, 1988; Tangka, Emerson et Jabbar, 2002). En conséquence, accroître le contrôle des femmes sur les avoirs et les revenus des ménages, permet d'augmenter la part consacrée à la nutrition (et à l'éducation) (Valdivia, 2001). Cependant, étant donné que les revenus agricoles des ménages sont la plupart du temps dévolus aussi bien aux hommes qu'aux femmes, même si les bénéfices ne sont pas répartis équitablement, lorsque le revenu d'une activité dominée par les hommes augmente, les femmes peuvent quand même en tirer des avantages substantiels. Par exemple, Tangka, Emerson et Jabbar (2002) ont constaté que sur les hauts plateaux éthiopiens, la production laitière intensive fondée sur l'utilisation de bovins croisés augmentait les revenus des ménages de manière significative. En dépit du fait que les hommes, qui traditionnellement ne prennent pas part aux activités liées à la production laitière, percevaient une grande partie de ces revenus supplémentaires, les femmes des ménages qui possédaient des vaches laitières croisées avaient à leur disposition des revenus beaucoup plus importants que les femmes des ménages qui possédaient des bovins locaux, même si ces dernières conservaient la quasi-totalité du revenu laitier.

Globalement, les dynamiques du pouvoir au sein des ménages, extrêmement liées au contexte socio-économique, semblent trop complexes et trop variées pour que l'on puisse établir de simples prévisions concernant les effets de la promotion de l'élevage sur les questions de genre.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Les petits exploitants, quelle que soit la façon dont ils sont définis, représentent une part importante de la production agricole dans la plupart des pays en développement, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En Asie du Sud, plus de 80 pour cent

Crédit: ©FAO/Marzio Marzot



des fermes comptent moins de 2 ha de terre (Nagayets, 2005) et en Afrique subsaharienne, environ 90 pour cent de la production agricole serait le fait de petits exploitants (Dunsten, 2001). Dans la majorité des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, les ménages des deux quintiles inférieurs de dépenses fournissent environ 40 pour cent de la production animale commercialisée (en valeur), ce qui représente, dans de nombreux pays, une contribution plus importante que celle des ménages des quintiles supérieurs. Ainsi, le bien-être des petits exploitants a des conséquences importantes sur la production agricole globale, et donc sur la sécurité alimentaire (Narayanan et Gulati, 2002).

À l'échelle mondiale, la majorité des pauvres tributaires de l'élevage pratique l'agro-pastoralisme intégré (Thornton *et al.*, 2003). L'agro-pastoralisme est le système de production animale le plus favorable à l'environnement, car de nombreux éléments nutritifs sont recyclés au sein même du système, et la production agricole et l'élevage jouent des rôles complémentaires dans la production alimentaire et l'économie des ménages. L'élevage fournit ainsi des services qui vont au-delà de la simple fourniture directe de nourriture.

Les petits agriculteurs ont tendance à diversifier les espèces animales qui composent leur cheptel, en vue de mieux se protéger contre les risques, et à renoncer à la consommation de bétail pour maintenir ou constituer des actifs. L'importance de l'élevage peut donc être considérée en termes de gestion des risques ex-ante. Les caractéristiques des instruments de gestion des risques sont variées et leur pertinence dépend des situations. Parmi les instruments les plus communs, on trouve la diversification des sources de revenus (par exemple, la combinaison des cultures et de l'élevage, le travail agricole et non-agricole, la migration) et le choix des technologies à faible risque même au prix de revenus inférieurs (par exemple, des semences traditionnelles à la place de variétés à haut rendement).

L'élevage peut contribuer à la gestion des risques de plusieurs façons. Les animaux s'adaptent généralement mieux que les cultures aux chocs environnementaux, et souvent même mieux que leurs éleveurs. Ils sont mobiles, ils peuvent ainsi être déplacés, ce qui leur confère une plus grande capacité de survie. Ils sont généralement omnivores, et sont

ainsi capables de survivre aux effets que les changements climatiques naturels ou induits peuvent provoquer sur l'offre alimentaire. Les races animales autochtones sont particulièrement bien adaptées aux risques environnementaux locaux et font une utilisation particulièrement efficace des ressources naturelles. Pour toutes ces raisons, la capacité de survie supérieure du bétail peut augmenter de façon significative la survie des éleveurs de bétail et des populations pauvres qui élèvent du bétail, qui peuvent transférer une partie des risques environnementaux sur leurs animaux.

Les pauvres doivent également développer des stratégies d'adaptation aux risques, c'est-à-dire faire face aux chocs ex-post, en réduisant par exemple la variabilité de la consommation alimentaire indépendamment des fluctuations du revenu (lissage de la consommation). Les stratégies de réduction des risques incluent: la capacité d'adaptation, le désépargne des liquidités, le crédit et l'assurance (individuelle ou mutuelle) - des stratégies auxquelles l'élevage contribue dans les ménages ruraux.

Les animaux peuvent être des facteurs de production en mesure de compléter la main-d'œuvre (les animaux peuvent par exemple être utilisés pour la traction) et le capital. C'est une caractéristique extrêmement importante en vue de contrebalancer les risques sur le marché du travail, lorsque la demande saisonnière attire des travailleurs vers des activités temporaires mieux rémunérées et, lors des migrations, lorsque des membres de la famille doivent délaisser l'exploitation du ménage pour des périodes prolongées. Les petits animaux possèdent l'avantage supplémentaire d'avoir des cycles de reproduction courts, de sorte qu'ils peuvent être utiles pour accélérer la reprise suite à des pertes d'animaux. De part leur valeur intrinsèque en termes de nutrition et de commercialisation, les animaux d'élevage sont des actifs importants pour les ménages. Du fait de sa capacité de reproduction, cet actif peut prendre de la valeur même lorsque les prix sont stables, et la réalisation de sa valeur peut être programmée avec plus de souplesse que pour beaucoup d'autres produits agricoles¹⁴. La variété des fonctions de l'élevage dans l'économie des ménages explique pourquoi le bétail est l'un des investissements privilégiés dans les projets de micro-crédit (par exemple, Rubin, Tezera et Caldwell, 2010; Baumann et Hancock, 2011).

Les prix des produits destinés à l'alimentation animale par rapport à ceux des produits de l'élevage ne suffisent souvent pas à inciter les éleveurs à acheter des intrants alimentaires, ainsi dans de nombreuses régions du monde, les systèmes de production animale qui prévalent sont ceux à faible ou moyenne utilisation d'intrants. Cependant, la productivité au sein de ces systèmes de production est extrêmement variable, parfois même au sein d'un pays ou d'une zone agro-écologique (par exemple, Otte et Chilonda, 2002; Maltso-glou et Rapsomanikis, 2005; Teufel *et al.*, 2010; Hemme et Otte, 2010). Cela laisse penser qu'il existe de nombreuses possibilités pour améliorer l'efficacité générale de la production animale, en promouvant des systèmes de production testés à l'échelle locale. Toutefois, ces systèmes de production nécessitent souvent des investissements de base, qui peuvent être inaccessibles pour de nombreux petits exploitants, ils comportent des risques et, par ailleurs, il ne se traduisent par des augmentations majeures du revenu total du ménage que si l'élevage constitue déjà une part importante de ses revenus (Garcia *et al.*, 2006). Il n'est

¹⁴ Toutefois, les ressources financières consacrées à l'élevage présentent un risque d'exposition en termes de dynamique des prix et d'autres déterminants de la valeur des actifs, tels que l'état de santé. La dimension financière de l'adaptation aux risques doit prendre en compte ce risque d'exposition.

donc pas surprenant que, bien que la plupart des petits exploitants soient prêts à investir en vue d'améliorer la survie de leur bétail, peu soient prêts à investir en vue d'améliorer leur rendement.

L'analyse des informations de la base de données FAO-RIGA ne soutient pas l'affirmation selon laquelle 70 pour cent des ruraux pauvres dans le monde sont des femmes pour lesquelles l'élevage représenterait l'une des rares sources potentielles de revenus (DFID, 2000). Quelle que soit la proportion de femmes et de filles parmi les pauvres, la promotion de la production animale – à laquelle les femmes participent activement de manière indéniable – n'améliore pas automatiquement le contrôle des femmes sur les revenus issus de l'élevage; une analyse des études examinant les effets des projets d'élevage sur les revenus des femmes a rendu compte de résultats mitigés (Leroy et Frongillo, 2007). D'autre part, les femmes peuvent tirer profit de manière significative des interventions en matière d'élevage, même si les hommes en sont les principaux bénéficiaires, comme le montre Tangka, Emerson et Jabbar (2002).

L'impact de la promotion de la production animale sur l'incidence des infections zoonotiques chez l'homme n'a fait l'objet d'aucune étude systématique (Leroy et Frongillo, 2007). Le bétail – souvent de manière asymptomatique – abrite et répand un large éventail de micro-organismes en mesure d'infecter les humains, causant parfois des maladies graves, voire provoquant la mort. Plusieurs études ont démontré les risques pour la santé associés à l'élevage. En Indonésie, par exemple, les petits ruminants sont conservés à proximité des quartiers de la famille, cette situation se traduit par la présence de niveaux très élevés de bactéries fécales dans les sources d'eau potable (Budisatria *et al.*, 2007). En Gambie, Pickering *et al.* (1986) ont constaté que les enfants qui vivaient dans des maisons où des animaux étaient élevés, avaient plus de risque de contracter des maladies diarrhéiques transmises par les animaux que les autres enfants, et que la mortalité infantile était plus élevée chez les ménages qui élevaient des poulets et des chèvres que chez les autres. De même, au Kenya, la présence de ruminants dans les lieux de vie est directement liée à un risque plus élevé de mortalité infantile (Gemert *et al.*, 1984, cité dans Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène H5N1 est actuellement l'agent pathogène zoonotique le plus connu, et une grande partie des cas humains est attribuable à la manipulation de volailles malades ou mortes. Compte tenu des risques pour la santé humaine, la promotion de l'élevage pour la réduction de la pauvreté doit être accompagnée d'un renforcement des capacités en matière de règles générales d'hygiène et de gestion des déchets.

Les gouvernements n'ont souvent pas conscience des rôles complexes que joue l'élevage dans l'économie des ménages ruraux, et les politiques de développement de l'élevage tendent à être axées sur les produits de l'élevage, en particulier sur les produits commercialisés (Behnke, 1985). Cette perspective est beaucoup trop réductrice: il a été démontré que les éleveurs étaient souvent prêts à conserver dans leur cheptel des animaux à faible productivité physique en raison des nombreux services collatéraux que le bétail pouvait leur offrir. Cette divergence apparente entre les critères d'évaluation des décideurs politiques et ceux des éleveurs, est en grande partie responsable de la faible efficacité des politiques de développement du secteur de l'élevage en matière de réduction de la pauvreté.

Le développement du secteur de l'élevage en faveur des pauvres, ne doit pas être axé principalement sur le maintien du statu quo et sur la conservation des petits élevages, il doit

viser à tirer profit des tendances actuelles en matière de développement et à renforcer au maximum leur contribution à la réduction de la pauvreté. Même si seule une minorité des éleveurs pauvres pourront bénéficier directement de la croissance prévue de la demande d'AOA, et même si souvent la croissance tend à ne pas profiter directement aux très pauvres et aux indigents, la croissance en faveur des pauvres atteint les pauvres à travers des avantages économiques indirects (voir chapitre 4) et augmente la marge de manœuvre budgétaire des gouvernements en vue de fournir des filets de sécurité pour ceux qui ne peuvent pas bénéficier autrement du développement rural.

RÉSUMÉ ET POINTS CLÉS

- Les petites exploitations (<2 ha) représentent une part importante, voire croissante, de la production agricole. Dans les pays africains et asiatiques figurant dans la base de données FAO-RIGA, entre la moitié et les trois quarts de la production animale totale, parfois même plus, sont le fait d'exploitations de moins de 2 ha de terres ou de moins de 2 UBT.
- La taille moyenne des ménages ruraux varie de 4,0 à 6,7 membres, dont - dans la plupart des cas - près de la moitié sont des personnes à charge. Les chefs de ménage ont généralement suivi moins de cinq années d'éducation formelle, ce qui tend à confirmer la faiblesse du capital humain des ménages ruraux. La part des ménages propriétaires fonciers varie considérablement selon les pays. À l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, les exploitations moyennes sont de l'ordre de 1 ha, voire moins. La possession de bétail est en général légèrement plus fréquente et équitable que la possession de terres, même si, de nouveau, la taille moyenne des troupeaux est faible et oscille normalement entre 1 et 2 UBT.
- Néanmoins, dans la plupart des pays de la base de données FAO-RIGA, l'agriculture est le secteur qui offre le plus de revenus aux ménages ruraux, soit grâce à l'exploitation familiale soit par le biais d'emplois à bas salaire comme ouvriers agricoles. On trouve des ménages d'éleveurs dans tous les quintiles de richesse, mais les ménages du quintile inférieur de dépenses sont généralement plus susceptibles d'avoir des animaux dans leurs portefeuilles d'actifs que les ménages les plus riches.
- L'élevage permet de réduire la vulnérabilité des ménages agricoles, car les animaux sont moins dépendants des conditions météorologiques que les cultures, sont mobiles, et ne sont pas liés à une saison spécifique de récolte, ils jouent ainsi le rôle de réserve de nutriments et de richesses et peuvent être utilisés afin de lisser la consommation et les dépenses. Le bétail remplit également des fonctions sociales et contribue à la création et à l'entretien de réseaux sociaux qui agissent comme des filets de sécurité en temps de crise.
- La productivité et les revenus des ménages agricoles peuvent être renforcés grâce à l'élevage. En effet, il permet de contribuer à l'augmentation de la production agricole grâce à la traction animale et à l'amélioration de la fertilité des sols, de valoriser les déchets agricoles et les terres stériles, en convertissant des produits agricoles de faible valeur en produits de plus grande valeur, et d'offrir un accès à des ressources de propriété communes (souvent des terres non arables), élargissant ainsi le revenu de base des ménages dépourvus de ressources. Le bétail améliore la productivité

globale du travail des ménages en permettant un lissage de la demande de main-d'œuvre familiale au cours des saisons, en fonction des sexes et des générations, et en fournissant des micronutriments essentiels facilement absorbables et des protéines de haute qualité pour l'alimentation humaine, particulièrement importants pour les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

- L'élevage est un moyen important de conférer un revenu et un statut aux femmes. Bien que les femmes ne détiennent que rarement des droits de propriété ou d'usage sur les terres, elles possèdent souvent du bétail. Cependant, la promotion de la production animale n'améliore pas automatiquement le contrôle des femmes sur les revenus issus de l'élevage. Globalement, les dynamiques du pouvoir au sein des ménages, extrêmement liées au contexte socio-économique, semblent trop complexes et trop variées pour que l'on puisse établir de simples prévisions concernant les effets de la promotion de l'élevage sur les questions de parité.
- Alors que les gouvernements ont tendance à axer leurs politiques de développement de l'élevage sur les produits commercialisés, de nombreux éleveurs attachent plus d'importance aux autres services que le bétail fournit, comme le fumier, la force de traction et la couverture contre les risques. En raison de ces divergences entre les priorités des décideurs et des éleveurs, la plupart du temps, les politiques de développement du secteur de l'élevage contribuent peu à la réduction de la pauvreté.

4. Développement du secteur de l'élevage, croissance économique et réduction de la pauvreté

Le chapitre 2 s'est penché sur la répartition de la pauvreté dans les six principales régions du monde en développement, sur l'évolution de la contribution du secteur de l'élevage à la valeur ajoutée agricole dans ces régions, et sur des projections faisant état d'une forte demande émergente d'AOA, en particulier dans les pays à faible revenu, en raison de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus par habitant. Répondre à cette demande croissante en développant le secteur de l'élevage en milieu rural pourrait favoriser un processus dynamique de croissance économique et un développement plus équilibré. Le chapitre 3 était axé sur le rôle de l'élevage dans l'économie rurale, notamment sur les liens qui existent entre l'augmentation des revenus des ménages pauvres provenant des activités économiques liées à l'élevage et la croissance des dépenses alimentaires et non alimentaires. Étant donné que l'élasticité-revenu de la demande des AOA est relativement élevée, l'élevage représente pour les ménages ruraux une façon particulièrement attrayante de participer à la croissance économique globale et urbaine. Ce chapitre poursuit l'analyse des liens entre le développement du secteur de l'élevage et la croissance économique en examinant la notion de «croissance en faveur des pauvres» et la manière dont le secteur agricole en général, et le secteur de l'élevage en particulier, peuvent être des moteurs de la croissance en faveur des pauvres dans les pays en développement.

Le chapitre examine d'abord les travaux théoriques et empiriques qui examinent les liens entre croissance économique et réduction de la pauvreté. Le chapitre se poursuit par une analyse plus détaillée du rôle de l'agriculture en général et de l'élevage en particulier, notamment des liens entre les populations rurales à faible revenu et le reste de l'économie via les filières agroalimentaires. Le chapitre conclut en présentant des estimations empiriques des effets d'entraînement de la demande de produits agroalimentaire et animaux et de la croissance de la productivité. Ces résultats révèlent comment la promotion des secteurs de l'agroalimentaire et de l'élevage peut être un levier puissant de croissance et de réduction de la pauvreté.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

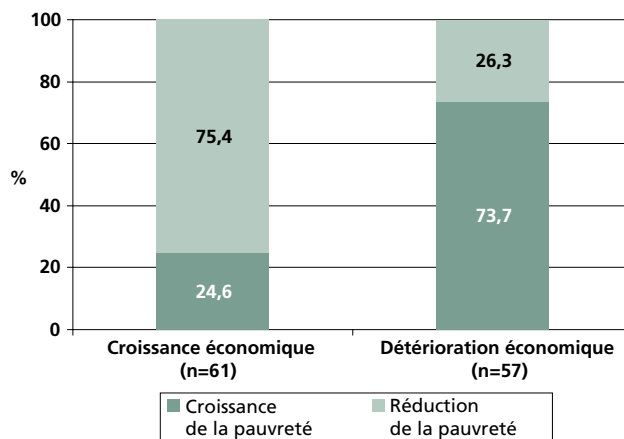
La littérature économique récente s'est beaucoup intéressée aux relations entre croissance économique et réduction de la pauvreté dans les pays en développement, et la plupart des économistes et des décideurs s'accordent à dire que la croissance économique réduit la pauvreté. L'affirmation la plus forte de cette relation a été faite par Dollar et

Kraay (2002), dont l'étude controversée suggérait que le revenu moyen du quintile le plus pauvre d'un pays, augmentait ou diminuait en moyenne au même rythme que le revenu moyen global. Cette conclusion découle de la forte régularité empirique de ce phénomène (l'élasticité du revenu moyen des ménages du quintile inférieur par rapport à celui du revenu moyen national est égale à 1) au sein d'un échantillon de 92 pays au cours des quatre dernières décennies. La même étude s'est également penchée sur un certain nombre de facteurs politiques censés avoir un impact direct sur les revenus des pauvres grâce à leurs effets sur la répartition des revenus (par exemple, les années d'enseignement primaire, les dépenses sociales, la productivité agricole et les institutions démocratiques formelles), mais elle n'a pu constater que peu d'éléments probants de ces effets. Les controverses suscitées par cette étude portaient sur plusieurs questions: la croissance économique est-elle une condition suffisante pour réduire la pauvreté, quelle est l'importance de la (re)distribution des revenus, et à mesure que la croissance économique progresse dans les pays en développement, la répartition des revenus suivra-t-elle naturellement une tendance en U inversé, comme suggéré par l'hypothèse de Kuznets.¹⁵ Depuis les années 1980, il est possible de réaliser des études économétriques plus poussées et plus détaillées grâce au développement des Études sur la mesure des niveaux de vie (en anglais *Living Standard Measurement Study* ou LSMS) dans les pays en développement, qui permettent d'observer et de suivre l'évolution des revenus des ménages, les indices de pauvreté et la répartition des revenus. Adams (2004), par exemple, a analysé deux types de relations: les relations entre la croissance économique (augmentation du revenu par habitant) et la réduction de la pauvreté (telle que mesurée par le taux de personnes dont les revenus sont inférieurs à 1,08 \$/jour) et les relations entre la croissance économique et la répartition des revenus (évolution du coefficient de Gini), en utilisant la base de données de 2011 de la Banque Mondiale concernant le Suivi de la pauvreté dans le monde de 60 pays en développement et 126 intervalles de données couvrant les années 1980 et 1990. La première analyse a confirmé que, en moyenne, il existe une relation inverse significative entre croissance économique et taux de pauvreté. Cependant, l'analyse de la seconde relation n'a pas confirmé l'hypothèse de Kuznets concernant une évolution en U inversé de l'inégalité des revenus. Pour ce qui est du premier résultat, la figure 4.1 illustre la synthèse des résultats concernant la croissance et la réduction de la pauvreté dans l'échantillon choisi et permet de constater l'importance de la qualification «en moyenne».

En général, la pauvreté a reculé avec la croissance économique (dans 75 pour cent des cas) et a augmenté avec la détérioration économique (dans 74 pour cent des cas). Cependant, dans 15 des 61 cas (25 pour cent) où l'économie a progressé, les caractéristiques de la croissance économique étaient telles que le taux de pauvreté n'a pas diminué, c'est-à-dire que la croissance économique n'était pas une condition suffisante pour réduire la pauvreté. Inversement, la pauvreté a diminué dans 15 des 57 périodes observées, en dépit d'une détérioration globale de l'économie.

¹⁵ Cette hypothèse fait référence aux travaux pionniers de Simon Kuznets, qui - en utilisant des données transversales de différents pays - a conclu que, à mesure que l'économie se développe, la répartition des revenus tend d'abord à être plus inégale (le coefficient de Gini augmente) mais, au-delà d'un niveau intermédiaire de revenu, elle s'améliore avec la croissance économique.

FIGURE 4.1
Croissance économique et réduction de la pauvreté dans les pays développés,
dans les années 1980 et 1990 (n=118)



Source: Adams, 2004.

Ravallion (2007) a étudié les relations entre la croissance économique, l'évolution de la répartition des revenus et la réduction de la pauvreté, en utilisant les données de PovcalNet et les Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale, en prenant en considération 80 pays et 290 observations entre deux enquêtes auprès des ménages successives pour chaque pays, couvrant la période allant de 1980 au début des années 2000. Au cours de cette période, l'enquête n'a révélé que peu ou pas de corrélation entre l'évolution de la répartition des revenus et les taux de croissance économique. En période de croissance économique, la proportion de cas pour lesquels les inégalités avaient diminué était similaire à celle des cas pour lesquels elles avaient augmenté. En général, selon les pays, il est apparu qu'en moyenne, la croissance n'avait presque pas d'incidence sur la répartition des revenus. Toutefois, l'auteur met en garde contre des conclusions hâtives en matière d'élaboration de politiques à partir de cette constatation, qui ne fait que révéler l'absence, en moyenne, de redistribution en faveur des pauvres ou des non-pauvres, en situation de croissance au cours de la période observée. Ce résultat ne signifie pas que la redistribution des revenus n'est pas importante pour les pauvres, ni que les décideurs dans les pays en développement devraient se concentrer sur la seule croissance économique.

Dans la plupart des cas, le fait que la redistribution de la croissance ait été neutre au cours des deux dernières décennies, fournit un nouvel éclairage sur les résultats de nombreuses études empiriques concernant le recul des taux de pauvreté du fait de la croissance économique. Il est possible de mieux comprendre les différents taux de réduction de la pauvreté pour le même taux de croissance en prenant en compte la variation de l'inégalité initiale entre les pays. Alors que l'inégalité ne semble généralement pas perturber la relation inverse entre la croissance et les niveaux de pauvreté absolue, elle affecte la force avec laquelle un taux de croissance donné réduit la pauvreté. Intuitivement, en l'absence de politiques efficaces de redistribution, la croissance est généralement neutre en termes

de distribution, et plus l'inégalité initiale est importante, moins les pauvres tirent profit de la croissance, principalement parce qu'ils possèdent au départ une plus petite part du «gâteau». Ravallion (2007) pose la relation conceptuelle suivante entre croissance et réduction de la pauvreté:

(1) Taux de variation de la pauvreté ($\dot{r}$) = élasticité de la croissance de la pauvreté (ε) x taux de croissance ($\hat{g}$)

dans laquelle l'élasticité de la croissance de la pauvreté (ε) est la variation proportionnelle de la mesure de la pauvreté découlant d'un certain taux de croissance économique, et a généralement un signe négatif. Ravallion affirme en outre que le taux de réduction de la pauvreté est directement proportionnel au «taux de croissance corrigé de la distribution». Il affine ensuite le modèle de base (équation 1) pour tenter de saisir l'impact de l'inégalité des revenus sur la réactivité du taux de pauvreté à la croissance du revenu global. Le modèle empirique suivant s'accorde bien avec les données des pays en développement concernés:

$$(2) \dot{r} = [k x (1-Gini)^\theta] x \hat{g}$$

où $k < 0$ est une constante de proportionnalité, Gini est un indice standard de l'inégalité initiale des revenus, et $\theta \geq 1$ est un paramètre qui reflète la force d'influence de l'inégalité sur la relation entre croissance et pauvreté. À mesure que le coefficient de Gini augmente et se rapproche de l'unité (inégalité en hausse), l'ensemble du terme entre crochets (l'élasticité de la croissance de la pauvreté), ε , diminue (s'approche de zéro), atténuant ainsi les effets de la croissance sur la réduction de la pauvreté. Après avoir calculé l'élasticité de la croissance de la pauvreté dans 90 pays en développement, et avoir associé chaque valeur au coefficient de Gini initial, Ravallion (2007) a obtenu des résultats très clairs concernant l'évolution de l'indice numérique de la pauvreté (en utilisant le seuil de pauvreté de 1 dollar par jour) dans différentes situations. Le coefficient de corrélation était de 0,26, significatif au seuil de 1 pour cent. La droite de meilleur ajustement suit une trajectoire où l'élasticité de la croissance atteint sa valeur absolue moyenne la plus élevée ($\varepsilon = -4$) à de faibles niveaux d'inégalité ($Gini \leq 0,20$), et passe par zéro à un indice de Gini de 0,60. Ravallion a ensuite estimé les valeurs des deux paramètres du modèle empirique (équation 2) et a obtenu $k = -6.07$, et $\theta = 2$. Le tableau 4.1 montre l'incidence des conditions initiales d'inégalité et de pauvreté sur la réactivité du taux de pauvreté à la croissance. En vue de démontrer comment le niveau initial d'inégalité influait sur la réactivité du taux de pauvreté à la croissance, il s'est concentré sur le cas de deux pays, qui avaient au départ le même taux de pauvreté de 40 pour cent et un taux de croissance similaire de 2 pour cent par an, mais dont le niveau initial d'inégalité était différent. Cette différence du niveau initial d'inégalité a produit des résultats très différents. Dans le pays où l'inégalité initiale était faible, la réduction de la pauvreté a été trois fois plus réceptive au même taux de croissance ($\varepsilon = -2.97$) qu'elle ne l'a été dans le pays où l'inégalité était forte ($\varepsilon = -0.97$). Avec un taux de croissance annuel moyen de 2 pour cent, la pauvreté a diminué de près de 6 pour cent par an dans le pays à faible inégalité et de moins de 2 pour cent dans le pays à forte inégalité. À ces taux de réduction de la pauvreté, il faudrait 35 ans pour réduire de moitié le taux de

Tableau 4.1
RÉACTIVITÉ DU TAUX DE PAUVRETÉ À LA CROISSANCE, SELON LES CONDITIONS INITIALES D'INÉGALITÉ ET DE PAUVRETÉ

Situation initiale	Coefficient de Gini	Taux de croissance annuel (%)	Taux initial de pauvreté (%)	Élasticité de la croissance totale	Taux annuel de réduction de la pauvreté (%)	Temps nécessaire pour réduire le taux de pauvreté de moitié (années)
Faible inégalité	0,3	2	40	-2,97	-5,95	11
Forte inégalité	0,6	2	40	-0,97	-1,94	35

Source: adapté de Ravallion, 2007.

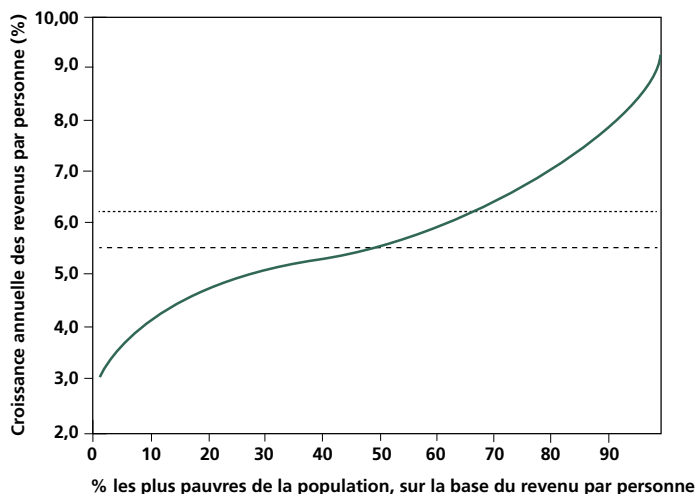
pauvreté dans le pays à forte inégalité et seulement 11 ans dans le pays à faible inégalité. Ainsi, dans les pays à faible inégalité, des taux de croissance même modestes se traduisent par une réduction de la pauvreté relativement rapide.

Ce travail révèle que bien que la croissance contribue à la réduction de la pauvreté, les conditions initiales d'inégalité influencent fortement le rythme auquel le niveau de vie des pauvres s'améliore. Pour cette raison, les politiques purement axées sur les aspects macroéconomiques risquent de négliger de nombreuses opportunités qui pourraient être créées grâce à une analyse plus attentive des facteurs qui déterminent les inégalités en matière de revenus et de moyens de subsistance. Autrement dit, la croissance globale est un instrument trop grossier pour être efficace en matière de réduction de la pauvreté. En effet, la croissance doit être ciblée et couplée avec des améliorations de la répartition des revenus, afin que les pauvres puissent bénéficier de la croissance de façon plus que proportionnelle.

AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET CROISSANCE PRO-PAUVRES

En vue d'élaborer des politiques de développement ciblées, en mesure d'élargir la portée des bénéfices de la croissance économique, il est nécessaire de mieux prendre en compte les situations particulières des pauvres, en particulier celles des majorités pauvres dans les zones rurales des pays en développement. Pour certains auteurs, toute croissance qui mène à une réduction de la pauvreté peut être considérée comme pro-pauvres. Pour d'autres, la croissance est en faveur des pauvres si elle se traduit par une augmentation disproportionnée des revenus pour les pauvres, c'est à dire, si elle aboutit à une réduction des inégalités. Klasen (2007) va au-delà des conceptualisations théoriques et fait valoir que, d'un point de vue politique, il est utile de définir la croissance en faveur des pauvres comme la croissance qui maximise les gains de revenus pour les pauvres et accélère ainsi les progrès en vue de la réalisation de l'OMD 1. Bien qu'une croissance économique globale élevée puisse entraîner une croissance élevée des revenus des pauvres, celle-ci sera encore plus élevée si la croissance économique globale s'accompagne d'une réduction des inégalités, permettant aux pauvres de tirer un plus grand profit de la croissance.

FIGURE 4.2
Courbe d'incidence de la croissance en Chine, de 1990 à 1999



Source: Ravallion et Chen, 2003.

Ravallion et Chen (2003) ont élaboré des courbes d'incidence de la croissance (CIC) pour différentes catégories de revenu dans divers pays en développement, en utilisant l'exemple de la Chine dans les années 1990. La croissance économique globale a été rapide et s'est accompagnée d'un accroissement des revenus réels des pauvres, même si les revenus des catégories à revenu élevé ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide, aggravant ainsi les écarts entre les revenus. La figure 4.2 illustre la CIC de la Chine. Alors que l'économie progressait à un rythme d'environ 6,2 pour cent par an, le revenu moyen des 20 pour cent les plus pauvres a seulement augmenté d'environ 4 pour cent, tandis que celui des 10 pour cent les plus riches a augmenté plus rapidement que le taux de croissance moyen.

Cette croissance inéquitable (hausse des inégalités) en Chine entre 1990 et 1999 n'a pas suivi une tendance parallèle à celle de la croissance, conformément à l'hypothèse de Kuznets. Durant la période 1993-1996, la Chine a connu une croissance des revenus de 8,2 pour cent par an en moyenne, parallèlement à un recul des inégalités des revenus. La croissance des revenus du décile le plus pauvre a atteint en moyenne 10 pour cent par an, un taux supérieur à la moyenne nationale, c'est-à-dire une évolution de la répartition favorable aux pauvres. Cette évolution de la répartition peut être attribuée à une forte baisse du taux d'imposition des agriculteurs dans le milieu des années 1990. En Chine, depuis 1980, les périodes de plus forte croissance ont été accompagnées d'une baisse des inégalités, les périodes de plus forte croissance de l'agriculture n'ont pas coïncidé avec des périodes de ralentissement de la croissance des secteurs primaire et tertiaire, et dans les provinces où les revenus ruraux ont progressé plus rapidement, les inégalités ont diminué de manière plus importante (Ravallion, 2007).



Crédit: ©FAO/Giulio Napolitano

L'importance du développement des secteurs agricole et rural pour atteindre non seulement une hausse de la croissance globale, mais aussi un processus de croissance plus favorable aux pauvres, est un thème récurrent dans la littérature sur la croissance pro-pauvres. Comme mentionné précédemment, malgré une lente évolution du profil de la pauvreté rurale et urbaine dans le monde, en 2002 – en considérant le seuil de pauvreté de 1 \$/jour – les pauvres ruraux représentaient toujours 75,8 pour cent du total des pauvres, et l'indice de pauvreté en milieu rural (29,3 pour cent) équivalait à plus du double de l'indice en milieu urbain (12,8 pour cent) (Chen et Ravallion, 2007).

La majorité des pauvres ruraux dans les pays en développement dépendent principalement de l'agriculture pour leur subsistance, bien que le degré de dépendance varie entre et au sein des pays, l'agriculture reste l'activité économique la plus importante pour les pauvres des économies agraires en développement et émergentes (Banque mondiale, 2008). Pour que la croissance économique se traduise par une réduction significative de la pauvreté, elle doit atteindre les pauvres, soit en modifiant leurs activités économiques soit en établissant des liens entre les activités existantes et le processus de croissance. Le tableau 4.2 présente une sélection de caractéristiques socio-démographiques des pays en développement, classés en trois groupes en fonction de la structure dominante de leur économie: i) agraire; ii) émergente; ou iii) urbanisée.

Il ne faut pas se concentrer uniquement sur la part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB national, au risque de ne pas réaliser l'importance de la croissance induite par l'agriculture pour réduire la pauvreté. Bien que la part de l'agriculture dans le PIB tende à diminuer à mesure que le développement économique progresse, cela ne veut pas dire que, pour accélérer la croissance économique et la réduction de la pauvreté, il faille promouvoir la croissance des secteurs industriels et des services au détriment de l'agriculture. Plusieurs études portant sur des pays d'Asie et d'Afrique ont montré que la croissance du PIB générée par la croissance dans le secteur de l'agriculture avait des effets de réduction de la

Tableau 4.2
SÉLECTION DE CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DE TROIS CATÉGORIES
DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (POURCENTAGES)

Indicateur	Économie agraire	Économie émergente	Économie urbanisée
Part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB	29	13	6
Part de la population rurale	68	63	26
Part des travailleurs agricoles dans la population active	65	57	18
Taux de pauvreté global	49	22	8
Taux de pauvreté rurale	51	28	13
Taux de pauvreté urbaine	45	11	6
Part des pauvres ruraux dans le total des pauvres	70	80	46
Population totale (millions)	615	3 510	965

Source: Banque mondiale, 2008.

pauvreté plus significatifs que la même croissance induite par des activités non agricoles, en particulier dans les pays à faible revenu qui entament un processus de croissance et de développement économiques. En Inde, par exemple, des études menées par la Banque mondiale, sur la base de l'analyse d'un ensemble quasiment unique de données sur la pauvreté dans les différents États et dans le temps, montrent clairement que la croissance agricole et rurale permettait de réduire la pauvreté de façon drastique, tandis que la croissance industrielle et urbaine ne la réduisait pas, ou peu (Ravallion et Datt, 1999). Sur la base de l'examen de données longitudinales concernant quatre pays asiatiques à revenu intermédiaire (la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines), Warr (2002) a constaté que, alors que le développement agricole avait réduit le taux de pauvreté, la croissance industrielle avait eu l'effet inverse. Cette observation s'applique également au Bangladesh (Woden, 1999) et a été confirmée pour l'Indonésie (Thorbecke et Jung, 1996). Les analyses transnationales réalisées par Timmer (1997) et Bourguignon et Morrison (1998) ont permis de tirer des conclusions similaires.

La variation des effets provoqués par la croissance agricole et la croissance non-agricole s'explique par les puissants effets multiplicateurs générés par la croissance dans le secteur agricole, du fait des nombreux liens que l'agriculture entretient avec le reste de l'économie, plus forts que ceux des secteurs secondaire et tertiaire. En moyenne, la prise en compte des liens de croissance permet presque de doubler la croissance du revenu national suite à un investissement initial dans l'agriculture et les investissements agricoles sont également ceux qui ont le plus d'incidence sur les pauvres. Par exemple, la comparaison de huit pays africains montre que les stratégies axées sur la croissance générée par le secteur de l'agriculture augmentent généralement les revenus des pauvres de manière plus significative que la croissance induite par le secteur industriel (Haggblade, Hazell et Reardon, 2005).

Ces effets multiplicateurs proviennent de liens horizontaux (axées sur la consommation) et verticaux (chaînes de production ou d'approvisionnement). Les liens de consommation se produisent lorsque les ménages agricoles, qui génèrent un revenu grâce à la croissance de

leur production agricole, dépensent ce revenu supplémentaire principalement pour acheter des biens et accéder à des services locaux. Comme illustré dans le chapitre 2 (tableau 2.12), dans les régions les moins développées, en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Asie de l'Est et du Sud-Est, en considérant une hausse de 1 \$ de revenu (ou de dépense), entre 40 et 47 pour cent de ce revenu supplémentaire est consacré à l'alimentation (produits de base, AOA, poisson, fruits et légumes et autres produits alimentaires), le reste étant destiné aux biens non alimentaires et aux services (essentiellement nationaux). Cette augmentation de la demande se traduit par une croissance des activités économiques.

Les liens de production qui découlent du secteur de l'agriculture sont amplifiés par la création de valeur en aval, c'est-à-dire quand les activités de distribution, de transformation et de commercialisation améliorent les produits agricoles et les transmettent aux consommateurs. En générant des emplois et des revenus du fait de la croissance de l'activité économique, la croissance du secteur de l'élevage stimule les liens en amont et en aval, notamment la demande d'intrants et de services agricoles. Haggblade, Hazell et Reardon (2005) ont réalisé des estimations des effets directs et indirects de la croissance agricole sur les autres secteurs de l'économie et sur l'économie dans son ensemble en Asie, en Afrique et en Amérique latine, en attribuant l'origine de ces effets soit aux liens de consommation soit aux liens de production (tableau 4.3).

L'évolution du total des revenus supplémentaires découlant de l'augmentation initiale des revenus agricoles confirme les liens très forts qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Dans le tableau 4.3, les liens les plus forts sont observés en Asie, les plus faibles en Amérique latine. En Asie, 1 \$ de croissance initiale du revenu agricole stimule un autre 0,64 \$ de croissance du revenu grâce aux effets multiplicateurs. En Afrique, le dollar initial génère 0,47 \$ supplémentaire, et en Amérique latine, il génère seulement 0,26 \$, du fait de la forte urbanisation de la plupart des pays latino-américains, dans lesquels la part de l'agriculture ne représente que 6 pour cent du PIB total, et où les inégalités sont fortes dans le secteur agricole. Dans toutes les régions, les effets positifs sur le revenu se produisent principalement dans le secteur rural non agricole, ce qui signifie que les services ruraux et autres entreprises non agricoles réagissent positivement à la hausse initiale du revenu agricole. Cela s'explique par le fait que dans les pays en développement les produits agricoles consommés sont principalement des produits de production propre, ainsi les dépenses en espèces sont concentrées sur les services et les biens non alimentaires locaux.

Tableau 4.3
EFFETS D'ENTRAÎNEMENT DE LA CROISSANCE AGRICOLE EN ASIE, AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE

Région	Augmentation initiale des revenus agricoles	Revenus supplémentaires générés			Origine des effets (%)	
		Total	Ruraux non-agricoles	Autres agricoles	Consommation (lien horizontal)	Production (lien vertical)
Asie	1,00	0,64	0,58	0,06	81	19
Afrique	1,00	0,47	0,30	0,17	87	13
Amérique latine	1,00	0,26	0,21	0,05	42	58

Source: Haggblade, Hazell et Reardon, 2005.

En Asie et en Afrique, les effets d'entraînement sont massivement liés à la consommation alors qu'en Amérique latine, ils sont plutôt liés à la production.

L'ampleur de la réduction de la pauvreté générée par la croissance agricole dans une économie en développement dépend de: i) la part du secteur agricole dans l'économie globale; ii) la force des liens entre l'agriculture et le reste de l'économie; iii) l'intensité d'utilisation du facteur travail, principal capital des ménages pauvres pour participer au secteur de la croissance; et iv) les habitudes de consommation des ménages pauvres et non pauvres.

Dans les économies agraires, la contribution du secteur agricole au PIB est importante, environ 30 pour cent, comme indiqué dans le tableau 4.2. Ainsi, quels que soient les effets multiplicateurs, le développement agricole se traduit par des effets directs significatifs sur la réduction de la pauvreté. Les conditions ii) et iii) du paragraphe précédent sont étroitement liées. Si la croissance de la production agricole est alimentée uniquement par des intrants intermédiaires qui utilisent peu les ressources nationales et/ou qui sont fabriqués par des industries à forte intensité de capital, les effets sur les autres secteurs et sur les ménages seront probablement faibles. Pour Haggblade, Hazell et Reardon (2005) la faiblesse relative des effets multiplicateurs de la consommation en Amérique latine s'explique en partie par le fait que le secteur agricole dans cette région est le fait de grands propriétaires. La condition iv) est également importante, en effet, le fait que les ménages dépensent les revenus supplémentaires en biens de consommations et services fournis localement, ou au moins nationalement, stimule la croissance des activités non agricoles.

CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE À LA CRÉATION DE CROISSANCE AGRICOLE ET DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE GLOBALE

Le secteur de l'élevage contribue de multiples manières aux moyens de subsistance en milieu rural et à l'agriculture dans son ensemble. La croissance de l'activité dans le secteur de l'élevage stimule ainsi la croissance de l'économie dans son ensemble, par le biais d'effets directs sur le revenu des ménages qui travaillent dans la production animale, et via un réseau d'effets d'entraînement horizontaux et verticaux indirects tout au long des chaînes de dépense et d'approvisionnement.

L'intensité des retombées sur la croissance des revenus et la réduction de la pauvreté attribuables au développement du secteur de l'élevage, dépend des facteurs énumérés dans la section précédente, mais s'appliquent plus précisément à l'élevage comme sous-secteur des activités agroalimentaires et de l'économie dans son ensemble. Ainsi, par analogie à la liste de la section précédente, l'ampleur des répercussions de la croissance du secteur de l'élevage sur les revenus et la réduction de la pauvreté dépend de: i) la part du secteur de l'élevage dans le secteur de l'agriculture et dans l'économie dans son ensemble; ii) la force et l'étendue des liens entre le secteur de l'élevage et le reste de l'économie; iii) l'intensité de l'utilisation du facteur travail, principal capital des ménages pauvres pour participer au secteur de l'élevage et autres secteurs de croissance; iv) les habitudes de consommation pour ce qui concerne la viande, les produits animaux et autres produits alimentaires et biens non alimentaires associés.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2 (tableau 2.8), en 2007, la contribution moyenne du secteur de l'élevage au PIB agricole était d'environ 35 pour cent, oscillant parmi les régions entre un minimum de 23 pour cent dans les pays à faible revenu et des niveaux



Crédit: ©FAO/Giulio Napolitano

plus élevés dans les régions en développement à revenu intermédiaire, notamment 43 pour cent en Amérique latine et Caraïbes et 45 pour cent en Europe de l'Est et Asie centrale. Alors que généralement la part du PIB agricole dans l'économie globale tend à diminuer à mesure que les revenus des pays passent de faibles à intermédiaires, la part du secteur de l'élevage dans le PIB agricole a tendance à augmenter. Ce schéma est cohérent avec l'émergence et la modernisation du secteur de l'agriculture. À mesure que les pays gravissent les échelons du développement, bien que la part relative de l'agriculture dans l'économie dans son ensemble puisse diminuer, les secteurs à plus forte valeur ajoutée et qui produisent les biens aux élasticités-revenu les plus élevées, tels que l'élevage, les fruits et légumes, se développent au détriment des produits de première nécessité, en termes relatifs. Dans les pays à faible revenu, où l'ampleur et la gravité de la pauvreté sont les plus élevées, l'importance du secteur de l'élevage comme levier de réduction de la pauvreté réside dans son potentiel de croissance supérieur au sein de l'agriculture et de l'économie rurale.

La force des liens entre le secteur de l'élevage et le reste de l'économie est le deuxième facteur qui influe sur l'ampleur des effets d'entraînement du secteur de l'élevage sur les revenus et la croissance. Sur la base de l'échantillon de pays figurant dans la base de données FAO-RIGA, nous avons vu dans le chapitre 3 que les ménages pratiquant une agriculture purement de subsistance étaient relativement rares et que la grande majorité des ménages ruraux participaient à des activités commerciales, même s'ils produisaient également de la nourriture (principalement des produits de base) pour leur propre consommation. Dans 7 des 12 pays de l'échantillon, les ménages agricoles commercialisent entre 30 et 68 pour cent de leur production animale, et les ménages les plus pauvres (quintile inférieur) vendent environ la même proportion de leur production que leurs homologues plus riches. Cela confirme les liens étroits qui existent entre les producteurs de bétail en milieu rural et l'économie locale, à laquelle ils fournissent des produits primaires au premier point d'entrée de la chaîne d'approvisionnement.

Le chapitre 2 a montré que la croissance impressionnante de la demande de produits de l'élevage dans les pays en développement s'orientait vers une croissance plus rapide de la demande dans les centres urbains (que dans les zones rurales) parallèlement à l'urbanisation.

Ainsi, à partir du premier maillon de la chaîne dans les zones rurales, les produits de l'élevage vont passer par diverses phases de transformation et d'ajout de valeur, et être transportés tout au long de la chaîne d'approvisionnement, jusqu'aux consommateurs finaux dans les centres urbains. Le long de cette chaîne, les effets d'entraînement de la consommation et de la production sur les revenus permettent de diffuser les bénéfices en termes de production, d'emploi et de revenus dans l'ensemble de l'économie. La transformation des produits de l'élevage est généralement gourmande en main-d'œuvre et la mécanisation des activités est difficile et coûteuse, cela crée de nombreuses opportunités d'emploi. Au Bangladesh, par exemple, où le lait est transformé en une grande variété de confiseries à forte valeur ajoutée, il a été estimé qu'une dizaine d'emplois étaient créés pour chaque 100 litres de lait commercialisés (Omore *et al.*, 2004). De même, la transformation manuelle de la volaille fournit actuellement un emploi direct à près de 5 000 travailleurs sur le principal marché de la volaille de Delhi (Gangwar, Saran et Kumar, 2010).

Le troisième facteur qui détermine l'ampleur des effets multiplicateurs sur les revenus de la croissance du secteur de l'élevage, est l'intensité de l'utilisation du facteur travail, qui est le principal capital des ménages pauvres ruraux. Le chapitre 2 a montré que, à l'échelle de la planète, les systèmes agropastoraux d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne, sont ceux où l'on trouve les plus fortes densités d'éleveurs pauvres. En général, ce sont de petits systèmes agricoles intégrés dans lesquels les animaux sont principalement nourris grâce aux sous-produits et résidus des récoltes et où le bétail est utilisé pour sa force de traction et pour la production de fumier, qui sert d'engrais pour les cultures. Le chapitre 3 a démontré que dans les ménages d'éleveurs ruraux, les activités de transformation des sous-produits et des résidus de culture en aliments pour animaux et l'utilisation des animaux de la ferme comme force de traction, étaient en général entreprises manuellement par les membres du ménage. Lorsque l'exploitation n'est pas auto-suffisante en intrants, des animaux de remplacement et du fourrage sont achetés auprès des ménages voisins, tandis que d'autres intrants d'origine locale sont produits à l'aide de technologies à forte intensité de main-d'œuvre. Dans de tels systèmes, les composantes individuelles et communautaires à forte valeur ajoutée et les taux de rendement des producteurs sont relativement élevés.

En revanche, dans les systèmes de production intensive hors sol, utilisés par les entreprises et les ménages qui pratiquent l'agriculture commerciale dans les zones péri-urbaines, les principaux intrants intermédiaires nécessaires à la production animale – animaux vivants, aliments pour animaux et autres additifs – sont fournis par d'autres exploitations commerciales et des fournisseurs d'aliments composés. Dans ces systèmes, il y a très peu de valeur ajoutée au niveau des ménages.

Les habitudes de consommation de viande et de lait des ménages pauvres et non pauvres, et leur impact sur la consommation d'autres produits alimentaires et non alimentaires, sont le quatrième facteur qui influe sur l'ampleur des effets multiplicateurs sur les revenus. Le chapitre 2 a montré que dans les régions en développement à faible revenu d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est et Pacifique, plus de la moitié (de 53 à 61 pour cent) du total des dépenses était consacrée à l'alimentation. En revanche, les ménages dans les pays à revenu élevé ne dépensent qu'environ 13 pour cent de leur revenu disponible pour l'achat de nourriture.



Crédit: ©FAO/Ishara Kodikara

Dans les régions à faible revenu, environ 30 pour cent du budget alimentaire est consacré à l'achat de produits de base (pain et céréales). Toutefois, l'élasticité-revenu de la demande alimentaire globale est faible (généralement inférieure à l'unité), tandis que celle des produits non alimentaires est relativement élevée (supérieure à l'unité). Compte tenu de ces élasticités et des parts budgétaires, à mesure que les revenus augmentent, moins de la moitié de chaque dollar supplémentaire de dépenses devrait être consacré à l'achat de produits alimentaires. Les produits animaux et les produits laitiers ont une élasticité-revenu de la demande plus élevée que les céréales et le pain, ainsi à mesure que le total des dépenses alimentaires augmente, la part des céréales et du pain diminue alors qu'environ 20 à 25 pour cent de chaque dollar supplémentaire de dépenses alimentaires est alloué à l'achat de viande et de produits laitiers. Parmi les régions à revenu intermédiaire, Europe de l'Est et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes et Proche-Orient et Afrique du Nord, la part des dépenses supplémentaires consacrées à la viande et aux produits laitiers est encore plus élevée, de 30 à 35 pour cent des dépenses alimentaires.

Les habitudes de dépense des pays en développement laissent penser qu'une grande partie du revenu supplémentaire généré par la croissance du secteur de l'élevage rural continuera d'être allouée aux dépenses alimentaires, notamment à la viande et aux produits laitiers dont la part relative dans le budget alimentaire des ménages devrait croître par rapport aux produits de base. Néanmoins, la composante non alimentaire devrait également croître, en termes absolus et relatifs (part des dépenses) à mesure que les revenus atteignent des niveaux plus élevés. Dans le panier alimentaire, l'importance croissante des produits animaux en général et des produits laitiers en particulier représente un lien de consommation fort, qui renforce la demande agroalimentaire émergente à laquelle peuvent répondre les ménages ruraux.

Sur la base d'un ensemble de données de panel élaboré à partir des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et de la Base de données statistiques de la FAO couvrant la période de 1961 à 2003, Pica, Pica-Ciamarra et Otte (2008) ont découvert une relation de cause à effet statistiquement significative entre le développement du secteur de l'élevage et la croissance économique dans 36 des 66 pays analysés (presque 55 pour cent). La plupart étaient des pays à économies agraire ou émergente. Le développement

du secteur de l'élevage est apparu comme un moteur important de la croissance du PIB par habitant dans 33 des 36 pays dans lesquels une relation statistiquement significative a pu être constatée. Dans neuf d'entre eux, un lien de causalité bidirectionnel a également été constaté. L'accroissement de la productivité du secteur de l'élevage serait attribuable à la croissance du PIB par habitant dans seulement trois pays.

Afin de donner une idée plus précise du potentiel d'augmentation des revenus qui pourrait découler d'une croissance de l'élevage, le tableau 4.4 présente des estimations des effets multiplicateurs de la production et de la transformation des produits de l'élevage sur les revenus des ménages (deuxième et troisième colonnes), dans l'ensemble des régions. Ces résultats sont des estimations statiques des effets d'entraînement des dépenses, dérivées des matrices de comptabilité sociale de la base de données du *Global Trade Analysis Project* (GTAP), pondérées en fonction du PIB des pays.

Généralement, les effets multiplicateurs sur le revenu des ménages de la production et de la transformation des produits d'origine animale sont plus élevés dans les pays en développement que dans les pays à revenu élevé. Cela confirme deux fortes caractéristiques de la plupart des pays en développement: i) une contribution plus importante du secteur de l'élevage au revenu des ménages; et ii) la part plus importante des dépenses allouées aux produits agroalimentaires dans les pays à faible revenu.

Dans l'ensemble, les valeurs des coefficients multiplicateurs de la production animale et de la transformation des produits de l'élevage sont assez similaires, car l'une comme l'autre dépendent de la demande de l'économie agroalimentaire. Toutefois, les différences entre les régions et les pays sont parfois assez importantes et les multiplicateurs de la transformation des produits de l'élevage sont nettement plus élevés que ceux de la production animale au Proche-Orient et Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Cela s'explique principalement par les similitudes en termes de ressources et de structures économiques de ces régions, en particulier pour ce qui concerne les activités du secteur traditionnel. C'est en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne que les multiplicateurs de la production et de la transformation de bétail sont les plus élevés – ce sont également les régions avec les taux de pauvreté les plus élevés –, ce qui signifie que le développement du secteur de l'élevage pourrait renforcer notablement les moyens de subsistance. Dans les autres régions également, qui ont un revenu plus élevé par habitant et des taux de pauvreté plus faibles, les coefficients multiplicateurs du secteur de l'élevage restent importants.

Sur la base de l'analyse de données détaillées concernant le Sénégal, Roland-Holst et Otte (2006) sont arrivés à la conclusion que, bien qu'en termes absolus, les gains que les ménages ruraux à faible revenu perçoivent de la filière de l'élevage soient plus faibles que ceux des groupes à revenu élevé, les avantages relatifs sont plus importants pour les ménages à faible revenu. Cela renforce l'argument selon lequel l'élevage peut être envisagé comme un instrument de politique pro-pauvres, étant donné qu'un effet marginal sur l'amélioration du secteur bénéficiera de manière disproportionnée à la majorité pauvre des zones rurales du pays. L'analyse de la décomposition des multiplicateurs a permis d'établir que, pour les plus pauvres, le faible gain absolu en termes de revenus provenait presque entièrement de la production directe. Plus des trois quarts des revenus liés à l'élevage des ménages ruraux des deux quintiles inférieurs proviennent directement de la vente d'animaux ou de produits

animaux, ces ménages quittent donc la chaîne de valeur alimentaire dès les premiers maillons de la chaîne. Les ménages ruraux à revenu élevé sont moins impliqués directement dans la production animale.

Les ménages à revenu plus élevé bénéficient tout particulièrement des effets multiplicateurs de la transformation et de la distribution des produits alimentaires, grâce à des liens presque entièrement indirects. Ces liens plus complexes en aval de la création de valeur alimentaire expliquent les gains absolus de revenu plus élevés pour ce groupe. Cette situation a également des implications importantes pour les résultats nets des politiques sous-sectorielles. Étant donné que les ménages à revenu élevé entretiennent généralement de nombreux liens indirects avec le secteur de l'élevage, ils peuvent profiter d'une large part des gains du secteur, même lorsque les politiques ciblent d'autres groupes (Roland-Holst et Otte, 2006). Les deux dernières colonnes du tableau 4.4 illustrent les effets estimés des stratégies ciblées de développement du secteur de l'élevage sur le PIB réel. Les estimations sont obtenues en utilisant un modèle dynamique généré par ordinateur pour simuler les effets sur le PIB de 5 pour cent de croissance annuelle de la productivité de la production animale (troisième colonne) et de la production animale et de la transformation des aliments issus de l'élevage (quatrième colonne). Les principaux facteurs qui déterminent ces effets sont semblables à ceux obtenus pour les multiplicateurs, c'est à dire, la part de l'élevage et des AOA dans le PIB national et les dépenses globales des ménages. Les simulations de croissance de la productivité montrent le potentiel inexploité du secteur de l'élevage dans les pays en développement. Comme le rapport initial le montre (Roland-Holst et Otte, 2010), une croissance annuelle de 5 pour cent de la productivité au cours de la prochaine décennie n'est pas une supposition déraisonnable, en particulier dans les pays à faible revenu, où les niveaux de production du secteur sont bien en deçà de leur potentiel. Le développement du secteur de l'élevage peut clairement être un catalyseur très puissant en faveur de l'amélioration des moyens de subsistance en Afrique occidentale et orientale, et en Asie du Sud, et des efforts concertés dans les secteurs de la production agricole et de la transformation alimentaire permettraient de réaliser des synergies qui pourraient se traduire par une croissance exponentielle des dividendes.

Sous un angle intersectoriel, bien que les valeurs des multiplicateurs du revenu des ménages d'éleveurs présentées dans le tableau 4.4 soient importantes, elles ne sont pertinentes que si elles sont comparées avec celles d'autres secteurs de l'économie. Si les coefficients multiplicateurs découlant d'autres activités économiques ont des valeurs plus élevées que celles des multiplicateurs du secteur de l'élevage, il n'y a aucune justification à promouvoir la croissance du secteur de l'élevage, car la croissance dans d'autres secteurs aura des effets plus conséquents sur les revenus des ménages. Le tableau 4.5 présente les rapports entre les coefficients multiplicateurs du revenu des ménages de la production animale et ceux d'autres (sous-) secteurs, comme les cultures, les fruits et légumes, l'industrie manufacturière ou les services, selon les régions et les regroupements économiques (les valeurs sont pondérées selon la population des pays). Un rapport supérieur à 1 indique que le coefficient multiplicateur du secteur de l'élevage est supérieur à celui du secteur avec lequel il est comparé. Les estimations calculées pour les rapports avec la production de fruits et légumes dans deux régions ont été ajustés pour exclure deux pays pour lesquelles les valeurs étaient aberrantes: la Malaisie en Asie de l'Est et Pacifique, et le Nigéria en

Tableau 4.4
MULTIPLICATEURS DU REVENU DES MÉNAGES* ET EFFETS D'UNE HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ
(5 POUR CENT DE CROISSANCE ANNUELLE SUR DIX ANS) DANS LES SECTEURS DE LA PRODUCTION
ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE SUR LE PIB GLOBAL, PAR RÉGION

Région/pays	Multiplificateurs du revenu des ménages		Croissance du PIB global 2010–2020 (%)	
	Production animale primaire	Transformation des produits animaux	Croissance de la productivité de la production primaire	Croissance de la productivité de la production et de la transformation
AEP	2,7	2,4	4,6	9,0
Chine	2,2	2,1	4,3	8,1
EEAC	2,0	4,4	2,7	4,8
ALC	3,2	3,2	3,8	6,9
POAN	2,3	4,9	7,1	14,6
Asie du Sud	4,7	4,3	6,9	14,3
Inde	4,7	4,4	6,2	13,4
ASS	2,9	5,4	8,3	18,9
Afrique de l'Ouest	3,3	5,2	17,9	44,7
Afrique de l'Est	4,3	6,8	17,6	43,3
Afrique australe	2,7	5,4	2,4	4,5
Ensemble des régions	2,9	3,2	3,3	6,5
Pays à revenu élevé	3,1	3,3	0,0	0,3

* Effets d'un dollar de dépenses supplémentaires sur le total des revenus nationaux des ménages.

Source: Estimations des auteurs calculées à partir de la base de données du GTAP, 2010.

Tableau 4.5
RAPPORT ENTRE LES MULTIPLICATEURS DE REVENU DE LA PRODUCTION ANIMALE ET LES
MULTIPLICATEURS D'AUTRES SECTEURS, PAR RÉGION

Région/pays	Cultures	Fruits et légumes	Industrie manufacturière	Services
AEP	1,5	1,1	1,1	1,0
Chine	1,4	1,6	1,2	1,2
EEAC	1,8	0,8	1,1	0,8
ALC	1,6	1,1	1,4	1,1
POAN	1,3	1,1	1,3	0,9
Asie du Sud	1,3	1,1	1,6	1,5
Inde	1,3	1,1	1,6	1,6
ASS	1,8	1,4	1,5	1,1
Ensemble des régions	1,5	1,2	1,4	1,3
Pays à revenu élevé	1,4	0,9	1,4	0,9

Source: Estimations des auteurs calculées à partir de la base de données du GTAP, 2010.

Afrique subsaharienne. L'inclusion de ces pays gonflait significativement les valeurs régionales pondérées et la valeur globale pour les pays en développement.

Le tableau 4.5 révèle que dans toutes les régions en développement et pour toutes les comparaisons, le rapport est toujours proche de ou supérieur à 1, ce qui signifie que le secteur de l'élevage est, tout au moins, aussi efficace que les autres secteurs pour favoriser la croissance des revenus des ménages. Dans toutes les régions en développement, le coefficient multiplicateur de revenu de l'élevage est environ 50 pour cent plus élevé que celui des cultures, et à peine plus élevé que celui des fruits et légumes. Par rapport à la croissance dans les secteurs de l'industrie et des services, la croissance du secteur de l'élevage a un effet multiplicateur respectivement 1,4 et 1,3 fois plus élevé. Au sein des régions, il existe des variations importantes des rapports entre les coefficients multiplicateurs du secteur de l'élevage et les autres. Celles-ci sont fonctions de l'intégration de ces secteurs dans le reste de l'économie nationale.

Les travaux de Diao et Nin Pratt (2007) en Éthiopie fournissent un exemple des effets de la croissance dans divers sous-secteurs de l'agriculture sur la croissance de l'économie nationale et sur la réduction de la pauvreté. L'Éthiopie est une économie agraire, caractérisée par un taux de pauvreté très élevé, où une part dominante de la population (85 pour cent) vit dans les zones rurales et où l'agriculture est la principale activité de subsistance. En 2003, année de référence, le taux de pauvreté était de 44,4 pour cent au niveau national. L'étude a établi qu'un scénario où rien ne changerait, c'est-à-dire dans lequel la croissance du secteur agricole resterait faible, se traduirait par une croissance molle de l'économie dans son ensemble et par une augmentation du taux de pauvreté.

Pour identifier les types d'investissements qui ont le plus grand impact sur la croissance agricole, et qui entraînent par conséquent une croissance économique générale et une réduction de la pauvreté, les auteurs ont utilisé un modèle économique global désagrégé qui permet d'analyser les liens entre la croissance, la réduction de la pauvreté et les principaux sous-secteurs de l'économie agricole. Les quatre principales filières agricoles - cultures vivrières, élevage, produits d'exportation traditionnels (café), et produits d'exportation non traditionnels (fruits, coton, produits horticoles, et autres) - ont été étudiées afin d'évaluer leurs contributions à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, en augmentant de façon exogène le taux de croissance de la productivité d'un de ces secteurs, tout en maintenant les autres au niveau de référence. Pour permettre une comparaison entre les différents sous-secteurs, le taux de croissance déterminé de façon exogène pour chaque secteur, indépendamment des autres, devait conduire à un taux raisonnable et comparable de la croissance du PIB agricole en 2015, en ligne avec l'OMD 1, c'est-à-dire de réduire de moitié l'incidence de la pauvreté à l'horizon 2015.

Le sous-secteur des cultures vivrières domine la structure de l'agriculture en Éthiopie, et représente 65 pour cent de la valeur ajoutée, suivi par le secteur de l'élevage, qui contribue pour environ un quart (26 pour cent) à l'économie agricole du pays. Ensemble, ces deux secteurs représentent 91 pour cent de la valeur ajoutée agricole, tandis que les deux autres secteurs représentent chacun moins de 5 pour cent. De toute évidence, si la croissance de la productivité est identique dans tous les secteurs, les secteurs les plus importants auront des effets plus conséquents sur le PIB agricole, la croissance économique globale et la réduction de la pauvreté. Cependant, les sous-secteurs les moins développés ont un

potentiel de croissance plus rapide, et nécessitent des investissements moins lourds pour stimuler une croissance de la productivité. En d'autres termes, pour atteindre l'objectif réalisable d'un taux de croissance annuel du PIB agricole de 3,4 à 3,5 pour cent à l'horizon 2015, la productivité des petits sous-secteurs devra croître de manière très rapide, alors que pour atteindre les mêmes effets généraux, la productivité des grands sous-secteurs pourra croître plus lentement. Dans les simulations, les taux de croissance de la productivité de chaque sous-secteur, par rapport au taux de référence, ont été déterminés comme suit: 1,5 pour cent par an pour le sous-secteur des cultures vivrières, 3,4 pour cent pour l'élevage, 13 pour cent pour les cultures non traditionnelles, et 7 pour cent pour le café. Les effets respectifs sur la croissance économique globale et la réduction de la pauvreté dépendent non seulement de l'importance de la filière mais aussi de l'étendue et de la force des liens qui existent entre elles et avec les autres sous-secteurs de l'économie.

Le tableau 4.6 présente les résultats de l'analyse de Diao et Nin Pratt (2007) concernant les effets sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté de différents scénarios de croissance dans divers sous-secteurs.

Les résultats de la simulation montrent que, dans le cadre d'un scénario de status-quo, une croissance stagnante dans le secteur de l'agriculture se traduirait par une croissance relativement lente de l'économie dans son ensemble et entraînerait une aggravation du taux de pauvreté à l'horizon 2015.

Si l'on compare les différentes sources de croissance, l'augmentation supplémentaire de 1,5 pour cent par an de la productivité dans le secteur des cultures vivrières est celle qui génère la plus forte baisse du taux de pauvreté, même si cette hausse de la productivité se traduit par un taux de croissance du PIB agricole assez proche de celui résultant

Tableau 4.6
CROISSANCE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ RÉSULTANT DE DIVERS SCÉNARIOS DE CROISSANCE DANS DIFFÉRENTS SOUS-SECTEURS AGRICOLES

Indicateur	Année de référence ^a	Cultures vivrières uniquement ^b	Élevage uniquement ^c	Produits exportables non-traditionnels uniquement ^d	Café uniquement ^e
Taux de croissance du PIB agricole (%)	2,5	3,5	3,5	3,4	3,4
Taux de croissance du PIB (%)	3,1	3,9	3,9	3,6	0,6
Taux de pauvreté à l'horizon 2015 (référence = 44,4)	45,7	36,7	39,7	40,2	42,0
Évolution du taux de pauvreté entre l'année de référence et 2015	+1,3	-7,7	-4,7	-4,2	-2,4

^a 2003.

^b 1,5 pour cent de taux de croissance annuelle supplémentaire en 2004-2010 par rapport au taux de référence.

^c 3,4 pour cent de taux de croissance annuelle supplémentaire en 2004-2010 par rapport au taux de référence.

^d 13 pour cent de taux de croissance annuelle supplémentaire en 2004-2010 par rapport au taux de référence.

^e 7,0 pour cent de taux de croissance annuelle supplémentaire en 2004-2010 par rapport au taux de référence.

Source: Diao et Nin Pratt, 2007.

de la croissance de la productivité dans les autres secteurs. Cette situation s'explique par la structure du secteur des cultures vivrières. En effet, dans ce secteur de production, les petits agriculteurs bénéficient directement d'un accroissement de la productivité. Du côté de la consommation, les cultures vivrières sont la plus importante source de nourriture pour les ménages pauvres ruraux et urbains, et les pauvres consacrent environ 70 pour cent de l'ensemble de leurs revenus à l'achat de produits agricoles de base.

En revanche, la croissance économique générée par une forte croissance de la productivité dans la filière du café ne se traduit que par une faible réduction de la pauvreté. Cela révèle la faiblesse des liens de consommation et de production entre ce secteur et le reste de l'économie. Avec un potentiel de réduction du taux de pauvreté de 4,7 points de pourcentage par rapport au taux de référence, le secteur de l'élevage se place juste derrière le secteur des cultures vivrières en termes d'impact sur la réduction de la pauvreté. Toutefois, pour tirer pleinement parti des liens étroits entre l'économie rurale et les sous-secteurs des cultures vivrières et de l'élevage, il faudrait combiner les gains de productivité dans les deux secteurs, ce qui se traduirait par une baisse marquée de la pauvreté en milieu rural de 45,8 pour cent en 2003 à seulement 33 pour cent à l'horizon 2015. Des simulations comparables, réalisées en Ouganda (Bénin *et al.*, 2008) et en Afrique australe (Nin Pratt et Diao, 2006) ont généré des résultats similaires.

Ces exemples démontrent que même dans un secteur de l'agriculture dominé par la production de cultures de base, le sous-secteur de l'élevage peut, en parallèle, être un moteur puissant de croissance et de réduction de la pauvreté. À mesure que l'économie agricole se développe, et que le revenu moyen par habitant augmente, l'importance relative des produits agricoles de base dans les habitudes de consommation nationales devrait diminuer. Le soutien en faveur de la croissance de la productivité agricole ne doit plus être limité aux cultures de base et à la sécurité alimentaire de base, mais devrait être étendu au profit d'une économie agricole plus diversifiée, à plus forte valeur ajoutée (Timmer, 2005). Plus le secteur de l'élevage sera important, plus la croissance du secteur agricole contribuera à la réduction de la pauvreté. Tant que les petits exploitants et la population rurale seront en mesure de participer de manière productive à ce secteur en pleine expansion - qu'ils soient producteurs directs, transformateurs ou travailleurs/ouvriers le long des chaînes d'approvisionnement des principaux marchés intérieurs - la croissance dans le secteur contribuera également à la réduction de la pauvreté.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Il est généralement admis qu'il n'y pas de réduction de la pauvreté dans les pays en développement sans croissance économique, mais l'importance de la croissance agricole et rurale par rapport à la croissance industrielle et urbaine est souvent sous-évaluée. On observe partout dans le monde un recul de la part de l'agriculture dans le PIB, mais la contribution potentielle de l'agriculture à la croissance de l'emploi est souvent négligée, car elle est dans une large mesure indirecte (Mellor, 2003).

Bien que la croissance soit nécessaire, elle ne suffit pas à réduire de manière uniforme la pauvreté dans tous les pays du monde en développement. En fonction des conditions initiales et selon les programmes d'action mis en œuvre, un même taux de croissance peut se traduire par une réduction rapide ou lente de la pauvreté. Dans une économie en croissance,

un haut degré d'inégalité des revenus entre les ménages limite nettement la capacité de la croissance économique de réduire la pauvreté. Pour que la croissance et le développement soient en faveur des pauvres, ils doivent être inclusifs, ils doivent favoriser les activités économiques et les opportunités de revenus en faveur des ménages qui vivent à proximité du seuil de pauvreté. Dans les pays en développement, ces ménages sont principalement ruraux et travaillent dans le secteur agricole ou exercent des activités rurales non agricoles.

À mesure qu'une économie en développement progresse, la part de la valeur ajoutée des secteurs de l'industrie et des services dans le PIB augmente, tandis que la part de l'agriculture recule. Il est tentant d'en conclure que pour accélérer la réduction de la pauvreté, il faudrait promouvoir la croissance des secteurs de l'industrie et des services au détriment de l'agriculture. Toutefois, il a été démontré que, sauf dans quelques petits Etats insulaires, le succès d'une telle stratégie est limité, à moins qu'un grand nombre de pauvres des zones rurales ne migrent vers les zones urbaines. Bien que de telles transitions démographiques soient en cours dans certains pays, et qu'elles aient eu lieu au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elles nécessitent généralement plusieurs générations et elles se traduisent souvent par un remplacement involontaire de la pauvreté rurale par une pauvreté urbaine à grande échelle.

En revanche, stimuler la croissance dans le secteur de l'agriculture en améliorant la productivité, pour en faire un secteur dynamique, a des effets directs sur les revenus des agriculteurs ruraux pauvres tout comme sur ceux des entreprises non agricoles, grâce à des effets d'entraînements puissants sur la consommation et la production locales. Toutefois, afin de réduire la pauvreté de manière significative, la croissance agricole doit être supérieure à la croissance démographique, et les petits agriculteurs doivent être au cœur du processus de croissance. L'augmentation de la productivité agricole des petites exploitations devrait également entraîner une augmentation de la productivité du travail, et se traduire par des salaires ruraux plus élevés en termes réels. Les gains de productivité dans l'agriculture devraient également se répercuter sur les consommateurs les plus pauvres, à travers une augmentation de l'offre et une baisse des prix des produits alimentaires de base, augmentant ainsi de manière efficace les revenus réels.

Dans les économies agraires, la croissance générée par le secteur de l'élevage a un très fort potentiel de réduction de la pauvreté dans le temps, presque autant que le secteur dominant de la production de cultures. Dans ces économies, la stratégie consistant à stimuler la croissance à la fois du secteur de l'élevage et de celui de la production de cultures vivrières a un potentiel de réduction de la pauvreté plus important qu'une stratégie axée sur la croissance de la productivité d'un seul de ces secteurs. À mesure que les économies en développement évoluent d'une structure agraire vers une structure économique plus diversifiée, les produits à haute valeur ajoutée, en particulier les produits de l'élevage, deviennent les principaux moteurs du taux de croissance agricole. La demande et la production de produits agricoles à haute valeur ajoutée peuvent croître de 6 à 8 pour cent par an, alors qu'il est difficile de maintenir des taux de croissance supérieur à 2,5 ou 3,5 pour cent pour les céréales (Mellor, 2003). Les produits à valeur élevée sont souvent périssables, il est par conséquent nécessaire d'améliorer les infrastructures rurales, en particulier les routes.

Toutefois, à mesure que les pays en développement évoluent vers des économies plus diversifiées, le secteur formel se développe, les liens intersectoriels s'orientent davantage

vers le marché et les activités économiques sont de plus en plus intégrées aux niveaux national, régional et mondial. Dans ces conditions, la croissance dans le secteur de l'élevage doit suivre le rythme, en améliorant son efficacité, la qualité de ses produits et sa capacité de rester concurrentiel dans un environnement libéralisé, sans avoir recours à des instruments artificiels tels que les subventions et les politiques protectionnistes. Les enjeux politiques soulevés par la croissance du secteur de l'élevage sont donc plus complexes que ceux concernant les céréales, et nécessitent l'appui d'une agro-industrie en expansion et du secteur de la finance, mais les synergies découlant d'une croissance équilibrée sont potentiellement énormes.

RÉSUMÉ ET POINTS CLÉS

- Il n'y a pas de réduction de la pauvreté sans croissance économique, mais l'ampleur et la vitesse à laquelle la croissance peut réduire la pauvreté au fil du temps, sont renforcées et accélérées lorsque la répartition des revenus est équitable, et lorsque les pauvres peuvent participer aux activités économiques en expansion.
- Pour réduire la pauvreté plus rapidement dans les pays en développement, il ne suffit pas de favoriser la croissance économique dans son ensemble, une attention particulière doit aussi être accordée à la suppression des inégalités qui limitent l'accès des pauvres aux opportunités de développement économique et leur capacité à en tirer profit.
- Pour que la croissance soit en faveur des pauvres, elle doit générer des gains de revenus pour les pauvres dans un processus de croissance inclusif, en favorisant la participation au marché et la demande des activités qui utilisent les ressources des pauvres (principalement la main-d'œuvre) de manière intensive.
- Pour accélérer le potentiel de réduction de la pauvreté de la croissance économique dans les pays en développement principalement agraires et à faible revenu, il est nécessaire de stimuler les activités économiques dans les zones où la majorité des pauvres se trouvent - dans les communautés rurales - et dans le secteur économique dont la plupart des pauvres dépendent pour leur subsistance: l'agriculture.
- Les effets significatifs de la croissance générée par l'agriculture sur la réduction de la pauvreté ne sont pas seulement attribuables à la part de l'agriculture dans l'économie globale, mais également aux puissants liens de consommation et de production qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Les chaînes d'approvisionnement et de dépense du secteur agricole génèrent de la production, de l'emploi et des effets multiplicateurs sur les revenus non seulement au sein du secteur agricole mais également dans le cadre des activités économiques rurales non agricoles et dans l'économie en général.
- Dans les économies agraires à faible revenu, les systèmes agricoles dominants chez les petits exploitants sont basés sur l'agro-pastoralisme, dont l'élevage fait partie intégrante. La contribution du secteur de l'élevage à l'économie agricole est la deuxième plus importante, juste derrière la production à grande échelle de cultures de base. Malgré des niveaux de production inférieurs à ceux des cultures vivrières, la productivité et la croissance des revenus dans le secteur de l'élevage ont des effets multiplicateurs puissants sur les revenus et un fort potentiel de réduction de la pauvreté. Ceux-ci s'expliquent par la hausse de la demande engendrée par les gains de revenus directs et indirects des

ménages ruraux et par l'amélioration de l'offre via des liens avec le secteur de la production de cultures de base, qui génère des sous-produits pour l'alimentation du bétail.

- La meilleure stratégie est celle qui vise à améliorer conjointement la croissance de la productivité des secteurs de l'élevage et des cultures de base, en exploitant les liens étroits entre ces deux secteurs. Elle devrait permettre de générer des effets multiplicateurs sur les revenus particulièrement significatifs et d'accélérer la réduction de la pauvreté.
- Dans les pays en développement, le passage d'une structure agraire à une économie de marché plus diversifiée entraîne une accélération de la croissance de la demande de produits de l'élevage et d'autres cultures à valeur élevée, une hausse de la contribution du secteur de l'élevage à la valeur ajoutée agricole, et des effets bénéfiques possibles, directs et indirects, sur les revenus et la réduction de la pauvreté. La commercialisation de produits agroalimentaires à forte élasticité-revenu de la demande, comme le bétail et les produits animaux, fournit un moyen aux pauvres ruraux de participer indirectement mais très activement à la croissance urbaine, en diffusant les bénéfices de cette croissance sans désagrégation sociale et autres coûts d'ajustement.

5. Marchés: le lien entre les ménages et l'économie

Ces deux dernières décennies ont été marquées par une forte croissance économique et une nette amélioration des moyens de subsistance, dont ont particulièrement bénéficié les populations urbaines partout dans le monde. Toutefois, malgré ces progrès, près de la moitié de la population des pays en développement vit encore avec moins de 2 dollars par jour. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, la plupart de ces populations pauvres, qui dépendent majoritairement de l'agriculture pour leur subsistance, vivent dans des zones rurales, où elles ne profitent pas de la croissance dans les zones urbaines. La hausse des revenus mondiaux entraîne une augmentation plus rapide encore des dépenses consacrées aux produits alimentaires autres que les denrées de base. Cette évolution devrait générer des opportunités permettant aux petits exploitants ruraux de participer indirectement au processus de croissance urbaine à travers la production et la commercialisation de produits alimentaires à forte valeur ajoutée, notamment ceux issus de l'élevage. Cependant, ces perspectives de développement agroalimentaire, d'amélioration de la sécurité alimentaire nationale et d'accélération de la réduction de la pauvreté sont loin de se réaliser, car de nombreux obstacles pratiques et institutionnels continuent de limiter l'accès effectif au marché des ruraux pauvres.¹⁷

Ce chapitre examine les liens qui existent entre participation au marché et moyens de subsistance, en se penchant tout particulièrement sur les liens entre les ruraux pauvres et la croissance urbaine à travers les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires. Le chapitre présente d'abord une évaluation des relations entre taux de pauvreté, densité de pauvreté et proximité des marchés. Il examine ensuite la croissance de la demande d'AOA dans les pays en développement, et la manière dont l'offre y répond. Le chapitre met en évidence la diversité des chaînes d'approvisionnement et de valeur dans les pays en développement et les nombreuses barrières à l'accès au marché auxquelles sont régulièrement confrontés les petits producteurs. La conclusion de ce chapitre propose des solutions pour surmonter ces obstacles à l'accès au marché et identifie des mesures que les gouvernements pourraient/devraient mettre en œuvre en vue de soutenir la lutte contre la pauvreté grâce à l'intégration des petits producteurs aux marchés.

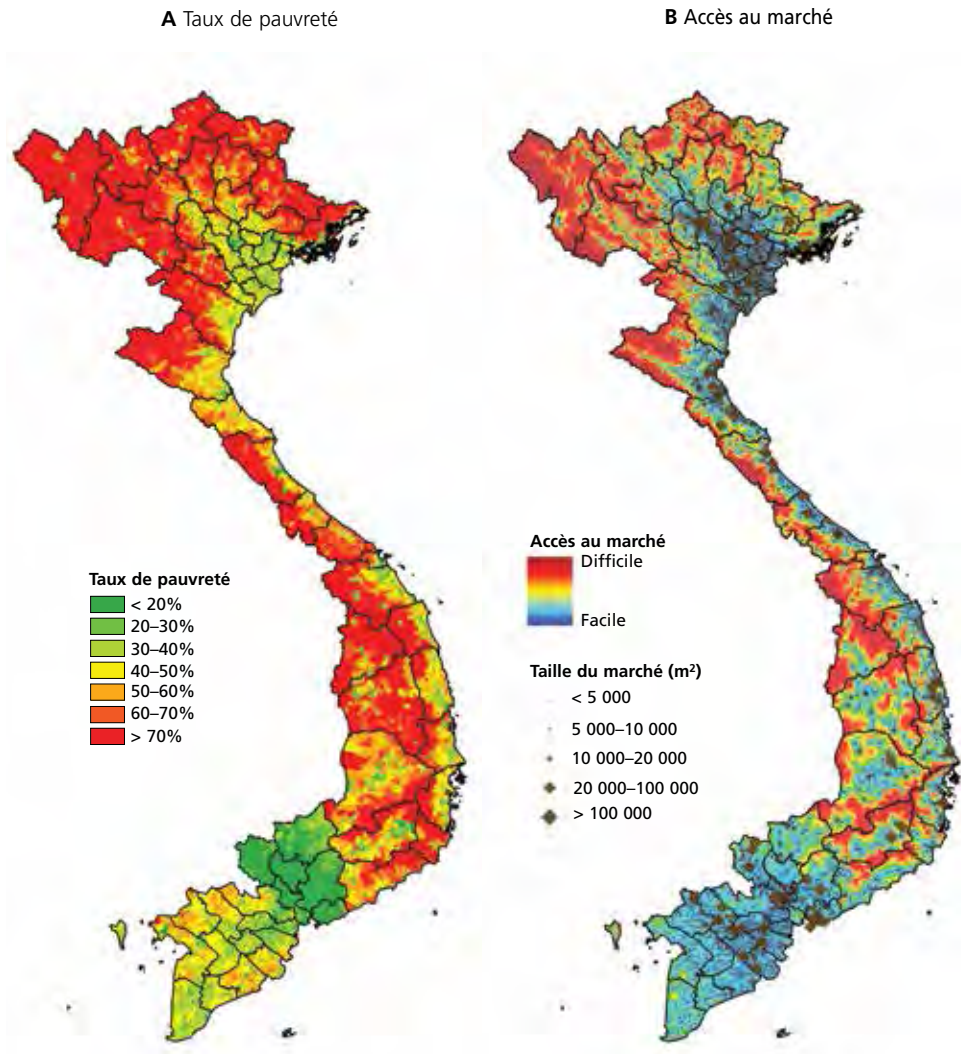
CROISSANCE ÉCONOMIQUE URBAINE ET MOYENS DE SUBSISTANCE RURAUX

Les marchés¹⁸ sont des déterminants majeurs des moyens de subsistance dans les économies modernes. Améliorer l'accès au marché s'est avéré être un puissant catalyseur de la

¹⁷ Le Rapport sur le développement mondial 2008 (Banque mondiale, 2008) s'est notamment penché sur cette question. Ce chapitre examine plus en détail certains aspects concernant l'élevage.

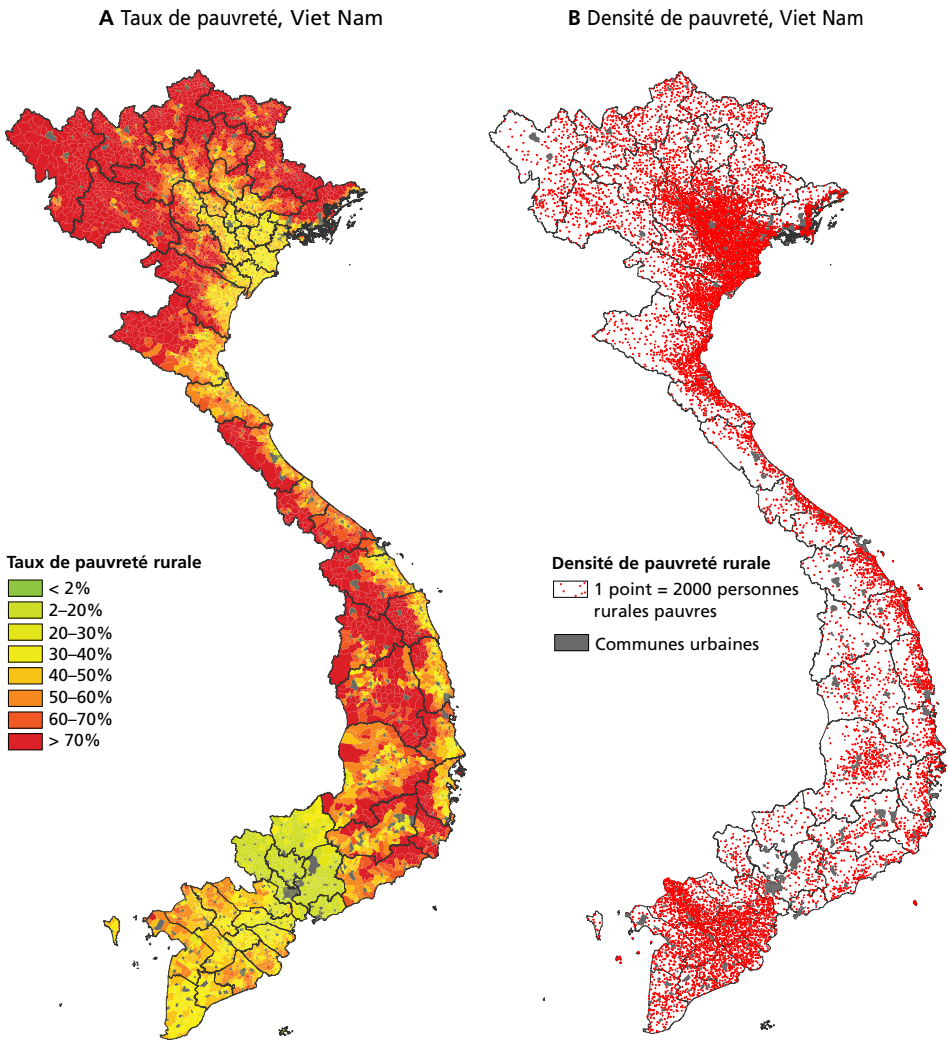
¹⁸ Les liens entre les ménages et les marchés sont multidimensionnels. Les ménages peuvent offrir leur force de travail sur les marchés des facteurs de production, acheter des biens de consommation et des intrants agricoles sur les marchés des matières premières et commercialiser des produits agricoles directement ou vendre à des intermédiaires dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires.

FIGURE 5.1
Accès au marché et taux de pauvreté au Viet Nam



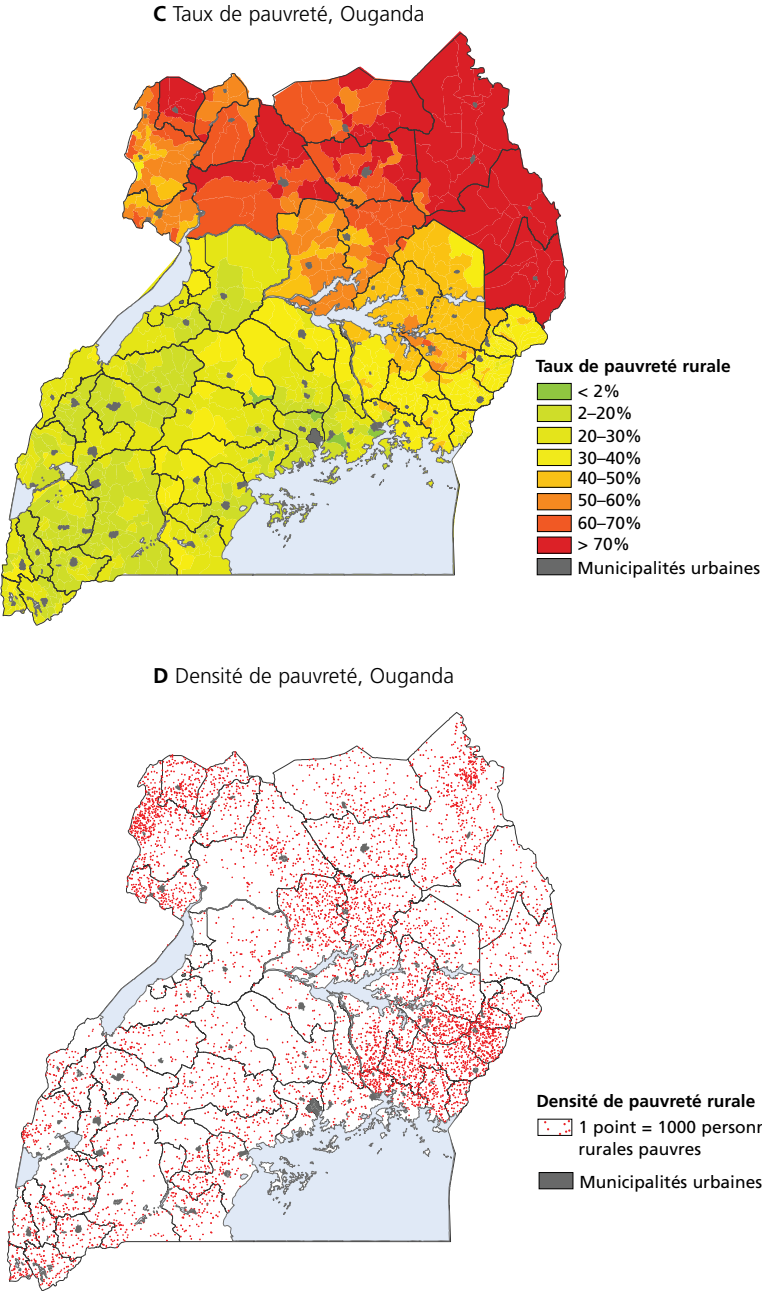
Source: Epprecht et Robinson, 2007.

FIGURE 5.2A
Taux de pauvreté et densité de pauvreté au Viet Nam, 1999



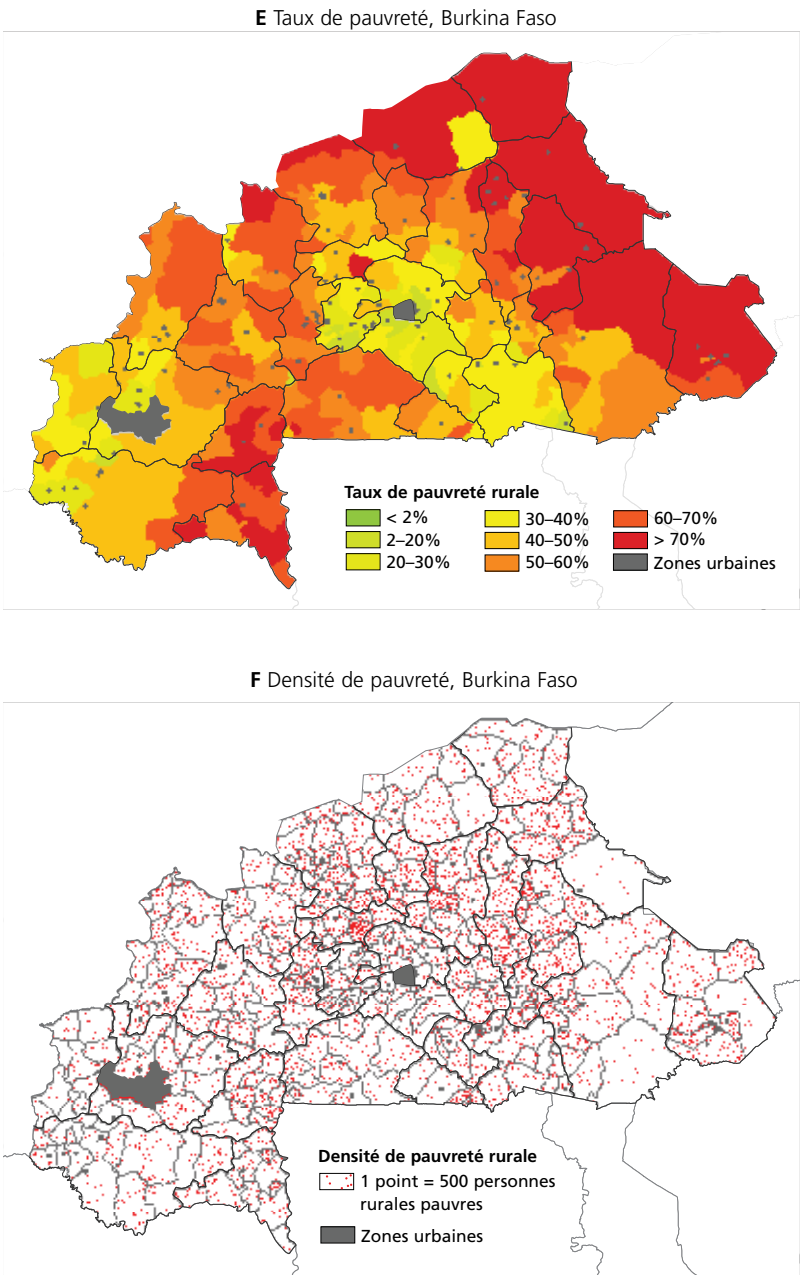
Source: Données de Epprecht *et al.*, 2007.

FIGURE 5.2B
Taux de pauvreté et densité de pauvreté en Ouganda, 2005



Source: Données du MAAIF et al., 2010.

FIGURE 5.2C
Taux de pauvreté et densité de pauvreté au Burkina Faso, 2006



Source: Données de Kabore, Kone et Ouoba, 2009.

réduction de la pauvreté dans les économies en transition. Dans les pays en développement, afin de sortir durablement de la pauvreté, les ruraux pauvres doivent devenir des acteurs du marché. La figure 5.1 illustre la relation entre l'accès au marché et la pauvreté au Viet Nam. La figure 5.1A fait apparaître la répartition de la pauvreté sur le territoire (pourcentage de la population locale au-dessous du seuil de pauvreté, le rouge pour le pourcentage le plus élevé et le vert pour le plus bas). Dans la figure 5.1B, les marchés formels sont représentés par des carrés (dont la taille est proportionnelle à la taille du marché). De toute évidence, le taux de pauvreté est inférieur à proximité des marchés, et augmente à mesure que l'accès au marché diminue. Ce constat s'applique à la grande majorité des pays en développement.

Toutefois, le taux de pauvreté décrit seulement dans quelle mesure la pauvreté est commune dans une zone donnée, il ne permet pas de connaître le nombre de personnes pauvres qui pourraient bénéficier d'une politique ou d'un programme ciblés sur cette zone. Comme la figure 5.1 l'indique clairement, l'ampleur de la pauvreté peut être très élevée dans les régions éloignées qui n'ont que peu, voire pas d'accès aux marchés.¹⁹ Les politiques d'accès au marché ciblées, en vue de réduire la pauvreté dans ces régions, peuvent se révéler très coûteuses et nécessiter des investissements publics importants, dans des pays où les ressources publiques sont limitées, pour améliorer les infrastructures de transport, de communication, de santé et d'éducation sans que cela ne touche la majorité des pauvres. Dans les pays à faible revenu, les fonds publics ont des coûts d'opportunité élevés, ce qui rend ces dépenses difficiles à justifier pour des raisons de rapport coût-efficacité.

Une autre implication de cette comparaison porte sur les liens entre croissance, commerce et réduction de la pauvreté. Les personnes pauvres vivant à proximité des zones urbaines peuvent être en mesure de participer à la croissance générée par l'industrialisation axée sur le commerce, tandis que les pauvres en milieu rural ne seront pas touchés directement par ces forces. À long terme, les ménages ruraux peuvent être en mesure de participer indirectement à la croissance urbaine à travers la migration et la participation aux marchés alimentaires, en particulier s'ils diversifient leur production au profit de produits ayant une élasticité-revenu relativement élevée (par exemple, la viande, certains légumes, les fruits, etc.).²⁰

La plupart des économies en développement connaissent des transitions démographiques profondes et durables provoquées par la migration des populations rurales vers les zones urbaines. Ce processus entraîne une forte hausse de la demande urbaine de produits agroalimentaires et génère de nombreuses opportunités pour ceux qui restent dans le secteur rural. La part des bénéfices issus de la croissance de la demande alimentaire urbaine, dont tireront profit les petits exploitants ruraux et l'industrie agro-alimentaire, dépendra dans une large mesure des décisions politiques. Sans volonté politique de promouvoir la participation au marché des petits exploitants, il est probable que ce groupe sera économiquement marginalisé, tandis que la croissance urbaine continuera de masquer l'accroissement des inégalités.

¹⁹ Dans le nord du Viet Nam, le taux de pauvreté semble être presque proportionnel à l'élévation moyenne, atteignant près de 100 pour cent dans les zones montagneuses.

²⁰ La première grande amélioration de la distribution des richesses dans la Chine moderne a eu lieu durant la période de réforme au début des années 1980, lorsque les agriculteurs ont été autorisés à vendre leurs propres produits sur les marchés urbains, plutôt que de les livrer aux intermédiaires de l'Etat.

CROISSANCE DE LA DEMANDE DE PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Ces vingt dernières années, la demande de produits de l'élevage a connu une augmentation rapide dans les pays en développement. Cette croissance s'explique principalement par l'accroissement continu de la population et la hausse des revenus par habitant dans les pays en développement (voir le chapitre 2). Dans les pays à faible revenu, les produits de l'élevage ont des élasticités-revenu de la demande élevées, ainsi la hausse de la consommation de produits de l'élevage par habitant au cours de cette période dans les économies émergentes s'explique principalement par la hausse des revenus par habitant dans ces pays.

Comme le montre le tableau 5.1, de 1995 à 2005, la consommation de produits d'origine animale dans les pays en développement a augmenté beaucoup plus vite que la population et que la consommation dans les pays développés. Cependant, la croissance de la consommation a été plus rapide dans certaines régions en développement et pour certaines catégories de produits de l'élevage. À l'exception des viandes bovine et porcine en Amérique latine et en Asie du Sud, la croissance de la demande annuelle de tous les principaux produits de l'élevage dans toutes les régions en développement oscille entre un minimum de 1,8 pour cent (viande de porc au Proche-Orient et Afrique du Nord et produits laitiers en Amérique latine et Caraïbes) et un maximum de 8,1 pour cent (viande de volaille en Asie du Sud). Dans l'ensemble, ce sont la viande de volaille, les œufs et les produits laitiers qui ont enregistré les croissances de la demande les plus rapides.

Les taux de croissance du secteur de l'élevage ont été impressionnants, ce qui s'est traduit par une évolution de l'importance de l'élevage dans les pays. Le développement économique se caractérise à la fois par un recul de la part relative de l'agriculture dans les

Tableau 5.1
CROISSANCE ANNUELLE DE LA CONSOMMATION DE PRODUITS DE L'ÉLEVAGE, PAR RÉGION, DE 1995 À 2005 (POURCENTAGES)

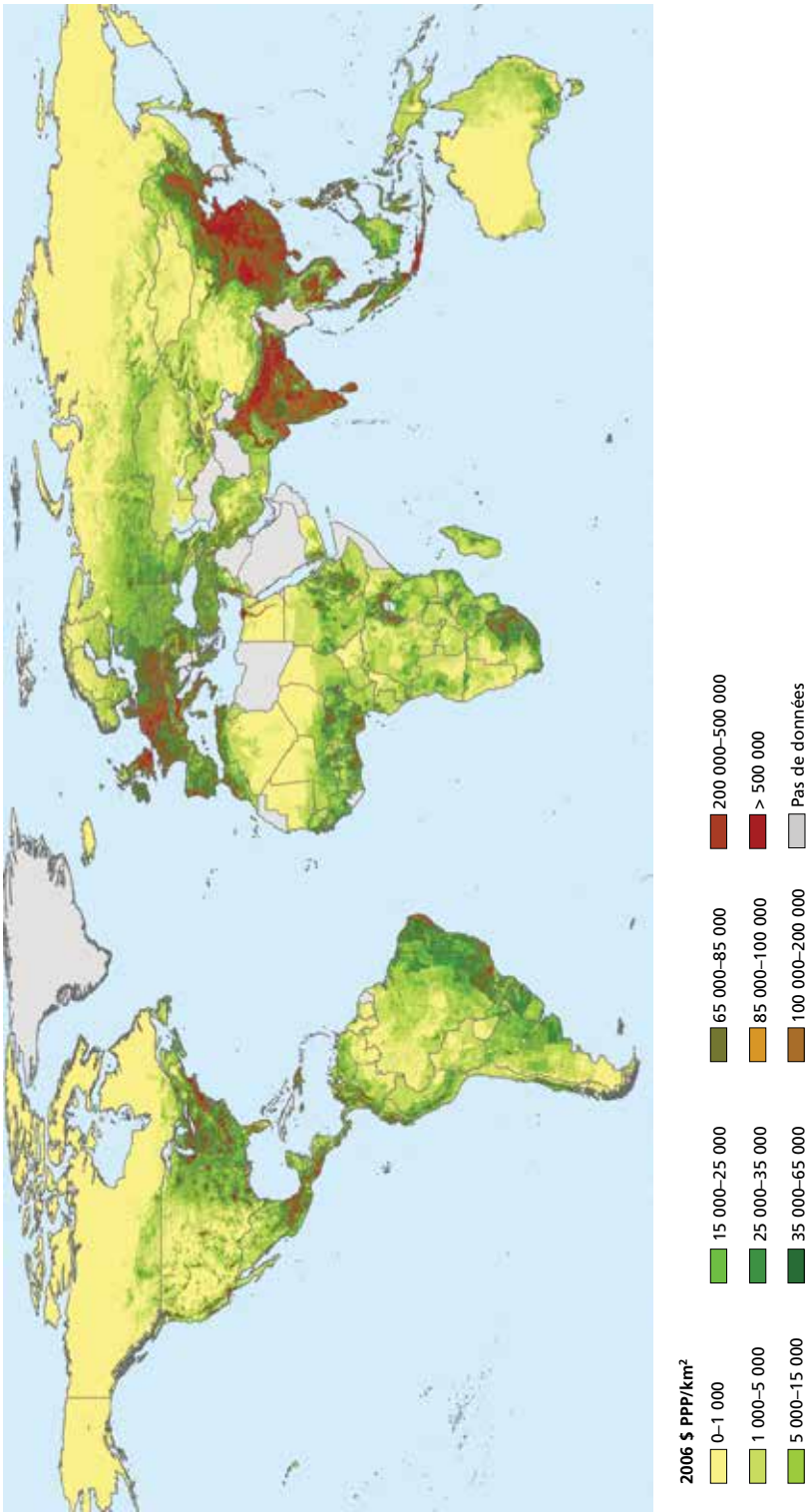
Région/pays	Viande bovine	Viande porcine	Viande de volaille	Œufs	Lait ^a
AEP	4,0	3,6	4,7	3,6	9,3
Chine	4,8	3,5	4,9	3,7	12,7
EEAC	-2,7	-1,1	5,2	1,4	0,6
ALC	1,6	2,0	4,4	3,0	1,7
POAN	2,6	1,9	5,9	2,9	3,1
Asie du Sud	0,2	0,5	5,2	5,1	3,3
Inde	-1,2	0,4	4,8	5,3	3,0
ASS	3,0	2,6	5,4	3,0	2,3
Ensemble des régions	1,3	2,8	4,9	3,3	2,9
Pays à revenu élevé ^b	0,2	0,9	2,6	0,8	0,8

^a Sauf le beurre.

^b Selon la classification établie en 2010 par la Banque mondiale.

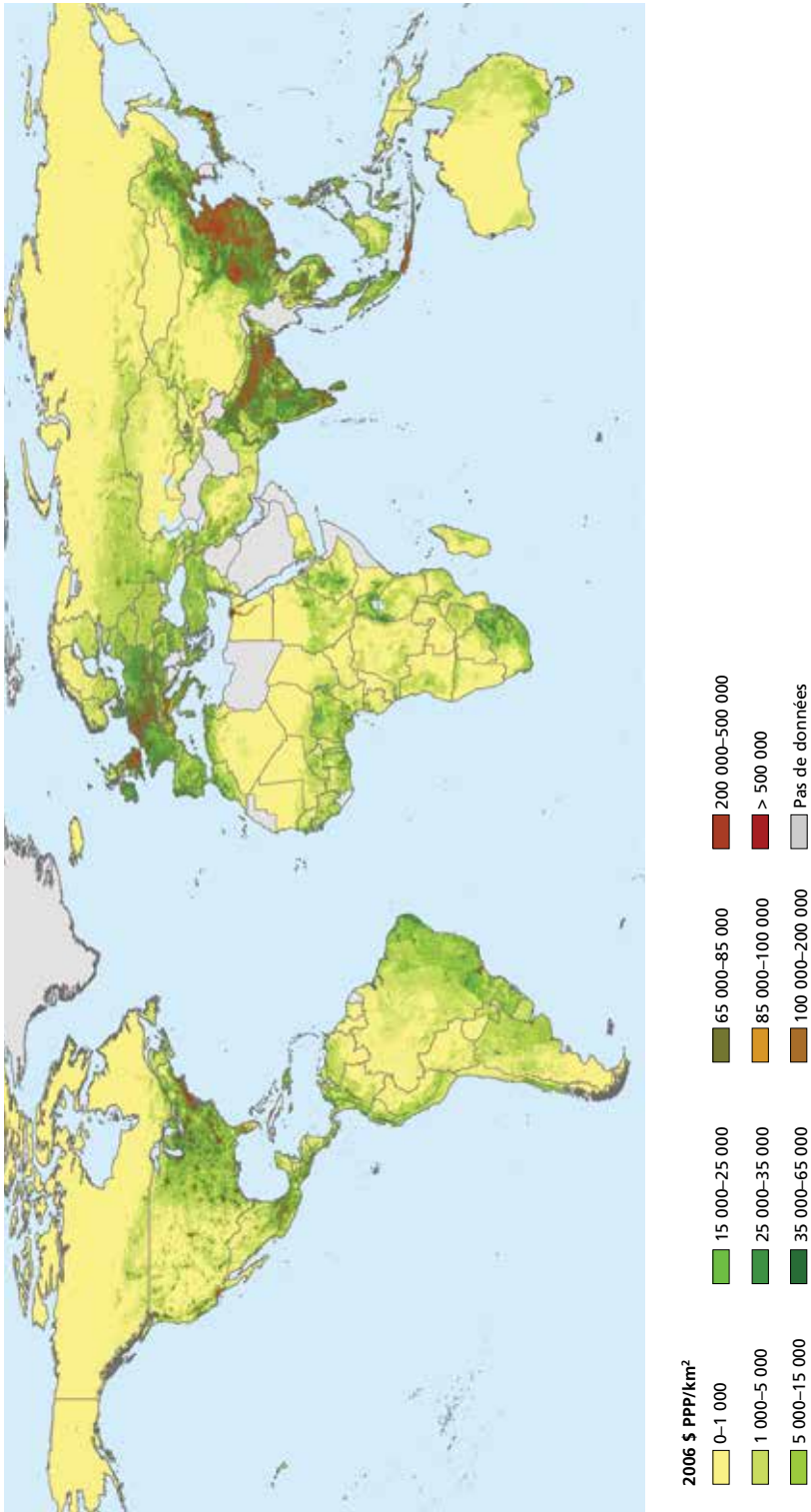
Source: FAOSTAT, 2010.

FIGURE 5.3
Densité des dépenses alimentaires



Source: Otte et al., 2008.

FIGURE 5.4
Densité des dépenses consacrées à la viande et aux produits laitiers



Source: Otte et al., 2008.

économies nationales et des changements structurels au sein du secteur agricole, notamment la part relative de l'élevage dans la valeur ajoutée agricole, qui augmente à mesure que le développement économique progresse. Dans les pays industrialisés le secteur de l'élevage représente en moyenne 53 pour cent de la valeur ajoutée agricole, alors qu'il ne représente environ que 35 pour cent dans les pays en développement (FAOSTAT, 2010). Ce changement structurel du secteur reflète l'évolution des habitudes de consommation alimentaire, comme nous l'avons vu au chapitre 2.

Bien que les pays développés aient un revenu moyen beaucoup plus élevé que celui des pays en développement, les dépenses alimentaires, y compris pour l'achat d'AOA, sont aussi concentrées (exprimées en dollars américains dépensés par kilomètre carré), voir même plus, dans les pays en développement, parce que les consommateurs consacrent une part importante de leurs revenus à l'achat de produits alimentaires (figures 5.3 et 5.4). L'expansion actuelle de ces grands marchés des AOA représente un énorme potentiel de revenus pour les pauvres, dont beaucoup élèvent déjà des animaux en milieu rural, pour l'ensemble complexe de biens et de services qu'ils leur offrent (voir chapitre 3).

Malheureusement, l'énorme potentiel de l'élevage en faveur de la réduction de la pauvreté, associé à un développement efficace du secteur et à ses effets directs et indirects, reste largement inexploité.

Il y a plusieurs raisons à cela:

- Les imperfections du marché et des institutions, notamment les carences des services publics de santé animale et l'accès limité au crédit, conjuguées à un manque d'informations et de nombreuses barrières à l'accès au marché, ne permettent pas aux pauvres tributaires de l'élevage d'accroître les investissements dans leur élevage et de faire un meilleur usage de leurs actifs.
- Le paradigme politique actuel considère l'élevage comme une composante additionnelle plutôt que comme un élément essentiel des petites exploitations agricoles. Cela se traduit par des programmes et des politiques qui ne parviennent pas à traiter les imperfections du marché spécifiques à l'élevage ou au renforcement des capacités.²¹ Ces imperfections bénéficient généralement à ceux qui opèrent à plus grande échelle au détriment des petits exploitants, et elles tendent à favoriser l'industrialisation et la concentration le long des chaînes d'approvisionnement du bétail. Elles peuvent en fait aggraver la pauvreté rurale et l'instabilité démographique.
- L'expansion non réglementée du secteur de l'élevage peut avoir des conséquences néfastes pour la société, y compris des risques pour la santé publique du fait des maladies zoonotiques et/ou de la dégradation de l'environnement causées par une mauvaise gestion des systèmes de production animale. Ces externalités affectent de manière disproportionnée les pauvres, qui dépendent fortement des ressources naturelles pour leurs besoins fondamentaux et ont une capacité limitée à faire face aux chocs.

Les décideurs des pays en développement et la communauté internationale du développement devraient veiller à ce que le secteur de l'élevage se développe de manière durable tout en contribuant à la réduction de la pauvreté. Actuellement, les petits producteurs constituent

²¹ Par exemple, les questions liées à la saisonnalité de la disponibilité des aliments pour animaux, aux ressources de propriété commune, à l'eau et à l'assurance du bétail, ne font pas partie des priorités politiques de la plupart des gouvernements des pays en développement.

une part importante des éleveurs, et cela devrait durer encore plusieurs décennies (Nagayets, 2005), c'est pourquoi cette approche contribuera à la sécurité civile et alimentaire nationale, en augmentant la capacité agricole de bas en haut tout en réduisant les inégalités. Les avantages du développement durable du secteur seront amplifiés par de puissants effets multiplicateurs en faveur des pauvres, qui devraient se propager à travers les réseaux des petites sociétés et entreprises à faible revenu, urbaines et péri urbaines, qui caractérisent les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires dans les pays en développement (voir le chapitre 4).

La croissance rapide de la demande de produits d'origine animale dans les pays en développement mobilise des ressources du côté de l'offre. En effet, la transition démographique des zones rurales vers les zones urbaines exige une productivité supérieure du travail dans l'agriculture, et des infrastructures de transport pour déplacer de plus grands volumes de produits agroalimentaires. Les marchés fournissent un soutien essentiel pour cela, ils permettent de rapprocher la demande urbaine et les sources d'approvisionnement en servant d'intermédiaire entre la consommation et la production à travers un réseau d'activités de transformation de produits et de services de la ferme à la fourchette. Pour répondre à la croissance de la demande, les petites entreprises familiales doivent engager des ressources et prendre des décisions concernant la production et la commercialisation, en fonction, entre autres, de leur capital initial, de leurs capacités, de leurs stratégies habituelles de subsistance, de leurs connaissances et de leurs comportements face au risque.

Il a été amplement démontré que lorsque les exploitations agricoles familiales passaient d'une production de subsistance à une production orientée vers le marché, leurs revenus pouvaient augmenter de manière significative. La croissance des revenus via une hausse de la participation au marché peut avoir deux origines: une augmentation du volume des ventes et une hausse des bénéfices par unité. Dans le premier cas, la croissance résulte d'un accroissement de la production et/ou d'une affectation d'une part plus importante de la production à la vente plutôt qu'à la consommation. Dans le deuxième cas, la croissance peut provenir d'une amélioration de la qualité des produits, d'économies d'échelle ou d'autres avantages en termes de coût et/ou d'un renforcement du pouvoir de négociation. Le tableau 5.2 présente un exemple de la mesure relative dans laquelle les revenus

Tableau 5.2
ENSEMBLE ET PART RELATIVE DES REVENUS AGRICOLES DES MÉNAGES, PAR ORIGINE ET NIVEAU DE PARTICIPATION AU MARCHÉ AU VIET NAM (EN MILLIERS DE DONG [VND])

Origine des revenus	Orientation vers le marché du ménage agricole					
	Subsistance ^a		Semi-commerciale ^b		Commerciale ^c	
	Revenu total	(%)	Revenu total	(%)	Revenu total	(%)
Agriculture	3 277	94	6 370	83	15 245	84
Autre	195	6	1 307	17	2 989	16
Ensemble des sources	3 472	100	7 677	100	18 234	100

^a < 25 pour cent de la production vendue sur le marché.

^b 25–75 pour cent de la production vendue sur le marché.

^c > 75 pour cent de la production vendue sur le marché.

Source: Maltsoglou et Rapsomanikis, 2005.

et l'origine des revenus des ménages agricoles augmentent avec le degré de participation au marché.

En observant les différences de revenus moyens, il semblerait qu'une augmentation de la participation au marché, en vue de passer à une agriculture semi-commerciale, permette de doubler, voire plus, le revenu moyen des ménages. Au Viet Nam, la plupart des ménages agricoles (59 pour cent) sont déjà dans une structure semi-commerciale, tandis que les 11 pour cent les plus pauvres sont restés des agriculteurs de subsistance. Bien sûr, il n'y a pas nécessairement de lien de causalité direct entre la commercialisation et les revenus pour ce groupe, mais les résultats suggèrent fortement que les ménages peuvent améliorer leurs perspectives de revenu en augmentant leur participation au marché.

À mesure que les revenus augmentent dans les pays en développement, la demande de produits de l'élevage progresse, en termes non seulement de quantité mais aussi en termes de qualité et de variété des produits. Les entreprises, petites ou grandes, des fournisseurs locaux aux supermarchés urbains, tendront à différencier leur capacité de production pour répondre à l'évolution des goûts, qu'ils opèrent sur des marchés locaux, nationaux ou étrangers. Il existe une littérature abondante sur l'émergence de ces marchés, mais il reste encore très difficile d'identifier où et comment les politiques peuvent favoriser l'inclusion des ruraux pauvres dans ce processus. La plupart des ménages agricoles et ruraux des pays en développement ont peu de chances d'être recrutés directement pour participer à l'industrialisation agroalimentaire. Même les étapes intermédiaires de la consolidation du secteur agricole, comme l'agriculture contractuelle, semblent être effectuées à une échelle qui dépasse largement celle de l'agriculteur moyen. L'industrialisation du secteur agroalimentaire est inévitable dans la plupart des pays, mais si la transition se déroule trop rapidement, elle peut sérieusement compromettre l'équité et la stabilité sociales. À l'heure actuelle, la croissance de la demande urbaine représente une opportunité importante pour tous les producteurs alimentaires, qui devrait être appréciée pour son potentiel de développement inclusif. Il pourrait en résulter une réduction autonome de la pauvreté, qui dans la plupart des pays serait une alternative bienvenue à l'augmentation de la marginalisation rurale et/ou aux engagements financiers soutenus pour effectuer des paiements de transfert.

Cependant, actuellement, le potentiel de croissance de la demande de produits de l'élevage pour améliorer les moyens de subsistance nationaux dans les pays en développement est non seulement loin d'être réalisé, mais il est peut-être même en recul. Le tableau 5.3 présente l'évolution des balances commerciales pour plusieurs catégories de produits animaux dans les régions en développement, de 1990 à 2007 (l'année la plus récente pour laquelle des chiffres étaient disponibles au moment de la rédaction). Pour plus de simplicité, les quantités de viande bovine et ovine sont combinées dans la catégorie viande de ruminants, et celles de porc et de viande de volaille, dans la catégorie viande de non-ruminants.

Comme le montre le tableau 5.3, la plupart des régions en développement sont importatrices nettes de produits d'origine animale. Les seules exceptions sont la région Europe de l'Est et Asie centrale, exportatrice nette de produits laitiers, et la région Amérique latine et Caraïbes, exportatrice nette de viande de ruminants et de viande de non-ruminants. L'Asie du Sud était également dans une situation d'exportations nettes de viande de ruminants les deux années choisies, mais en 2007, elle est devenue importatrice nette de viande de volaille. La comparaison des données pour les deux années, et les taux de croissance annuelle des

Tableau 5.3
IMPORTATIONS NETTES DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE, ET VARIATION ANNUELLE,
PAR RÉGION, ENTRE 1990 ET 2007

Région/pays	1990 ^a ('000 tonnes)			2007 ^a ('000 tonnes)			Variation annuelle ^a (%)		
	Produits laitiers ^b	Viande de ruminants	Viande de non-ruminants	Produits laitiers ^b	Viande de ruminants	Viande de non-ruminants	Produits laitiers ^b	Viande de ruminants	Viande de non-ruminants
AEP	5 850	780	409	12 502	1 479	3 253	5	4	13
Chine	974	[123]	[415]	2 308	73	179	5	3	5
EEAC	[520]	22	19	[2 585]	645	19	[10]	22	0
ALC	4 361	[595]	[111]	2 389	[2 357]	[3 126]	-4	[8]	[22]
POAN	4 627	405	36	4 687	641	265	0	3	12
Asie du Sud	645	[71]	0	582	[496]	13	0	[12]	33
Inde	1 009	[72]	0	[519]	[494]	[3]	-3	[12]	[17]
ASS	1 496	102	115	2 710	115	847	4	1	12
Ensemble des régions	16 459	643	468	20 285	27	1 271	1	-17	6

^a Les valeurs entre crochets sont les exportations nettes/taux de croissance des exportations nettes.

^b En équivalent lait.

Source: FAOSTAT, 2010.

balances commerciales (trois dernières colonnes) démontrent l'expansion rapide des importations et des exportations, en particulier de viandes de porc et de volaille, qui ont augmenté davantage que les importations et les exportations de viande de ruminants. En général, les régions qui étaient importatrices nettes en 1990 ont augmenté leur dépendance vis-à-vis des importations en 2007, jusqu'à 33 pour cent par an pour les viandes de non-ruminants en Asie du Sud. Pour faire face à cette dépendance croissante vis-à-vis des importations dans de nombreux pays en développement, les exportations nettes de toutes les principales viandes et principaux produits laitiers en provenance des pays développés sont restées élevées.

Cette situation semble indiquer que les producteurs dans les pays en développement subissent un handicap concurrentiel, tant au niveau national qu'à l'étranger. Le manque de capacités et/ou les coûts unitaires plus élevés les empêchent de profiter des avantages de la croissance vigoureuse de la demande sur le marché intérieur et limitent leur faculté à pénétrer les marchés étrangers. Les contraintes en termes de capacité peuvent être quantitatives, résultant de l'insuffisance des investissements, du manque de ressources ou de la faiblesse des institutions, ou qualitatives, lorsque les producteurs nationaux ne sont pas en mesure de satisfaire les normes de produits, qui ont tendance à augmenter avec les revenus urbains, et de concurrencer des acteurs agroalimentaires internationaux plus avancés. Dans un cas comme dans l'autre, les pays en développement ne tirent pas profit des avantages macroéconomiques générés par la croissance de la demande et de la valeur ajoutée sur les marchés intérieurs comme sur les marchés d'exportation. Plus important encore pour la réduction de la pauvreté, les petits producteurs alimentaires risquent d'être tenus complètement à l'écart de ce processus, à mesure que les industries nationales évoluent en vue de rivaliser directement avec les intérêts alimentaires industriels étrangers.

Cependant, l'émergence d'exportations nettes significatives de certains produits de l'élevage en Amérique latine et Caraïbes, et en Asie du Sud ne doit pas être ignorée. Ces balances commerciales positives suggèrent que dans certains pays et régions en développement, des capacités d'exportation ont été mises en place et pourraient être étendues. Les exportations ne doivent pas être uniquement axées sur les marchés des pays développés, où la qualité des produits et les normes de sécurité sont très strictes. Elles doivent également être orientées vers les circuits commerciaux Sud-Sud, afin d'exploiter les opportunités commerciales offertes par les carences dans d'autres régions et pays en développement. En raison de l'ampleur démographique et des taux de croissance de la demande en question, ce type de commerce pourrait constituer un important stimulus de croissance.

L'évolution des balances commerciales régionales permet de conclure que si l'objectif clé du marché des régions exportatrices nettes, comme l'Amérique latine et Caraïbes et éventuellement l'Asie du Sud, est de maintenir et de développer leurs exportations, pour les importateurs nets l'objectif est plutôt la substitution des importations. Dans un cas comme dans l'autre, le succès passe par une augmentation de la production nationale à un coût compétitif, tout en respectant les normes de sécurité sanitaire des aliments et autres normes de qualité. Les normes et les règles fixées par les pays importateurs à revenu élevé, harmonisées et coordonnées par l'Organisation mondiale du commerce, imposent des contraintes plus lourdes aux pays dépendant des exportations qu'à ceux qui sont axés sur la substitution des importations.

DIVERSITÉ DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ET DE VALEUR

La croissance de la demande globale de produits de l'élevage dans les pays en développement ne suffit pas à augmenter les revenus des ménages ruraux; en l'absence de marchés plus inclusifs et plus efficaces, de nombreux petits éleveurs continueront de produire principalement pour leur propre consommation. D'une façon générale, un marché peut être défini comme le lieu où les producteurs et les consommateurs échangent des biens et des services, via des réseaux d'intermédiaires qui mettent en relation les vendeurs et les acheteurs. Ces réseaux de la chaîne d'approvisionnement peuvent prendre diverses formes, des systèmes agro-industriels les plus avancés aux simples particuliers qui vendent des animaux de basse-cour.

Chaînes d'approvisionnement modernes

À mesure que le système alimentaire globalisé se développe, on assiste à une intégration verticale de plus en plus poussée le long des chaînes d'approvisionnement des produits animaux. Pingali, Khwaja et Meijer (2005) soutiennent que les processus de production agricole autres que les systèmes agricoles purement de subsistance se renforcent rapidement à travers les marchés des produits industriels, la transformation, la distribution et la commercialisation des produits agroalimentaires. En outre, la commercialisation croissante de l'agriculture est en train de transformer les systèmes alimentaires traditionnels. L'étendue des multinationales et la diffusion des technologies harmonisent à la fois la production et les pratiques de gestion, alors que la mondialisation des campagnes de marketing encourage une convergence des goûts à l'échelle mondiale.

À mesure que les systèmes d'approvisionnement modernes se développent, les technologies, les institutions et les informations qui supportent la production agro-alimentaire

sont de plus en plus complexes, et des quantités croissantes d'informations et de compétences (opérationnelles, de gestion, réglementaires, financières, etc.) doivent être assurées au sein et entre chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement. Il est nécessaire d'investir constamment pour s'adapter aux nouveaux produits, aux nouveaux processus, et aux nouvelles normes de sécurité et de qualité. En outre, à mesure que l'agriculture se commercialise, elle nécessite des unités de production hautement spécialisées, qui doivent être contrôlées et surveillées de manière plus stricte tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Par voie de conséquence, dans les systèmes alimentaires modernes sur les marchés agricoles fortement commercialisés, les producteurs, pour être compétitifs, font face à de nouveaux frais d'entrée et coûts de transaction (voir, par exemple, Pingali, Khwaja et Meijer, 2005 pour plus de détails).

Dans une large mesure, ces évolutions technologiques ont été induites par la concurrence nationale et internationale, en particulier dans les secteurs de l'agroalimentaire à forte valeur ajoutée. Les économies d'échelle sont exploitées quand elles existent (Narrod, Tiongco et Costales, 2007; Costales, Gerber et Steinfeld, 2006), et les grands marchés peuvent conférer un contrôle plus strict de la qualité des produits et d'autres caractéristiques des transactions au niveau de l'entreprise, tandis que l'avènement des réglementations concernant la traçabilité favorise clairement le développement des chaînes d'approvisionnement intégrées. Cette consolidation permet également de réduire les incertitudes et la complexité des transactions, grâce à des investissements axés sur les actifs comme les chaînes d'approvisionnement à «identité préservée» qui intègrent l'offre à travers un système d'acquisitions et de contrats sous marque (Da Silva 2005; Hobbs et Young, 2001).

Ces changements se produisent au sein de, et sont dans une large mesure facilitée par, un environnement commercial globalisé dans lequel les marchés des pays développés et en développement sont de plus en plus étroitement liés ou connaissent de facto une forme de coordination du fait de la diffusion à l'échelle internationale des technologies «dures» et «douces». Ces évolutions sont en train de transformer les systèmes agroalimentaires nationaux et internationaux, conduisant à une convergence indirecte et à une intégration commerciale directe des activités de production, de transformation, de distribution et de commercialisation (Kirsten et Sartorius, 2002; Da Silva, 2005). Pour les pays en développement, cela signifie que les possibilités d'expansion du marché au niveau national et à l'étranger sont freinées par la forte concurrence étrangère et par les normes plus sévères concernant les produits, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Sur les marchés extérieurs, les normes réglementaires font pression sur les pays en développement exportateurs qui doivent améliorer l'efficacité technique, assurer la qualité des produits et réduire les coûts de production, en vue de surmonter les barrières à l'entrée et de se constituer des parts de marché.²² Parallèlement, la perspective de concurrents étrangers exerce des pressions similaires sur les marchés intérieurs, la plupart du temps lorsque les entreprises nationales sont fortement désavantagées en termes de technologies et de coût moyen de production (en fonction de l'échelle de production).

Pour ce qui concerne la distribution, l'évolution lors de la dernière décennie vers des systèmes de production agricole plus industrialisés est associée à une forte expansion des

²² Les coûts, même s'ils sont élevés, visant à se conformer aux normes sanitaires et phytosanitaires internationales (SPS) peuvent être dérisoires par rapport aux coûts visant à s'assurer que les produits sont compétitifs sur leurs marchés de destination (Perry et Dijkman, 2010).

supermarchés modernes et des services de restauration rapide dans les pays en développement (Reardon et Timmer, 2005). L'émergence des centres commerciaux et des chaînes de magasins de proximité dans les pays en développement, en grande partie du fait d'investissements directs étrangers, a également entraîné un changement, en amont, des systèmes agroalimentaires, à travers des moyens novateurs et efficaces de se procurer des produits agricoles. Ces évolutions sont facilitées par les progrès des technologies de l'information, qui peuvent réagir rapidement face aux incertitudes de l'offre et s'adapter aux conditions de la demande sur les marchés urbains intérieurs et les marchés d'exportation. La modernisation des chaînes d'approvisionnement et leurs liens avec les principaux marchés urbains et d'exportation créent de nouvelles relations entre les exploitations agricoles et les entreprises de transformation. La pression concurrentielle constante accroît la nécessité d'utiliser des technologies efficaces afin de lier les différents maillons des chaînes d'approvisionnement, des systèmes complexes de production au transport et à la commercialisation des biens et des services agroalimentaires.

De nombreux économistes du développement (voir par exemple, Kaplinsky et Morris, 2000; Humphrey, 2005; Reardon et Timmer, 2005; Pingali, Khwaja et Meijer, 2005; Barrett, 2008) ont souligné le fait que les petits producteurs ne pourront tirer profit de l'accroissement des débouchés sur les marchés alimentaires intérieurs que s'ils sont en mesure d'améliorer les processus de production pour satisfaire les standards modernes des marchés. Ce point de vue semble excessivement pessimiste, et l'expérience montre que les petits exploitants peuvent conquérir des parts importantes sur les marchés intérieurs de certains produits en adoptant des pratiques et des technologies appropriées, lorsque des politiques complémentaires les aident à surmonter les imperfections du marché.

Demande des consommateurs et chaînes d'approvisionnement dans les pays en développement

Les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires dans de nombreux pays en développement sont encore loin des systèmes hautement technologiques et fortement intégrés des pays de l'OCDE. La diffusion des supermarchés à travers le monde ne peut pas changer la réalité des pays en développement, où la demande de produits agricoles et de produits de l'élevage de toutes sortes dépend principalement des niveaux de revenu des populations locales, mais aussi de leurs habitudes, de leurs comportements et de leurs attentes vis-à-vis de ce que les différents fournisseurs peuvent proposer.

Dans leur représentation de la pyramide économique mondiale (tableau 5.4), Prahalad et Hart (2002) affirment que près de 4 milliards de personnes, soit les deux tiers de la population mondiale, ne sont pas considérés par les multinationales comme des marchés économiquement viables pour les produits haut de gamme et de haute qualité. Bien qu'environ un milliard de ces personnes vivent dans l'extrême pauvreté, ensemble, ces consommateurs, pour lesquels les produits alimentaires sont particulièrement importants, représentent un pouvoir d'achat considérable.

Pour les marchés des produits de l'élevage, Aho (2010) présente une analyse similaire des relations entre le revenu par habitant, les préférences des consommateurs et la demande de différents types de produits animaux en fonction du degré de transformation du produit. Comme pour Prahalad et Hart (2002), à l'échelle mondiale, seul le décile de

Tableau 5.4
LA PYRAMIDE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Niveau	Description	Revenu par habitant (\$ EU/an)	Population (en millions)
1	Consommateurs aisés des ménages à revenus moyens et supérieurs dans les pays développés, et quelques consommateurs riches dans les pays en développement	> 20 000	70–100
2 et 3	Consommateurs pauvres dans les pays développés, classes moyennes émergentes dans les pays en développement	1 500–< 20 000	1 500–1 750
4	Consommateurs pauvres des pays en développement	< 1 500	4 000*

* Dont plus d'un milliard vivent avec moins de 1 \$ par jour.

Source: Prahalad et Hart, 2002.

revenu supérieur - dont le revenu annuel par habitant dépasse largement les 20 000 \$ EU - représente un marché viable pour les produits transformés à valeur élevée et les produits de la chaîne du froid prêts à consommer, alors que les 60 pour cent de consommateurs qui composent les trois quintiles inférieurs de revenu achètent normalement les AOA sur les marchés traditionnels d'animaux vivants et autres marchés de produits frais, et n'acquièrent qu'occasionnellement des produits partiellement transformés de la chaîne du froid.

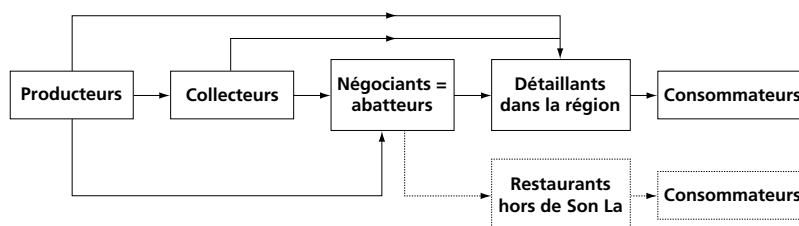
Ces résultats suggèrent que, même si un sous-ensemble des consommateurs nationaux dans les pays en développement ont accès à des produits animaux haut de gamme, ces personnes sont encore une minorité, représentant principalement la classe moyenne supérieure urbaine. Les besoins de ces consommateurs relativement aisés peuvent être satisfaits soit par des éleveurs commerciaux haut de gamme - dans une large mesure des entreprises - à travers des chaînes d'approvisionnement qui atteignent les centres urbains, soit par des importations en provenance des pays développés. La grande majorité des consommateurs dans les pays en développement ont un pouvoir d'achat plus faible et des préférences plus traditionnelles en ce qui concerne la façon dont la nourriture est préparée et vendue pour la consommation des ménages. Ainsi, les marchés de produits animaux dans les pays en développement sont très divers, ce qui contredit l'idée commune d'un modèle dominant pour les systèmes de production et de commercialisation modernes et intégrés. En particulier, le concept de chaînes d'approvisionnement haut de gamme ou à valeur élevée, fondées sur la production animale industrielle, la transformation des produits et les supermarchés, concept généré ou accompagné par le développement des marchés d'exportation, ne concernera pas la plupart des ménages dans les pays à faible revenu. Au lieu de cela, les producteurs de bétail à petite échelle dans ces pays seront face à une grande variété de systèmes de marché, chacun avec sa ou ses chaîne(s) d'approvisionnement respective(s), et de nombreux parcours alternatifs, de la ferme à la fourchette (Ramsay et Morgan, 2009). Parmi les différents types de marché et de chaînes d'approvisionnement, Ramsay et Morgan

(2009) identifient les deux extrêmes auxquels les producteurs de produits animaux sont confrontés: le marché local et le marché des produits industriels, où les produits animaux primaires sont transformés en produits destinés à la consommation finale des ménages.

Les chaînes d'approvisionnement des marchés locaux passent principalement par des réseaux informels et coutumiers, qui prévalent en raison de leurs coûts de transaction relativement faibles. Les types de produits et les normes de production sont définis par les consommateurs, qui montrent leur agrément en achetant le produit, et le confirment en répétant leur achat. On trouve habituellement des marchés locaux dans les petites villes, les zones rurales et les périphéries urbaines. La figure 5.5 illustre un exemple de chaîne d'approvisionnement typique d'un marché local, plus précisément la chaîne d'approvisionnement d'une race indigène de porcs (Ban) dans la province de Son La dans le nord-ouest du Viet Nam (Huong, 2007). La chaîne d'approvisionnement est courte et se limite principalement à la province ou à la région (nord-ouest). Les produits peuvent soit passer par les collecteurs ou les abatteurs des villages, soit aller directement chez les détaillants qui se chargent de vendre la viande au consommateur. Bien que le produit puisse parfois atteindre des restaurants ou des consommateurs extérieurs à la région (par exemple, à Ha Noi), où les prix pour la viande de porc indigène sont plus élevés, les échanges commerciaux se déroulent principalement dans la ville ou la province. Dans ce type de marchés locaux, les accords entre fournisseurs et acheteurs sont généralement informels mais contraignants, la violation d'un accord rend peu probable son renouvellement. Lorsque les acheteurs ont identifié des fournisseurs fiables, ils prévoient des mesures d'incitation afin de s'assurer que les fournisseurs leur réserveront leurs prochains lots de porcs Ban.

À l'opposé, les chaînes d'approvisionnement des marchés des produits industriels sont régulées par des normes commerciales formelles. Les normes de produits dépendent des exigences des consommateurs, mais elles sont définies et appliquées par des acteurs commerciaux le long de la chaîne d'approvisionnement (normes privées), et/ou sont codifiées et appliquées par des réglementations nationales (normes publiques). Pour ce qui est de la demande finale, les marchés des produits industriels sont normalement liés aux grands centres urbains

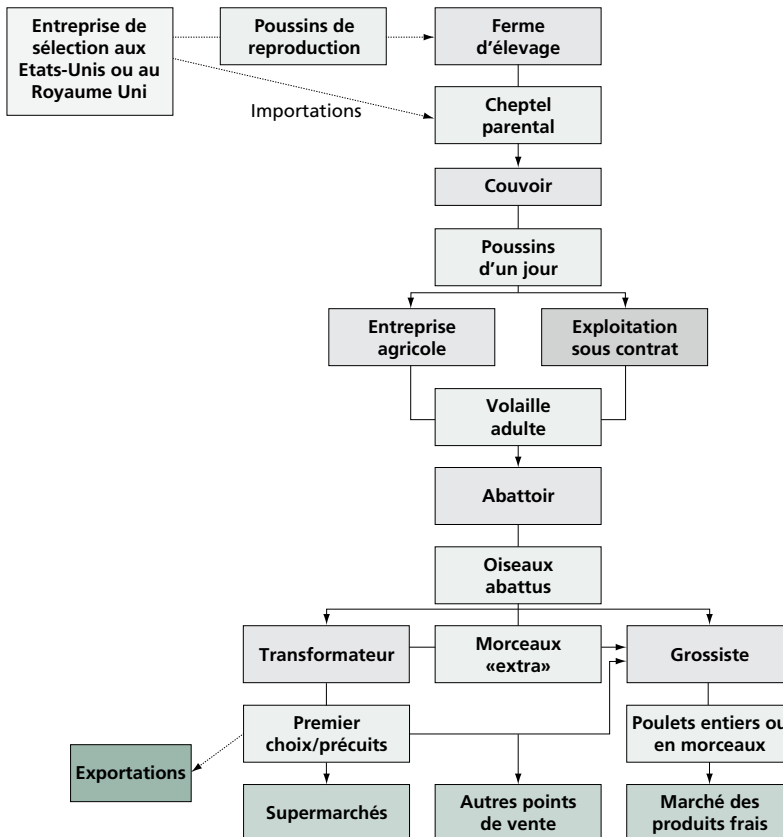
FIGURE 5.5
Chaîne d'approvisionnement typique des porcs indigènes (Ban)
dans la province de Son La, Viet Nam



Source: Huong, 2007.

où la consommation de masse s'effectue. Le marché des poulets de chair en Thaïlande est un exemple typique de système de marché dominé par des contrats formels entre producteurs et acheteurs. Grâce à un secteur de la volaille industrielle bien développé, la Thaïlande est l'un des principaux exportateurs mondiaux de viande de volaille. Bien que les troupeaux de poulets de basse-cour représentent plus de 90 pour cent des troupeaux du pays, environ 90 pour cent des poulets de chair sont produits dans des entreprises agricoles commerciales ou dans de grandes exploitations sous contrat, des systèmes hautement intégrés, comme le montre la figure 5.6. Dans ce schéma, une seule entreprise peut contrôler toutes les activités dans les

FIGURE 5.6
Production moderne intégrée de volaille en Thaïlande

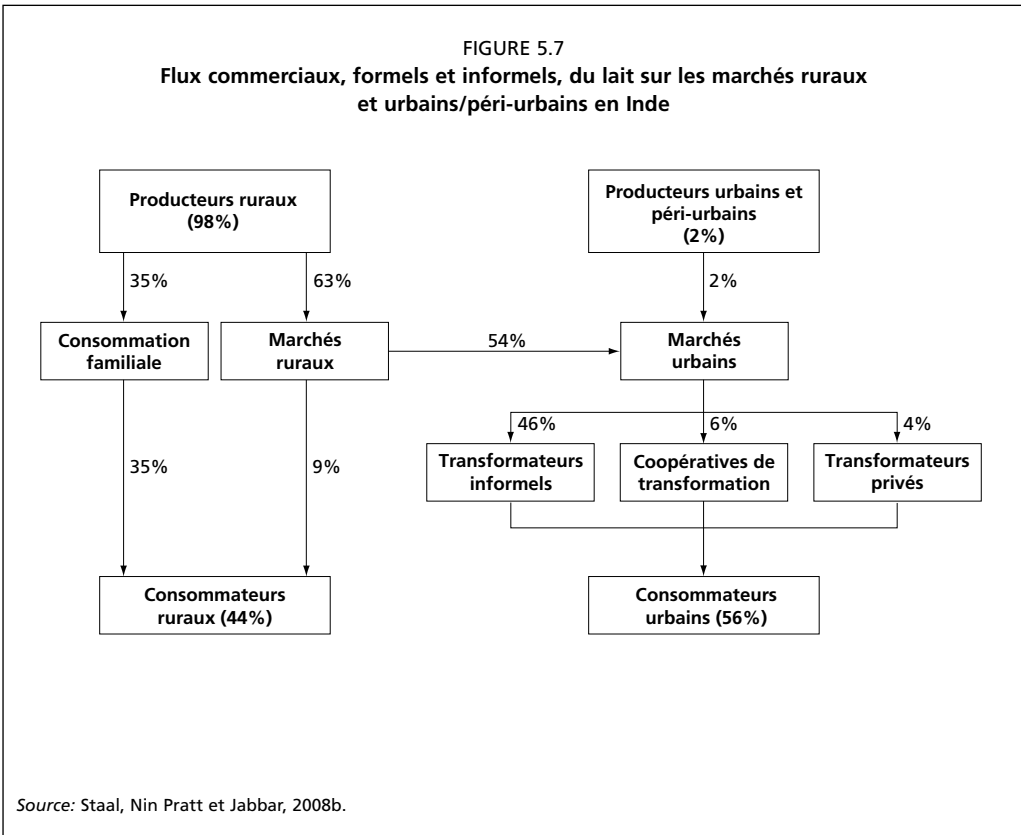


Source: Heft-Neal et al., 2009.

cases ombrées tout en profitant d'un pouvoir de marché substantiel dans ses relations avec d'autres acteurs du marché. Même si une telle chaîne d'approvisionnement peut apporter une contribution substantielle au revenu national et à la production alimentaire, les petits exploitants n'y participent pas. Les poulets de chair produits par de grandes entreprises et des exploitations sous contrat sont destinés aux marchés intérieur (deux tiers) et d'exportation (un tiers). Les poulets de chair destinés au marché intérieur deviennent un intrant industriel qui subit le même traitement dans les abattoirs de l'entreprise que ceux destinés aux marchés d'exportation. Il convient de noter qu'en dépit de cela, près de la moitié des produits sur le marché des produits industriels ne parvient pas aux consommateurs haut de gamme dans les restaurants et les supermarchés, mais sont dirigés vers les grossistes des marchés grand public de produits frais (Heft-Neal *et al.*, 2008).

Toutefois, dans les pays en développement, il existe un large éventail de marchés intermédiaires entre ces deux extrêmes, entre les marchés locaux très informels et les marchés formels très sophistiqués et haut de gamme des produits industriels. À mesure que l'on progresse du marché local vers le marché des produits industriels, le degré de formalité des transactions augmente. La figure 5.7 illustre un exemple de ces marchés intermédiaires, à l'aide d'un schéma représentant les flux sur les marchés ruraux et urbains/périurbains du lait et des produits laitiers en Inde. Dans cet exemple, les producteurs ruraux représentent 98 pour cent de la production laitière, mais environ 85 pour cent de leur production commercialisée est écoulee sur des marchés urbains éloignés alors que le reste est vendu sur des marchés ruraux locaux (Staal, Nin Pratt et Jabbar, 2008b). La production rurale vendue sur les marchés urbains n'est pas forcément traitée et transformée comme les produits industriels distribués sur les marchés haut de gamme, tels que les supermarchés, les hôtels ou les restaurants. Plus de 80 pour cent de la production rurale passe à travers des transformateurs informels ou des crémeries produisant du lait écrémé et des produits laitiers traditionnels destinés à être vendus à des confiseries, des salons de thé, des petits restaurants et des ménages urbains. Ces crémeries informelles ont également des liens avec des entreprises laitières formelles et des transformateurs privés, auxquels ils fournissent la crème issue de leurs propres processus de transformation, qui subira ensuite un raffinage supplémentaire pour les marchés haut de gamme (Fairoze *et al.*, 2006).

Dans d'autres pays en développement, les marchés intermédiaires peuvent prendre une forme différente de celle représentée sur la figure 5.7, avec une répartition différente des parts des secteurs formel et informel du marché. Les différences dépendent du produit, de la qualité des infrastructures de commercialisation en termes de transport et de chaîne du froid, et des goûts, des préférences et du pouvoir d'achat des consommateurs urbains. Il existe cependant une caractéristique fondamentale: les ménages ruraux et péri-urbains produisent des produits de l'élevage aux côtés de producteurs à plus grande échelle et plus axés sur le commerce et ils se livrent concurrence pour des parts de marché dans les centres urbains en s'appuyant sur des filières informelles ou formelles, voire les deux. Un examen des accords contractuels formels et informels passés entre les ménages de producteurs et les transformateurs de produits de l'élevage dans les pays en développement montre que, en termes de couverture du marché, les systèmes de marché intermédiaires l'emportent sur les systèmes de marché des produits industriels (Catelo et Costales, 2008).



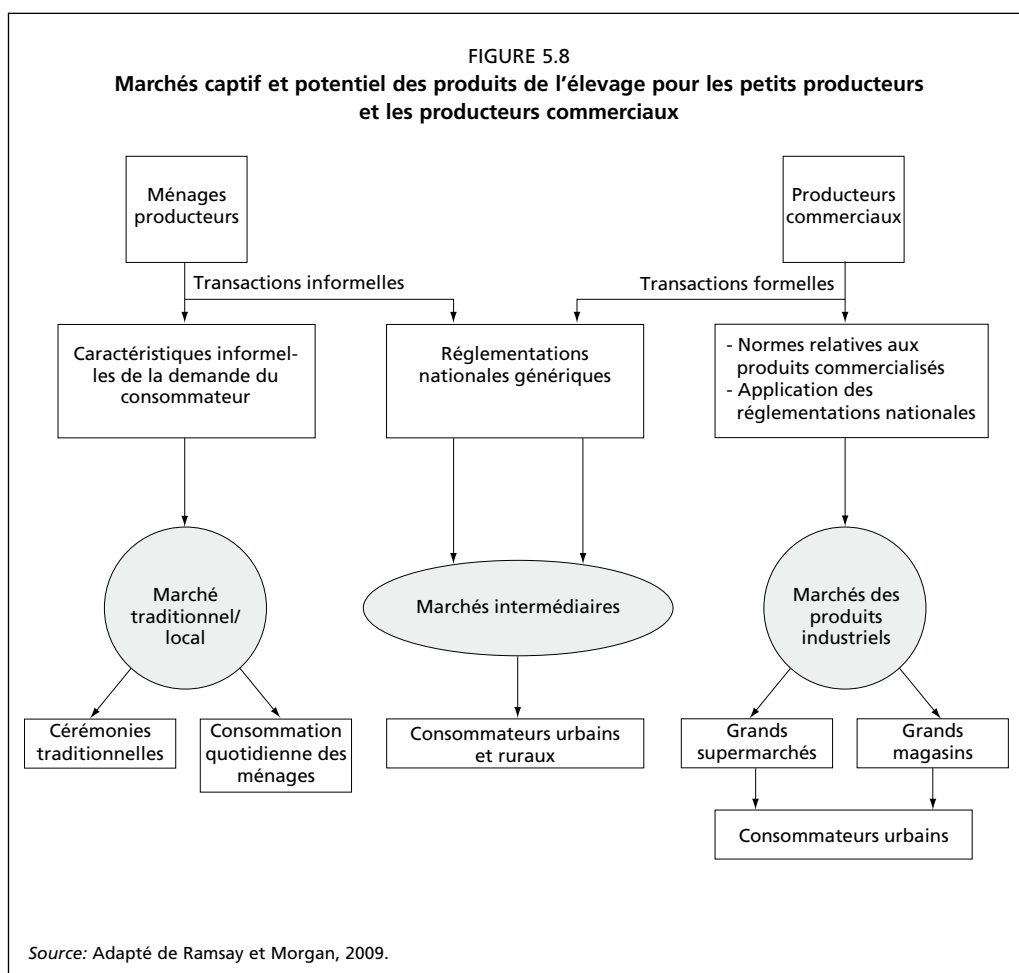
Les petits exploitants sont menacés dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. En raison de leur grande mobilité, les grandes entreprises commerciales établies dans les villes peuvent facilement développer des réseaux de distribution dans les villes et les villages. En ce sens, les ménages ruraux et les fournisseurs commerciaux urbains ont des marchés captifs et des marchés cibles opposés. Un acteur du marché peut être établi dans le premier, mais avoir des vues sur le second en vue d'une expansion. Pour les acteurs du marché, les marchés auxquels ils ne participent pas de manière intensive peuvent représenter des marchés potentiels, qu'ils essaieront de pénétrer lorsque l'occasion se présentera.

La figure 5.8 présente un schéma des marchés captifs et potentiels des produits de l'élevage des petits exploitants et des producteurs commerciaux. Le marché traditionnel ou local est un marché captif pour les ménages producteurs, mais aussi un marché potentiel pour les producteurs commerciaux, pour lesquels il peut représenter une stratégie intéressante de diversification et/ou d'expansion. Les petits producteurs peuvent viser une part des marchés intermédiaires, et certains ménages se penchent peut-être déjà sur les possibilités offertes par le marché des produits industriels.

BARRIÈRES À L'ACCÈS AU MARCHÉ

La croissance rapide de la demande de produits de l'élevage, parallèlement à une croissance lente de l'offre nationale dans les pays en développement, laisse penser qu'il existe encore

FIGURE 5.8
Marchés captif et potentiel des produits de l'élevage pour les petits producteurs
et les producteurs commerciaux



des débouchés commerciaux que les éleveurs peuvent exploiter dans la plupart de ces pays. Ces opportunités devraient participer à l'augmentation des revenus des petits exploitants et à la réduction de la pauvreté en milieu rural, à la fois directement et indirectement, grâce à la création d'emplois et de valeur ajoutée le long des chaînes d'approvisionnement. Toutefois, la participation aux marchés en expansion des produits de l'élevage ne se fait pas automatiquement. Dans tous les nouveaux secteurs de consommation urbaine, où il y a des profits à faire, les grands fournisseurs commerciaux se font concurrence pour gagner des parts de marché pour tous les produits. Lorsque les petits exploitants ne sont pas en mesure de participer au développement des marchés qui attirent des producteurs commerciaux à plus grande échelle, c'est généralement en raison de barrières à l'entrée ou à l'accès au marché. On parle de barrière à l'entrée lorsqu'un concurrent potentiel est incapable de vendre un produit à un prix raisonnable dans un marché où il existe une demande pour ce produit. On considère qu'un prix est raisonnable quand il permet au moins de couvrir les coûts de production et de commercialisation (Ramsay et Morgan, 2009). Les petits exploitants des pays en développement sont confrontés à un grand nombre de ces barrières.

En empêchant la concurrence, ces barrières confèrent un certain pouvoir de monopole aux entreprises déjà présentes sur le marché. En plus de nuire à l'allocation efficace des ressources²³ et au transfert des richesses, ces distorsions encouragent davantage encore des comportements non-concurrentiels du fait que les acteurs en place essaient de maintenir, voire même d'augmenter les barrières et les revenus qu'ils génèrent. Cela crée un cercle vicieux dans lequel une partie des ressources des entreprises est consacrée à accroître leur influence, notamment politique, et à des pratiques anti-concurrentielles. Cette situation se traduit d'une part par un gaspillage des ressources, et d'autre part elle empêche un accès à une plus grande variété de produits et limite la progression du pouvoir d'achat des consommateurs. Les concurrents potentiels sont également victimes de ces processus, car ils se voient refuser l'accès au marché. Dans les économies industrielles modernes, ce sont par exemple de grandes entreprises qui doivent simplement renoncer à une gamme de produits. En revanche, pour les petits exploitants ruraux, le résultat est plus grave, car ils n'ont que deux options pour améliorer leurs moyens de subsistance: migrer ou vendre leur production.

Accès au marché des petits exploitants

Considérons la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire à sa plus petite échelle, au niveau de la ferme: un ménage vend son produit à un négociant, initiant ainsi une chaîne de rapports d'échange via un système de marché qui achemine le produit à travers un certain nombre d'étapes jusqu'aux consommateurs finaux. Dès la première étape, cette chaîne d'approvisionnement agroalimentaire de base est compliquée par de nombreuses barrières à l'accès au marché et des insuffisances dans les informations relatives au marché, qui, individuellement et collectivement compromettent le potentiel de subsistance généré par les activités des agriculteurs. Les chaînes d'approvisionnement des petits éleveurs sont victimes des imperfections suivantes:

- *Mauvaise qualité des intrants*: il est vrai que le régime naturel des animaux élevés en libre parcours peut être un facteur important pour le goût de la viande et d'autres caractéristiques positives des produits, mais il peut également être incompatible et inadapté au développement physique complet et à l'état de santé des animaux. Bien que certains additifs alimentaires puissent être considérés comme artificiels, une alimentation régulière, un régime complet et équilibré, et la prise de médicaments en cas de besoin peuvent améliorer la qualité des produits de l'élevage sans compromettre leurs caractéristiques.
- *Insuffisance des normes sanitaires*: comme les agriculteurs ne sont pas nécessairement récompensés lorsqu'ils investissent dans la protection de l'état sanitaire de leurs animaux, ils acceptent souvent des taux de pertes plus élevés et les effets négatifs sur la qualité provoqués par les maladies, les parasites, etc. En aval, la valeur inférieure des animaux conduit à la baisse des investissements dans les infrastructures de transport et de distribution (conteneurs, véhicules, etc.) et des normes de manutention à la baisse.

²³ On parle d'allocation efficace des ressources lorsque la discipline concurrentielle garantit que les ressources sont allouées à une utilisation à des prix qui reflètent la valeur de la meilleure utilisation possible des ressources - leur coût d'opportunité. En situation de monopole, par exemple, les entreprises peuvent restreindre l'offre en dessous des niveaux socialement souhaitables, et surfacturer la société pour l'utilisation des ressources.

- *Faible pouvoir de négociation*: beaucoup de petits exploitants sont obligés de vendre à des commerçants ou à des transformateurs en position de monopole qui visitent leurs fermes de manière irrégulière et souvent imprévisible. Lors des négociations avec ces parties, il existe généralement une asymétrie significative d'information concernant les valeurs de marché, qui profite aux acheteurs, parce que les agriculteurs possèdent une expérience du marché plus limitée et font face à des coûts élevés pour la collecte des informations de marché.
- *Risque moral*: les producteurs et les commerçants ont tout intérêt à déformer autant qu'ils le peuvent les caractéristiques concernant la santé et la qualité des animaux. Cette déformation peut être directe, en exagérant les caractéristiques de qualité d'un animal ou indirecte, en mélangeant des troupeaux en vue de masquer la qualité inférieure de certains animaux. Cette pratique est particulièrement grave car, elle peut notamment entraîner la propagation de maladies au sein et entre les troupeaux, les fermes et les marchés.
- *Méfiance et faible volonté de payer*: la plupart des acheteurs ont au moins une connaissance instinctive de toutes les défaillances du marché et des asymétries d'information susmentionnées, et de l'inévitable sélection adverse qui en résulte. Lorsqu'ils ne peuvent pas déterminer la véritable qualité des produits ou s'assurer de la fiabilité des producteurs, les acheteurs ne sont pas disposés à payer autant pour des produits de l'élevage qu'ils ne le feraient en l'absence de telles incertitudes.²⁴

Toutes ces incertitudes minent la volonté de payer et contribuent à un grave biais de sélection adverse sur les marchés. En fin de compte, ce problème se répercute sur les producteurs, qui ont peu d'intérêt à produire des animaux de plus grande valeur pour le marché.²⁵ Tant que ces imperfections du marché ne seront pas surmontées, les petits exploitants auront tendance à ne pas investir dans la qualité de la production et de leurs produits, et ne pourront pas tirer pleinement profit du potentiel des marchés des produits de l'élevage.

Coûts de commercialisation et accès au marché des petits exploitants

Les coûts de commercialisation constituent une barrière importante à l'accès au marché, en particulier pour les petites entreprises. Pour les ruraux pauvres, qui sont plus isolés et ont moins de choix en matière de transport, les coûts de logistique et de recherche représentent une part très élevée de leurs revenus, de leurs économies et de la valeur de leurs produits. Cela limite les interactions entre l'offre et la demande des populations rurales pauvres et les grands marchés. Ces coûts peuvent être définis comme une marge, qui correspond à l'effet ad valorem (pourcentage de la valeur) de la vente, du transport et d'autres coûts de transit. Les marges commerciales sont plus élevées pour ceux qui sont éloignés des marchés et pour les petits opérateurs qui ne peuvent pas profiter des économies d'échelle. Elles ont deux principaux effets indésirables:

- *Réduction de l'avantage comparatif*: dans un monde où les différences en termes de ressources, de compétences et d'autres conditions initiales sont importantes, les différences de coûts offrent la perspective de gains commerciaux. La spécialisation

²⁴ De vastes enquêtes dans les pays en développement confirment que les consommateurs sont prêts à payer un prix plus cher pour des produits de l'élevage dont la qualité est fiable (par exemple, Chadwick *et al.*, 2007).

²⁵ L'ouvrage de référence à ce sujet, sur la base de l'exemple du marché des voitures d'occasion, est Akerlof (1970).

aux niveaux international, régional ou local peut augmenter le bien-être global si elle permet de réduire les coûts moyens de ressources et d'augmenter le pouvoir d'achat réel. Malheureusement, les marges commerciales sapent les différences de coûts mais également les avantages comparatifs. En outre des marges élevées étouffent les possibilités d'échange et de spécialisation entre les diverses zones économiques, y compris les marchés ruraux et urbains.

- *Réduction des termes de l'échange rural/des produits agricoles*: les termes de l'échange rural sont déterminés par le rapport entre les prix ruraux pour les produits ruraux (ou prix à la production des ménages ruraux), pratiqués pour la distribution sur le marché national et les prix ruraux pour les produits urbains (ou prix d'achat des ménages ruraux), y compris les frais d'expédition des marchés urbains nationaux. Ainsi, les termes de l'échange rural (le pouvoir d'achat de produits agricoles) sont inversement proportionnels aux marges commerciales, lorsque les marges commerciales augmentent, les termes de l'échange rural diminuent.

Des données concernant le Viet Nam montrent que le taux de pauvreté, la spécialisation agricole, l'éloignement moyen du marché et les termes de l'échange des produits agricoles sont intimement liés. On peut en déduire que pour éradiquer la pauvreté rurale, il est nécessaire de diversifier la production, de réduire les coûts d'accès au marché et d'augmenter les prix à la production.

LEVER LES BARRIÈRES À L'ACCÈS AU MARCHÉ DES PETITS ÉLEVEURS

Dans le secteur rural de la plupart des pays en développement, les exploitations familiales sont de petites entreprises diversifiées, dont une grande partie de la production est destinée à la subsistance effective ou éventuelle. La diversification est donc une stratégie de gestion des risques, liée à l'espoir que le poids des chocs externes sera supporté individuellement. Pour améliorer leur situation, les petits producteurs ont besoin d'une stratégie efficace de commercialisation, de spécialisation et d'investissements en vue d'accroître la valeur ajoutée de leur production. Malheureusement, du fait de leur situation, les petits exploitants ont peu de chances de concurrencer les entreprises agroalimentaires commerciales déjà en place sur les marchés urbains. Pour réussir, les petits producteurs doivent mettre l'accent sur leurs points forts - la variété des produits traditionnels et les faibles coûts de ressources - tandis que des politiques de développement inclusif doivent être mises en œuvre pour faciliter leur accès au marché.

Choix des produits

Les théories économiques relatives aux barrières à l'entrée au marché commencent généralement par la présentation du concept de produit homogène. Lorsque deux entreprises produisent le même produit, un petit avantage en termes de coût d'accès peut suffire à attribuer l'ensemble du marché à une entreprise indéfiniment. Toutefois, ce résultat ne s'applique pas dans un monde où les produits sont différenciés et où les consommateurs sont prêts à payer plus chers des produits considérés plus attractifs. Par exemple, les enquêtes réalisées auprès de consommateurs de volailles dans quatre pays à faible et à moyen revenu d'Asie du Sud-Est ont révélé qu'une majorité significative des ménages urbains dans les villes petites et moyennes faisaient clairement la différence entre les variétés génétiques

locales de volailles élevées en plein air et celles produites industriellement, et qu'ils étaient prêts à payer plus cher les volailles locales (Chadwick *et al.*, 2007).

Une enquête détaillée, réalisée auprès des consommateurs de volailles à Ha Noi, au Viet Nam, fournit des informations supplémentaires sur les préférences alimentaires des ménages urbains dans les pays en développement et suggère que les politiques axées sur la demande offrent des possibilités intéressantes de favoriser la participation des petits exploitants au marché de certaines catégories de produits (IFFIT, Roland-Holst et Zilberman, 2009a; 2009b; 2011). Les sondés étaient des consommateurs expérimentés du marché. L'étude révèle notamment que, bien que ces ménages vivent dans la capitale, plus de 30 pour cent d'entre eux achètent des poulets vivants, et plus de 40 pour cent ont déclaré acheter des volailles entières adultes. La grande majorité (87 pour cent) des ménages achètent des variétés locales, bien qu'elles coûtent deux fois plus cher que les variétés produites industriellement. Ainsi, dans ce pays à revenu relativement faible, la variété préférée est la plus chère. Ce résultat est particulièrement significatif, parce que les petits agriculteurs sont les principaux producteurs de ces oiseaux.

Pour identifier les raisons de ces achats malgré les prix, des questions ont été posées directement aux consommateurs concernant leurs préférences en matière de consommation de viande de volaille. Comme les résultats précédents le suggéraient, le prix n'était pas une priorité. Au contraire, pour les consommateurs interrogés les caractéristiques de qualité étaient primordiales, notamment le goût, l'état de santé et la régularité de l'offre. Les scores des critères de qualité (goût et hygiène) étaient deux fois plus élevés que ceux reflétant l'importance du prix. Manifestement, les acheteurs de Ha Noi apprécient les variétés locales de poulets – qu'ils achètent vivants – en raison de leur saveur, et sont prêts à payer presque le double du prix pour leurs caractéristiques de qualité. Des situations similaires ont été observées pour ce qui est de la consommation de porcs au Viet Nam et de volaille au Cambodge, en RDP lao et en Thaïlande. Le fait que les consommateurs soient prêts à payer plus cher pour des espèces locales, élevées traditionnellement, révèle que les petits exploitants ne sont pas obligés de rivaliser directement avec des concurrents commerciaux. Au lieu de cela, ils peuvent tirer davantage de profit en investissant dans la qualité de leurs produits et en renforçant leurs élevages tout en maintenant un système de production traditionnel et économe en ressources.

Malgré ces préférences, 75 pour cent des ménages ayant répondu à l'enquête réalisée à Ha Noi ont dit qu'ils croyaient que la qualité des poulets pouvait être améliorée, suggérant un potentiel encore supérieur de valeur ajoutée pour les petits producteurs qui approvisionnent ce grand marché urbain. Les améliorations possibles sont de deux types: une meilleure saveur et une plus grande sécurité sanitaire des produits. Ces résultats montrent que les consommateurs qui sont conscients des risques alimentaires prennent la sécurité sanitaire des aliments très au sérieux, et que les incertitudes de la chaîne d'approvisionnement et des institutions sont une source importante des risques perçus. Le risque de maladie est la principale préoccupation, suivie de près par les principaux facteurs publics et privés déterminant la sécurité sanitaire réelle et perçue. L'origine alimentaire est incertaine sur les marchés étudiés, étant donné que les oiseaux passent entre plusieurs intermédiaires, qui mélangent et transportent les animaux. Bien que ces intermédiaires fournissent des services de distribution essentiels, ils nuisent au flux d'informations concernant l'origine et la qualité du produit,

contribuant ainsi à des risques de sécurité sanitaire du fait du risque moral élevé et de la sélection adverse. La nature complexe de certaines de ces interactions et les incertitudes qu'elles créent sont de notoriété publique, et les consommateurs écartent inévitablement certains produits en conséquence, décourageant les agriculteurs à investir dans la qualité. Des systèmes fiables de traçabilité des produits contribueraient largement à surmonter ce cycle qualité/valeur défavorable.

Mécanismes institutionnels

L'orientation commerciale des petits exploitants peut être renforcée par des politiques et institutions complémentaires visant à surmonter les imperfections du marché mentionnées précédemment, notamment des politiques qui ciblent directement les défaillances du marché, et des mesures relatives à des enjeux essentiels, tels que les caractéristiques systémiques des systèmes financiers et juridiques. D'un point de vue financier, il semble judicieux d'octroyer des micro-crédits ciblés pour promouvoir les investissements des petits exploitants dans la production et la commercialisation des produits animaux. D'un point de vue juridique, le droit des contrats doit être amélioré afin de faciliter les micro-contrats ou les accords entre petites entreprises en matière de transactions simples (voire uniques). Ces deux mesures pourraient considérablement accroître la capacité et l'efficacité des chaînes d'approvisionnement des petits exploitants.

Microfinancements pour le développement de l'élevage: les produits de l'élevage fournissent non seulement des services essentiels d'un point de vue nutritionnel, productif et environnemental, mais également des revenus directs et des services financiers qui jouent le rôle d'actifs de stockage des richesses et d'assurance contre les chocs sur le revenu. Étant donné que la plupart des ménages ruraux n'ont pas accès aux institutions financières formelles, leurs coûts de transaction pour ce genre de services sont très élevés, le bétail leur offre ainsi un substitut. Malheureusement, l'épargne sous forme de bétail est elle-même sujette à des chocs négatifs, en particulier les maladies animales. L'élevage représente donc une possibilité d'épargne pour les pauvres en milieu rural, mais qui présente tout de même un degré de risque relativement élevé. Cette situation est aggravée par les contraintes financières susmentionnées, qui limitent la capacité des petits exploitants à remplacer des effectifs d'animaux après des pertes provoquées par des maladies ou des catastrophes naturelles. La solution est un système de crédits, tels que les micro-crédits, qui reconnaît la manière particulière dont les petits exploitants gèrent leurs actifs financiers, en s'engageant à faire suivre les ventes et les revenus, et en faisant progresser les accords de prêt.

De précédentes recherches sur l'accès au financement en milieu rural ont démontré les limites des circuits financiers formels et semi-formels pour les ménages, et suggéreraient qu'il existait d'importants besoins non satisfaits, notamment des modèles établis de remboursement méthodique de la dette (par exemple, Binswanger et Khandker, 1995; Boucher, Guirkinger et Trivelli, 2005; Carter, 1989; Feder *et al.*, 1989; Rutherford, 2000). Un travail d'enquête réalisé au Laos par la FAO-PPLPI renforce ces conclusions et relève un défi supplémentaire, en identifiant les contraintes financières auxquelles sont confrontés les petits agriculteurs (Channgakham *et al.*, 2010). Les contraintes de crédit sont largement répandues, les ressources financières nationales sont limitées pour les petits producteurs dans les pays à faible revenu, et généralement inaccessibles aux ruraux pauvres et aux

petites exploitations agricoles périurbaines et entreprises connexes. Les marchés financiers en République démocratique populaire lao, comme dans les autres pays en développement, sont fortement limités et restreignent l'accès des éleveurs aux capitaux nécessaires pour augmenter la taille de leur cheptel, racheter des animaux après l'apparition de foyers de maladies, ou investir en vue d'améliorer la qualité de leurs produits ou leur accès au marché. En conséquence, la plupart des éleveurs de bétail à petite échelle sont enfermés dans un système de subsistance au sein duquel la production n'est suffisante que pour satisfaire les besoins du ménage et la commercialisation des animaux n'est qu'une activité résiduelle.

Naturellement, l'apport de capitaux vers les zones rurales et les petits agriculteurs représente un énorme défi, non seulement logistique, mais aussi en termes de ressources. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'identifier les régions et les ménages qui sont susceptibles de bénéficier le plus de l'augmentation des services financiers à destination des petits éleveurs, afin de cibler ceux qui pourraient faire le meilleur usage de ressources limitées. En utilisant cette approche au Laos, Channakham *et al.* (2010) ont conclu que les provinces du centre et du sud du corridor du Mékong étaient celles qui semblaient pouvoir tirer le meilleur profit des services de micro-finance, en ciblant les petits producteurs de volaille. Ces zones abritent un grand nombre d'agriculteurs de plaine qui pourraient utiliser les fonds afin d'accroître la production pour répondre à la demande croissante dans les marchés urbains de Vientiane, de Savannakhet et de Paksé.

Micro-contrats pour les filières de l'élevage: étant donné qu'il existe de nombreux facteurs de défaillance du marché le long des filières de l'élevage, les mécanismes institutionnels qui créent des liens plus directs entre les agriculteurs et les consommateurs, ou au moins entre les agriculteurs et les vendeurs au détail, semblent prometteurs pour surmonter certaines défaillances du marché. Les différentes parties impliquées dans la plupart des marchés urbains ont peu d'informations les unes sur les autres, ce qui compromet l'intégrité des certificats d'origine des produits et la valeur qu'ils confèrent au produit (du moins depuis que l'industrie du vin français a développé son système d'appellation). Pour résoudre ce problème, il est possible de mettre en place un système de micro-contrats qui établit des modalités de livraison et qui lie les agriculteurs et les commerçants.

Dans les chaînes d'approvisionnement avicoles industrielles, les systèmes contractuels ont prouvé qu'ils étaient efficaces pour créer des liens directs entre les producteurs et les négociants, augmentant à la fois la qualité et la valeur des produits. Toutefois, les contrats classiques ne conviennent pas aux petites exploitations, en raison de leur complexité, de leurs structures rigides et des forts engagements qu'ils exigent. Adapter le système de contrats aux besoins des petits exploitants pourrait aider à réduire les défaillances de la filière avicole. Les micro-contrats sont des accords informels qui permettent de créer un lien direct entre les producteurs et les vendeurs tout en autorisant plus de souplesse que les contrats formels. Ces micro-contrats représentent une solution possible aux défaillances du marché qui se produisent dans la filière avicole à petite échelle, et méritent un examen plus approfondi.

Les micro-contrats semblent atténuer les problèmes d'asymétrie de l'information en établissant des liens directs entre les petits producteurs et les négociants. Toutefois, les données concernant la RDP lao montrent que les petits producteurs sont le groupe le moins susceptible d'utiliser des micro-contrats (Behnke, Roland-Holst et Otte, 2010), tandis que les acteurs intermédiaires sont le groupe le plus susceptible d'en faire usage. Les revendeurs



Crédit: ©FAO/Giulio Napolitano

et les commerçants gagnent leur vie en vendant des biens qu'ils ne se produisent pas eux-mêmes, et les accords contribuent à assurer leurs marges de profit. En utilisant l'approche adoptées par les agents intermédiaires, qui établissent des accords visant à fixer les prix, les quantités et les délais de vente, les petits exploitants pourraient s'approprier une partie des profits de la marge des agents intermédiaires (par exemple, Prahalad, 2004).

Groupements d'agriculteurs/organisations de membres/coopératives: les coopératives de producteurs et autres organisations associatives sont une troisième catégorie d'institutions qui pourraient améliorer l'accès au marché des petits exploitants (par exemple, Bonin, Jones et Putterman, 1993; Moran, Blunden et Bradly, 1996). Ces mécanismes offrent de nombreux avantages aux petits exploitants, ils permettent de faire baisser les coûts de production et de transaction en réalisant des économies d'échelle en matière de logistique, de distribution et de commercialisation, tout en améliorant la rentabilité grâce à un pouvoir de négociation renforcé sur les marchés en amont et en aval. Il existe de nombreux exemples de ces types d'arrangements dans les pays à revenu élevé. Pendant des décennies, le développement des coopératives de producteurs a été essentiel à la survie du modèle de l'entreprise agricole familiale dans le secteur agricole des pays de l'OCDE, en facilitant la modernisation tout en limitant la consolidation à grande échelle dans les pays qui avaient mis en place des politiques de soutien. Dans les pays de l'OCDE, les coopératives ont été des instruments précieux pour la dissémination des technologies et des normes, et ont servi de plateformes efficaces pour le partage des informations entre les exploitations. Dans les pays de l'OCDE, la diversité des tailles des exploitations dans les secteurs agroalimentaires démontre clairement le rôle essentiel des politiques. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, la consolidation à grande échelle a fortement progressé, tandis qu'en France, au Japon, au Royaume-Uni et dans d'autres pays, des modèles de petites exploitations agricoles ont été promus à travers des systèmes de certification et autres initiatives politiques (Bonin, Jones et Putterman, 1993; Fearn, 1995).

Les organisations de petites exploitations agricoles dans les pays en développement sont fortement influencées par les forces du marché mondial (et national), axées sur les intérêts financiers internationaux et urbains, qui poussent à la consolidation. Avant d'adhérer à ces

intérêts, les pays en développement devraient prendre attentivement en considération des politiques visant à permettre une transition en douceur du secteur, à maintenir la diversité des produits, à garantir le respect des valeurs traditionnelles des consommateurs et à limiter la dislocation du tissu social parmi les pauvres. Historiquement, certains pays en développement ont défendu le gradualisme à travers la promotion des organisations de petits producteurs, tandis que d'autres ont été ouvertement hostiles à cette voie de développement (Binswanger et Deininger, 1993).

Comme pour le système de micro-contrats, cette approche devrait permettre de stabiliser les populations rurales des pays en développement. En effet, permettre aux petits producteurs d'accéder à des réseaux de production plus importants devrait limiter les migrations vers les villes. Cette stratégie pourrait ainsi limiter l'ampleur et la persistance de la pauvreté dans les zones rurales et urbaines.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Ce chapitre s'est penché sur le rôle des marchés pour améliorer les moyens de subsistance ruraux dans les pays en développement, notamment sur les opportunités de production et de commercialisation des produits animaux pour les ménages ruraux. La hausse régulière des revenus urbains et péri-urbains dans ces pays entraîne une augmentation rapide du volume et du chiffre d'affaires de la demande agroalimentaire, en particulier de la demande des produits à forte valeur ajoutée tels que certains fruits et légumes et les produits de l'élevage. En raison des migrations vers les villes, les populations de ces pays dépendent de plus en plus des produits alimentaires commercialisés. Cette évolution représente un défi pour la sécurité alimentaire, mais offre aussi des débouchés sans précédent pour les fournisseurs de produits alimentaires. Cette conjoncture pourrait renforcer l'aspect inclusif du développement national, réduire de manière significative la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire, à condition que les ruraux pauvres soient impliqués dans les processus d'approvisionnement alimentaire.

La transition vers ce cercle vertueux permettant la création d'un vaste système d'approvisionnement alimentaire national est compliquée par deux facteurs: de nombreuses barrières à la participation au marché effective des petits exploitants, et des conditions de concurrence qui favorisent la consolidation de la filière de l'élevage et la concurrence internationale. Dans de nombreux pays en développement, les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires nationales sont en proie à des défaillances systémiques du marché et des informations, qui nuisent à la qualité des produits et dissuadent les petits exploitants de renforcer leur participation et leurs capacités. Parallèlement, les intérêts des multinationales agro-industrielles déjà bien ancrées sont protégés par des barrières à l'entrée sur le marché, y compris la course au nivellement par le bas des prix, des licences préférentielles, des normes de réglementation et des arrangements contractuels à grande échelle inaccessibles aux petites entreprises. Il en résulte souvent une marginalisation des variétés locales d'aliments et de leurs producteurs, un choix plus limité pour les consommateurs et l'accroissement des disparités entre les revenus ruraux et urbains.

Des études concernant la volonté de payer, réalisées dans de nombreux pays, indiquent que les consommateurs sont prêts à dépenser plus pour des races animales locales, traditionnellement élevées par de petits exploitants. Étant donné que les consommateurs sont prêts à payer pour des produits animaux traditionnels, les animaux des petits exploitants devraient

continuer à contribuer aux marchés et aux régimes locaux. En outre, les petits producteurs sont liés aux consommateurs en aval à travers des réseaux d'entreprises intermédiaires à faible revenu, de sorte que leur viabilité assure des effets multiplicateurs en faveur des pauvres dans l'économie dans son ensemble. Cela signifie que de nombreuses initiatives visant à favoriser le développement et l'amélioration des produits pourraient même être autofinancées - une solution intéressante pour éviter le versement sans fin de subventions. La volonté de payer pour du bétail traditionnel suggère également que le grand public a une nette préférence pour ces produits, alors que les intérêts commerciaux du secteur agroalimentaire industriel visent à les éliminer – avec les systèmes de production qui y sont associés.

Malheureusement, le potentiel des marchés et des réseaux traditionnels pour l'amélioration des moyens de subsistance n'est pas exploité. Les décideurs doivent s'efforcer de concevoir des stratégies durables et socialement efficaces visant à promouvoir la participation des petits exploitants aux marchés des produits de l'élevage. La transition du secteur de l'élevage devrait se poursuivre partout dans le monde, mais la lenteur à laquelle celle-ci progresse suggère que le fort potentiel du secteur pour améliorer les conditions de vie des populations rurales économiquement vulnérables, est actuellement négligé.

Les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer pour renforcer les réseaux d'approvisionnement en faveur des pauvres, en soutenant les coopératives et les services de vulgarisation à destination des producteurs locaux et en maintenant un environnement général propice au développement des petites entreprises. Cela signifie, entre autres, renforcer les services de santé animale, protéger les droits de propriété intellectuelle, soutenir le développement de normes privées et le renforcement de la réputation à travers la création de certifications et de labels, améliorer les infrastructures de marché existantes, et développer des petits marchés de gros avec des abattoirs agréés dans des zones urbaines stratégiques.

Il est essentiel d'améliorer l'accès des petits agriculteurs aux informations et aux technologies, en particulier en ce qui concerne la qualité des produits, les prix et les autres conditions du marché. Sur le plan financier, des programmes de micro-crédit peuvent accélérer l'adoption des technologies et la modernisation des petites entreprises, en vue d'améliorer la qualité/fiabilité des produits et de renforcer la réputation et l'image de marque, permettant d'accroître la valeur ajoutée à long terme tout en garantissant un coût de transaction moins élevé. Le renforcement des capacités en matière de contrats, de négociation et de résolution des conflits permettrait d'améliorer la participation au marché des petits exploitants. Les gouvernements peuvent également appuyer les efforts des groupes d'agriculteurs qui ont déjà adopté des méthodes de production économiquement viables, et recruter des agriculteurs qui souhaitent suivre ces exemples. Ces efforts peuvent s'inspirer des coopératives de producteurs agricoles des pays occidentaux, qui sont maintenant les principales garantes de la qualité des produits et de l'accès au marché agricole dans les pays de l'OCDE.

RÉSUMÉS ET POINTS CLÉS

- Bien que la pauvreté soit très répandue dans les zones peu peuplées (et reculées), la plupart des ruraux pauvres vivent à une relative proximité de centres urbains, petits et grands. Ainsi, une stratégie de réduction de la pauvreté pourrait consister à promouvoir l'accès au marché des petits producteurs progressivement, en rayonnant autour des zones urbaines.

- La plupart des économies en développement connaissent actuellement des transitions démographiques profondes et durables, à mesure que leurs populations se déplacent des régions rurales vers les zones urbaines. Ce processus accroît fortement la demande urbaine de produits d'origine animale. La plupart des pays en développement sont importateurs nets de produits d'origine animale, et leur dépendance vis-à-vis des importations tend à augmenter. Ainsi, les pays développés n'ont cessé d'enregistrer des exportations nettes de toutes les principales viandes et principaux produits laitiers.
- À mesure que les systèmes modernes d'approvisionnement se développent, les systèmes technologiques, institutionnels et d'informations qui soutiennent la production agro-alimentaire ont gagné en complexité. Des investissements réguliers sont nécessaires pour suivre l'évolution des produits, des processus et des normes de qualité et de sécurité. En conséquence, dans les systèmes alimentaires modernes sur les marchés agricoles fortement commercialisés, pour être compétitifs, les producteurs déjà sur le marché ou qui souhaitent y accéder, sont confrontés à une nouvelle série de coûts d'entrée et de transaction.
- Les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires dans de nombreux pays en développement sont encore loin des systèmes hautement technologiques et fortement intégrés qui prévalent dans les pays de l'OCDE. Dans les pays à faible revenu, la demande de tous les types de produits agricoles et de produits de l'élevage dépend principalement des niveaux de revenu des populations locales. En outre, seuls les ménages du décile de revenu supérieur représentent un marché viable pour les produits transformés à forte valeur ajoutée de la chaîne du froid. Les consommateurs des trois quintiles inférieurs de revenu achètent normalement les AOA sur les marchés d'animaux vivants et de produits frais, où les chaînes d'approvisionnement sont principalement régies par des réseaux informels et coutumiers.
- L'expansion actuelle des marchés des AOA dans les pays en développement, et leur grande diversité, représentent un énorme potentiel de génération de revenus pour les populations rurales pauvres, dont la plupart possède du bétail. Cependant, la part des bénéfices issus de la croissance de la demande alimentaire urbaine dont tireront profit les petits exploitants ruraux et l'industrie agro-alimentaire dépendra dans une large mesure de décisions politiques.
- Malheureusement, le potentiel de l'élevage en faveur de la réduction de la pauvreté, associé à un développement efficace du secteur, reste largement inexploité. Les raisons qui expliquent cette situation sont, entre autres, les imperfections du marché et des institutions; les paradigmes politiques dominants qui tendent à systématiquement privilégier l'industrialisation et la concentration, favorisant ainsi les grandes entreprises au détriment des petits acteurs du marché; et l'insuffisance des biens et des services publics, dont les conséquences affectent les pauvres de manière disproportionnée.
- La plupart des ménages agricoles et ruraux des pays en développement ont peu de chances d'être recrutés directement pour participer à l'industrialisation agroalimentaire. Même les étapes intermédiaires de la consolidation du secteur de l'agriculture, comme l'agriculture contractuelle, semblent être effectuées à une échelle qui dépasse

largement celle de l'agriculteur moyen. Néanmoins, la croissance de la demande urbaine représente actuellement une opportunité importante pour tous les producteurs alimentaires, y compris les petits exploitants, et doit être appréciée pour son potentiel de développement inclusif.

- De part leurs situations, les petits exploitants ont peu de chances de concurrencer les entreprises agroalimentaires commerciales déjà établies sur les marchés urbains. Pour pouvoir participer à la croissance du marché, les petits producteurs ont besoin d'élaborer une stratégie crédible de commercialisation, de spécialisation et d'investissements pour accroître la valeur ajoutée de leur production. Pour y parvenir, les petits producteurs doivent mettre l'accent sur leurs points forts - la variété des produits traditionnels et des coûts de ressources peu élevés – tandis que des politiques de développement inclusives sont nécessaires pour faciliter leur accès au marché.
- Pour que les marchés nationaux des produits animaux soient plus inclusifs, des politiques fermes doivent être mises en œuvre en vue de surmonter les barrières à l'entrée sur le marché, les défaillances institutionnelles et de l'information et le biais historique au profit du développement des entreprises agroalimentaires intégrées. La participation des petits exploitants et la création de valeur peuvent être facilitées par de nombreux mécanismes politiques, y compris des systèmes de certification des produits, la création de coopératives de producteurs et la mise en place de micro-contrats. Grâce à ces mécanismes, associés à d'autres politiques en faveur des investissements et du transfert de technologie, l'élan créé par la demande émergente d'AOA peut favoriser un développement plus inclusif et la réduction de la pauvreté.

6. Politiques, institutions et réformes institutionnelles dans le secteur de l'élevage

La contribution possible du secteur de l'élevage au développement économique et à la réduction de la pauvreté est restée jusqu'ici largement inexploitée, et il est difficile d'identifier un seul pays en voie de développement où la croissance du secteur ait été indiscutablement en faveur des pauvres. L'élevage a longtemps été considéré comme un complément de l'agriculture. Les décideurs politiques, tout comme les praticiens de développement, tendent à donner la priorité aux cultures vivrières plutôt qu'aux produits agricoles à haute valeur ajoutée tels que les AOA ou les fruits et les légumes. En outre, les interventions dans le secteur de l'élevage ont été essentiellement axées sur des aspects techniques de l'élevage, concernant notamment la reproduction, l'alimentation et le contrôle des maladies. En dépit de leur importance, ces interventions ont négligé le cadre politique et institutionnel général au sein duquel les agriculteurs exercent leur activité, c'est à dire, la gamme de mesures incitatives et dissuasives qui sous-tendent les décisions que prennent les ménages en matière de production et de consommation. Enfin, dans les rares cas où les dimensions politique et institutionnelle ont reçu une attention suffisante, les politiques/programmes axés sur le secteur de l'élevage ont été conçus par des personnels techniques du Ministère de l'élevage, des organisations non gouvernementales (ONG) ou des organisations internationales, sans réelle consultation avec les autres ministères et donc sans une réelle appréciation ni liaison avec les politiques et les marchés autres que ceux en rapport avec l'élevage, qui sont pourtant essentiels à la fois pour le développement de l'élevage et pour les éleveurs eux-mêmes (FAO, 2009a; Otte *et al.*, 2009).

Ce chapitre souligne l'importance de concevoir des politiques et des institutions équilibrées pour la croissance et le développement du secteur de l'élevage, élabore un programme stratégique pro-pauvres pour le secteur de l'élevage, et tire des leçons pratiques en matière de politiques et d'institutions sur la base de preuves empiriques afin d'élaborer des recommandations qui vont au-delà de simples généralités (comme «améliorer la qualité des services vétérinaires») et d'aider les décideurs et les praticiens du développement à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des réformes institutionnelles en faveur des pauvres dans le secteur de l'élevage. Le chapitre suggère enfin quelques tactiques opérationnelles en vue d'aider les personnes extérieures à identifier des voies possibles pour le changement dans des environnements politiques généralement hostiles, et des approches pour promouvoir un travail efficace au niveau local de ces environnements.

NATURE ET RÔLE DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS

On ne saurait trop insister sur l'importance des politiques et des institutions pour soutenir une croissance de l'économie inclusive et pro-pauvres (Campos et Nugent, 1999; North, 1990; Williamson, 2000). On peut lire dans le Rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde en 2008, plus précisément sur l'agriculture au service du développement, que:

L'absence de stabilité macroéconomique et politique limite le potentiel de développement du secteur [de l'agriculture]. Les problèmes d'économie politique se traduisent par des biais politiques et des problèmes de sous-investissement et de mauvais investissements dans l'agriculture. En outre, les problèmes en matière de ressources et de capacité gouvernementales provoquent des défaillances dans la mise en œuvre des programmes d'action, en particulier dans les pays à vocation agricole. (Banque mondiale, 2008)

On peut lire dans le Rapport de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 2000 que:

Pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, il ne suffit pas d'accroître la productivité et la production de l'agriculture, ni de créer plus de revenus. Les institutions sont l'élément structurant qui détermine l'accès aux actifs, à la possibilité de se faire entendre et au pouvoir, et qui arbitre entre les demandes concurrentes pour des ressources limitées. Il est essentiel de s'attaquer aux facteurs institutionnels et aux aspects des systèmes de gouvernance et d'économie politique qui tendent à exclure certaines personnes ou groupes de population du progrès. (FAO, 2000)

Le rapport publié en 2008 par l'initiative PPLPI sur l'Asie du Sud, la région des Andes et l'Afrique de l'Ouest, indique que:

Dans les années 1990, un nombre croissant d'experts et d'analystes de l'aide au développement se sont rendu compte que le transfert de technologie seul ne transformerait pas le développement, en particulier le développement agricole, d'une manière qui bénéficierait nécessairement aux pauvres. Les changements politiques et institutionnels ont été identifiés comme un pré-requis pour orienter le développement agricole en vue de satisfaire les besoins des pauvres. (PPLPI, 2008).

Étant donné qu'elles déterminent la manière dont les acteurs économiques, y compris les éleveurs, conjuguent leurs actifs à des fins de production et de consommation, les politiques et les institutions sont des facteurs essentiels de la croissance et du développement économiques, notamment dans le secteur de l'élevage.

Des études ont démontré une corrélation positive entre le niveau de développement des institutions et divers indicateurs de la situation économique (par exemple, Knack et Keefer, 1995; Mauro, 1995; Djankov *et al.*, 2002). Corrélation ne signifie pas causalité, ainsi, la relation observée entre les politiques/institutions et le développement économique semble être bidirectionnelle. En effet, les institutions influent sur le niveau et le rythme du développement économique, mais le développement économique peut également favoriser des changements institutionnels (Lin et Nugent, 1995; Ruttan, 2006). Par exemple, la réforme des services vétérinaires publics peut se traduire par une croissance du secteur de l'élevage, qui peut à son tour encourager de nouvelles politiques commerciales sur l'alimentation animale. Cependant, quel que soit le lien de causalité entre la croissance économique et les changements politique et institutionnel, les réformes qui produisent des incitations et

Encadré 6.1: POLITIQUES

Les politiques publiques sont des ensembles de mesures gouvernementales axées sur un objectif économique et/ou social à long terme dans un domaine plus général, elles sont pan-territoriales et permanentes, c'est-à-dire qu'elles couvrent tout un pays et restent en place jusqu'à ce qu'une nouvelle politique soit conçue et mise en œuvre. Une politique est composée de deux éléments principaux: i) un objectif; et ii) un ou plusieurs instruments - ou outils à la disposition du gouvernement - qui servent l'objectif et produisent les résultats souhaités. L'objectif de la politique est un objectif socio-économique à long terme bien défini; les instruments au service de l'objectif de la politique sont les programmes, les réglementations, les décrets, les lois, les projets, etc. qui affectent la manière dont les parties prenantes - y compris le gouvernement dans son ensemble et le secteur privé - interagissent. Les instruments de politique comprennent par exemple les lois/réglementations qui influencent les décisions au sein d'un ménage ou d'un ministère, ou qui affectent les relations entre les éleveurs et les banques publiques ou entre les petits agriculteurs et les transformateurs. Les politiques ne doivent pas être confondues avec les programmes ou les projets, qui sont des actions publiques ou privées limitées en termes de temps et de ressources et qui impliquent des interactions directes avec des groupes de parties prenantes spécifiques, tels que les éleveurs de bétail et les institutions financières. Un programme peut consister à mettre en place un système d'alerte précoce en cas de sécheresse, à créer une bourse de marchandise, ou à effectuer une distribution ponctuelle de coupons aux agriculteurs pour l'achat de services et d'intrants vétérinaires aux prix du marché. Les programmes, et les projets qu'ils incluent, sont souvent des instruments visant à mettre en œuvre une politique plus large, et à ce titre ils doivent être conformes au cadre stratégique en vigueur. Les politiques et les programmes vont généralement de pair, étant donné que les réformes politiques ne prennent effet que lorsque les programmes de soutien favorisent l'évolution de la manière dont les institutions et les organismes gouvernementaux et privés opèrent.

Sources: ILRI, 1995; Norton, 2004.

des possibilités d'investissement, petits ou grands, sont une condition essentielle de la croissance et du développement économiques (Acemoglu, Johnson et Robinson, 2002; Rodrik, Submaranian et Trebbi, 2004)

Les liens entre les institutions, les politiques et les performances économiques ne sont considérés qu'à l'échelle de l'économie dans son ensemble. En effet, les indicateurs de bonnes politiques et institutions ne sont rassemblés qu'au niveau macro-économique. Il n'y a pas de base de données exhaustive permettant d'évaluer l'efficacité des politiques et des institutions au niveau sectoriel, y compris pour ce qui concerne le secteur de l'élevage. Par exemple, bien que certaines données disponibles fournissent des indications du niveau de corruption, du degré de stabilité politique, de la qualité de l'environnement commercial, et d'autres indicateurs relatifs aux politiques et aux institutions au niveau national (Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, 2009), il n'existe aucun indicateur à la disposition du public concernant la fiabilité des programmes conçus par le Ministère de l'élevage ou l'environnement

Encadré 6.2: INSTITUTIONS

Les institutions peuvent être des organisations - y compris gouvernementales - ou des règles et réglementations formelles/informelles qui régissent le comportement des acteurs (par exemple, le gouvernement, les agriculteurs...) et leurs relations (par exemple, entre les agriculteurs et les commerçants...). Elles agissent principalement sur la croissance et le développement économiques par l'entremise de mesures incitatives ou dissuasives concernant l'investissement des acteurs du secteur public et/ou privé (Acemoglu et Robinson, 2008; Lin et Nugent, 1995). Sur la base des travaux de Williamson (2000), il est possible d'identifier quatre niveaux d'institutions:

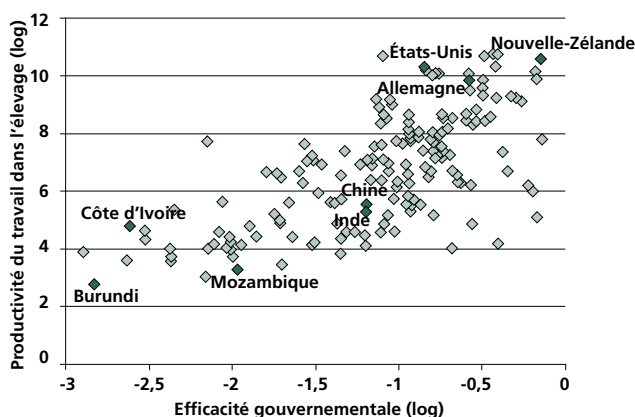
- i. *Les institutions ancrées socialement* incluent les normes, les coutumes, les mœurs et les traditions. Elles sont pour la plupart d'origine spontanée; elles sont dotées d'une grande inertie, évoluant sur des centaines ou des milliers d'années; elles influencent les prises de décision, et elles ne peuvent être, éventuellement, modifiées que dans le cadre de réformes des politiques sur le très long terme. Par exemple, les possibilités d'un développement rapide du secteur de la production de bœuf dans l'Inde hindoue sont presque nulles.
- ii. *Les institutions structurelles* incluent la Constitution nationale, le système de gouvernement, les agences gouvernementales, le régime des droits de propriété, le système judiciaire et les autorités politiques. Elles évoluent lentement, il faut entre une dizaine et une centaine d'années pour les changer; modifier la Constitution, supprimer ou créer de nouvelles institutions publiques, réformer le régime des droits de propriété, etc. ne sont pas des changements fréquents. Par exemple, les programmes de réforme agraire qui améliorent l'accès des populations pastorales et l'utilisation des ressources communes sont rares.
- iii. *Les lois et les règlements* officiels régissent le comportement et les relations au sein et entre les secteurs privé et public. Ce sont des institutions qui évoluent rapidement (entre un et dix ans), et sont constamment revues, modifiées et adaptées dans le cadre de réformes des politiques, telles que les réformes du secteur civil ou la légalisation des auxiliaires communautaires de santé animale.
- iv. Les institutions peuvent également résulter des *interactions entre certains acteurs*, qui agissent en fonction des règles existantes et de la disponibilité des ressources. Dans le secteur de la volaille, par exemple, les grandes unités de production centralisées ou l'agriculture contractuelle peuvent être considérées comme différentes institutions qui prévalent dans des contextes différents. En fonction des technologies disponibles et des règles existantes, il peut être plus facile d'embaucher des travailleurs ou d'externaliser l'élevage des poussins à des producteurs indépendant

Sources: Adapté de Lin et Nugent, 1995; North, 1987; Ruttan, 2006; Williamson, 2000.

commercial sur le marché des médicaments vétérinaires. Cependant, les caractéristiques de ces institutions sectorielles sont probablement liées à celles des institutions qui affectent l'ensemble de la société.

La figure 6.1 illustre la productivité du travail dans le secteur de l'élevage par rapport à l'efficacité gouvernementale dans 168 pays, notamment des économies en développement,

FIGURE 6.1
Efficacité gouvernementale et productivité du travail dans le secteur de l'élevage



Sources: FAOSTAT, 2010; Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, 2009.

industrialisées et en transition. L'axe vertical indique la valeur de la production animale (en dollars PPA) par travailleur agricole (population active dans le secteur de l'agriculture) (FAOSTAT, 2010), considérée comme un indicateur du niveau de développement du secteur de l'élevage. L'axe horizontal indique l'efficacité gouvernementale - l'un des six indicateurs de gouvernance élaborés dans le cadre du projet «Indicateurs mondiaux de la gouvernance» de la Banque mondiale (Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, 2009) - qui est notée de -2,5 à 2,5, plus le score est élevé plus l'efficacité est grande. L'efficacité gouvernementale mesure la perception de la qualité des services publics, la qualité de l'administration et son degré d'indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, et la crédibilité de la volonté gouvernementale d'appliquer les politiques adoptées.

Comme l'on s'y attendait, la figure 6.1 indique une corrélation positive entre la qualité générale des politiques et des institutions et le niveau de productivité du travail dans le secteur de l'élevage. Cependant, cette figure ne permet pas de répondre à une question cruciale: quelles politiques et institutions garantissent une croissance du secteur de l'élevage inclusive et favorable aux pauvres?

UN CADRE STRATÉGIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

Un programme politique global axé sur le secteur de l'élevage devrait considérer l'élevage dans une optique vaste et tenir compte de la multiplicité des éléments qui affectent directement ou indirectement la croissance du secteur.

Le développement du secteur de l'élevage nécessite la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines et d'un cadre institutionnel propice. Par exemple, un faible taux d'inflation, des politiques fiscales stables, un système judiciaire fonctionnel et un faible niveau de corruption sont des facteurs essentiels pour les éleveurs (et les entrepreneurs en général),

facteurs qui les encouragent à planifier et à réaliser des investissements à long terme pour renforcer leurs capacités de production. Cependant, des politiques macroéconomiques saines et des institutions globalement fonctionnelles ne suffisent pas pour soutenir une croissance inclusive du secteur de l'élevage. En raison du manque et de l'asymétrie d'informations ainsi que des coûts de transaction élevés, les imperfections du marché pèsent lourd dans les zones rurales et empêchent les éleveurs, en particulier ceux avec le moins de ressources, d'exploiter les possibilités offertes par un environnement macro-économique et institutionnel favorables (de Janvry, Key et Sadoulet, 1997; Serra et Stiglitz, 2008). Par exemple, les réseaux de routes en mauvais état et l'absence d'informations sur les maladies animales font qu'il n'est pas rentable pour les acteurs privés, notamment les fournisseurs de services vétérinaires et les institutions financières, d'offrir des services et des biens privés dans les zones pastorales arides et semi-arides faiblement peuplées. En conséquence, les ressources productives des pasteurs et leurs capacités entrepreneuriales restent inexploitées, au détriment de l'intérêt de la société.

Promouvoir une croissance équitable et efficace du secteur de l'élevage nécessite donc la conception et la mise en œuvre de politiques qui s'attaquent aux contraintes spécifiques du secteur. Ces politiques peuvent être divisées en trois grandes composantes, qui visent à aider les agriculteurs, principalement les petits exploitants (Dorward *et al.*, 2004a; 2004b; Pica-Ciamarra, 2005.)

- Les politiques et les programmes visant à aider les petits exploitants à *gérer les bases de la production animale* comprennent les actions publiques qui offrent aux éleveurs un accès sûr et adéquat aux intrants de production fondamentaux, telles que la terre, la nourriture et l'eau pour les animaux, et qui les aident à faire face aux risques et aux chocs tels que les catastrophes naturelles et les fluctuations des prix. Un accès sécurisé aux intrants de production de base et la mise en œuvre de mécanismes d'adaptation aux risques sont des conditions nécessaires pour les éleveurs, mais elles ne suffisent pas à garantir qu'ils pourront produire un surplus commercialisable suffisant pour sortir de la pauvreté.
- Les politiques et les programmes visant à *améliorer la productivité de l'élevage* comprennent toutes les actions visant à faciliter l'accès des agriculteurs aux services de santé animale, aux crédits, aux informations et aux marchés – aux niveaux national et international. Ces ressources sont toutes essentielles pour permettre aux agriculteurs de produire et de commercialiser des excédents de production, pour renforcer la contribution de l'élevage aux revenus des ménages, et, enfin, pour favoriser la croissance du secteur.
- Pour éviter d'être contraints de quitter le secteur de l'élevage, les agriculteurs doivent être en mesure de réagir et de s'adapter aux conditions changeantes du marché et à l'évolution de la demande des consommateurs. Les politiques et les programmes visant à *soutenir la productivité et la compétitivité de l'élevage* comprennent toutes les actions liées à la recherche et à l'environnement et autres actions publiques, nécessaires pour soutenir la pérennité et la compétitivité des éleveurs à moyen et à long terme.

Le tableau 6.1 propose un cadre stratégique et les justifications de chacune des politiques. Il énumère également des interventions complémentaires et/ou alternatives utiles en matière d'élevage à la disposition des décideurs politiques.

Le cadre stratégique présenté dans le tableau 6.1 peut être utilisé à titre de référence pour identifier les domaines d'intervention prioritaires et examiner divers programmes et politiques possibles. Cependant, pour concevoir et mettre en œuvre avec succès des politiques et des changements institutionnels dans le secteur de l'élevage, il est nécessaire non seulement de fixer des directives générales, mais également de suivre des recommandations pratiques visant à faciliter la formulation d'interventions efficaces dans le secteur.

CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES D'ÉLEVAGE ET DES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES EN FAVEUR DES PAUVRES

L'observation des conditions de croissance du secteur de l'élevage et de leur relation aux politiques et aux changements institutionnels mis en œuvre au cours des dernières décennies, permet de tirer cinq leçons essentielles en vue de guider la formulation et la mise en œuvre de réformes politiques et institutionnelles du secteur de l'élevage en faveur des pauvres.

Portée des réformes

Les périodes de forte croissance du secteur de l'élevage ont été stimulées par des politiques et des réformes institutionnelles adaptées mais partielles; aucun pays n'a élaboré ni mis en œuvre une stratégie globale de développement du secteur de l'élevage.

Plusieurs gouvernements de pays en développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine - souvent soutenus par la communauté internationale - ont conçu des politiques et des stratégies de développement de l'élevage de plus ou moins grande envergure, comme au Bangladesh (2007), dans l'État du Chhattisgarh, en Inde (2008), au Gabon (2008), en Indonésie (2000), au Malawi (1995), au Mali (2003), en Mauritanie (2002), dans l'État de l'Orissa, en Inde (2002), au Pérou (2006), en République-Unie de Tanzanie (2002) et en Zambie (2004). Les politiques/stratégies de développement du secteur de l'élevage sont généralement des documents techniques de qualité, qui n'ont malheureusement jamais été appliquées intégralement et efficacement, car elles reposent sur deux hypothèses plutôt optimistes (Easterly, 2008a; Rodrik, 2007). La première hypothèse est que les décideurs politiques auraient une connaissance complète de toutes les contraintes du secteur de l'élevage, ce qui semble être souvent le cas, puisque les stratégies identifient des dizaines de domaines d'intervention. La seconde hypothèse, encore plus optimiste, est que les décideurs auraient la capacité d'éliminer complètement les contraintes identifiées, ce qui implique l'adoption d'instruments de politique aussi bien au sein qu'à l'extérieur du secteur de l'élevage.

Les chances sont donc faibles qu'une politique/stratégie complète de développement du secteur de l'élevage soit parfaitement formulée et mise en œuvre avec succès. Dans la pratique, parmi les nombreuses interventions envisagées dans le cadre d'une stratégie du secteur de l'élevage, les pouvoirs publics optent pour celles qui semblent techniquement possibles, respectent les contraintes budgétaires, et sont politiquement acceptables. Cette approche très pragmatique permet de s'assurer que quelque chose sera fait, mais une approche aussi fragmentée ne garantit pas que les interventions choisies contribueront de manière significative au développement du secteur de l'élevage - dans le pire des cas, elles peuvent même faire reculer le bien-être - parce que toutes les autres contraintes restent en place (Rodrik, 2007). Par exemple, supposons que les décideurs aient formulé une stratégie de développement du secteur de l'élevage à deux volets afin d'offrir des vaccins aux

Tableau 6.1
UN CADRE STRATÉGIQUE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

	Objectif stratégique	Exemples d'instruments de politique	Justification
Environnement des politiques d'élevage	Créer un macro-environnement propice	Politiques macro-économiques et réformes institutionnelles	La solidité des facteurs macroéconomiques fondamentaux et la qualité des institutions sont positivement corrélées avec les indicateurs économiques et sociaux de bien-être
Gérer les bases de la production animale	Sécuriser l'accès à la terre, à l'eau et à la nourriture pour les animaux	Réformes foncière et agraire déterminées par l'État Réforme foncière déterminée par le marché Réglementation des accords de location foncière Titres de propriété Reconnaissance des terres coutumières Co-gestion des terres	Les éleveurs de bétail ont besoin d'un accès adéquat et sécurisé à la terre (et aux ressources en eau et en nourriture associées) pour commencer à produire des produits animaux et des produits dérivés
	Fournir des mécanismes d'assurance et d'adaptation aux risques	Assurance du bétail Systèmes d'alerte précoce Plans d'urgence Alimentation d'urgence Réserves de pâturage Déstockage Reconstitution du cheptel	La variabilité des rendements empêche les éleveurs de faire un usage efficace de leurs ressources et se traduit par l'adoption de décisions prudentes en matière d'investissement
Améliorer la productivité et la compétitivité de l'élevage	Sécuriser l'accès aux services de santé animale	Décentralisation Recouvrement des coûts Systèmes conjoints de santé humaine-animale Sous-traitance Subventions «intelligentes» pour les prestataires de services privés Agents communautaires de santé animale Associations d'adhérents Subventions «intelligentes» pour les éleveurs	Les éleveurs sont souvent pauvres, peu éduqués, dispersés, et incapables de faire appel efficacement aux services d'élevage publics et privés
	Sécuriser l'accès aux crédits et autres intrants	Diversification du portefeuille Bétail en garantie de prêts Systèmes de récépissés d'entrepôt Services bancaires mobiles Banque à distance Institutions financières composées de membres Bureaux de crédit et de notation	Les problèmes de lacune et d'asymétrie des informations et les coûts de transaction élevés limitent l'accès des agriculteurs aux crédits et aux autres intrants de production, car les agents privés sont rarement disposés à offrir leurs services aux éleveurs pauvres et dispersés

(suite page suivante)

Tableau 6.1
UN CADRE STRATÉGIQUE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE (SUITE)

	Objectif stratégique	Exemples d'instruments de politique	Justification
Soutenir la productivité et la compétitivité de l'élevage	Favoriser l'accès aux marchés nationaux et internationaux	Associations d'éleveurs/de commerçants Courtiers en bétail Marchés périodiques Agriculture contractuelle Systèmes d'information sur le marché Bourses des produits Normes SPS Zones d'exportation indemnes de maladie Commerce axé sur les produits de base Infrastructures favorables au commerce Zones de quarantaine	La capacité des marchés d'indiquer aux producteurs de bétail comment allouer leurs ressources productives est limitée par l'insuffisance des infrastructures de communication et de transport, par l'absence ou le manque d'informations, l'inégalité du pouvoir de négociation entre les parties contractantes, etc.
	Promouvoir la fourniture de biens publics: recherche	Décentralisation Subventions de contrepartie Programmes de recherche financés par des cotisations Fonds de recherche compétitifs Renforcement des droits de propriété intellectuelle Recherches participatives sur l'élevage	Les centres de recherche privés sont prêts à investir dans des races/des technologies rentables, mais les éleveurs pauvres constituent rarement un marché attrayant pour le secteur privé
	Promouvoir la fourniture de biens publics: sécurité sanitaire et qualité des aliments, protection de l'environnement	Systèmes de pâturage contrôlé Co-gestion des pâturages communs Zonage du bétail Quotas de décharge Paievements des services environnementaux Commercialisation des biens environnementaux Taxes environnementales	Les systèmes de production animale s'accompagnent parfois de retombées négatives, qui doivent être traitées dans le cadre d'actions collectives

Source: FAO, 2010a

villageois et de paver des routes de desserte. Le Ministère de l'élevage réussit à vacciner l'ensemble du cheptel du village, mais est incapable de persuader le Ministère des travaux publics de paver les routes. En conséquence, la production accrue de l'élevage risque d'être écoulee sur les marchés locaux, ce qui entrainera une baisse des prix, la situation des éleveurs ne s'améliorera pas, elle pourrait même empirer, même si les consommateurs locaux bénéficieront quant à eux d'une plus grande disponibilité de protéines animales. Dans le

Crédit : ©FAO/Noah Seelam



pire des cas, la pénurie de fourrage ou le surpâturage du fait du plus grand nombre d'animaux peuvent même se traduire par une réduction de la production totale, et aggraver la situation des producteurs et des consommateurs.

Les plans de développement du secteur de grande envergure sont un outil important pour élaborer une vision commune du développement du secteur et créer un consensus politique, mais plutôt que de poursuivre simultanément des objectifs trop nombreux dans l'espoir que certains seront atteints, les décideurs politiques devraient identifier des domaines prioritaires pour les interventions sur la base de critères socio-économiques sélectionnés. De nombreuses réformes politiques et institutionnelles qui se sont traduites par une croissance économique soutenue étaient relativement mineures, ce qui suggère que lorsque les performances des systèmes de production sont bien en deçà de leur potentiel, une évolution même modérée dans la bonne direction peut produire des gains de croissance importants (Rodrik, 2007). Par exemple, le système de responsabilité des ménages, qui est reconnu comme étant l'un des piliers de la croissance phénoménale de la Chine au cours des trois dernières décennies, était fondé sur une libéralisation marginale de l'agriculture alors que le régime agricole restait intact: les agriculteurs pouvaient vendre les surplus de récolte librement au prix-déterminé par le marché après s'être acquittés de leurs obligations envers le gouvernement dans le cadre du système de commande de l'État (Gulati et Fan, 2008).

Groupes cibles

Le développement avec succès du secteur de l'élevage s'est concentré sur des catégories spécifiques d'éleveurs, mais aucune intervention réussie ne ciblait l'ensemble des éleveurs de bétail, y compris les (plus) pauvres.

Dans les pays en développement, la plupart des ménages agricoles ne possèdent pas assez de ressources productives, y compris des animaux d'élevage, pour s'élever au-dessus du seuil de pauvreté seulement grâce à l'élevage. Ainsi, l'emploi salarié est une source essentielle de revenus pour de nombreux pauvres: des enquêtes auprès des ménages réalisées dans 13 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine montrent que l'emploi salarié

représente jusqu'à 47 pour cent du revenu des pauvres, définis comme ceux qui vivent avec moins de 2 dollars PPA par jour (Valdés et al., 2008; Rae et Zhang, 2009; voir aussi chapitre 3). Pour les plus pauvres, par conséquent, une augmentation des opportunités d'emploi hors ferme et des possibilités d'emploi non agricoles est peut-être le moyen le plus pratique d'échapper à la pauvreté. En outre, à mesure que la croissance économique progresse, l'emploi salarié devient la source la plus importante de moyens d'existence, alors que le nombre de travailleurs indépendants diminue: par exemple, environ 13 pour cent de la population active au Bangladesh et à Madagascar appartiennent à la catégorie des employés sous contrat; ce chiffre s'élève à 19 pour cent au Cameroun, 35 pour cent au Pakistan, 52 pour cent aux Philippines, 67 pour cent au Brésil, 75 pour cent en Argentine, 86 pour cent au Japon, environ 89 pour cent en Allemagne et en France, et près de 93 pour cent aux États-Unis d'Amérique (OIT, 2010).

Même si les fonds étaient disponibles pour permettre des investissements majeurs et complets dans le secteur de l'élevage – destinés par exemple à la distribution de races plus productives, à la fourniture adéquate de services de santé animale et d'intrants vétérinaires, à la construction de routes de desserte, et à l'établissement de systèmes d'information sur les marchés et les abattoirs – toute tentative de faire de tous les agriculteurs des entrepreneurs rentables serait vouée à l'échec. D'une part, si tous les éleveurs (qui représentent une part importante des ménages ruraux dans la plupart des pays en développement) tentaient de produire des surplus commercialisables de viande ou de lait, le coût des intrants augmenterait, les prix à la production chuterait et la rentabilité de l'élevage diminuerait (Islam et Jabbar, 2005; Pica-Ciamarra et Otte, 2010). Ce scénario est un problème typique de généralisation: ce qui fonctionne pour un éleveur de bétail ne fonctionne pas nécessairement pour tous. D'autre part, la croissance agricole, y compris le secteur de l'élevage, contribue principalement au développement économique et à la réduction de la pauvreté grâce aux effets multiplicateurs qui se propagent à d'autres secteurs de l'économie, y compris via les liens de consommation et de production, plutôt que par des contributions directes aux revenus des agriculteurs (Chenery et Syrquin, 1975; Pica, Pica-Ciamarra et Otte, 2008; voir aussi le chapitre 4). En effet, il est préférable que ce soient les petits agriculteurs qui contribuent à la croissance agricole, parce que la croissance fondée sur les petits agriculteurs s'est avérée particulièrement inclusive (Bourguignon et Morrison, 1998; Banque mondiale, 2003): par exemple, pour 1 000 litres de lait par jour produit au Kenya, les petits agriculteurs (moins de deux vaches chacun) créent environ 60 opportunités de travail salarié à long terme, alors que seuls 44 emplois à temps plein sont créés par les agriculteurs de taille moyenne (de trois à six vaches) et 43 par les grands exploitants agricoles (plus de six vaches) (Staal, Nin Pratt et Jabbar, 2008a).

Des politiques et réformes institutionnelles inclusives dans le secteur de l'élevage, devraient donc cibler les petites et moyennes exploitations en mesure de créer des entreprises durables et lucratives, afin de générer des opportunités d'emploi dans les zones rurales et de fournir des produits animaux à des prix abordables pour les consommateurs ruraux et urbains. Comme le résumait Upton et Otte (2004):

Il est clair que l'élevage a un impact direct sur les revenus des éleveurs pauvres. Toutefois, étant donné que l'augmentation des revenus provenant de l'agriculture est efficace pour créer des emplois dans le secteur des biens et services locaux non commerciaux, on

peut très bien soutenir la réduction de la pauvreté à travers la création d'emplois... pour que cette voie soit efficace, la croissance rapide de la production animale et de l'offre sur le marché doit générer une augmentation des revenus en espèce des producteurs. Ainsi, cette croissance rapide a plus de chance d'être réalisée grâce à des politiques de développement de l'élevage qui ciblent les petits exploitants «pas si pauvres mais quand même pauvres» plutôt que les «très pauvres».

Cela ne signifie pas que les très pauvres doivent être abandonnés. Des programmes tels que le modèle mis en place au Bangladesh pour la promotion des petites unités avicoles à destination des femmes pauvres, procurent des avantages directs et doivent être encouragés. Cependant, les interventions dans le secteur de l'élevage ont plus de chance d'avoir un impact sur la réduction du nombre de personnes très pauvres lorsqu'elles encouragent les éleveurs «pas-si-pauvres» à augmenter la production pour le marché, afin de leur permettre d'augmenter leurs dépenses consacrées aux biens et services non agricoles et non échangeables, ce qui tend à créer des emplois et à générer une croissance des revenus. Les très pauvres sont plus susceptibles de tirer des bénéfices immédiats d'interventions dans d'autres domaines.

Incitations et marchés

Dans beaucoup, sinon dans tous les cas de développement réussi et durable du secteur de l'élevage, des incitations ont été créées pour les agriculteurs «pas-si-pauvres», afin de les encourager à investir leurs ressources productives en vue d'augmenter la rentabilité de leurs entreprises et notamment de leurs élevages (Spielman et Pandya-Lorch, 2009; Werbeke *et al.*, 2009).

Presque rien n'est possible en l'absence d'incitations adéquates. Le développement agricole a de meilleure chance de succès lorsque des politiques qui encouragent les agriculteurs, les entrepreneurs et les entreprises à investir dans l'agriculture sont en place, et lorsque les marchés fournissent des signaux de prix exacts et en temps opportun à ces acteurs du secteur privé (Spielman et Pandya-Lorch, 2009).

Parmi les interventions publiques qui ont stimulé la croissance dans le secteur de l'élevage en s'appuyant directement ou indirectement sur des incitations en faveur des agriculteurs, on peut citer l'éradication de la peste bovine (ou «typhus contagieux») dans près de 130 pays à travers le monde, le programme *Operation Flood* en Inde, et l'éradication de la fièvre aphteuse (FA) en Uruguay.

La peste bovine est une maladie contagieuse des bovins, qui peut tuer jusqu'à 95 pour cent des animaux infectés. L'éradication mondiale de la peste bovine - le dernier cas a été détecté et confirmé au Kenya en 2001 - a été rendu possible grâce à l'association de quatre éléments fondamentaux: i) les bovins sont le seul réservoir du virus; ii) un vaccin thermostable efficace et qui confère une immunité à vie après une seule application a été développé dans les années 1980; iii) les gouvernements nationaux ont coopéré étroitement dans l'effort d'éradication, qui a été coordonné par le Programme mondial d'éradication de la peste bovine (GREP); et iv) les agriculteurs étaient fortement incités à vacciner leurs animaux, compte tenu de la forte mortalité liée à la peste bovine et de l'importance des bovins pour la subsistance des agriculteurs (Otte et Upton, 2005; Roeder et Rich, 2009). Après la création du GREP, l'AIEA (1998) rapporte qu'au Mali, par exemple, la production



Crédit: ©FAO/Jon Spauli

annuelle de bœuf a augmenté de 21 pour cent, la production de lait de 33 pour cent, et la production de cuir de 17 pour cent, tandis que la croissance annuelle du cheptel est passée de moins de 1 à 8,5 pour cent.

En Inde, le programme *Operation Flood*, qui s'est étalé de 1970 à 1996, a favorisé la création d'une industrie laitière nationale en créant des liens entre les agriculteurs à petite échelle, qui possédaient de deux à cinq vaches chacun, et les marchés. Le programme a mis en place un réseau de coopératives d'agriculteurs au niveau des villages pour la collecte du lait et au niveau du district pour les installations de transformation, et des fédérations au niveau des États pour la commercialisation du lait et la coordination des ventes entre les États. En établissant des liens entre la production (les agriculteurs) et la consommation (marchés et opportunités économiques), le programme *Operation Flood* a incité les agriculteurs et d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement à investir dans la production de lait et les activités connexes: en 2008, environ 13 millions d'agriculteurs étaient membres de coopératives laitières, et l'Inde est actuellement le premier producteur de lait au monde.

Operation Flood était axé non seulement sur le renforcement de la production de lait, mais aussi sur le développement d'un système efficace de commercialisation du lait. Les architectes du programme Operation Flood ont analysé en permanence la demande croissante de produits d'origine animale et ont conçu un programme intégré et global pour répondre à cette demande, parallèlement à des systèmes de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de contrôle centralisé de la qualité. (Cunningham, 2009)

La fièvre aphteuse est une maladie virale hautement contagieuse qui affecte les animaux à sabots fendus et provoque des pertes de production importantes chez les bovins laitiers. Les pays qui ont éradiqué la fièvre aphteuse imposent des barrières zoosanitaires strictes sur les importations de produits d'origine animale en provenance de pays infectés, créant ainsi un marché haut de gamme pour les produits animaux en provenance de pays indemnes de fièvre aphteuse. En 1995, l'Uruguay, où la viande bovine représente plus de 21 pour cent des exportations en valeur, est entrée dans le groupe des pays indemnes de fièvre aphteuse sans vaccination et a obtenu l'accès aux marchés internationaux haut de gamme de viande bovine - y compris au marché américain - pour la première fois depuis

des décennies. Le succès de l'effort d'éradication de la fièvre aphteuse en Uruguay peut s'expliquer par le rôle actif des associations de producteurs dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie, en collaboration avec les autorités nationales de santé animale, car l'élimination de la fièvre aphteuse dans le cheptel national se traduit par une hausse significative des revenus des producteurs, mais également de l'État. En avril 2001, toutefois, l'Uruguay a signalé un foyer de fièvre aphteuse dans l'état de Soriano, près de la frontière avec l'Argentine, et en mai 2010, au moment de la publication du rapport de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le pays n'avait toujours pas retrouvé son statut de pays indemne de fièvre aphteuse sans vaccination (il est actuellement indemne de fièvre aphteuse avec vaccination), principalement en raison du manque de collaboration entre les acteurs concernés. Suite à l'apparition de ce foyer, les producteurs de bœuf ont perdu confiance dans la capacité des autorités vétérinaires publiques d'exercer une surveillance des maladies animales et d'enrayer les épidémies (Jarvis *et al.*, 2001; Rodriguez Gustá, 2008; site Web de l'OIE,²⁶ 10 janvier 2011).

Expérimentation

Les politiques et les institutions devraient fournir aux éleveurs «pas-si-pauvres» et autres acteurs publics et privés les incitations adéquates en vue de faire bon usage de leurs ressources productives et, en particulier, de mettre en place des exploitations d'élevage durables. Toutefois, mettre en pratique ces grands principes est loin d'être simple.

Il n'y a pas de règle absolue concernant ce que les institutions du secteur de l'élevage - comme les Ministères de l'élevage - doivent faire pour atteindre leurs objectifs; il existe de nombreuses façons de réaliser un objectif donné et aucune n'est systématiquement meilleure que les autres. La tendance à se concentrer sur les polices et les institutions exemplaires risque de laisser des «zones d'ombre», alors que des projets institutionnels alternatifs, qui pourraient permettre d'atteindre les objectifs souhaités à moindre coût, sont négligés (Rodrik, 2007; Banerjee et Duflo 2009). Par exemple, il existe une grande variété de possibilités alternatives et complémentaires pour améliorer la prestation des services de santé animale et la fourniture des intrants vétérinaires nécessaires dans les zones rurales, notamment à travers la décentralisation (par exemple, en Ouganda), la sous-traitance des services à des prestataires privés (par exemple, au Maroc), le soutien apporté aux vétérinaires qui souhaitent ouvrir des cliniques de santé animale dans les principales zones d'élevage (par exemple, en Inde), la fourniture de coupons aux agriculteurs en vue d'accéder à des services de santé animale et d'acheter des médicaments aux prix du marché (par exemple, au Mali), l'offre conjointe de services de santé humaine et animale afin de réduire les coûts de prestation (par exemple, au Tchad), l'institutionnalisation des travailleurs communautaires de santé animale (par exemple, en Indonésie), et le soutien à des organisations d'adhérents qui offrent des services de santé animale à leurs membres (par exemple, en Inde) (FAO, 2010a).

La mise en œuvre de(s) l'instrument(s) sélectionné(s) n'est pas exempte de difficultés, car de nouveau, de nombreuses options sont possibles. Par exemple, décentralisation peut signifier délégation ou déconcentration; les services de santé animale peuvent être sous-traités à des vétérinaires, des para-vétérinaires ou des ONG; les acteurs privés peuvent

²⁶ <http://www.oie.int/>



Crédit: ©FAO/Giulio Napolitano

obtenir des subventions ou des prêts à taux d'intérêt préférentiels pour mettre en place des postes de santé animale en milieu rural; et les travailleurs communautaires de santé animale peuvent être formés pendant une journée ou une semaine, par des ONG ou des écoles vétérinaires publiques.

Étant donné qu'il existe de nombreuses façons de réaliser un objectif, comme fournir des services de santé animale équitables et efficaces dans les zones rurales, les décideurs doivent adopter une stratégie pour choisir le bon instrument et s'assurer qu'il est mis en œuvre de manière adéquate. Certains instruments peuvent être totalement irréalisables en raison de contraintes budgétaires (par exemple, en cas d'absence de fonds pour accorder des subventions aux vétérinaires du secteur privé qui souhaitent créer leur propre entreprise dans des zones rurales) ou parce qu'ils sont incompatibles avec la politique générale et le cadre institutionnel dans son ensemble (par exemple, s'il n'y pas d'ONG à laquelle il est possible de sous-traiter les services vétérinaires). Les décideurs devraient se concentrer sur une ou deux possibilités potentiellement réalisables et qui semblent les plus prometteuses selon la situation sur le terrain, la recherche, l'expérience d'autres pays, et le contexte actuel de l'économie politique du pays.

On ne peut jamais être certain que la politique ou le changement institutionnel proposé fonctionnera efficacement, car il n'existe pas d'institution standard parfaite. Pour réduire l'incertitude et identifier la meilleure conception institutionnelle pour la prestation de certains services, les décideurs peuvent décider de mettre à l'essai, dans différents domaines, diverses réformes institutionnelles, choisies au hasard dans un ensemble plus vaste, puis dans un deuxième temps, d'étendre l'alternative la plus prometteuse à l'échelon national²⁷ (Banerjee et Duflo, 2008; Duflo et Kremer, 2008). Par exemple, des projets pilotes peuvent être conçus pour déterminer si le barème de rémunération des vétérinaires sous-contrat

²⁷ Toutes les politiques/réformes ne peuvent pas être mises à l'essai; par exemple, les changements de politique monétaire ou les investissements dans les infrastructures ne peuvent pas l'être.

doit être fixe, s'il doit dépendre du nombre de villages visités ou du nombre d'animaux vaccinés; pour déterminer si les travailleurs communautaires de santé animale doivent avoir accès à des cours de recyclage tous les six mois ou tous les ans, etc. L'objectif est d'évaluer les résultats moyens de variables identifiées, comme la productivité laitière ou le taux d'exploitation, par rapport aux résultats des groupes d'individus qui n'ont pas participé au projet pilote. Les coûts et les avantages des différentes options peuvent ensuite être comparés, afin que les décideurs puissent étendre seulement les réformes institutionnelles les plus efficaces.²⁸

Cette approche expérimentale est exigeante, mais elle améliore la probabilité que les principales politiques et réformes institutionnelles aient un impact positif sur le terrain. Trop souvent, les politiques et les programmes ont échoué et ont été abandonnés, en dépit de leurs fondements sérieux et valables, parce que leur conception institutionnelle était inadaptée.

Collaboration et coordination

Le développement du secteur de l'élevage dépend, souvent dans une très large mesure, de politiques et de programmes qui ne concernent pas l'élevage, mises en œuvre aux niveaux des secteurs agricole et macroéconomique, telles que les politiques monétaires, commerciales et de crédit rural. Les politiques et les réformes institutionnelles portant uniquement sur la santé, la reproduction et l'alimentation des animaux, qui relèvent traditionnellement de la compétence du Ministère de l'élevage, sont insuffisantes pour promouvoir une croissance durable du secteur de l'élevage. Par exemple, les interventions publiques exclusivement axées sur l'amélioration des races animales et sur la qualité et la couverture des services de santé animale peuvent se révéler un échec total si les agriculteurs n'ont pas accès aux ressources alimentaires et en eau pour leurs animaux ainsi qu'à d'autres intrants nécessaires et s'ils n'ont pas accès aux marchés des produits. Quel intérêt ont les éleveurs à conserver des animaux à haut potentiel génétique s'ils ont des difficultés à les nourrir ? Où vont-ils vendre leur surplus de viande ou de lait s'ils n'ont pas accès à un marché rémunérateur ?

L'institution gouvernementale en charge du secteur de l'élevage doit donc veiller à concevoir des politiques et des réformes institutionnelles compatibles avec le cadre social et économique dans lequel les éleveurs opèrent. Elle devrait également collaborer avec les autres ministères concernés, le secteur privé et la société civile. Cependant, dans bien des cas, les gouvernements élaborent et mettent en œuvre des politiques d'élevage qui ne prennent pas suffisamment en compte les principales politiques/institutions du secteur et qui sont isolées, ou seulement vaguement reliées, aux autres acteurs de l'économie. Cette

²⁸ Malheureusement, il n'y a pas d'exemple d'expériences menées avec différentes conceptions institutionnelles dans le secteur de l'élevage, les quelques interventions expérimentales ont jusqu'ici mis l'accent sur la fourniture des principaux biens publics, comme la santé et l'éducation. Par exemple, il est admis qu'un système d'incitations fondées sur la participation et les résultats scolaires peuvent être un outil efficace pour améliorer le niveau d'éducation, mais on ne sait toutefois pas bien si ce sont les enfants ou les parents qui devraient être récompensés. Pour étudier cette question, Berry (2008) a travaillé en Inde avec l'ONG Pratham afin de concevoir un programme dans lequel les incitations destinées à encourager l'amélioration des compétences en lecture des enfants prenaient la forme de jouets pour les enfants ou de l'argent pour leurs parents. Il a constaté que récompenser les enfants était plus efficace pour améliorer les résultats des tests (ce qui est différent de la fréquentation scolaire) que ne l'était de récompenser leurs parents.



Crédit : ©FAO/Sean Gallagher

situation peut entraîner une mauvaise utilisation des ressources publiques, qui risquent d'être allouées à des actions publiques inefficaces, voire nuisibles. Bien que les politiques spécifiques au secteur de l'élevage soient importantes, c'est le système de gouvernance dans son ensemble - y compris toutes les politiques et les incitations (ou dissuasions) créées pour les acteurs des secteurs public et privé - qui détermine si le mode de développement du sous-secteur de l'élevage bénéficiera aux pauvres (Pica-Ciamarra et Robinson, 2008).

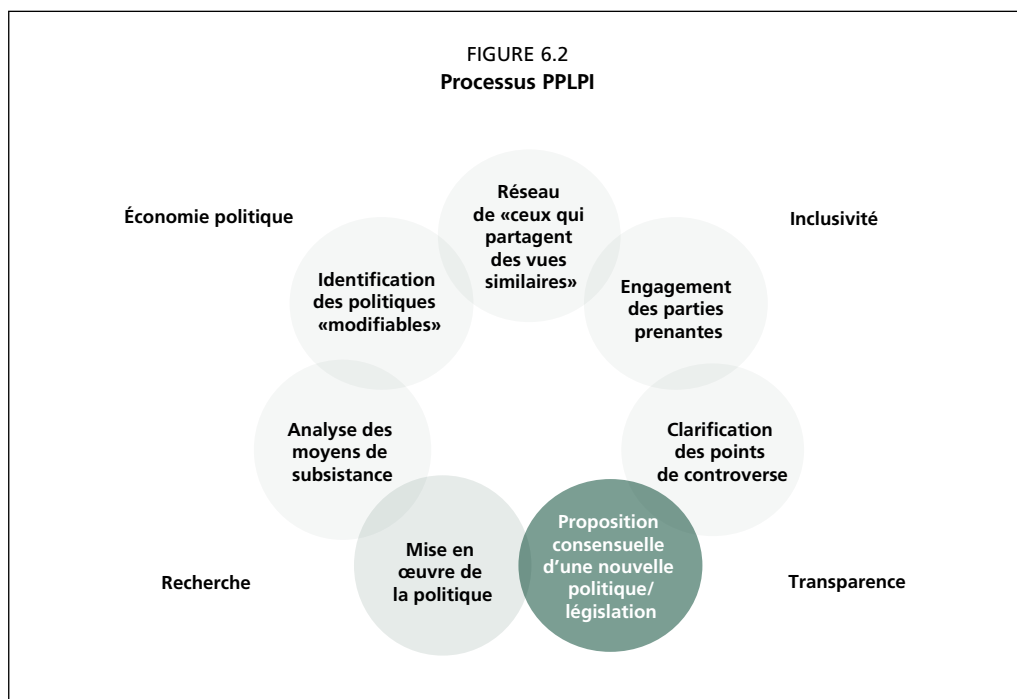
Les responsabilités du Ministère/Département de l'élevage sont traditionnellement confinées à la santé animale et à la santé publique vétérinaire, à la reproduction et à l'alimentation animale. Cela rend difficile la création et le développement de collaborations et de partenariats avec les autres secteurs. Cependant, la tendance actuelle vers la libéralisation du marché offre des opportunités sans précédent de faire face à d'autres contraintes au développement du secteur de l'élevage. Les instruments politiques axés sur le marché, qui sont des interventions/investissements ponctuels visant à créer des incitations pour les acteurs clés de la chaîne d'approvisionnement, ne sont pas nécessairement liés à des domaines spécifiques du secteur de l'élevage. Par exemple, bien que les décideurs en charge de l'élevage ne soient pas responsables de la réglementation du micro-crédit dans les zones rurales, ils peuvent exhorter les institutions financières à explorer des moyens d'accepter le bétail des exploitations comme garantie pour les petits prêts (comme en Ouganda). Ils ne sont pas responsables de la politique nationale de recherche, mais ils peuvent mettre en place des subventions de recherche compétitives (de nouveau, comme cela a été fait en Ouganda) ou des subventions de contrepartie (comme en Malaisie) pour promouvoir la recherche sur l'élevage dans un domaine donné. Les décideurs en charge de l'élevage ne sont pas responsables de la construction des routes, mais ils peuvent soutenir la création de marchés au bétail périodiques (comme au Kenya) ou faciliter les transactions le long de la chaîne d'approvisionnement en établissant des coopératives de commercialisation (comme en Arménie). Ils ne sont pas responsables du cadre général des politiques commerciales et environnementales, mais ils peuvent promouvoir des expériences de co-gestion durable des terres (comme en République-Unie de Tanzanie) ou contribuer à la mise en place d'installations d'exportation du bétail (comme à Djibouti) (FAO, 2010a).

Les décideurs responsables du secteur de l'élevage sont principalement chargés de garantir la fourniture de biens publics et d'interventions axées sur le marché dans les principaux domaines du secteur de l'élevage, et non de promouvoir des changements du cadre stratégique dans son ensemble, comme par exemple, les secteurs de la recherche et des crédits. Cependant, dans le cadre d'une politique et d'une stratégie plus large du développement de l'élevage, ils peuvent faire des efforts pour attirer les investissements et renforcer l'esprit d'entreprise dans le secteur de l'élevage dont le développement a de forte chance de contribuer efficacement à la croissance du secteur de l'élevage. Faciliter des partenariats et des collaborations avec d'autres acteurs des secteurs public et privé, qui jouent un rôle essentiel dans le développement du secteur de l'élevage, est un moyen d'y parvenir.

SOUTENIR LES POLITIQUES D'ÉLEVAGE ET LES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

L'économie politique de l'élaboration des politiques implique des interactions complexes entre les niveaux communautaire, national et international, et une analyse en profondeur est nécessaire pour comprendre les structures et les institutions politiques, économiques et sociales qui font que les politiques d'élevage sont formulées et mises en œuvre différemment dans diverses parties du monde. Au sein de leurs systèmes nationaux, les petits exploitants sont particulièrement désavantagés car leur participation politique tend à s'exercer à travers des liens patron-client verticaux (Leonard *et al.*, 2010). Pour les populations rurales pauvres, qui sont souvent dispersées et ont de faibles moyens de communication, recourir à des actions collectives peut engendrer des coûts d'opportunité élevés, c'est à dire qu'ils ne peuvent pas se permettre de ne pas travailler pour participer à des processus politiques longs et fastidieux, dont les résultats ne sont pas immédiats et sont au mieux incertains (Binswanger et Deininger, 1997). Dans l'arène politique, les intérêts des petits exploitants sont donc représentés – lorsqu'ils le sont – par les plus favorisés, qui promeuvent rarement des politiques qui ciblent, et dont profitent, les populations rurales pauvres. Sans aide extérieure, les petits exploitants ont donc peu de possibilités de s'engager dans une action politique efficace sur les questions liées à leurs intérêts collectifs en tant que producteurs. Les producteurs pauvres pâtissent de leur manque de connaissances de la façon dont le système politique dans son ensemble fonctionne et des types de politiques réalisables en leur faveur.

L'expérience montre que les acteurs extérieurs peuvent promouvoir des politiques et des réformes institutionnelles en faveur des pauvres, à travers la création de partenariats et de réseaux d'échange des connaissances, plutôt qu'en fournissant des conseils stratégiques. Cette approche consiste à favoriser les processus politiques, y compris en facilitant l'accès des parties prenantes à différentes sources de connaissances, en gérant les conflits d'intérêts et d'idéologies, en tirant des leçons de l'expérience des autres parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et en intégrant ces leçons dans l'élaboration et l'application des politiques. Ces processus sont longs et répétitifs. Ils exigent un engagement constant à long terme et une gestion des processus souple et adaptative. À titre d'exemple, la figure 6.2 illustre l'engagement de l'initiative PPLPI dans les processus politiques (pour plus de détails, voir PPLPI, 2008), qui implique quatre étapes principales:



- identifier des zones où l'élevage est une priorité pour les moyens de subsistance;
- évaluer l'environnement politique et institutionnel dans lequel vivent les pauvres tributaires de l'élevage;
- identifier l'économie politique - les mesures ou lacunes au niveau des politiques qui affectent les pauvres tributaires de l'élevage;
- former des réseaux de partenaires afin de créer ou d'exploiter les opportunités de réaliser des changements de politique en faveur des pauvres.

Avant de décider où s'engager, il est nécessaire de mener une analyse rigoureuse et en profondeur des politiques, afin de s'assurer que l'engagement est situé géographiquement et temporellement là où il a plus de chance d'engendrer des résultats favorables. Les acteurs extérieurs doivent donc s'efforcer de favoriser des changements dans le secteur de l'élevage dans le cadre plus vaste de changements qui ont déjà commencé ou qui sont à l'étude, plutôt que d'essayer de créer une dynamique de changement à partir de rien. Il est également plus efficace de collaborer avec, et souvent de renforcer, les organisations existantes plutôt que d'en créer de nouvelles.

Les acteurs extérieurs ne peuvent jouer un rôle important dans la promotion des processus politiques en faveur des pauvres que s'ils sont considérés comme des partenaires dignes de confiance - des personnes de l'extérieur, respectées, sans intérêt autre que celui de protéger ou de promouvoir des solutions en faveur des pauvres. Cette confiance est généralement renforcée par des partenariats ou le recrutement de professionnels nationaux de renommée ayant une expérience concrète des enjeux en question, qui peuvent rapidement gagner (ou forcer) le respect et la confiance des différentes parties. La confiance est également renforcée par les contributions fondées sur des preuves que les acteurs externes,

tels que le personnel et les consultants de projet, fournissent au processus politique. Réaliser ou faire réaliser des travaux de recherche et des études sédentaires qui font appel à l'expertise locale, fournit à ces acteurs des preuves crédibles de la nécessité d'engager des réformes politiques et institutionnelles. Diffuser des arguments à charge et émotionnels en présentant des preuves solides, soigneusement examinées, est très efficace pour régler les questions litigieuses et définir des façons rationnelles et acceptables d'aller de l'avant.

Les acteurs extérieurs ont un important rôle à jouer en faveur d'une participation et d'un dialogue larges et inclusifs des parties prenantes. De nouveau, il est sans doute plus facile pour des personnes extérieures d'engager le processus délicat de réunir des groupes de personnes qui autrement ne se rencontreraient pas, et qui pourtant semblent avoir des points communs. L'identification et l'implication de «champions» locaux - des personnalités qui peuvent exposer le point de vue de groupes spécifiques - s'avèrent souvent très utile pour faire entendre la voix des parties prenantes pauvres et marginalisées, qui ne participent habituellement pas au processus d'élaboration des politiques et qui n'ont aucun moyen de communiquer leurs points de vue au gouvernement. La capacité accrue des associations d'éleveurs et autres associations connexes de faire appel au gouvernement et à d'autres acteurs influents, en continuant à exiger leurs droits, plutôt qu'à les demander timidement, est un héritage durable de la plupart de ces processus.

Les approches visant à stimuler les processus politiques en faveur des pauvres doivent également posséder une autre caractéristique importante: la flexibilité, afin d'offrir aux acteurs suffisamment d'espace et de marge de manœuvre. Par exemple, lorsqu'il apparaît souhaitable d'élargir l'éventail des acteurs impliqués dans un processus, le temps et les fonds nécessaires doivent être mis à disposition. La flexibilité favorise également la créativité, lorsqu'il s'agit de trouver des solutions et de résoudre des situations difficiles. La volonté de prendre des risques et d'essayer différentes approches est essentielle, sinon les processus de changement risquent de ne pas progresser.

Sur la base des principes et enseignements tirés des expériences réussies en matière de soutien aux politiques et aux changements institutionnels dans le secteur de l'élevage, entre autres, les facteurs de succès sont les suivants: i) les partenariats et la participation; ii) l'appropriation nationale et les champions locaux; iii) la flexibilité et l'engagement à long terme; iv) des analyses techniques, économiques et de l'économie politique; v) l'accent sur des réformes progressives et adaptées des politiques; et vi) une dose d'opportunisme et de prise de risque. Ces facteurs sont bien connus, mais ont rarement été appliqués de façon systématique et documentée.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Élaborer et mettre en œuvre des politiques, et établir des institutions solides en mesure de soutenir une croissance du secteur de l'élevage inclusive et favorable aux pauvres, sont des tâches plus complexes qu'il n'y paraît, car diverses politiques et différents arrangements institutionnels peuvent promouvoir la croissance du secteur de l'élevage en faveur des plus démunis. Toutefois, certains principes directeurs peuvent être identifiés. À l'échelle de la société dans son ensemble, des institutions fonctionnelles sont une condition indispensable pour obtenir une croissance durable dans tous les secteurs de production, notamment l'élevage. À l'échelle du secteur, les politiques d'élevage doivent:

- être compatibles avec le cadre plus large des politiques macroéconomiques et agricoles;
- mettre l'accent sur des changements relativement limités et ciblés plutôt que de tenter de répondre à toutes les contraintes affectant le développement du secteur;
- cibler des groupes d'éleveurs spécifiques, et renforcer les incitations qui sous-tendent les décisions en matière d'investissement de ces groupes;
- s'appuyer sur la coopération et les synergies avec diverses parties prenantes, aussi bien au sein du secteur de l'élevage qu'à l'extérieur.

Au-delà de ces recommandations générales, il est difficile d'identifier les meilleures politiques et institutions pour le secteur élevage et la manière dont elles devraient être organisées pour soutenir la croissance du secteur et la réduction de la pauvreté. Même dans les pays dont le cadre institutionnel dans son ensemble est loin d'être optimal, le secteur de l'élevage peut enregistrer des taux de croissance remarquablement élevés. En Asie du Sud, par exemple, le Myanmar, pays où sévit une junte militaire, possède l'une des architectures institutionnelles les moins développées, le Viet Nam est un pays en transition qui connaît une forte croissance, et les Philippines est un pays démocratique qui a traversé plusieurs périodes de croissance et de ralentissement économiques ces deux dernières décennies. Dans ces économies nettement différentes, l'indice de production animale nette par habitant²⁹ a progressé de manière assez inattendue entre 1990 et 2009, puisque c'est le Myanmar qui a enregistré le taux de croissance le plus rapide. Celui-ci connaît actuellement une productivité du travail dans le secteur laitier (mesuré par le rapport entre la production totale et la population économiquement active dans le secteur de l'agriculture) plus élevée qu'aux Philippines et qu'au Viet Nam, mais une productivité du travail plus faible pour ce qui est de la production de viande (FAOSTAT, 2010).

En général, des incitations efficaces doivent être mises en œuvre, par les secteurs public ou privé, afin d'encourager les agriculteurs à investir en vue d'augmenter leurs niveaux de production et d'efficacité. Indépendamment de la qualité de l'environnement politique et institutionnel général, adopter une approche expérimentale et de prise de risque, est l'une des manières les plus efficaces d'initier des changements et de créer des incitations pour les éleveurs, et ainsi de promouvoir une croissance du secteur de l'élevage inclusive et en faveur des pauvres, qu'ils soient producteurs ou consommateurs, grâce aux effets multiplicateurs que l'élevage génère dans l'ensemble de l'économie.

Les politiques et les arrangements institutionnels sont indispensables pour arbitrer la façon dont le secteur de l'élevage se développe, la façon dont les éleveurs, anciens et actuels, s'en sortent, et la façon dont les besoins des consommateurs - riches et pauvres, ruraux et urbains - sont satisfaits. Une des principales leçons tirées de l'expérience de l'initiative PPLPI est que, aux niveaux sous-national, national, voire régional, il suffit de relativement peu de contributions directes aux processus politiques pour initier des politiques et des réformes institutionnelles en faveur des pauvres dans le secteur de l'élevage. Plutôt que d'imposer une politique, ces contributions doivent se concentrer sur la création d'incitations et d'opportunités visant à encourager les diverses parties prenantes à interagir efficacement.

Les problèmes possibles de ce type d'approche, qui peuvent dissuader les organisations de mise en œuvre ou les donateurs les plus conservateurs, se rapportent au temps nécessaire pour obtenir des retombées et à la difficulté de déterminer les causes et les effets

²⁹ La valeur (en dollars PPA) de la production animale nette nationale par personne par rapport à celle de la période de référence 1999-2001.

dans ces processus complexes. Le caractère itératif et non limité des processus politiques implique que les changements de politique ne se produisent pas rapidement, et une fois qu'ils ont été décidé, il faut encore du temps pour les mettre en œuvre, et encore plus de temps avant que les retombées ne puissent être observées. Ces longs délais ne sont pas vraiment compatibles avec les cycles courts et inflexibles de la plupart des projets. Toutefois, cet inconvénient peut être plus que compensé par la nature profonde des effets éventuels.

RÉSUMÉ ET POINTS CLÉS

Les principes de base pour élaborer des politiques d'élevage solides et promouvoir efficacement des politiques et des réformes institutionnelles, peuvent être résumés comme suit:

- Les politiques d'élevage doivent être compatibles avec le cadre institutionnel et politique plus large, qui détermine la croissance du secteur agricole et de l'économie en général.
- L'environnement politique et macroéconomique national et mondial, peut être aussi important pour les éleveurs pauvres que les politiques sectorielles. Il devrait y avoir un équilibre entre: i) les politiques macroéconomiques et les politiques sectorielles (agriculture, élevage); ii) les politiques économiques et les politiques sociales/redistributives visant à soutenir les pauvres; et iii) les politiques en faveur de la croissance du secteur et en faveur de la durabilité.
- La plupart des tentatives visant à mener une réforme globale du secteur de l'élevage se sont avérées inefficaces, et une mise en œuvre fragmentée peut créer plus de mal que de bien.
- Des politiques et des changements institutionnels limités et ciblés peuvent générer des bénéfices significatifs en renforçant la contribution du secteur de l'élevage à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.
- Diverses politiques et institutions peuvent contribuer au développement du secteur de l'élevage, mais en raison des spécificités de chaque pays, appliquer la méthode du copier-coller pour les réformes politiques et institutionnelles se révèle peu efficace.
- L'expérimentation est un moyen efficace d'identifier les réformes institutionnelles et politiques les plus appropriées pour soutenir la croissance du secteur dans les différents pays. Cependant, elle nécessite la volonté de prendre des risques et d'accepter les échecs comme les réussites.
- Les réformes politiques dans le secteur de l'élevage devraient cibler les agriculteurs «pas-si- pauvres», pour stimuler la croissance en faveur des pauvres, notamment grâce aux effets multiplicateurs générés par le développement du secteur.
- Les réformes politiques doivent créer des incitations visant à encourager un changement de comportement des acteurs publics et privés, dans le secteur de l'élevage et au-delà.
- La relation entre les réformes politiques et institutionnelles et le développement du secteur de l'élevage est bidirectionnelle, étant donné que les institutions influencent le niveau et le rythme de croissance du secteur, alors que le développement du secteur peut entraîner d'autres changements institutionnels. En d'autres termes, le processus de conception et de mise en œuvre de politiques en faveur d'une croissance du secteur de l'élevage, inclusive et favorable aux pauvres, est un processus sans fin.

- La plupart des gouvernements n'élaborent pas délibérément des politiques anti-pauvres, mais ils ne réalisent pas que la croissance économique, bien que nécessaire, ne suffit pas toujours à réduire la pauvreté.
- Les approches classiques, dans le cadre desquelles les conseils stratégiques sont simplement transférés aux décideurs et aux praticiens, ont peu de chances d'être efficaces; il est préférable de mettre en place des partenariats ainsi que des réseaux et des mécanismes d'échange de connaissances en vue d'élaborer des conseils stratégiques, plutôt que de s'appuyer sur les «autorités». Toutefois, ces processus sont longs, répétitifs et leurs résultats sont incertains.

7. Conclusions pour le développement du secteur de l'élevage en faveur des pauvres

Au cours des deux dernières générations, le processus de réduction de la pauvreté a considérablement progressé partout dans le monde, mais il est loin d'être terminé. Le taux mondial de pauvreté extrême (<1,25 \$ par jour) a considérablement diminué dans les pays en développement, passant de 42 pour cent en 1990 à 26 pour cent en 2005. Cependant, le nombre absolu de personnes extrêmement pauvres est encore à un niveau alarmant de 1,4 milliard (contre 1,8 milliard en 1990), et on estime qu'environ 2,6 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour. En dépit de la baisse de l'incidence de la pauvreté dans le monde en développement, dans certaines régions - notamment en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et au Proche-Orient et Afrique du Nord - le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté entre 1990 et 2005.

À l'échelle mondiale, 70 pour cent des personnes extrêmement pauvres et 60 pour cent des personnes pauvres vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, où une grande partie des terres sont dans des zones agro-écologiques arides et semi-arides. La pauvreté est étroitement liée à la malnutrition, et en 2004, l'essentiel de la malnutrition protéo-calorique (72 pour cent), des carences en vitamine A (75 pour cent) et de l'anémie ferriprive (58 pour cent) dans le monde ont été enregistrées dans ces deux régions, même si, ensemble, elles ne représentent qu'environ un tiers (40 pour cent) de l'humanité. Les efforts visant à réduire la pauvreté et à améliorer la nutrition devraient donc se concentrer tout particulièrement, mais pas exclusivement, sur l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

L'élevage, en raison de ses nombreuses contributions à la nutrition et à la survie économique dans les pays en développement, peut jouer un rôle essentiel dans l'amélioration des moyens de subsistance des populations pauvres, en particulier dans les zones rurales, où vivent la plupart des pauvres du monde. Ce chapitre résume les conclusions relatives à la façon de promouvoir les politiques d'élevage de manière à ce que les pauvres puissent en tirer profit. Il est possible d'apporter de nombreuses réponses à cette question apparemment simple, parce que les politiques doivent être adaptées à la multitude d'opportunités et de défis complexes auxquels sont confrontés les pauvres dans le monde. Néanmoins, il est possible de tirer certains enseignements généraux, qui peuvent guider les efforts en vue d'une réduction plus efficace de la pauvreté, tout en adaptant les politiques aux réalités locales afin d'obtenir des bénéfices durables et plus inclusifs.

L'AGRICULTURE ET L'ÉCONOMIE RURALE NON-AGRICOLE

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont plus fréquentes dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et environ les trois quarts des personnes considérées comme extrêmement pauvres ou démunies vivent dans des zones rurales. La grande majorité des populations qui vivent en Afrique subsaharienne (70 pour cent) et en Asie du Sud (65 pour cent) étaient considérées comme rurales en 2005, tandis que respectivement 58 et 50 pour cent de la population totale de ces régions étaient considérées comme agricoles (FAOSTAT, 2010). Les populations rurales sont donc principalement agricoles, et l'agriculture est le secteur le plus important pour les moyens de subsistance des populations pauvres dans la plupart des pays en développement.

En règle générale, l'agriculture représente environ de 40 à 60 pour cent du revenu total des ménages ruraux, tandis que le reste provient de l'économie rurale non agricole (ERNA) et de transferts de fonds. Ainsi, des questions importantes se posent concernant les rôles de l'agriculture et de l'ERNA dans la réduction de la pauvreté rurale.³⁰ Barrett, Reardon et Webb (2001) se sont penchés sur la diversification des revenus non agricoles et ont conclu que pour les plus pauvres, la diversification est provoquée par le sentiment de désespoir et que leurs portefeuilles ont des rendements marginaux faibles, tandis que les très pauvres sont confrontés à des obstacles importants pour accéder aux créneaux à haut-rendement de l'ERNA. La promotion de l'ERNA devrait ainsi, au moins initialement, accroître les disparités de richesse en milieu rural, jusqu'à ce que les sous-populations les plus pauvres puissent tirer profit des bénéfices générés par la croissance rapide parmi les mieux lotis, à travers la demande de main-d'œuvre salariée. Wiggins et Proctor (2001) mettent en garde contre des attentes trop optimistes concernant l'industrialisation rurale. Ils indiquent en effet que «les zones rurales peuvent avoir un avantage comparatif seulement dans le domaine des activités primaires basées sur les ressources naturelles immobiles et les activités qui y sont étroitement liées», et que l'expansion souvent évoquée de l'ERNA est, dans de nombreux cas, déclenchée par la croissance générée par l'agriculture (Hazell *et al.*, 2010; Début 2001; Thirtle *et al.*, 2001) et qu'elle a besoin d'une infrastructure d'appui (Byerlee, Diao et Jackson, 2005). Améliorer le secteur agricole serait donc la meilleure option en vue de favoriser une croissance rurale rapide et généralisée et ainsi de réduire la pauvreté dans les pays agricoles à faible revenu (Kydd et Dorward, 2001).

Alors que les pauvres tirent environ la moitié de leurs revenus de l'agriculture, au moins la moitié de l'ensemble des dépenses des ménages à faible revenu est consacrée à l'alimentation, souvent sans atteindre des niveaux nutritionnels satisfaisants. Étant donné que de nombreux ménages agricoles souffrent d'insécurité alimentaire, la recherche d'un certain degré de diversification des revenus est souvent une stratégie visant à stabiliser les flux de revenus et la consommation (Barrett, Reardon et Webb, 2001). Améliorer la production et les marchés alimentaires devrait donc bénéficier à la fois aux producteurs et aux consommateurs, une distinction qui peut être variable dans les zones rurales, où les ménages peuvent être vendeurs nets au moment de la récolte et acheteurs nets plus tard dans l'année (Barrett, 2008; Irz *et al.*, 2001). Étant donné le coût relativement élevé du transport des aliments, et la diffusion de l'insécurité alimentaire en milieu rural, d'un point

³⁰ La diversification des ménages ruraux n'est pas un phénomène récent. En 1975, par exemple, les petits exploitants kenyans tiraient déjà la moitié, voire plus, de leurs revenus de sources non agricoles (Hazell et Diao, 2005).

de vue économique, il est logique de promouvoir la production d'aliments à proximité de l'endroit où ils seront consommés.

L'agriculture conserve donc un rôle essentiel en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, parce qu'elle est au cœur des moyens de subsistance en milieu rural et qu'aucune autre activité ne possède son potentiel pour soutenir une croissance généralisée en faveur des pauvres (par exemple, Irz *et al.*, 2001; Kydd *et al.*, 2002).³¹ Outre ses avantages directs, la croissance agricole a également des effets de levier sur le reste de l'économie, en particulier dans les premières étapes de la transformation économique, lorsque les liens de consommation sont prédominants (Irz *et al.*, 2001; Hazell et Diao, 2005). Cela ne signifie pas que les efforts de développement doivent se concentrer exclusivement sur l'agriculture, mais que les décideurs et les donateurs devraient être plus conscients du potentiel de la croissance agricole en faveur des pauvres et ne devraient pas écarter l'agriculture de leurs projets d'investissement dans le développement. Les décideurs et les donateurs devraient accorder plus d'attention à la complémentarité et aux synergies entre les différentes possibilités d'investissement plutôt que de les considérer comme des options s'excluant mutuellement.

ÉLEVAGE ET CULTURES

Pour que l'agriculture exploite pleinement son potentiel de réduction de la pauvreté, il est essentiel que la croissance agricole soit supérieure à l'accroissement de la population agricole, qui exige à son tour une augmentation de la productivité agricole (Irz *et al.*, 2001; Thirtle *et al.*, 2001). Ce n'est qu'ainsi que l'agriculture contribuera de manière durable à la sécurité alimentaire, en générant des revenus suffisants pour les producteurs, tout en améliorant les revenus réels des consommateurs pauvres grâce à une baisse du prix des denrées alimentaires. Cette réduction de la pauvreté à double effet, engendrée par la croissance de la productivité agricole, peut être considérable, et les estimations empiriques indiquent que lorsque les rendements augmentent de 1 pour cent, le taux d'extrême pauvreté diminue de 0,6 à 1,2 points de pourcentage.³²

Dans les économies qui restent fortement tributaires de l'agriculture, les systèmes agricoles dominants chez les petits exploitants sont basés sur l'agro-pastoralisme, dont l'élevage fait partie intégrante. Dans ces systèmes - qui restent la norme dans les pays à faible revenu, en particulier dans les pays où les taux de pauvreté sont les plus élevés - la majorité des ménages ruraux, tout particulièrement les ménages pauvres, élèvent quelques animaux de ferme (Pica-Ciamarra *et al.*, 2011). À l'échelle mondiale, le secteur de l'élevage est le deuxième plus important en terme de contribution à l'économie agricole, derrière la production à grande échelle de cultures vivrières. Toutefois, les petits exploitants n'ont généralement aucun avantage comparatif/concurrentiel pour ce qui est de la production de cultures vivrières, et une participation limitée dans les marchés des produits de base, souvent en tant qu'acheteurs nets (Barrett, 2008), mais la situation est différente pour ce qui concerne les productions animale et horticole à forte valeur ajoutée et à forte intensité de

³¹ En Afrique, par exemple, le secteur industriel n'emploie qu'environ 10 à 15 pour cent de la population active, et son élasticité de l'emploi est faible par rapport à celle de l'agriculture (Hazell et Diao, 2005).

³² Minten et Barrett (2008) ont élaboré ce rapport à l'aide d'un ensemble complet de données spatialement explicites concernant Madagascar.

main-d'œuvre. En outre, la demande de produits agricoles à forte valeur ajoutée croît plus rapidement que la demande de produits de base, de sorte que les produits à forte valeur ajoutée offrent des perspectives de revenu supérieur pour les petits exploitants. Augmenter la productivité et la production de l'élevage, c'est-à-dire augmenter la création de valeur par unité de travail et/ou de terre, semble donc être un moyen prometteur d'accélérer la réduction de la pauvreté rurale. Dans le contexte de la production laitière à petite échelle en Inde, par exemple, Mellor (2003) affirme que «si le secteur national de l'élevage répond à la croissance de la demande, il doublera de taille tous les dix ans, représentera bientôt plus de la moitié du PIB agricole et engendrera une croissance rapide de la production et des revenus agricoles». Tiffin (2003) et Burke *et al.* (2007) remarquent que, au Sénégal et au Kenya, les investissements des ménages agricoles à revenu intermédiaire et élevé sont orientés vers l'élevage plutôt que vers les cultures. En outre, au Sénégal, un marché des résidus de cultures (comme le fourrage) s'est développé, marché sur lequel les prix du foin d'arachide et du foin de niébé sont plus élevés que ceux des céréales.

Bien que la valeur totale de la production animale soit généralement inférieure à celle des cultures de base, la croissance de la productivité dans le secteur de l'élevage peut avoir des effets significatifs sur la réduction de la pauvreté, à la fois directement et par le biais d'effets multiplicateurs. Il existe des preuves empiriques du rôle direct de l'élevage dans la réduction de la pauvreté au Kenya (Burke *et al.*, 2007). Dans la plupart des systèmes à petite échelle, exploiter les liens étroits entre cultures et élevage, dans une stratégie visant à combiner la croissance de la productivité de l'élevage et des cultures vivrières et commerciales ³³, pourrait se révéler le moyen le plus efficace de générer des effets multiplicateurs sur le revenu et de réduire la pauvreté. ³⁴ Selon Poulton, Kydd et Dorward (2006), la planification du développement agricole devrait donc se concentrer sur la promotion de la production horticole et de l'élevage ainsi que sur les activités de commercialisation.

PETITS ÉLEVEURS ET ÉLEVEURS PAUVRES

Les populations agricoles dans les pays en développement continuent de croître, et plus des deux tiers des 3 milliards de ruraux sur la planète vivent dans des fermes de moins de 2 ha ³⁵ (IFPRI, 2005). Dans de nombreux pays en développement, la taille moyenne des exploitations agricoles tend à diminuer (Hazell *et al.*, 2010), et les petites exploitations continueront de dominer le paysage agricole dans les pays en développement pendant encore au moins 20 ans, en particulier en Afrique et en Asie (Nagayets, 2005). La taille moyenne des exploitations est de 121 ha en Amérique du Nord, de 76 ha en Amérique latine et Caraïbes, et de 27 ha en Europe occidentale, alors qu'elle n'est que de 1,6 ha en Afrique et en Asie (Nagayets, 2005). Les moyennes dissimulent les disparités en terme de répartition des propriétés foncières, mais les exploitations de plus de 10 ha sont extrêmement rares en Afrique subsaharienne et en Asie, et la taille moyenne des exploitations agricoles du quartile supérieur d'un échantillon

³³ Par exemple, accroître la production de fruits et de légumes biologiques dans les pays en développement augmente la demande de fumier animal (Bradford, 1999).

³⁴ Il a été constaté que, dans la mesure du possible, les petits exploitants tendaient à augmenter la part de l'élevage dans leurs revenus et à exploiter les synergies agriculture-élevage (par exemple, Faye and Fall, 2000; Tiffin, 2003).

³⁵ La Banque mondiale (2003) définit les petits exploitants comme des agriculteurs possédant peu d'actifs et exploitant moins de 2 ha de terres cultivées.

de cinq pays d'Afrique subsaharienne oscillait entre 1,8 et 5,9 ha (Jayne, Mather et Mghenyi, 2010). Ainsi, les exploitations agricoles relativement «grandes» en Afrique subsaharienne et en Asie sont considérées comme «petites» par rapport aux exploitations dans le reste du monde. Néanmoins, même dans cet univers de petites exploitations, la taille moyenne des exploitations agricoles du quartile supérieur était de cinq à 15 fois plus grande que celles du quartile inférieur. En outre, au moins un quart des ménages agricoles, dans les enquêtes citées par Jayne, Mather et Mghenyi (2010), étaient pratiquement dénués de terre. Pour la plupart des ménages du quartile inférieur en terme de propriété foncière, même un doublement du revenu agricole n'aurait que peu d'impact sur leur niveau absolu de revenu ou sur le taux de pauvreté. Un des aspects pragmatiques du développement rural réside dans le fait que l'augmentation de la participation au marché et la croissance de la productivité des petits exploitants doivent s'accompagner d'une migration accrue des petits exploitants vers des secteurs autres que l'agriculture (Barrett, 2008).

Bien que l'élevage ait un impact positif direct sur les revenus des éleveurs pauvres et que la propriété de bétail et les revenus provenant de l'élevage soient plus équitablement répartis que la propriété foncière et les revenus provenant des cultures (Mellor, 2003; Zezza *et al.*, 2011), les observations de Jayne, Mather et Mghenyi (2010) sur le fait que l'augmentation de la production agricole contribue de manière minime à l'amélioration du bien-être des ménages agricoles marginaux, sont également valables pour les éleveurs. Seuls les ménages pour lesquels l'élevage constitue déjà une part importante de leurs revenus sont susceptibles de profiter directement des effets sur les revenus d'une augmentation de la production animale (par exemple, Garcia *et al.*, 2006), tandis que les autres ménages sont plus susceptibles d'en tirer des bénéfices indirectement à travers des liens de croissance et une amélioration de la sécurité nutritionnelle. Pour déclencher cette impulsion initiale de croissance, les politiques de développement de l'élevage et les interventions connexes devraient, dans la mesure du possible, cibler un sous-ensemble d'agriculteurs, considérés comme mieux à même de tirer profit des interventions - des petits éleveurs du «segment supérieur» - car ils possèdent le minimum de ressources nécessaires pour s'engager durablement dans une production animale axée sur le marché, plutôt que de se concentrer sur les éleveurs marginaux, qui n'ont pas suffisamment d'actifs pour produire un surplus commercialisable régulier. Bien que les petits éleveurs du quintile supérieur ne fassent pas un usage plus efficace des ressources naturelles que les petits exploitants du quintile inférieur,³⁶ la productivité du travail agricole de ces derniers est plus élevée (par exemple, Garcia *et al.*, 2006; voir aussi le chapitre 3). L'augmentation de la productivité du travail est essentielle pour lier la production des petits exploitants à la réduction de la pauvreté (Collier et Dercon, 2009) et nécessite des exploitations/troupeaux plus importants, des investissements dans la mécanisation et la diversification au profit de produits à plus forte valeur ajoutée.³⁷ L'instabilité des prix alimentaires et la hausse des marges commerciales

³⁶ Cette relation «inverse de la productivité», dans laquelle les rendements par hectare sont plus élevés dans les petites exploitations, a été observée dans une grande variété de contextes. Elle s'expliquerait notamment par le fait que les économies d'échelle dont profitent les grandes exploitations pourraient être compensées par les coûts de supervision du travail ou des imperfections du marché (par exemple, Eswaran et Kotwal, 1986; Barrett, 1996).

³⁷ Voir Tiffin (2003) pour un exemple de l'intensification de la production des petits exploitants au Nigéria, grâce à l'utilisation des résidus de récolte et d'autres intrants pour augmenter les revenus de l'élevage, et à la location d'attelages tirés par des bœufs en vue d'épandre plus de fumier pour augmenter les revenus des cultures.

encouragent les producteurs pauvres à donner la priorité à la production d'aliments de base pour leur propre consommation plutôt qu'à la diversification en faveur de produits de plus grande valeur destinés au commerce (Poulton, Kydd et Dorward, 2006). En conséquence, accroître la productivité des petits exploitants implique le développement de chaînes d'approvisionnement auxquels les petits exploitants ont accès et qui leur fournit des liens indispensables vers les fournisseurs et les consommateurs (Diao, Hazell et Thurlow, 2010).

Cela ne signifie pas que les éleveurs très pauvres ou marginaux doivent être abandonnés, mais le nombre de personnes très pauvres a plus de chance de diminuer rapidement si les éleveurs «avec le meilleur potentiel» sont encouragés à accroître leur production commerciale grâce à des investissements qui améliorent leur productivité. Ce groupe peut également servir de moteur pour l'adoption/diffusion des technologies, et établir les bases pour des retombées locales des externalités de réseau. Pour tirer parti des économies d'échelle durant les processus de transformation et de commercialisation, les efforts de développement devraient également veiller à faciliter les liens verticaux entre les producteurs de bétail axés sur le marché et les sociétés ou coopératives commerciales. Comme pour la promotion de l'ERNA, cette stratégie est susceptible, au moins au début, d'accroître les disparités de richesse en milieu rural, et peut donc être complétée par des programmes de filets de sécurité pour soutenir les plus vulnérables jusqu'à ce que la hausse des revenus provenant de l'agriculture génère des emplois dans les biens et services locaux non échangeables. Identifier les petits producteurs/éleveurs les plus susceptibles de répondre aux incitations du marché, et trouver la bonne combinaison de mesures pour exploiter les complémentarités entre les différents acteurs des chaînes de production et de commercialisation des produits de l'élevage, sont des tâches complexes qui nécessitent des approches spécifiques en fonction du contexte. Les mécanismes d'auto-sélection, tels que le crédit aux entreprises et un large éventail de biens et de services publics qui facilitent la croissance de la productivité et l'accès au marché, peuvent réduire cette complexité. Les coûts sociaux générés par un rejet prématuré des petits exploitants considérés comme improductifs et peu compétitifs, ainsi que ceux générés par la promotion non sélective de la production de petits exploitants quelles que soient leurs ressources initiales, peuvent être très élevés, car ces deux approches condamneront de larges majorités rurales à poursuivre des activités de subsistance à faible revenu.

POPULATIONS ET RÉGIONS PAUVRES

Il a souvent été indiqué que la majorité des pauvres vivaient dans des zones rurales, mais le terme «rural» doit être défini plus précisément. Wiggins et Proctor (2001) décrivent les zones rurales comme «des espaces où les colonies et les infrastructures humaines occupent seulement de petites parcelles du paysage, dont la majorité est dominée par des champs et des pâturages, des bois et des forêts, des plans d'eau, des montagnes et des déserts». Ils fournissent une catégorisation utile des zones rurales en zones «péri-urbaines», «de moyenne campagne» et «reculées». Bien que l'incidence de la pauvreté tende à être plus élevée dans les zones reculées et faiblement peuplées, le nombre de personnes pauvres est généralement plus élevé dans les régions où le taux global de pauvreté est relativement faible, mais la densité de population est élevée, c'est à dire, que la majorité des ruraux pauvres vivent en moyenne campagne, non loin des zones urbaines/petites villes. En conséquence, les stratégies de

réduction de la pauvreté devraient s'appuyer sur les liens entre croissances urbaine et rurale et promouvoir un accès au marché progressif, en rayonnant autour des zones urbaines jusqu'aux zones de moyenne campagne. Concentrer les efforts de réduction de la pauvreté sur les zones de moyenne campagne devrait être plus efficace que d'axer les interventions sur les zones reculées et faiblement peuplées, car: i) les besoins en termes d'investissement par habitant dans les infrastructures et les services seront nettement moins élevés; et ii) les opportunités de marché - et donc la possibilité de passer d'une agriculture de subsistance à une production commerciale, essentielle pour la réduction de la pauvreté - sont beaucoup plus importantes.

Pour les zones reculées, il existe peu de stratégies de développement, autres que les transferts purs et simples, qui ont fait leur preuves et que les pays pauvres peuvent se permettre de mettre en œuvre. Ces zones peuvent accueillir quelques activités d'agriculture de subsistance et d'élevage extensif, mais il est peu probable que la petite agriculture puissent y devenir un moteur important de croissance. À plus long terme, ces zones pourraient être utilisées pour offrir des services environnementaux et récréatifs, tandis que la meilleure stratégie de subsistance consiste peut être en une migration vers les zones urbaines de certains membres du ménage en vue de générer un revenu en partie transférable aux membres restants, qui assurent leurs besoins alimentaires grâce à leur propre production. Dans ce contexte, les politiques publiques devrait viser à réduire la vulnérabilité plutôt qu'à accroître la productivité et offrir des possibilités de développer des compétences qui pourront être utilisées dans un secteur autre que l'agriculture.

Contrairement aux perspectives de développement relativement sombres pour les régions reculées, la croissance rapide de la demande des populations urbaines pour des produits alimentaires à forte valeur ajoutée représente un énorme potentiel de revenus pour les agriculteurs des zones péri-urbaines et de moyenne campagne. C'est en moyenne campagne que l'agriculture peut probablement le plus contribuer à la réduction de la pauvreté, parce que la majeure partie des pauvres, principalement des agro-éleveurs, vivent dans les zones de moyenne campagne, et parce que les populations qui vivent dans les zones péri-urbaines ont un éventail beaucoup plus large d'opportunités de subsistance non agricoles.³⁸ Il existe de nombreuses possibilités d'accroître la productivité des systèmes agricoles mixtes grâce à une meilleure intégration agriculture-élevage, en particulier dans les zones semi-arides et pluviales en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Accroître la production des systèmes d'agro-élevage est probablement la manière d'augmenter la production agricole la plus respectueuse de l'environnement, parce que les systèmes mixtes sont des systèmes, au moins en partie, fermés (Thomas *et al.*, 2002) et l'intensification de la composante élevage peut réduire le nombre d'animaux et les émissions par unité de produit animal (Bradford, 1999). Ainsi, l'intensification de la production des petites exploitations d'agro-élevage axées sur le marché pourrait simultanément favoriser un développement durable de l'agriculture et contribuer à la réduction de la pauvreté.

Malheureusement, le potentiel de réduction de la pauvreté de la petite agriculture axée sur la demande urbaine, reste largement inexploité. Cette situation résulte notamment d'une vaste gamme d'imperfections institutionnelles et des marchés; des paradigmes

³⁸ Dans les milieux péri-urbains de production à forte valeur ajoutée, les produits agricoles périssables tels que le lait sont déjà très rentables, et les politiques agricoles devraient se concentrer sur la limitation de la pollution et la gestion des risques pour la santé humaine découlant de l'élevage intensif à proximité d'importantes populations humaines.

politiques dominants qui tendent à systématiquement privilégier l'industrialisation et la concentration, favorisant ainsi les grandes entreprises au détriment des petits acteurs du marché; et de l'insuffisance des biens et des services publics, dont les conséquences affectent les pauvres de manière disproportionnée.

SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVÉ

Le fait que la croissance de la demande alimentaire soit concentrée dans les centres urbains a plusieurs conséquences. Tout d'abord, répondre à cette demande nécessite le développement d'infrastructures physiques de communication, de transport et de commercialisation pour relier les zones de production rurales aux villes. Les investissements publics sont nécessaires, parce que les coûts de transaction générés par la faiblesse des infrastructures ont un effet dissuasif important sur les producteurs agricoles en général et les petits exploitants en particulier. Cependant, les infrastructures physiques seules ne suffisent pas à stimuler une intensification agricole à grande échelle. Pour intensifier la production agricole, en vue de réduire la pauvreté, il est essentiel de développer des chaînes d'approvisionnement auxquelles ont accès les petits agriculteurs avec « des investissements simultanés et complémentaires dans tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement » (Poulton, Kydd et Dorward, 2006). La nécessité d'engager des investissements complémentaires de plusieurs acteurs du marché rend chaque investissement très risqué, car son succès dépend des décisions en matière d'investissement des autres acteurs. Ces circonstances créent un piège de l'équilibre de bas niveau des investissements, dans lequel tous les acteurs (généralement à faible revenu) le long de la chaîne d'approvisionnement sont privés des bienfaits de la croissance et de l'augmentation des revenus en raison du manque de coordination. Les coûts et les risques de transaction entravent donc les activités de marché concurrentielles du secteur privé à des étapes essentielles de la transformation agricole, et la concurrence pure n'est pas toujours la meilleure forme de développement du marché (Dorward *et al.*, 2004b).

Pour surmonter ces obstacles, lorsque les mécanismes du marché échouent à stimuler les investissements privés, l'État doit intervenir, à travers par exemple des « investissements d'amorçage » (Poulton, Kydd et Dorward, 2006), qui permettent de réduire les coûts des investisseurs individuels et/ou les risques perçus. Ces « coups de pouce » visent à faciliter les prises de décision en matière d'investissements complémentaires des différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement, et ainsi d'aider l'activité économique à atteindre un seuil critique à partir duquel la croissance économique est autosuffisante. L'expérience montre que les interventions publiques ont joué un rôle important pour soutenir le développement des marchés agricoles, lors de certaines étapes critiques (Dorward *et al.*, 2004b), mais aussi que les dépenses publiques les plus efficaces pour soutenir l'agriculture ne sont pas nécessairement celles qui sont allouées au secteur même de l'agriculture (Foster, Brown et Naschold, 2001). Le rôle le plus important des organismes publics chargés de soutenir le développement agricole, ne concerne pas les dépenses publiques, mais l'élaboration de politiques, la réglementation et la prestation de services que le secteur privé ne fournira pas (Foster, Brown et Naschold, 2001).

Le développement agricole nécessite des interventions coordonnées dans tous les secteurs, et la priorité en matière de politique doit être accordée à la création d'un environnement rural propice aux activités commerciales (Burke *et al.*, 2007). Un tel environnement exige des

mécanismes pour surmonter les barrières à l'entrée sur le marché des activités à haut rendement, et des arrangements institutionnels qui permettent de réduire les coûts et les risques de transaction. L'une des principales difficultés du développement de l'agriculture dans les zones dominées par les petits exploitants, consiste à mettre en place des systèmes de coordination qui impliquent à la fois des organismes gouvernementaux, des organisations de la société civile, des organisations d'agriculteurs et d'autres professions et les entreprises agro-industrielles. Pour ce faire, il est nécessaire de s'appuyer sur les connaissances locales, sans présumer que les solutions qui viennent de l'extérieur sont les meilleures; sur l'expérimentation par essais et erreurs; et sur une évaluation rigoureuse et indépendante (Easterly, 2008b). Il n'existe pas de modèle universel pour le développement de l'agriculture et la réduction de la pauvreté, et les donateurs doivent soutenir les processus d'apprentissage par expérimentation plutôt que d'imposer des modèles de développement génériques.

CONCLUSIONS

Pour accélérer la réduction de la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui l'accompagne au niveau mondial, les efforts de développement doivent se concentrer sur les régions et les pays aux premières étapes du développement économique - l'Afrique subsaharienne et les régions les plus défavorisées d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Voici quelques leçons apprises et recommandations pour ces régions:

- L'expérience montre que l'agriculture demeure - en partie par défaut - l'un des secteurs les plus importants pour la réduction de la pauvreté rurale, mais que des augmentations de la productivité, en particulier du travail, sont nécessaires pour réaliser le potentiel de l'agriculture en matière de réduction de la pauvreté.
- L'agriculture est dominée par les petits exploitants, qui sont considérés comme une partie du problème, mais qui devraient être considérés comme une partie de la solution.
- La diversification au profit de produits agricoles à (plus) forte valeur ajoutée (horticulture, aquaculture, élevage) est une manière importante d'accroître la productivité du travail dans les petites exploitations agricoles, mais la diversification au profit de l'élevage est limitée par une multitude de barrières à l'entrée (investissements, technologies, accès aux marchés, etc.) insurmontables pour la plupart des ménages à faible revenu.
- La hausse des revenus en provenance de l'agriculture génère des emplois dans le secteur des biens et des services locaux non échangeables, et la création d'emplois secondaires peut fortement contribuer à la réduction de la pauvreté.
- L'intensification de l'agriculture peut contribuer rapidement à la réduction de la pauvreté si les interventions politiques ciblent les petits exploitants avec «le meilleur potentiel» dans les zones défavorisées (encore majoritairement pauvres, mais pas les plus pauvres parmi les pauvres), tandis que les ménages les plus défavorisés tireront profit indirectement des retombées telles que la diffusion des technologies et la croissance de la demande pour des biens et des services locaux non échangeables (en particulier la demande de main-d'œuvre).
- Pour les ménages agricoles les plus défavorisés, le bétail ne fournit pas vraiment de possibilités de croissance, mais joue le rôle important de filet de sécurité. À cet effet, les politiques devraient être axées sur la réduction de la vulnérabilité, par exemple en protégeant le capital-bétail.

- L'agriculture est hétérogène, très complexe et concerne un large éventail de parties prenantes. Le développement agricole nécessite donc des approches soigneusement adaptées aux conditions locales initiales, car la planification de modèles à grande échelle est pratiquement vouée à l'échec. Pour contribuer à l'éradication de la pauvreté, il est préférable d'expérimenter des interventions ciblées, à petite échelle, en vue de tirer des leçons de ces expériences.
- Les coûts de transaction et les risques de défaut de coordination sont élevés dans l'agriculture, et l'État doit intervenir pour promouvoir les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires accessibles aux ménages à faible revenu. Les organismes publics chargés de soutenir l'agriculture doivent concentrer leurs efforts sur l'élaboration des politiques, la coordination, la réglementation et la prestation de services que le secteur privé ne fournira pas.

Références

- Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, A.** 2002. Reversal of fortune: geography and institutions in the making of the modern world income distribution. *Quarterly Journal of Economics*, 117: 2131–1294.
- Acemoglu, D. & Robinson, A.** 2008. *The role of institutions in growth and development*. Commission sur la croissance et le développement, Washington, DC, Banque Mondiale.
- Adams, R.H.** 2002. Non-farm income, land and inequality in rural Egypt. *Economic Development and Cultural Change*, 50(2): 339–363.
- Adams, R.H.** 2004. Economic growth, inequality and poverty: estimating the growth elasticity of poverty. *World Development*, 32(12): 1989–2014.
- Ahmed, M.M., Jabbar, M. & Ehui, S.** 2000. Household-level economic and nutritional impacts of market-oriented dairy production in the Ethiopian highlands. *Food Nutr. Bull.*, 21: 460–465.
- Aho, P.** 2010. *Feeding the world and the role of poultry*. Novus Poultry Roundtable. <http://dels.nas.edu/resources/static-assets/banr/animalproductionmaterials/ahopoultryperspective.pdf>
- Ahuja, V. & Sen, A.** 2006. *Willingness to pay for veterinary services: Evidence from poor areas in rural India*. Rapport de recherche FAO-PPLPI N°06-03. Rome, FAO.
- AIEA.** 1998. *Ending Africa's rinderpest plague*. Coopération technique/Création de partenariats de développement AIEA. Vienne, Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).
- Akerlof, G.** 1970. The market for "lemons": quality uncertainty and the market mechanism. *Quarterly Journal of Economics*, 84: 353–374.
- Alderman, H.** 1987. *Cooperative dairy development in Karnataka, India: An assessment*. Rapport de recherche IFPRI N°64. Washington, DC, IFPRI.
- Alexandratos, N., ed.** 1995. *Agriculture mondiale: horizon 2010, étude de la FAO*. Chichester, UK, John Wiley and Sons, et Rome, FAO.
- Alexandratos, N., Bruinsma, J., Bödeker, G., Schmidhuber, J., Broca, S., Shetty, P. & Ottaviani, M.G.** 2006. *Agriculture mondiale: horizon 2030/2050. Rapport Intérimaire*. Rome, FAO.
- Allen, L.H., Backstrand, J.R., Stanek III, J.L., Pelto, G.H. & Chavez, A.** 1992. The interactive effects of dietary quality on the growth and attained size of young Mexican children. *Am. J. Clin. Nutr.*, 56: 353–364.
- Ayalew, W.** 2000. *Do smallholder farmers benefit more from cross-bred (Somali-Anglo-Nubian) than from indigenous goats?* Goettingen, Germany, Georg-August University. (Thèse de doctorat)
- Ayalew, W., King, J.M., Bruns, E. & Rishkowski, B.** 2001. *Economic evaluation of smallholder subsistence production: Lessons from an Ethiopian goat development program*. Fondation Eni Enrico Mattei. http://www.feem.it/web/attiv/_attiv.html.
- Balk, D., Pozzi, F., Yetman, G., Deichmann, U. & Nelson, A.** 2004. *The distribution of people and the dimension of place: methodologies to improve the global estimation of urban extents*. Document de travail. Palisades, New York, USS, CIESIN, Columbia University. http://sedac.ciesin.columbia.edu/gpw/docs/ur_paper_webdraft1.pdf.
- Banerjee, A.V. & Duflo, E.** 2009. L'approche expérimentale en économie du développement, *Revue d'économie politique*, 1: 151–178.

- Banque Mondiale.** 2003. *Comment accroître l'impact sur les pauvres en milieu rural: une stratégie de développement rural renouvelée*. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Banque Mondiale.** 2006. *Perspectives économiques mondiales 2006*. Washington, DC.
- Banque Mondiale.** 2007. *Perspectives économiques mondiales 2007*. Washington, DC.
- Banque Mondiale.** 2008. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture au service du développement*. Washington, DC.
- Banque Mondiale.** 2010a. *Data-Key development data and statistics: country classification*. www.worldbank.org/data. (consulté en février 2010)
- Banque Mondiale.** 2010b. *Les indicateurs de développement dans le monde (WDI) et le financement du développement dans le monde (GDF)*. www.worldbank.org/indicator. (consulté en avril 2010)
- Banque Mondiale.** 2011. *The World Bank Data Repository*. Washington, DC.
- Barrett, C.B.** 1996. On price risk and the inverse farm size-productivity relationship. *Journal of Development Economics*, 51: 193–215.
- Barrett, C.B.** 2008. Smallholder market participation: concepts and evidence from eastern and southern Africa. *Food Policy*, 33: 299–317.
- Barrett, C.B., Reardon, T. & Webb, P.** 2001. Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa: concepts, dynamics, and policy implications. *Food Policy*, 26: 315–331.
- Baumann, P. & Hancock, J.** 2011. Tacking stock of World Bank livelihoods projects in India – a synthesis paper. Rome, FAO. (rapport non publié)
- Bebe, B.O., Udo, H.M.J., Rowlands, G.J. & Thorpe, W.** 2003. Smallholder dairy systems in Kenya highlands: Breed preferences and breeding practices. *Livestock Production Science*, 82(2–3): 117–127.
- Behnke, D., Roland-Holst, D. & Otte, J.** 2010. *Assessment of smallholder indigenous poultry producer viability after HPAI: Evidence from Lao PDR*. Réduction des Risques de l'IAHP en faveur des pauvres, Mekong Team Report. Rome, FAO.
- Behnke, R.H.** 1985. Measuring the benefits of subsistence versus commercial livestock production in Africa. *Agricultural Systems*, 16: 109–135.
- Behnke, R.H.** 2010. *The contribution of livestock to GDP in the IGAD Member States*. IGAD-LPI Document de travail N°02-10. Addis Ababa, IGAD.
- Benin, S.J., Thurlow, J., Diao, X., Kebba, A. & Ofwono, N.** 2008. *Agricultural growth and investment options for poverty reduction in Uganda*. Document de travail IFPRI N°00790. Washington, DC, DSG, IFPRI.
- Berry, J.** 2008. Child control in education decisions: an evaluation of targeted incentives to learn in India. Cambridge, Massachusetts, USA, Massachusetts Institute of Technology, Department of Economics. (document non publié)
- Binswanger, H.P. & Deininger, K.** 1993. South African land policy: The legacy of history and current options. *World Development*, 21(9): 1451–1475.
- Binswanger, H.P. & Deininger, K.** 1997. *Explaining agricultural and agrarian policies in developing countries*. Rapport de recherche sur les politiques N°1765. Washington, DC, Banque Mondiale, groupe développement économique.
- Binswanger, H.P., Deininger, K. & Feder, G.** 1995. Power, distortions, revolt and reform in agricultural land relations. In J. Behrman and T.N. Srinivasan, eds. *Handbook of development economics*, Volume 3, Part 2, pp. 2659–2772. Amsterdam, Netherlands, Elsevier.

- Binswanger, H.P. & Khandker, S.R.** 1995. The impact of formal finance on the rural economy of India. *Journal of Development Studies*, 32(2): 234–262.
- BIT.** 2010. *Laborstat*. <http://laborsta.ilo.org/>. Bureau International du travail (BIT). (consulté le 10 février 2012)
- Bonin, J.P., Jones, D.C. & Putterman, L.** 1993. Theoretical and empirical studies of producer cooperatives: will ever the twain meet? *Journal of Economic Literature*, 31(3): 1290–1320.
- Boucher, S., Guirking, C. & Trivelli, C.** 2005. Direct elicitation of credit constraints: Conceptual and practice issues with an empirical application to Peruvian agriculture. Présenté à l'occasion de the American Agricultural Economics Association Annual Meeting, du 24 au 27 juillet 2005, Providence, Rhode Island, USA.
- Bourguignon, F. & Morrison, C.** 1998. Inequality and development: the role of dualism. *Journal of Development Economics*, 57(2): 33–57.
- Bradford, G.E.** 1999. Contributions of animal agriculture to meeting global human food demand. *Livestock Production Science*, 59: 95–112.
- Bravo-Baumann, H.** 2000. *Livestock and gender: A winning pair. Capitalisation of experiences on the contribution of livestock projects to gender issues*. Berne, Suisse, Agence suisse de développement et de coopération.
- Bruinsma, J., ed.** 2003. *Agriculture mondiale: horizons 2015/2030*. Londres, Earthscan, et Rome, FAO.
- Budisatria, I.G., Udo, H.M., van der Zijpp, A.J., Murti, T.W. & Baliarti, E.** 2007. Air and water qualities around small ruminant houses in Central Java – Indonesia. *Small Ruminant Research*, 65: 55–63.
- Burke, W.J., Jayne, T.S., Freeman, A. H. & Kristjansen, P.** 2007. *Factors associated with farm households' movement into and out of poverty in Kenya: The rising importance of livestock*. Développement International MSU Document de travail No 90. East Lansing, Michigan, USA, Michigan State University.
- Byerlee, D., Diao, X. & Jackson, C.** 2005. *Agriculture, rural development, and pro-poor growth. Country experiences in the post-reform era*. Document de travail Agriculture et Développement Rural N°21. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Calloway, D.H., Murphy, S. & Beaton, G.** 1988. *Food intake and human function: A cross-project perspective on the Collaborative Research Program in Egypt, Kenya and Mexico*. Rapport final USAID. Berkeley, Californie, USA, University of California.
- Campos, N.F. & Nugent, J.B.** 1999. Development performance and the institutions of governance: Evidence from East Asia and Latin America. *World Development*, 27(3): 439–452.
- Carter, M.R.** 1989. The impact of credit in peasant productivity and differentiation in Nicaragua. *Journal of Development Economics*, 31(1): 13–36.
- CAST.** 1999. *Animal agriculture and global food supply*. Task Force Report N°135. Ames, Iowa, USA, Council for Agricultural Science and Technology (CAST).
- Catelo, M.A. & Costales, A.** 2008. *Contract farming and other market institutions as mechanisms for integrating smallholder livestock producers in the growth and development of the livestock sector in developing countries*. Document de travail FAO-PPLPI N°45. Rome, FAO.
- Chadwick, K.D., Ifft, J., Roland-Holst, D. & Reed, V.** 2007. *Livestock market surveys for IPALP*. FAO-PPLPI Research Update. Rome, FAO.
- Channgakham, P., Behnke, D., Otte, J. & Roland-Holst, D.** 2010. *Promoting rural livelihoods and public health through poultry microfinance: Evidence from Lao PDR*. Pro-Poor HPAI Risk Reduction Project, Mekong Team Research Brief N°26. Rome, FAO.

- Chen, S. & Ravallion, M.** 2007. *The changing profile of poverty in the world*. 2020 Focus Brief on the World's Poor and Hungry People. Washington, DC, IFPRI.
- Chen, S. & Ravallion, M.** 2008. *The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty*. Document de travail de recherche sur les politiques N°4703. Washington, DC, Banque Mondiale, Groupe de recherche sur le développement.
- Chenery, H.B. & Syrquin, M.** 1975. *Patterns of development, 1950–1970*. Londres, Oxford University Press.
- CIESIN, IFPRI, BANQUE MONDIALE & CIAT.** 2004. *Global Rural-Urban Mapping Project (GRUMP), Beta Version*. Palisades, New York, USA, Columbia University Socioeconomic Data and Applications Center (SEDAC). <http://sedac.ciesin.columbia.edu/gpw>.
- Collier, P.** 2007. *The bottom billion*. Londres, Oxford University Press.
- Collier, P. & Dercon, S.** 2009. *L'agriculture africaine dans 50 ans: petits exploitants dans un monde en pleine évolution ?* Présenté à l'occasion du Forum d'experts sur Comment nourrir le monde en 2050, du 24 au 26 juin 2009, Rome, FAO.
- Costales, A., Gerber, P. & Steinfeld, H.** 2006. L'arrière-plan de la révolution de l'élevage. Dans le rapport sur l'élevage 206 FAO-AGA. Rome, FAO.
- Cunningham, K.** 2009. Connecter le réseau laitier: petits producteurs de lait en Inde. Dans D.J. Spielman et R. Pandya-Lorch. *Millions fed. Succès prouvés dans le développement agricole*. Washington, DC, IFPRI.
- Da Silva, C.A.** 2005. *The growing role of contract farming in agri-food systems development: Drivers, theory and practice*. Rome, FAO, Service de gestion, commercialisation et finances agricoles.
- Davendra, C. & Chantalakhana, C.** 2002. Animals, poor people and food insecurity: opportunities for improved livelihoods through efficient natural resource management. *Outlook on Agriculture*, 31(3): 161–175.
- Davis, B., Winters, P., Carletto, G., Covarrubias, K., Quiniones E., Zezza, Z., Stamoulis, K., Bonomi, G. & DiGiuseppe, S.** 2007. *Rural income generating activities: A cross country comparison*. Document de travail ESA N°07-16. Rome, FAO.
- de Haan, C., Steinfeld, H. & Blackburn, H.W.** 1997. *Livestock – environment interactions: Finding a balance*. Rapport d'étude coordonné par la FAO, USAID et la Banque Mondiale.
- Deininger, K. & Olinto, P.** 2001. Rural nonfarm employment and income diversification in Colombia. *World Development*, 29(3): 455–465.
- de Janvry, A., Key, N. & Sadoulet, E.** 1997. *Agricultural and rural development policy in Latin America. New directions and new challenges*. FAO Agricultural Policy and Economic Development Series N°2. Rome, FAO.
- Delgado, C.** 2003. Rising consumption of meat and milk in developing countries has created a new food revolution. *Journal of Nutrition*, 133: 3907S–3910S.
- Delgado, C., Narrod, C. & Tiongco, M.** 2008. *Determinants and implications of the growing scale of livestock farms in four fast-growing developing countries*. Rapport de recherche N°157. Washington, DC, IFPRI.
- Delgado, C., Rosegrant, M., Steinfeld, H., Ehui, S. & Courbois, C.** 1999. L'élevage d'ici 2020 – la prochaine révolution. Série Alimentation, Agriculture et Environnement. Document de synthèse N°28. Washington, DC, IFPRI.
- de Soto, H.** 2000. *Le mystère du capital: pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*. New York, Basic Books.

- DFID.** 2000. *Halving world poverty by 2015, economic growth, equity and security: Strategies for achieving the international development targets.* Document de stratégie DFID. Londres.
- DFID/ODI/NMFA.** 2002. *Key sheets for sustainable livelihoods: Non-farm income in rural areas.* www.odi.org.uk/resources/details.asp?id=3868&title=key-sheets-sustainable-livelihoods.
- Diao, X., Hazell, P. & Thurlow, J.** 2010. The role of agriculture in African development. *World Development*, 38(10): 1375–1383.
- Diao, X. & Nin Pratt, A.** 2007. Growth options and poverty reduction in Ethiopia – an economy-wide model and analysis. *Food Policy*, 32: 205–228.
- Diao, X., Fekadu, B., Haggblade, S., Taffesse, A.S., Wamisho, K. & Xu, B.** 2007. *Agricultural growth linkages in Ethiopia: Estimates using fixed and flexible price models.* Document de travail IFPRI N°00695. Washington, DC, IFPRI.
- Djankov, S., La Porta, R., Lopez-De-Silanes, F. & Shleifer, A.** 2002. The regulation of entry. *Quarterly Journal of Economics*, 117(1): 1–37.
- Dollar, D. & Kraay, A.** 2002. Growth is good for the poor. *Journal of Economic Growth*, 7(3): 195–225.
- Dorward, A., Kydd, J., Morrison, J. & Urey, I.** 2004a. A policy agenda for pro-poor agricultural growth. *World Development*, 32(1): 73–89.
- Dorward, A., Fan, S., Kydd, J., Lofgren, H., Morrison, J., Poulton, C., Rao, N., Smith, L., Tchale, H., Thorat, S., Urey, I. & Wobst, P.** 2004b. Institutions and policies for pro-poor agricultural growth. *Development Policy Review*, 22(6): 611–622.
- Duflo, E. & Kremer, M.** 2008. Use of randomization in the evaluation of development effectiveness. In W. Easterly, ed. *Reinventing foreign aid.* Cambridge, Massachusetts, USA, MIT Press.
- Dunsten, S.** 2001. Will they survive? Prospects for small farmers in sub-Saharan Africa. Présenté à l'occasion de -Sécurité alimentaire durable pour tous, du 4 au 6 septembre 2001. Bonn, Allemagne.
- Duong, P.B. & Izumida, Y.** 2002. Rural development financial in Vietnam: A micro-econometric analysis of household surveys. *World Development*, 30(2): 319–335.
- Easterly, W.** 2008a. Introduction: Can't take it anymore? In W. Easterly, ed. *Reinventing foreign aid.* Cambridge, Massachusetts, USA, MIT Press.
- Easterly, W.** 2008b. Planners vs. searchers in African agricultural aid. Document préparé pour FAO-PPLPI.
- ECLAC.** 2004. *Productive development in open economies.* Santiago, Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC).
- Elvidge, C.D., Baugh, K.E., Kihn, E.A., Kroehl, H.W., Davis, E.R. & Davis, C.W.** 1997. Relation between satellite observed visible-near infrared emissions, population, economic activity and electric power consumption. *International Journal of Remote Sensing*, 18(6): 1373–1379.
- Epprecht, M. & Robinson T.P., eds.** 2007. *Agricultural atlas of Vietnam. A depiction of the 2001 rural agriculture and fisheries census.* Rome, FAO-PPLPI, et Hanoi, office général de la statistique, Gouvernement du Viet Nam. 172 pp.
- Epprecht, M., Heinimann, A., Minot, N., Müller, D. & Robinson, T.** 2007. From statistical data to spatial knowledge – informing decision making in Vietnam. *Information Development*, 23: 193–204.
- Eswaran, M. & Kotwal, A.** 1986. Access to capital and agrarian production organization. *Economic Journal*, 96: 482–498.
- Fadel, J.G.** 1999. Quantitative analysis of selected by-product feedstuffs: A global perspective. *Anim. Feed Sci. Technol.*, 79: 255–268.

- Fairoze, M., Achoth, L., Rashmi, P., Tiongco, M., Delgado, C., Narrod, C. & Chengappa, P.** 2006. Equitable intensification of market-oriented smallholder poultry production in India through contract farming. In *Contract farming of milk and poultry in India: Partnerships to promote the environmentally friendly and equitable intensification of smallholder market oriented livestock production*, Annexe II, Rapport final du projet IFPRI-FAO Agriculture sous contrat en Inde. Washington, DC, IFPRI.
- Fan, S. & Chan-Kang, C.** 2004. Returns to investment in less-favoured areas in developing countries: a synthesis of evidence and implications for Africa. *Food Policy*, 29(4): 431–444.
- Fan, S. & Hazell, P.** 2001. Returns to public investments in the less-favored areas of India and China. *American Journal of Agricultural Economics*, 83(5): 1271–1222.
- FAO.** 2000. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: enseignements des 50 dernières années*. Rome.
- FAO.** 2006. *L'ombre portée de l'élevage: impacts environnementaux et options pour leur atténuation*, par H. Steinfeld, P. Gerber, T. Wassenaar, V. Castel, M. Rosales et C. de Haan. Rome.
- FAO.** 2009a. *Politiques en matière d'élevage et changement institutionnel au service de la lutte contre la pauvreté*. Document d'information pour le comité de l'agriculture de la FAO, 21^{ème} session. Rome.
- FAO.** 2009b. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le point sur l'élevage*. Rome.
- FAO.** 2010a. *Les politiques et les programmes dans le secteur de l'élevage dans les pays en développement. Un menu pour les praticiens*. Rome, FAO-PPLPI.
- FAO.** 2010b. *Missions, constitution and governance*. www.fao.org/about/mission-gov/en/. (consulté le 15 septembre 2010).
- FAO.** 2010c. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome.
- FAOSTAT.** 2010. Bases de données statistiques de la FAO. www.faostat.fao.org/site/452/default.aspx.
- Faye, A. & Fall, A.** 2000. *Région de Diourbel: Diversification des revenus*. Document de travail Drylands Research N°22. Crewkerne, Royaume-Uni, Drylands Research.
- Fearne, A.** 1995. Strategic alliances in the European food industry. *European Business Review*, 94: 30–37.
- Fearne, A.** 1998. The evolution of partnerships in the meat supply chain: insights from the British beef industry. *Supply Chain Management: An International Journal*, 3(4): 214–231.
- Feder, G., Lau, L.J., Lin, J.Y. & Xiaopeng, L.** 1989. Agricultural credit and farm performance in China. *Journal of Comparative Economics*, 13(4): 508–526.
- FIDA.** 2001. *Rapport sur la pauvreté rurale 2001: Le défi d'en finir avec la pauvreté rurale*. Londres, Oxford University Press, pour le Fonds international pour le développement agricole (FIDA).
- Foster, M., Brown, A. & Naschold, F.** 2001. Sector programme approaches: Will they work in agriculture? *Development Policy Review*, 19(3): 321–338.
- Gangwar, L.S., Saran, S. & Kumar, S.** 2010. Broiler's supply value chain in the National Capital Region Delhi: A case study of Ghazipur poultry market. *Agricultural Economics Review*, 23: 462–468.
- Garcia, O., Saha, A., Makmood, K., Ndambi, A. & Hemme, T.** 2006. *Dairy development programs in Andhra Pradesh, India: Impacts and risks for small-scale dairy farms*. Document de travail FAO-PPLPI N°38. Rome, FAO.
- Gemert, W., Sloof, R., Ginneken, J.K. & Leeuwenbergh, J.** 1984. Household status differentials and childhood mortality. In J.K. van Ginneken and A.S. Muller, eds. *Maternal and child health in rural Kenya*, pp 271–280. Londres et Sydney, Australie, Croom Helm.

- GIEC** 2007. Quatrième rapport d'évaluation: *Changement climatique. Rapport de synthèse*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
- Government of India**. 2008. *Annual Report 2007–2008*. New Delhi, Département de l'élevage, de la production laitière et des pêches, Ministère de l'agriculture.
- Grosse, S.D.** 1998. Farm animals and children's nutritional status in rural Rwanda. Présenté à l'occasion du Symposium sur la nutrition humaine et l'élevage, 14 Octobre 1998, Little Rock, Arkansas, USA, Heifer Project International.
- Guèye, E.F.** 2005. Gender aspects in family poultry management systems in developing countries. *World's Poultry Science Journal*, 61(1): 39–46.
- Gulati, A. & Fan, S.** 2008. *The dragon and the elephant. Agricultural and rural reforms in China and India*. New Delhi, Oxford University Press.
- Guyer, J.** 1988. Dynamic approaches to budgeting. In D. Dwyer and J. Bruce, eds. *A home divided: Women and income in the third world*. Stanford, Californie, USA, Stanford University Press.
- Gwatkin, D.R., Guillot, M. & Heuveline, P.** 1999. The burden of disease among the global poor. *Lancet*, 354: 586–589.
- Hagglblade, S., Hazell, P. & Reardon, T.** 2005. The rural non-farm economy: Pathway out of poverty or pathways in? In *The future of small farms. Proceedings of a research workshop*, du 26 au 29 juin 2005, Centre de conférence de Withersdane, Wye, Royaume-Uni. Londres, IFPRI, ODI et Imperial College London.
- Haileselassie, A., Peden, D., Gebreselassie, S., Amede, T. & Descheemaeker, K.** 2009. Livestock water productivity in mixed crop-livestock farming systems of the Blue Nile basin: Assessing variability and prospects for improvement. *Agric. Systems*, 102: 33–40.
- Hayami, Y. & Otsuka, K.** 1993. *The economics of contract choice: an agrarian perspective*. Oxford, Royaume-Uni, Clarendon Press.
- Hazell, P. & Diao, P.** 2005. The role of agriculture and small farms in economic development. In *The future of small farms. Proceedings of a research workshop*, 26 to 29 June 2005, Centre de conférence de Withersdane, Wye, Royaume-Uni, pp. 23–37. Londres, IFPRI, ODI et Imperial College.
- Hazell, P., Poulton, C., Wiggins, S. & Dorward, A.** 2010. The future of small farms: Trajectories and policy priorities. *World Development*, 38(10): 1349–1361.
- Heft-Neal, S., Otte, J., Pupphavesa, W., Roland-Holst, D., Sudsawasd, S. & Zilberman, D.** 2008. *Supply chain auditing for poultry production in Thailand*. Rapport de recherche FAO-PPLPI 08-09. Rome, FAO.
- Heltberg, R.** 1998. Rural market imperfections and the farm size-productivity relationship: evidence from Pakistan. *World Development*, 26(10): 1807–1826.
- Hemme, T. & Otte, J., eds.** 2010. *Status and prospects for smallholder milk production – A global perspective*. Rome, FAO-PPLPI.
- Hobbs, J. & Young, L.** 2001. *Vertical linkages in agri-food supply chains in Canada and the United States*. Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction de la recherche et de l'analyse, Strategic Policy Branch.
- Holmann, F., Rivas, L., Urbina, N., Rivera, B., Giraldo, L.A., Guzman, S., Martinez, M., Medina, A. & Ramirez, G.** 2005. The role of livestock in poverty alleviation: an analysis of Colombia. *Livestock Research for Rural Development*, 17(1).
- Homewood, K., Coast, E., Kiruswa, S., Serneels, S., Thompson, M. & Trench, P.** 2006. Maasai pastoralists: diversification and poverty. Présenté à l'occasion de Pastoralisme et réduction de la pauvreté en Afrique de l'Est: Conférence sur la recherche en matière de politiques, Nairobi.

- Hossain, S.T., Sugimoto, H., Ahmed, G.J.U. & Islam, M.R.** 2009. Effect of integrated duck-rice farming on rice yield, farm productivity, and rice-provisioning ability of farmers. *Asian Journal of Agriculture and Development*, 2: 79–86.
- Humphrey, J.** 2005. *Shaping value chains for development: Global value chains in agribusiness*. www.ids.ac.uk/ids/global/pdfs/humphrey-gtz.pdf?recid=bib-gtz066187.
- Hunter, J.P.** 1989. Small ruminants in the household economy of Lesotho: Towards a dynamic functional perspective. In R.T. Wilson and M. Azeb, eds. *African small ruminant research and development*. Addis-Abeba, ILCA.
- Huong, P.** 2007. *Production and marketing of indigenous pig breeds in the uplands of Vietnam, an economic analysis in Son La province*. Stuttgart, Allemagne, Université de Hohenheim, Institute of Agricultural Economics and Social Sciences in the Tropics and Subtropics. (Thèse de maîtrise)
- ICP.** 2005. Programme de Comparaison Internationale de la banque mondiale (PCI). <http://web.worldbank.org/wbsite/external/datastatistics/icpext/0,,contentmdk:20118237~menupk:62002075~pagepk:60002244~pipk:62002388~thesitepk:270065,00.html>. (consulté le 5 Janvier 2010)
- Ifft, J.** 2005. *Survey of the East Asia livestock sector*. Document de travail EASRD. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Ifft, J., Roland-Holst, D. & Zilberman, D.** 2009a. Impact of quality characteristics on demand for chicken in Viet Nam. *ARE Update*, 12(4).
- Ifft, J., Roland-Holst, D. & Zilberman, D.** 2009b. Valuation of safety-branded and traceable free range chicken in Ha Noi: Results from a field experiment. Présenté lors du Meeting annuel des associations économiques agricoles américaines, du 26 au 28 Juillet 2009, Milwaukee, Wisconsin, USA.
- Ifft, J., Roland-Holst, D. & Zilberman, D.** 2011. *Production and risk prevention responses of free range chicken producers in Viet Nam*. Document de travail. Berkeley, Californie, USA, Université de Berkeley, Département de l'Agriculture et des ressources économiques.
- IFPRI.** 2005. *L'avenir des petites exploitations agricoles*. Compte rendu de l'atelier de recherche. Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
- ILRI.** 1995. *Analyse des politiques de l'élevage*. Manuel de formation N°2. Nairobi.
- Irz, X., Lin, L., Thirtle, C. & Wiggins, S.** 2001. Agricultural productivity growth and poverty alleviation. *Development Policy Review*, 19(4): 449–466.
- Islam, S.M. & Jabbar, M.A.** 2005. Smallholder poultry model for poverty alleviation in Bangladesh – a review of evidence on impact. *Livestock Research for Rural Development*, 17(10).
- Jarvis, L., Bervejillo, J.E., Ekboir, J. & Sumner, D.A.** 2001. South-of-the-border beef: Changing beef industries in Argentina and Uruguay. *Choices: The Magazine of Food, Farm and Resource Issues*, fall issue.
- Jayne, T.S., Mather, D. & Mghenyi, E.** 2010. Principal challenges confronting smallholder agriculture in sub-Saharan Africa. *World Development*, 38(10): 1384–1398.
- Jayne, T.S., Yamano, T., Weber, M., Tschirley, D., Benfica, R., Chapoto, A. & Zulu, B.** 2003. Smallholder income and land distribution in Africa: Implications for poverty reduction strategies. *Food Policy*, 28: 253–275.
- Kabore, S.T., Kone, M. & Ouoba, P.** 2009. *Recensement général de la population et de l'habitation de 2006, analyse des résultats définitifs. Thème 15: Mesure et cartographie de la Pauvreté*. Ouagadougou, Ministère de l'économie et des finances, Comité National du recensement; Bureau Central du recensement.
- Kaplinsky, R. & Morris, M.** 2000. *A handbook for value chain research*. Ottawa, IDRC.

- Kaufmann, D., Kraay, A. & Mastruzzi, M.** 2009. *Governance matters VIII. Aggregate and individual indicators 1996–2008*. Document de travail de recherche sur les politiques N°4978. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Keeney, R. & Hertel, T.W.** 2005. *GTAP-AGR: A framework for assessing the implications of multilateral changes in agricultural policies*. GTAP Technical Paper N°24. West Lafayette, Indiana, USA, Purdue University, Department of Agricultural Economics.
- Kirsten, J. & Sartorius, K.** 2002. Linking agribusiness and small farmers in developing countries: Is there a new role for contract farming? *Development Southern Africa*, 19(4): 503–529.
- Kitalyi, A., Mtenga, L., Morton, J., McLeod, A., Thornton, P., Dorward, A. & Saadullah, M.** 2005. Why keep livestock if you are poor? In E. Owen, A. Kitalyi, N. Jayasuriya and T. Smith, eds. *Livestock and wealth creation. Improving the husbandry of animals kept by resource-poor people in developing countries*. Nottingham, Royaume-Uni, Nottingham University Press.
- Klasen, S.** 2007. *Determinants of pro-poor growth*. 2020 Vision Brief. Washington, DC, IFPRI.
- Knack, S. & Keefer, P.** 1995. Institutions and economic performance: Cross-country tests using alternative measures. *Economics and Politics*, 7: 207–227.
- Kruska, R.L., Reid, R.S., Thornton, P.K., Henninger, N. & Kristjanson, P.M.** 2003. Mapping livestock-orientated agricultural production systems for the developing world. *Agricultural Systems*, 77: 39–63.
- Kydd, J. & Dorward, A.** 2001. The Washington Consensus on poor country agriculture: analysis, prescription and institutional gaps. *Development Policy Review*, 19(4): 467–478.
- Kydd, J., Dorward, A., Morrison, M. & Cadish, G.** 2002. *Agricultural development and pro-poor economic growth in sub-Saharan Africa: Potential and policy*. Document de travail ADU 02/04. Wye, Royaume-Uni, Imperial College.
- Lawrence, P.R., Dijkman, J.T. & Jansen, H.G.P.** 1997. The introduction of animal traction into inland valley regions. Manual labour and animal traction in the cultivation of rice and maize: A comparison. *J. Agric. Sci.*, 129: 65–70.
- Lekasi, J.K. & Tanner, J.C.** 1998. *Manure management in Kiambu and Muranga districts*. Nairobi, ILRI, Market-Oriented Smallholder Dairy Research Unit. (research report)
- Lekasi, J.K., Tanner, J.C., Kimani, S.K. & Harris, P.J.** 1998. *Manure management in the Kenya highlands: Practices and potential*. Nairobi, KARI, ILRI, and Coventry, Royaume-Uni, The Henry Doubleday Research Association.
- Leonard, D.K., Brass, J.N., Nelson, M., Ear, S., Fahey, D., Fairfield, T., Gning, M.J., Halderman, M., McSherry, B., Moehler, D.C., Prichard, W., Turner, R., Vu, T. & Dijkman, J.** 2010. Does patronage still drive politics for the rural poor in the developing world? A comparative perspective from the livestock sector. *Development and Change*, 41: 475–494.
- Leonard, W.M., DeWalt, K.M., Uquillas, J.E. & DeWalt, B.R.** 1994. Diet and nutritional status among cassava producing agriculturalists of coastal Ecuador. *Ecology of Food and Nutrition*, 32: 113–127.
- Leroy, J.L. & Frongillo, E.A.** 2007. Can interventions to promote animal production ameliorate under-nutrition? *Journal of Nutrition*, 137: 2311–2316.
- LID.** 1999. *Livestock in poverty-focused development*. Crewkerne, Royaume-Uni, Livestock in Development (LID).
- Lin, Y. & Nugent, J.** 1995. Institutions and economic development. In J. Behrman and T.N. Srinivasan, eds. *Handbook of development economics*, volume 3. Amsterdam, Pays-Bas, Elsevier.

- Lipton, M.** 2005. *The family farm in a globalizing world – the role of crop science in alleviating poverty*. IFPRI 2020 Document de travail N°40. Washington, DC, IFPRI.
- Lybbert, T., Barrett, C., Desta, S. & Coppock, D.L.** 2004. Stochastic wealth dynamics and risk management among a poor population. *Economic Journal*, 114 (498): 750–777.
- MAAIF, UBOS, FAO, ILRI & WRI.** 2010. *Mapping a better future: spatial analysis and pro-poor livestock strategies in Uganda*. Washington, DC, and Kampala, World Resources Institute (WRI).
- Maltsoglou, I. & Rapsomanikis, G.** 2005. *Contribution de l'élevage aux revenus des ménages au Viet Nam: analyse fondée sur la typologie des ménages*. Document de travail FAO-PPLPI N°21. Rome, FAO.
- Maltsoglou, I. & Taniguchi, K.** 2004. *Pauvreté, élevage et typologie des ménages au Népal* Document de travail FAO-PPLPI N°13. Rome, FAO.
- Mauro, P.** 1995. Corruption and growth. *Quarterly Journal of Economics*, 110(3): 681–712.
- McCarthy, N., Swallow, B., Kirk, M. & Hazell, P.** 2000. *Property rights, risk and livestock development in Africa*. Washington, DC, IFPRI, et Nairobi, ILRI.
- McDermott, J.J., Staal, S.J., Freeman, H.A., Herrero, M. & Van de Steeg, J.A.** 2010. Sustaining intensification of smallholder livestock systems in the tropics. *Livestock Science*, 130: 95–109.
- McIntire, J., Bourzat, D. & Pingali, P.B.** 1992. *Crop-livestock interactions in sub-Saharan Africa*. Washington, DC, Banque Mondiale.
- McKinley, T.** 1995. *The distribution of wealth in rural China*. New York, M.E. Sharpe.
- Mellor, J.W.** 2003. Agricultural growth and poverty reduction – the rapidly increasing role of smallholder livestock. Keynote address at the International Workshop on Livestock and Livelihoods: Challenges and Opportunities for Asia in the Emerging Market Environment, Anand, Inde.
- Mennerat, A., Nilsen, F., Ebert, D. & Skorpung, A.** 2010. Intensive farming: Evolutionary implications for parasites and pathogens. *Evol. Biology*, 37: 59–67.
- Minten, B. & Barrett, C.B.** 2008. Agricultural technology, productivity, and poverty in Madagascar. *World Development*, 36(3): 797–822.
- Moll, H.A.** 2005. Costs and benefits of livestock systems and the role of market and nonmarket relationships. *Agricultural Economics*, 32: 181–193.
- Moll, H.A. & Dietvorst, D.** 1999. Cattle marketing in the Western Province of Zambia: Policies, institutions and cattle owners. In H.L. van der Laan, T. Dijkstra and A van Tilburg, eds. *Agricultural marketing in tropical Africa: Contributions from the Netherlands*, pp. 185–203. Aldershot, Royaume-Uni, Ashgate.
- Moran, W., Blunden, G. & Bradly, A.** 1996. Empowering family farms through cooperatives and producer marketing boards. *Economic Geography*, 72(2): 161–177.
- Mullins, G., Wahome, L., Tsangari, P. & Maarse, L.** 1996. Impacts of intensive dairy production on smallholder farm women in coastal Kenya. *Hum. Ecol.*, 24: 231–253.
- Murphy, S.P. & Allen, L.H.** 1996. A greater intake of animal products could improve the micronutrient status and development of children in East Africa. Présenté lors de l'atelier d'évaluation de l'élevage en Afrique de l'Est, Entebbe, Ouganda.
- Nagayets, O.** 2005. *Small farms, current status and key trends*. Note d'information préparée pour l'atelier de recherche sur l'avenir des petites exploitations agricoles, du 26 au 20 Juin 2005, Wye, Royaume-Uni, Wye College.
- Nanyeenya, W.N., Mugisha, J., Staal, S., Baltenweck, D.I., Romney, D. & Halberg, N.** 2008. Dairy performance and intensification under traditional and economic efficiency farm plans in Uganda. *Middle East Journal of Scientific Research*, 3(2): 82–89.

- Narayanan, S. & Gulati, A.** 2002. *Globalization and the smallholders: A review of issues, approaches and tentative conclusions*. Document de discussion MSSD N°50. Washington, DC, IFPRI et Banque Mondiale, Département du développement agricole.
- Narro, C., Tiongco, M. & Costales, A.** 2007. Global poultry sector trends and external drivers for structural change. Présenté lors de l'Aviculture dans le 21^{ème} siècle, Conférence sur la grippe aviaire, du 5 au 7 Novembre 2007, Bangkok.
- Neumann, C.G.** 2000. Livestock development and impact on diet quality and the growth and development of children. In *Agro-ecosystems, natural resources management and human health related research in East Africa: Proceedings of an IDRC-ILRI International Workshop*, pp. 100–108. Du 11 au 15 mai 1998, Addis Abeba. Ottawa, International Development Research Centre.
- Niamir-Fuller, M.** 1994. *Women livestock managers in the Third World: A focus on technical issues related to gender roles in livestock production*. Document de travail du FIDA N°18. Rome, FIDA.
- Nicholson, C.F., Thornton, P.K., Mohammed, L., Muinga, R.W., Mwamachi, D.M., Elbasha, E.H., Staal, S.J. & Thorpe, W.** 1998. *The impact of dairy technology adoption on the nutritional status of pre-school children in coastal Kenya*. Nairobi, KARI, Ministère de l'agriculture et ILRI.
- Nielsen, H.** 1996. The socio-economic impact of a smallholder livestock development project, Bangladesh. Présenté lors de l'atelier - l'agriculture intégrée dans le développement humain, Tune Landsboskole, Danemark, Forum des conseillers danois en matière de développement agricole et rural.
- Nielsen, H.** 1998. The socio-economic impact of a smallholder livestock development project, Bangladesh: Results of the second impact survey. In F. Dolberg and P.H. Petersen. *Women in agriculture and modern communication technology*. Frederiksberg, Danemark, D.S.R. Forlag.
- Nielsen, H., Roos, N. & Thilsted, S.H.** 2003. The impact of semi-scavenging poultry production on the consumption of animal source foods by women and girls in Bangladesh. *J. Nutr.*, 133: 4027–4030.
- Nin Pratt, A. & Diao, X.** 2006. *Exploring growth linkages and market opportunities for agriculture in Southern Africa*. Document de travail DSGD N°42. Washington, DC, IFPRI.
- North, D.** 1987. Institutions, transaction costs and economic growth. *Economic Inquiry*, 25(3): 419–428.
- North, D.** 1990. *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press.
- Norton, G.W., Alwang, J. & Masters, W.A.** 2006. *The economics of agricultural development: world food systems and resource use*. New York et Londres, Routledge.
- Norton, R.D.** 2004. *Agricultural development policy: concepts and experiences*. Rome, FAO, et Chichester, Royaume-Uni, John Wiley.
- Okali, C. & Sumberg, J.** 1986. Sheep and goats, men and women: Household relations and small ruminant production in southwest Nigeria. In J.L. Moock, ed. *Understanding Africa's rural households and farming systems*. Boulder, Colorado, USA et Londres, Westview Press.
- Omire, A., Cheng'ole Mulino, J., Fakhru Islam, S.M., Nurah, G., Khan, M.I. & Staal, S.J.** 2004. *Employment generation through small-scale dairy marketing and processing*. document FAO-AGA N°158. Rome, FAO.
- OMS.** 2004. *Global burden of disease 2004 update*. Genève.
- ONU.** 2003. *Perspectives démographiques Mondiales. La révision de 2002*. New York.
- ONU.** 2007. *Perspectives de l'urbanisation mondiale: La révision 2007 de la base de données population*. New York, Division de la Population de l'ONU.
- ONU.** 2008. *Perspectives de l'urbanisation mondiale. La révision de 2007*. New York.

- Osotimehin, K.O., Tijani, A.A. & Olukomogbon, E.O.** 2006. An economic analysis of small scale dairy milk processing in Kogi State, Nigeria. *Livestock Research for Rural Development*, 18(11).
- Ossiya, S., Isyagi, N., Aliguma, L. & Aisu, C.** 2003. Urban and peri-urban livestock keeping among the poor in Kampala city. In J.I. Richards and S.H. Godfrey, eds. *Urban livestock keeping in sub-Saharan Africa*, pp 21–39. Rapport de l'atelier, du 3 au 5 mars 2003, Nairobi. Aylesford, Royaume-Uni, Natural Resources International.
- Otte, J. & Chilonda, P.** 2002. *Cattle and small-ruminant production systems in sub-Saharan Africa. A systematic review*. Rome, FAO.
- Otte, J. & Upton, M.** 2005. *Poverty and livestock agriculture*. Rapport de recherche FAO-PPLPI 05-02. Rome, FAO.
- Otte, J., Pica-Ciamarra, U., Franceschini, G. & Roland-Holst, D.** 2008. Food markets and poverty alleviation. Présenté lors du 13^{ème} Congrès des sciences animales de l'association d'Asie et d'Australasie des sociétés de production animale, du 22 au 26 septembre, 2008, Hanoi, Viet Nam.
- Otte, J., Pica-Ciamarra, U., Ahuja, V. & Gustafson, D.** 2009. *Supporting livestock sector development for poverty reduction: Issues and proposals*. Rapport de recherche FAO-PPLPI 09-01. Rome, FAO.
- Palumbi, S.** 2001. Humans as the world's greatest evolutionary force. *Science*, 293: 1786–1790.
- Patil, B.R., Singh, K.K., Pawar, S.E., Maarse, L. & Otte, J.** 2009. *Sericulture: An alternative source of income to enhance the livelihoods of small-scale farmers and tribal communities*. Rapport de recherche FAO-PPLPI 09-03. Rome, FAO.
- Paul, D.C. & Saadullah, M.** 1991. Role of women in homestead of small farm category in an area of Jessore, Bangladesh. *Livestock Research for Rural Development*, 3(2).
- Pender, J., Nkonya, E., Jagger, P., Sserunkuuma, D. & Ssali, H.** 2004. Strategies to increase agricultural productivity and reduce land degradation: Evidence from Uganda. *Agric. Economics*, 31: 181–195.
- Perry, B. & Dijkman, J.** 2010. *Livestock market access and poverty reduction in Africa: The trade standards enigma*. FAO-PPLPI Document de travail N°49. Rome, FAO.
- Perry, B. & Grace, D.** 2009. The impact of livestock diseases and their control on growth and development processes that are pro-poor. *Philosophical Transactions of the Royal Society*, 364(1530): 2643–2655.
- Pica, G., Pica-Ciamarra, U. & Otte, J.** 2008. *The livestock sector in the World Development Report 2008: Re-assessing the policy priorities*. Rapport de recherche FAO-PPLPI 08-07. Rome, FAO.
- Pica-Ciamarra, U.** 2005. *Livestock policies for poverty alleviation: Theory and practical evidence from Africa, Asia and Latin America*. Document de travail FAO-PPLPI N°27. Rome, FAO.
- Pica-Ciamarra, U. & Otte, J.** 2010. Poultry, food security and poverty in India: Looking beyond the farm-gate. *World's Poultry Science Journal*, 66(2): 309–320.
- Pica-Ciamarra, U. & Robinson, T.** 2008. *Pro-poor review and analysis of livestock related policies. Guidelines and an application to Uganda*. FAO-PPLPI Guidelines, Version 1. Rome, FAO, et Addis Abeba, IGAD-LPI.
- Pica-Ciamarra, U., Tasciotti, L., Otte, J. & Zezza, A.** 2010. Livestock and livelihoods in developing countries. Evidence from household surveys. Rome, FAO. (document non publié)
- Pica-Ciamarra, U., Tasciotti, L., Otte, J. & Zezza, A.** 2011. *Livestock assets, livestock income and rural households: Cross-country evidence from household surveys*. Document de travail FAO-ESA N°11-17. Rome, FAO.

- Pickering, H., Hayes, R.J., Ng'andu, N. & Smith, P.G.** 1986. Social and environmental factors associated with the risk of child mortality in a peri-urban community in the Gambia. *Transactions of the Royal Society of Tropical Medicine and Hygiene*, 80: 311–316.
- Pingali, P.** 2006. Agricultural growth and economic development: A view through the globalization lens. Allocution du Président à l'occasion de la 26^{ème} conférence internationale des économistes agricoles, du 12 au 18 août 2006, Gold Coast, Australie.
- Pingali, P., Khwaja, Y. & Meijer, M.** 2005. Commercialising small farms: Reducing transaction costs. In *The future of small farms. Proceedings of a research workshop*, pp. 61–74. Du 26 au 29 juin 2005, Centre de conférence de Withersdane, Wye, UK. Londres, IFPRI, ODI et Imperial College.
- Poulton, C., Kydd, J. & Dorward, A.** 2006. Overcoming market constraints on pro-poor agricultural growth in sub-Saharan Africa. *Development Policy Review*, 24(3): 243–277.
- PovcalNet.** 2010. *Outil interactif de données en libre accès de la Banque mondiale pour la mesure de la pauvreté et de l'inégalité* développé par le groupe de recherche en développement de la Banque Mondiale. <http://iresearch.worldbank.org/povcalnet/povduplic.html>. (consulté en juin 2010)
- PPLPI.** 2008. *Pro-Poor Livestock Policy and Institutional Change: Case studies from South Asia, the Andean Region and West Africa*. Rome, FAO.
- Prahalad, C.K.** 2004. *The fortune at the bottom of the pyramid: Eradicating poverty through profits*. Philadelphie, Pennsylvanie, USA, Wharton School Publishing.
- Prahalad, C.K. & Hart, S.** 2002. The fortune at the bottom of the pyramid. *Strategy and Business*, 26: 1–14.
- Rae, A.N. & Zhang, X.** 2009. China's booming livestock industry: household income, specialization and exit. *Agricultural Economics*, 40(6): 603–616.
- Ramaswamy, N.** 1994. Draught animals and welfare. *Rev. Sci. Tech.*, 13: 195–216.
- Ramsay, G. & Morgan, B.** 2009. *Barriers to market entry, poor livestock producers and public policy*. Document de travail FAO-PPLPI N°46. Rome, FAO.
- Randolph, T., Schelling, E., Grace, D., Nicholson, C.F., Leroy, J.L., Cole, D.C., Demment, M.W., Omore, A., Zinsstag, J. & Ruel, M.** 2007. Role of livestock in human nutrition and health for poverty reduction in developing countries. *J. Anim. Sci.*, 85: 2788–2800.
- Rass, N.** 2006. *Policies and strategies to address the vulnerability of pastoralists in sub-Saharan Africa*. Document de travail FAO-PPLPI N°37. Rome, FAO.
- Ravallion, M.** 2007. *Economic growth and poverty reduction: do poor countries need to worry about inequality?* 2020 Vision Brief. Washington, DC, IFPRI.
- Ravallion, M.** 2009. *The developing world's bulging (but vulnerable) "middle class"*. Policy Research Document de travail de recherche sur les politiques N°4816. Washington, DC, Banque Mondiale, Groupe de recherche en développement.
- Ravallion, M. & Chen, S.** 2003. Measuring pro-poor growth. *Economics Letters*, 78(1): 93–99.
- Ravallion, M., Chen, S. & Sangraula, P.** 2007. *New evidence on the urbanization of global poverty*. Document de travail de recherche sur les politiques N°4199. Washington, DC, Banque Mondiale, Groupe de recherche en développement.
- Ravallion, M., Chen, S. & Sangraula, P.** 2008. *Dollar a day revisited*. Document de travail de recherche sur les politiques N°4620. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Ravallion, M. & Datt, G.** 1999. *When is growth pro-poor? Evidence from the diverse experience of India's states*. Document de travail de recherche sur les politiques N°2263. Washington, DC, Banque Mondiale.

- Reardon, T. & Timmer, C.** 2005. Transformation of markets for agricultural output in developing countries since 1950: How has thinking changed? In R. Evenson, P. Pingali and T.P. Schultz, eds. *Handbook of agricultural economics*, Volume 3A, Chapitre 13. Amsterdam, Pays-Bas, Elsevier.
- Robinson, T.P. & Pozzi, F.** 2011. *Mapping supply and demand for animal-source foods to 2030*. Document de travail de la division de production et santé animale N°2. Rome, FAO.
- Robinson, T.P., Thornton, P., Franceschini, G., Kruska, R. & Chiozza, F.** 2011. *Global live-stock production systems*. Rome, FAO.
- Rodriguez Gustá, A.L.** 2008. Políticas públicas en el Uruguay: un modelo de gestión híbrido en el combate a la fiebre aftosa. Buenos Aires, Universidad Nacional de San Martín. (document non publié)
- Rodrik, D.** 2007. *Croissance, pas de recette unique. Globalization, institutions et croissance économique*. Princeton, New Jersey, USA, Princeton University Press.
- Rodrik, D., Submaranian, A. & Trebbi, F.** 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth*, 9: 131–165.
- Roeder, P. & Rich, K.** 2009. Conquering the cattle plague: The global effort to eradicate rinderpest. In D.J. Spielman and R. Pandya-Lorch. *Millions fed. Proven successes in agricultural development*. Washington, DC, IFPRI.
- Roland-Holst, D. & Otte, J.** 2006. *Livestock and livelihoods: Development goals and indicators applied to Senegal*. Rapport de recherche FAO-PPLPI 06-08. Rome, FAO.
- Roland-Holst, D. & Otte, J.** 2010. *Livestock sector development, economic growth and poverty reduction*. FAO-PPLPI Research Report 10-03. Rome, FAO.
- Rosenzweig, M. & Wolpin, K.** 1993. Credit market constraints, consumption smoothing, and the accumulation of durable production assets in low-income countries: Investment in bullocks in India. *Journal of Political Economy*, 101(2): 223–244.
- Rubin, D., Tezera, S. & Caldwell, L.** 2010. *A calf, a house, a business of one's own: Microcredit, asset accumulation, and economic empowerment in GL CRSP projects in Ethiopia and Ghana*. Washington, DC, USAID, Global Livestock Collaborative Research Support Program.
- Rutherford, S.** 2000. *The poor and their money*. Delhi, Oxford University Press.
- Ruttan, V.W.** 2006. Social science knowledge and induced institutional innovation: An institutional design perspective. *Journal of Institutional Economics*, 2(3): 249–272.
- Sadler, K., Kerven, C., Calo, M., Manske, M. & Catley, A.** 2009. *A literature review of pastoral nutrition and programming responses*. Addis Abeba, Feinstein International Center, Tufts University and Save the Children.
- Sandford, S.** 1983. *Management of pastoral development in the Third World*. Chichester, UK, John Wiley.
- Sandford, S.** 1988. Integrated cropping-livestock systems for dryland farming in Africa. Pre- sented at the International Dryland Farming Conference, Amarillo/Bushland, Texas, USA.
- SA-PPLPP.** 2009. *Making modern poultry markets work for the poor. An example of cooperative development from Madhya Pradesh, India*. Good Practice Note SAGP 03. New Delhi, South Asia Pro-Poor Livestock Policy Programme (SA-PPLPP).
- Schultz, T.W.** 1964. *Transforming traditional agriculture*. New Haven, Connecticut, USA, Yale University Press.
- Seré, C. & Steinfeld, H.** 1996. *World livestock production systems: current status, issues and trends*. Document de la division de production et santé animale de la FAO N°127. Rome, FAO.

- Serra, N. & Stiglitz, J., eds.** 2008. *The Washington Consensus reconsidered. Towards a new global governance*. Oxford, UK, Oxford University Press.
- Shapiro, B.I., Haider, J., Wold, A. & Misgina, A.** 2000. The intra-household economic and nutritional impacts of market-oriented dairy production: evidence from the Ethiopian highlands. In *Agro-ecosystems, natural resources management and human health related research in East Africa: compte rendu de l'atelier international IDRC-ILRI*, pp. 109–123. Du 11 au 15 mai 1998, Addis Abeba, ILRI. Ottawa, Centre International de recherche en développement.
- Shepard, K. & Soule, M.** 1998. Soil fertility management in west Kenya: Dynamic simulation of productivity, profitability and sustainability at different resource endowment levels. *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 71: 131–145.
- Sinn, R., Ketzis, J. & Chen, T.** 1999. The role of women in the sheep and goat sector. *Small Ruminant Research*, 34(3): 259–269.
- Spencer, D.** 2002. The future of agriculture in sub-Saharan Africa and South Asia: W(h)ither the small farm? In *Sustainable Food Security for All by 2020. Compte rendu de la conférence internationale*, du 4 au 6 septembre 2001, Bonn, Allemagne. Washington, DC, IFPRI.
- Spielman, D.J. & Pandya-Lorch, R.** 2009. Fifty years of progress. In D.J. Spielman and R. Pandya-Lorch. *Millions fed. Proven successes in agricultural development*. Washington, DC, IFPRI.
- Staal, S., Nin Pratt, A. & Jabbar, M.** 2008a. *Dairy development for the resource poor part 2: Kenya and Ethiopia dairy development case studies*. Document de travail FAO-PPLPI N°44-2. Rome, FAO.
- Staal, S., Nin Pratt, A. & Jabbar, M.** 2008b. *Dairy development for the resource poor part 3: Pakistan and India dairy development case studies*. Document de travail FAO-PPLPI N°44-3. Rome, FAO.
- Start, D.** 2001. The rise and fall of the rural non-farm economy. *Development Policy Review*, 19(4): 491–505.
- Svita, V. & Rao, S.** 2007. *Deccani wool in Andhra Pradesh – étude*. Maharastra, Inde, Anthra.
- Tangka, F.K., Emerson, R.D. & Jabbar, M.A.** 2002. *Food security effects of intensified dairying: Evidence from the Ethiopian highlands*. Document de travail de recherche socioéconomique et sur les politiques N°44. Nairobi, ILRI.
- Tangka, F.K., Jabbar, M.A. & Shapiro, B.I.** 2000. *Gender roles and child nutrition in livestock production systems in developing countries: A critical review*. Document de travail de recherche socioéconomique et sur les politiques N°27. Nairobi, ILRI.
- Teufel, N., Markemann, A., Kaufmann, B., Valle-Zarate, A. & Otte, J.** 2010. *Livestock production systems in South Asia and the Greater Mekong sub-region*. Document de travail FAO-PPLPI N°48. Rome, FAO.
- Thirtle, C., Irz, X., Lin, L., McKenzie-Hill, V. & Wiggins, S.** 2001. *Relationship between changes in agricultural productivity and the incidence of poverty in developing countries*. Rapport DFID N°7946. Londres, DFID.
- Thomas, D., Zerbini, E., Parthasarathy Rao, P. & Vaidyanathan, A.** 2002. Increasing animal productivity on small mixed farms in South Asia: A systems perspective. *Agricultural Systems*, 71: 41–57.
- Thomas-Slayter, B. & Bhatt, N.** 1994. Land, livestock and livelihoods: Changing dynamics of gender, caste, and ethnicity in a Nepalese village. *Human Ecology*, 22(4): 467–494.
- Thorbecke, E. & Jung, H.** 1996. A multiplier decomposition method to analyse poverty alleviation. *Journal of Development Economics*, 48(2): 279–300.

- Thornton, P.K., Kruska, R.L., Henninger, N., Kristjanson, P.M., Reid, R.S., Atieno, F., Odera, A. & Ndegwa, T.** 2002. *Mapping poverty and livestock in the developing world*. Nairobi, ILRI.
- Thornton, P.K., Kruska, R.L., Henninger, N., Kristjanson, P.M., Reid, R.S. & Robinson, T.P.** 2003. Locating poor livestock keepers at the global level for research and development targeting. *Land Use Policy*, 20: 311–322.
- Thornton, P.K., Herrero, M., Freeman, A., Mwai, O., Rege, E., Jones, P. & McDermott, J.** 2007. Vulnerability, climate change and livestock – research opportunities and challenges for poverty alleviation. *Journal of SAT Agricultural Research*, 4(1): 1–23.
- Tiffin, M.** 2003. Transition in sub-Saharan Africa: Agriculture, urbanization and income growth. *World Development*, 11(8): 1343–1366.
- Tiffin, R. & Irz, X.** 2006. Is agriculture the engine of growth? *Agricultural Economics*, 35: 79–89.
- Timmer, C.P.** 1997. *How well do the poor connect to the growth process?* CAER II Discussion Paper N°17. Cambridge, Massachusetts, USA, Harvard Institute for International Development.
- Timmer, C.P.** 2005. *Agriculture and pro-poor growth: An Asian perspective*. Document de travail N°63. Washington, DC, Centre pour le développement mondial.
- Tipilda, A. & Kristjanson, P.** 2009. *Women and livestock development: A review of the literature*. ILRI Innovations Work Discussion Paper 01-09. Nairobi, ILRI.
- Upton, M.** 1985. Returns from small ruminant production in south-west Nigeria. *Agric. Systems*, 17(2): 65.
- Upton, M.** 2001. *Trade in livestock and livestock products: International regulation and role for economic development*. Document de travail sur les politiques FAO-AGA N°6. Rome, FAO.
- Upton, M. & Otte, J.** 2004. *Pro-poor livestock policies: Which poor to target?* Rapport de recherche FAO-PPLPI 04-02. Rome, FAO.
- USEPA.** 2006. *Global anthropogenic non-CO₂ greenhouse gas emissions: 1990–2020*. Bureau des programmes atmosphériques, Division des changements climatiques. www.epa.gov/nonco2/econ-international.html.
- Valdés, A., Foster, W., Anríquez, G., Azzarri, C., Covarrubias, K., Davis, B., DiGiuseppe, S., Essam, T., Hertz, T., de la O, A.P., Quiñones, E., Stamoulis, K., Winters, P. & Zezza, A.** 2008. *A profile of the rural poor*. Document de travail FAO-ESA 09-04. Rome, FAO.
- Valdivia, C.** 2001. Gender, livestock assets, resource management and food security: Lessons from the SR-CRSP. *Agriculture and Human Values*, 18: 27–39.
- Warr, P.G.** 2002. *Poverty incidence and sectoral growth*. document de travail UNU WIDER N°2002/20. Helsinki, United Nations University.
- Waters-Bayer, A.** 1988. *Dairying by settled Fulani in central Nigeria: The role of women and implications for dairy development*. Farming Systems and Resource Economics in the Tropics. Kiel, Allemagne, Wissenschaftsverlag Vauk.
- Werbeke, W., D'Haese, M., Kyeyamwa, H., Opuda-Asibo, J. & Van Huylenbroeck, G.** 2009. Assessing institutional development for livestock market participation of traditional cattle keepers in Uganda, Tanzania and Kenya. *Outlook on Agriculture*, 38(3): 275–283.
- Wiggins, S.** 2009. Can the smallholder model deliver poverty reduction and food security for a rapidly growing population in Africa? Présenté lors du Expert Meeting on How to feed the World in 2050, du 24 au 26 juin 2009, Rome, FAO.
- Wiggins, S. & Proctor, S.** 2001. How special are rural areas? The economic implications of location for rural development. *Development Policy Review*, 19(4): 427–436.

- Williamson, O.** 2000. The new institutional economics: Taking stock, looking ahead. *Journal of Economic Literature*, 38: 595–613.
- Woden, Q.** 1999. *Growth, poverty and inequality: a regional panel for Bangladesh*. Document de travail sur la recherche de politiques de la Banque Mondiale N°2072. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Woolhouse, M. & Gowtage-Sequeria, S.** 2005. Host range and emerging and reemerging pathogens. *Emerging Infectious Diseases*, 11(2):1842–1847.
- Wouterse, F. & Taylor, J.E.** 2008. Migration and income diversification. Evidence from Burkina Faso. *World Development*, 36(4): 625–640.
- Wu, Y.** 2005. *Understanding international food consumption patterns*. Perth, Australia, University of Western Australia Business School.
- Zeza, A., Winters, P., Davis, B., Carletto, G., Covarrubias, K., Quinones, E., Stamoulis, K., Karfakis, T., Tasciotti, L., DiGiuseppe, S. & Bonomi, G.** 2007. *Rural household access to assets and agrarian institutions: A cross country comparison*. Document de travail ESA 07-17. Rome, FAO.
- Zeza, A., Winters, P., Davis, B., Carletto, G., Covarrubias, K., Quiñones, E. & Tasciotti, L.** 2011. Rural household access to assets and markets: A cross country comparison. *European Journal of Development Research*, 23: 569–597.

Annexes

1. Groupes de pays et classification selon les revenus, Banque Mondiale 2010	165
2. Documents de travail FAO-PPLPI	167
3. Rapports de recherche FAO-PPLPI	169
4. Informations sur les politiques FAO-PPLPI	171

Annexe 1

Groupes de pays et classification selon les revenus, Banque Mondiale 2010

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique Centrale
 Afrique du Sud
 Angola
 Bénin
 Botswana
 Burkina Faso
 Burundi
 Cameroun
 Cape Vert
 Comores
 Congo
 Côte d'Ivoire
 Érythrée
 Éthiopie
 Gabon
 Gambie
 Ghana
 Guinée
 Guinée-Bissau
 Kenya
 Lesotho
 Liberia
 Madagascar
 Malawi
 Mali
 Mauritanie
 Maurice
 Mayotte
 Mozambique
 Namibie
 Niger
 Nigéria
 Ouganda
 Rwanda
 Sao Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Seychelles
 Sierra Leone
 Somalie
 Soudan
 Swaziland
 Tchad

Togo
 République démocratique du Congo
 République-Unie de Tanzanie
 Zambie
 Zimbabwe

ASIE DU SUD

Afghanistan
 Bangladesh
 Bhutan
 Inde
 Maldives
 Népal
 Pakistan
 Sri Lanka

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

Cambodge
 Chine
 Fiji
 Îles Marshall
 Îles Salomon
 Indonésie
 Kiribati
 Malaisie
 Micronésie (États fédérés de)
 Mongolie
 Myanmar
 Palau
 Papouasie-Nouvelle-Guinée
 Philippines
 République démocratique populaire de Corée
 République démocratique populaire lao
 Samoa
 Samoa américaines
 Thaïlande
 Timor-Leste
 Tonga
 Vanuatu
 Viet Nam

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

Albanie
 Arménie
 Azerbaïdjan
 Bélarus
 Bosnie-Herzégovine
 Bulgarie
 Ex-République yougoslave de Macédoine
 Fédération de Russie
 Géorgie
 Kazakhstan
 Kirghizistan
 Lettonie
 Lituanie
 Ouzbékistan
 Pologne
 République de Moldova
 Roumanie
 Serbie et Monténégro
 Tadjikistan
 Turquie
 Turkménistan
 Ukraine

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Argentine
 Belize
 Bolivie (État plurinational de)
 Brésil
 Chili
 Colombie
 Costa Rica
 Cuba
 Dominique
 El Salvador
 Équateur
 Grenade
 Guatemala
 Guyana
 Guyane française

Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République dominicaine
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Suriname
Uruguay
Venezuela

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD*

Algérie
Bande de Gaza
Cisjordanie
Djibouti
Égypte
Iran (République islamique d')
Iraq
Jordanie
Liban
Libye
Maroc
République arabe syrienne
Sahara occidental
Tunisie
Yémen

PAYS À REVENU ÉLEVÉ

Akrotiri et Dhekelia
Allemagne
Andorre
Antigua-et-Barbuda
Antilles néerlandaises
Arabie saoudite
Aruba
Australie
Autriche
Bahamas
Bahreïn
Barbade
Belgique
Bermudes
Brunéi Darussalam
Canada
Chine – RAS de Hong-Kong
Croatie
Chypre
Danemark

Émirats arabes unis
Espagne
Estonie
États-Unis d'Amérique
Finlande
France
Grèce
Groenland
Guam
Guernesey
Guinée équatoriale
Hongrie
Islande
Irlande
Île de Man
Îles Caïmans
Îles Féroé
Îles Mariannes du Nord
Îles Vierges américaines
Israël
Italie
Japon
Jersey
Koweït
Liechtenstein
Luxembourg
Malta
Monaco
Norvège
Nouvelle Calédonie
Nouvelle Zélande
Oman
Pays-Bas
Portugal
Porto Rico
Polynésie française
Qatar
République de Corée
République Tchèque
Royaume-Uni
Saint-Marin
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Trinité-et-Tobago

PAYS À FAIBLE REVENU

Afghanistan
Bangladesh
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cambodge

Comores
Erythrée
Ethiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Haïti
Kenya
Kirghizistan
Liberia
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Ouganda
Ouzbékistan
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République populaire démocratique de Corée
République démocratique populaire lao
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Tadjikistan
Togo
Tchad
Viet Nam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

* Désigné sous le nom de Proche-Orient et Afrique du Nord, tout au long de ce document.

Source: Banque mondiale, 2010. Rapport sur le développement mondial 2010. Washington, DC.

Annexe 2

Documents de travail FAO-PPLPI

No. Titre

- 50 Policies and narratives in Indian livestock: good practices for pro-poor change
- 49 Livestock market access and poverty reduction in Africa: the trade standards
enigma
- 48 Livestock production systems in South Asia and the Greater Mekong sub-region
- 47 Cartographie de l'accessibilité et pauvreté rurale dans la Corne de l'Afrique
- 46 Obstacles à l'entrée sur le marché, éleveurs pauvres et politiques publiques
- 45 Agriculture contractuelle et autres institutions de marché: des mécanismes pour
intégrer les petits éleveurs à la croissance et au développement du secteur de
l'élevage dans les pays en développement
- 44/3 Développement du secteur laitier en faveur des pauvres 3ème Partie: Etudes de cas
du développement du secteur laitier au Pakistan et en Inde
- 44/2 Développement du secteur laitier en faveur des pauvres 2ème Partie: Etudes de cas
du développement du secteur laitier au Kenya et en Ethiopie
- 44/1 Développement du secteur laitier en faveur des pauvres 1ère Partie: Comparaison des
politiques et du développement du secteur laitier en Asie du Sud et en Afrique de l'Est
- 43 Dépense des ménages en aliments d'origine animale: comparaison entre l'Ouganda,
le Vietnam et le Pérou
- 42 Impact prévu de la libéralisation sur les revenus des producteurs laitiers en
Allemagne, au Viet Nam, en Thaïlande et en Nouvelle Zélande
- 41 Réexamen du concept traditionnel des services d'élevage: étude de la capacité
d'intervention en Thaïlande, en Malaisie et au Viet Nam
- 40 Comparaison du coût des méthodes de lutte contre la mouche tsé-tsé: estimations
pour l'Ouganda
- 39 Processus dynamiques de la pauvreté et rôle de l'élevage au Pérou
- 38 Programmes de développement du secteur laitier: avantages et risques pour les
petits producteurs
- 37 Politiques et stratégies de la réduction de la vulnérabilité des peuples pasteurs en
Afrique subsaharienne
- 36 Cartographie de la pauvreté en Ouganda: analyse fondée sur des données
environnementales par télédétection et autres
- 35 Économie politique du développement international et des politiques d'élevage en
faveur des pauvres: évaluation comparative (révisée et augmentée)
- 34 Économie de la production laitière à Cajamarca (Pérou), et plus particulièrement de
la petite industrie laitière
- 33 Économie politique de la production laitière à Hanoi (Viet Nam), et plus
particulièrement de la petite industrie laitière
- 32 Politiques d'élevage et pauvres ruraux au Pérou
- 31 Pays en développement et secteur laitier international - Deuxième partie:
monographies nationales
- 30 Pays en développement et secteur laitier international - Première partie: vue
d'ensemble
- 29 Élevage, libéralisation et démocratie: contraintes et opportunités pour les éleveurs
ruraux dans une Ouganda en cours de réforme
- 28 Parcourir le secteur de l'élevage: dimension économique des politiques d'élevage
au Burkina Faso

- 27 Politiques d'élevage et lutte contre la pauvreté: théorie et pratique en Afrique, en Asie et en Amérique latine
- 26 Économie politique des politiques d'élevage en faveur des pauvres au Cambodge
- 25 Réglementation internationale, sécurité sanitaire des aliments et petits éleveurs pauvres dans les pays en développement
- 24 Dimensions géographiques des exploitations d'élevage au Viet Nam: relations spatiales entre pauvreté, infrastructure et environnement
- 23 Niveau de risque adéquat: équilibrer la nécessité d'un approvisionnement en produits d'origine animale sains et d'un accès équitable aux marchés pour les plus pauvres
- 22 Politiques de santé animale et pratiques: modernisation des systèmes communautaires de santé animale, enseignements tirés du domaine de la santé humaine
- 21 Contribution de l'élevage aux revenus des ménages au Viet Nam: analyse fondée sur la typologie des ménages
- 20 Économie politique de la production laitière à Chiang Mai (Thaïlande), et plus particulièrement de la petite industrie laitière
- 19 Dimension économique de l'élaboration des politiques d'élevage en faveur des pauvres en Éthiopie
- 18 Élaboration des politiques de l'Union européenne: la réforme de la PAC et le commerce de viande bovine et de produits laitiers entre l'Union européenne et les pays en développement
- 17 Financement des systèmes de santé animale: instruments et options
- 16 Économie de la production laitière en Orissa (Inde), et plus particulièrement de la petite industrie laitière
- 15 Politiques d'élevage et pauvreté rurale en Bolivie
- 14 Voies de sortie de la pauvreté dans le Kenya occidental et rôle de l'élevage
- 13 Pauvreté, élevage et typologies des ménages au Népal
- 12 Économie politique du développement international et politiques d'élevage en faveur des pauvres: une évaluation comparative
- 11 L'approche de choix publics dans l'analyse économique des systèmes de santé animale
- 10 Rôle de l'élevage dans le développement économique et lutte contre la pauvreté
- 09 Élevage et pauvres ruraux dans les États d'Andhra Pradesh et d'Orissa (Inde)
- 08 Commerce, influences politiques et libéralisation: la situation des plus démunis dans l'économie politique de l'élevage au Sénégal
- 07 Examen de la production laitière au Bangladesh, et plus particulièrement de la petite industrie laitière
- 06 Examen de l'aviculture familiale comme moyen de lutter contre la pauvreté, notamment au Bangladesh et en Inde
- 05 Économie politique de l'élaboration des politiques d'élevage en faveur des pauvres au Viet Nam
- 04 Méthodes d'évaluation des programmes de développement de l'élevage dans les systèmes à petite échelle
- 03 Étude de la production laitière au Pakistan, et plus particulièrement du secteur de la petite industrie laitière
- 02 Étude de la production laitière en Inde, et plus particulièrement de la petite industrie laitière
- 01 Étude du rôle de l'élevage dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

Disponibles à l'adresse suivante:

www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/ppipi/workingpapers.html

Annexe 3

Rapports de recherche FAO-PPLPI

No. Titre

- 10-03 Livestock sector development, economic growth and poverty reduction
- 10-02 Global public health and transboundary animal diseases: issues and options, approaches and concerns
- 10-01 Integrated poverty assessment of livestock promotion: an example from Viet Nam
- 09-07 A rapid rural appraisal of the family-based poultry distribution scheme of West Bengal, India
- 09-06 Animal health in the 21st century: challenges and opportunities
- 09-0 The “livestock revolution”: rhetoric and reality
- 09-04 Contract farming as an institution for integrating rural smallholders in markets for livestock products in developing countries: II. Results in case countries
- 09-03 Sericulture: an alternative source of income to enhance the livelihoods of small-scale farmers and tribal communities
- 09-02 Poultry, food security and poverty in India: looking beyond the farm-gate
- 09-01 Supporting livestock sector development for poverty reduction: issues and proposals
- 08-12 Contract farming as an institution for integrating rural smallholders in markets for livestock products in developing countries: I. Framework and applications
- 08-11 Food markets and poverty alleviation
- 08-10 Implementation of a certified smallholder supply chain and test marketing traceable free range chicken: I. Methodology
- 08-09 Supply chain auditing for poultry production in Thailand
- 08-08 Animal health policies in developing countries – a review of options
- 08-07 The livestock sector in the World Development Report 2008: re-assessing the policy priorities
- 08-06 Zoonotic disease risks and socioeconomic structure of industrial poultry production: review of the US experience with contract growing
- 08-05 Information failures in livestock markets: evidence from Lao PDR
- 08-04 Determinants of participation in contract farming in pig production in northern Viet Nam
- 08-03 Poultry supply chains and market failures in northern Viet Nam
- 08-02 Poultry market institutions and livelihoods: evidence from Viet Nam
- 08-01 HPAI and international policy processes – a scoping study
- 07-14 Demand-oriented approaches to HPAI risk management
- 07-13 Strengthening market linkages of smallholder pig producers through informal contracts in northern Viet Nam
- 07-12 PPLPI’s Livestock Development Goals: Application of LDG1 to Peru, Senegal and Viet Nam
- 07-11 Pro-Poor livestock sector development in Latin America: a policy overview
- 07-10 The poultry sector in Viet Nam: prospects for smallholder producers in the aftermath of the HPAI crisis
- 07-09 Industrial livestock production and global health risks
- 07-08 External shocks, producer risk, and adjustment in smallholder livestock production: the case of HPAI in Viet Nam
- 07-07 Farm gate trade patterns and trade at live poultry markets supplying Ha Noi: results of a rapid rural appraisal

- 07-06 Market participation of smallholder poultry producers in northern Viet Nam
- 07-05 Livestock in a changing landscape: social consequences for mixed crop-livestock production systems in developing countries
- 07-04 Livestock policies, land and rural conflicts in sub-Saharan Africa
- 07-03 Pig systems, livelihoods and poverty: current status, emerging issues, and ways forward
- 07-02 Sources and destinations of poultry traded in Ha Vi market: results of a participatory appraisal
- 07-01 Globalization and smallholder farmers
- 06-14 Supporting the formulation of a pro-poor dairy development policy in Uganda
- 06-13 Livestock production and household income patterns in rural Senegal
- 06-12 Evidence-based policy for controlling HPAI in poultry: bio-security revisited
- 06-11 Smallholder contract farming of swine in northern Viet Nam: type and scale of production activity
- 06-10 Pig systems, livelihoods and poverty: current status, emerging issues, and ways forward
- 06-09 Promoting livestock service reform in Andhra Pradesh
- 06-08 Livestock and livelihoods: development goals and indicators applied to Senegal
- 06-07 Commune-level simulation model of HPAI H5N1 poultry infection and control in Viet Nam
- 06-06 Assessment and reflections on livestock service delivery in Andhra Pradesh: a synthesis
- 06-05 Initial assessment of the impact of poultry sales and production bans on household incomes in Viet Nam
- 06-04 Smallholder contract farming of swine in northern Viet Nam: contract types
- 06-03 Willingness to pay for veterinary services: evidence from poor areas in rural India
- 06-02 The competitiveness of smallholder livestock producers in developing countries
- 06-01 Development of the epidemiological component of SPADA (Strategic Pathogen Assessment for Domestic Animals)
- 05-09 Livestock development for sub-Saharan Africa
- 05-08 Minor veterinary services in Andhra Pradesh: stakeholder consultations and expert group deliberations
- 05-07 Livestock service delivery in Andhra Pradesh: veterinarians' perspective
- 05-06 Smallholder livestock keepers in the era of globalization
- 05-05 Integrated poverty assessment of livestock promotion: the case of Viet Nam
- 05-04 Control strategy and action plan for animal diseases of economic importance for the poor in Andhra Pradesh
- 05-03 Animal health workers in Andhra Pradesh: service delivery, supplies, support and supervision
- 05-02 Poverty and livestock agriculture
- 05-01 Current status and prospects for the pig sector in Viet Nam: a desk study
- 04-03 Para-veterinary training programmes in Andhra Pradesh
- 04-02 Pro-poor livestock policies: which poor to target?
- 04-01 The impact of trade agreements on livestock producers

Disponibles à l'adresse suivante:

www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/pplpi/research.html

Annexe 4

Informations sur les politiques FAO-PPLPI

No. Titre

- 26 Production animale industrielle et risques sanitaires mondiaux
- 25 Repenser le rôle des gouvernements dans le développement du secteur de l'élevage sur des marchés dynamiques: études de cas en Thaïlande, Malaisie et Viet Nam
- 24 Choix d'une technique pour établir une zone indemne de mouches tsé-tsé en Afrique: la question du coût
- 23 Gestion en faveur des pauvres pour les risques de santé publique induits par l'élevage: l'exemple de l'IAHP en Asie de l'Est et du Sud-Est
- 22 Élevage et moyens d'existence: priorités et défis des politiques d'élevage en faveur des pauvres
- 21 Risque de grippe aviaire, biosécurité et situation précaire des petits aviculteurs
- 20 Programmes de développement du secteur laitier: avantages et risques pour les petits producteurs - l'exemple de l'Andhra Pradesh (Inde)
- 19 Politiques et stratégies de réduction de la vulnérabilité des pasteurs nomades en Afrique subsaharienne
- 18 Politiques d'élevage et pauvres ruraux au Pérou
- 17 Élevage, libéralisation et démocratie: contraintes et opportunités pour les éleveurs ruraux dans une Ouganda en cours de réforme
- 16 Exploration du secteur de l'élevage: politique et économie de l'élevage au Burkina Faso
- 15 Politiques d'élevage et lutte contre la pauvreté en Afrique, en Asie et en Amérique latine
- 14 L'économie des politiques d'élevage en faveur des pauvres au Cambodge
- 13 Rendre les réglementations internationales de sécurité sanitaire des aliments favorables aux intérêts des éleveurs pauvres des pays en développement
- 12 La petite industrie laitière face à la mondialisation: l'exemple de l'Asie du Sud
- 11 Élaboration des politiques de l'UE: réforme de la PAC et commerce de la viande bovine et des produits laitiers de l'UE avec les pays en développement
- 10 Instruments de financement pour les systèmes de santé animale
- 09 Politiques d'élevage et pauvreté rurale en Bolivie
- 08 Économie politique du développement international et politiques d'élevage en faveur des pauvres: une évaluation comparative
- 07 Prestations de services dans le secteur de l'élevage: le cas de la santé animale
- 06 Questions de politiques relatives au développement de l'élevage et à la réduction de la pauvreté
- 05 Politiques d'élevage viables en faveur des pauvres dans les États d'Andhra Pradesh et d'Orissa (Inde)
- 04 Application de politiques d'élevage viables en faveur des pauvres au Sénégal
- 03 Mettre les politiques d'élevage au service des intérêts des pauvres du Viet Nam
- 02 Production laitière en Inde - Possibilités et risques pour les petits producteurs
- 01 L'élevage: Une ressource négligée dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté

Disponibles à l'adresse suivante:

www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/pplpi/policybriefs.html.

L'élevage contribue aux moyens d'existence d'environ 70 pour cent des populations rurales pauvres dans le monde. L'augmentation de la demande de protéines animales dans les pays à faibles et moyens revenus offre aux pauvres ruraux une opportunité d'améliorer leurs moyens de subsistance. Toutefois, la nature des activités d'élevage est souvent déterminée par des cadres politiques et institutionnels généralement peu favorables aux intérêts des plus démunis.

En 2001, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a donc décidé de lancer une Initiative pour des politiques en faveur des pauvres (PPLPI) afin de formuler et d'encourager des politiques et des réformes institutionnelles en faveur des éleveurs pauvres du monde entier. À cette fin, l'Initiative s'appuie à la fois sur la participation des divers acteurs concernés, la recherche, l'analyse et la diffusion de l'information ainsi que le développement des capacités.

Le développement du secteur de l'élevage pour la réduction de la pauvreté: perspectives économique et politique, passe en revue les principaux aspects de l'interface élevage-pauvreté et vise à identifier les conditions dans lesquelles l'élevage peut être un outil efficace pour réduire la pauvreté; les interventions qui permettent d'exploiter pleinement le potentiel de l'élevage en vue de réduire la pauvreté, selon les contextes; et la manière de faciliter la mise en œuvre durable de ces interventions.